

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS MARSEILLE-PROVENCE

Date de Publication : 29/03/2022

N° : 2022/264

LES DELIBERATIONS
CONSEIL DU 7 MARS 2022

METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE

Conseil de Territoire Marseille Provence

7 MARS 2022

Conformément aux dispositions légales en vigueur, le Procès-verbal de la Séance a été affiché aux portes du Siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence et aux portes des Hôtels de Ville des Communes Membres à partir du et ce, pour une durée d'un mois.



ETAIENT PRESENTS :

Mesdames et Messieurs :

Patrick AMICO - Christian AMIRATY - Sophie ARRIGHI - Gérard AZIBI - Mireille BALLETTI - Marion BAREILLE - Sébastien BARLES - Marie BATOUX - Nassera BENMARNIA - Sabine BERNASCONI - Solange BIAGGI - Corinne BIRGIN - Sarah BOUALEM - Romain BRUMENT - Isabelle CAMPAGNOLA-SAVON - Emilie CANNONE - Laure-Agnès CARADEC - Martin CARVALHO - Roland CAZZOLA - Mathilde CHABOCHE - Saphia CHAHID - Emmanuelle CHARAFE - Lyece CHOULAK - Jean-Marc COPPOLA - Sandrine D'ANGIO - Lionel DE CALA - Marc DEL GRAZIA - Anne-Marie D'ESTIENNE D'ORVES - Cédric DUDIEUZERE - Claude FERCHAT - Lydia FRENTZEL - Agnès FRESCHER - David GALTIER - Audrey GARINO - Samia GHALI - Patrick GHIGONETTO - Jean-Pierre GIORGI - Sophie GRECH - Stéphanie GRECO DE CONINGH - Frédéric GUELLE - Roger GUICHARD - Prune HELFTER-NOAH - Pierre HUGUET - Michel ILLAC - Sébastien JIBRAYEL - Cédric JOUVE - Christine JUSTE - Vincent KORNPROBST - Anthony KREHMEIER - Pierre LAGET - Gisèle LELOUIS - Pierre LEMERY - Camélia MAKHLOUFI - Marie MARTINOD - Sandrine MAUREL - Anne MEILHAC - Hervé MENCHON - Eric MERY - Marie MICHAUD - Férouz MOKHTARI - André MOLINO - Yves MORAIN - Lourdes MOUNIEN - Roland MOUREN - Lisette NARDUCCI - Yannick OHANESSIAN - Grégory PANAGOUDIS - Patrick PAPPALARDO - Christian PELLICANI - Claude PICCIRILLO - Catherine PILA - Jocelyne POMMIER - Véronique PRADEL - Perrine PRIGENT - Stéphane RAVIER - Didier REAULT - Dona RICHARD - Jean-Baptiste RIVOALLAN - Denis ROSSI - Georges ROSSO - Laure ROVERA - Eric SEMERDJIAN - Laurence SEMERDJIAN - Aïcha SIF - Jean-Marc SIGNES - Laurent SIMON - Gilbert SPINELLI - Nathalie TESSIER - Marcel TOUATI - Martine VASSAL - Catherine VESTIEU - Anne VIAL - Ulrike WIRMINGHAUS.

ETAIENT ABSENTS ET REPRESENTES :

Mesdames et Messieurs :

Mireille BENEDETTI représentée par Christian AMIRATY - Sophie CAMARD représentée par Laurence SEMERDJIAN - Bernard DEFLESSELLES représenté par Marc DEL GRAZIA - Alexandre DORIOL représenté par Laurent SIMON - Olivia FORTIN représentée par Eric MERY - Sophie GUERARD représentée par Marie BATOUX - Jessie LINTON représentée par Gérard AZIBI - Caroline MAURIN représentée par Jean-Pierre GIORGI - Danielle MILON représentée par Patrick GHIGONETTO - Benoît PAYAN représenté par Anthony KREHMEIER - Pauline ROSSELL représentée par Frank OHANESSIAN - Michèle RUBIROLA représentée par Vincent KORNPROBST - Etienne TABBAGH représenté par Jean-Marc SIGNES - Guy TEISSIER représenté par Patrick PAPPALARDO.

ETAIENT ABSENTS ET EXCUSES :

Mesdames et Messieurs :

Franck ALLISIO - Julien BERTEI - Eléonore BEZ - Doudja BOUKRINE - Nadia BOULAINSEUR - Valérie BOYER - Joël CANICAVE - René-Francis CARPENTIER - Roland GIBERTI - Bruno GILLES - Pierre-Olivier KOUBI-FLOTTE - Eric LE DISSSES - Bernard MARANDAT - Maxime MARCHAND - Frank OHANESSIAN - Didier PARAKIAN - Marine PUSTORINO-DURAND - Lionel ROYER-PERREAUT - Jean-Yves SAYAG.

Commission "Finances - Etat Spécial de Territoire"

FET 001-001/22/CT

■ **CT1 - Renouvellement de la convention relative à la crémation des dons de corps à la science avec la Faculté de Médecine de Marseille**

Information du Conseil de Territoire

FET 001-07/03/22 CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Les dispositions légales et réglementaires actuellement en vigueur font obligation aux facultés de médecine de faire procéder à l'inhumation ou à la crémation des restes mortels provenant des dons de corps à la médecine.

La Faculté de Médecine de Marseille a fait le choix d'opter pour la crémation et a souhaité faire appel au Crématorium Saint-Pierre dont les installations de crémation sont agréées.

Par délibération n° EPPS 002-675/08/BC du 13 octobre 2008, la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé une convention fixant les dispositions et conditions de prise en charge de ces crémations par le Crématorium Saint-Pierre. La délibération EPPS 008-473/12/CC du 29 juin 2012 est venue compléter cette convention en fixant à cent (100) le seuil maximum de crémations gratuites pour ce type de crémations.

Compte tenu du nombre croissant de demandes de crémations des dons de corps à la science par la faculté de Médecine de Marseille, supérieur au seuil de cent crémations, la délibération tarifaire n° EPPS 003-1353/15/CC du 25 septembre 2015 comprend un tarif pour la crémation des corps à
A compter de la 101^{ème} crémation, le tarif en vigueur sera appliqué.

Par délibération n° HN 040-068/16/CM du 07 avril 2016 la convention fixant les dispositions et conditions de prise en charge de ces crémations par le Crématorium Saint-Pierre a été renouvelée pour une période de cinq ans.

La convention passée avec la faculté de Médecine de Marseille arrivant à échéance, il convient donc de renouveler cette dernière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La délibération PEC n° 1/270/CC du 27 juin 2002 relative à la création d'une régie dotée de l'autonomie financière pour la gestion du Crématorium Saint-Pierre
- La délibération PEC n° 1/428/CC du 27 juin 2003 approuvant la gratuité des frais de crémation accordée à certaines catégories de personnes

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

- La délibération EPPS 008-473/12/CC du 29 juin 2012 relative à l'instauration d'un seuil maximal fixé à cent pour la crémation à titre gratuit des personnes ayant légué leur corps à la science,
- La délibération n° HN 040-068/16/CM du 07 avril 2016 relative au Renouvellement de la convention relative à l'incinération des dons de corps à la science avec la Faculté de Médecine de Marseille
- La délibération n° FBPA-010-10672/21/CM du 19 novembre 2021 relative à la fixation des redevances de crémation pour l'année 2022 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative au renouvellement de la convention relative à la crémation des dons de corps à la science avec la Faculté de Médecine de Marseille.
- à l'approbation de la convention pour la crémation des dons de corps à la faculté de Médecine.

DELIBERE

Article 1 :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération portant sur le renouvellement de la convention relative à la crémation des dons de corps à la science avec la Faculté de Médecine de Marseille.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget annexe du Crématorium Marseille de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Sous-politique A430 – Nature 7060 – Code gestionnaire CREMA.

Commission "Habitat - Politique de la Ville"

HPV 001-002/22/CT

**■ CT1 - Réhabilitation de l'Habitat ancien - Attribution des subventions aux propriétaires privés - PIG Habiter Mieux - OPAH RU La Ciotat - OPAH RU LHI Marseille Centre
 DOH 22/20141/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre de sa politique de soutien à la réhabilitation de l'habitat privé ancien, le Conseil de Territoire apporte des subventions sur ses fonds propres complémentaires aux aides que la Métropole gère par délégation des aides de l'Agence Nationale de l'Habitat. Le régime de ces subventions est contractualisé dans le cadre des conventions opérationnelles partenariales signées avec l'ensemble des Collectivités, l'État et l'Anah. Les modalités d'attribution des subventions sur fonds propres sont précisées dans le règlement des aides du conseil de territoire approuvé par délibération du conseil de Marseille Provence le 26 février 2019.

Ainsi sont présentées ici, pour engagement, les subventions proposées dans le cadre :

- du Programme d'Intérêt Général « Habiter mieux »,
- de l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat Renouvellement Urbain du Vieux La Ciotat,
- de l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat Renouvellement Urbain de Lutte contre l'Habitat Indigne de Marseille Centre.

**Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
 Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.**

- Le PIG « Habiter mieux » :

Par délibération du Conseil de Communauté du 9 octobre 2014, la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, à laquelle s'est substituée la Métropole Aix-Marseille Provence au 1er janvier 2016, a approuvé une convention avec l'Anah et le Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur pour un Programme d'Intérêt Général Habiter Mieux « Lutte contre la précarité énergétique », et a approuvé une convention financière avec le Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur. Par délibération du 3 juillet 2015, le Conseil de Communauté a approuvé le dispositif d'aides aux propriétaires privés accordées par Marseille Provence Métropole (MPM) ainsi qu'un avenant N°1 à cette convention financière, relatif au nouveau régime des aides régionales. Par délibération du 24 octobre 2019, le Conseil de Métropole a approuvé un avenant N°2 de prorogation de ce dispositif.

Les objectifs du PIG « Habiter Mieux » « Lutte contre la précarité énergétique » de Marseille Provence sont de :

- réduire fortement les consommations énergétiques des logements ;
- résorber les situations de logements indignes ; améliorer durablement les logements dégradés ;
- répondre aux besoins spécifiques des personnes âgées et handicapées ;
- développer une offre de logements locatifs à loyers maîtrisés ;
- résorber la vacance.

Afin d'inciter les propriétaires à s'engager dans des travaux de réhabilitation durables et de mettre sur le marché des logements à loyers modérés, la convention du PIG prévoit la mise en place par l'EPCI et la Région, de primes complémentaires aux subventions de l'Anah.

Il est ainsi proposé aujourd'hui au conseil de subventionner dans le cadre du PIG «Habiter Mieux» la réhabilitation de 3 logements, agréés par l'Anah en fin de programme :

- 2 primes répondent à l'objectif de performance énergétique ;

- 1 prime portant sur la réduction de loyer est octroyée à un propriétaire bailleur conventionnant son logement en loyer social ;

La somme totale engagée par la Métropole dans le cadre du PIG «Habiter Mieux» s'élève à 3 724 euros dont 2 816 euros de subventions sur fonds propres et 908 euros d'avance faite par la Métropole pour le compte de la Région.

Ces aides accompagnent les subventions de l'Anah engagées à hauteur de 103 162 euros, dont 908 euros à la Région qui génèrent un montant de travaux global de 203 110 euros TTC.

Le détail des dossiers est précisé en annexe.

- L'OPAH RU du Vieux La Ciotat

Par délibération DEVT 003-2964/17/BM du 14 décembre 2017, l'EPCI a approuvé une convention d'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat Rénovation urbaine (OPAH-RU) à volet copropriétés dégradées sur le centre ancien de La Ciotat avec l'ANAH, l'Etat, la Région, le Département, la Ville de La Ciotat, la Caisse des Dépôts et Consignations et l'association Action Logement Groupe ainsi qu'une convention financière avec la Région.

Les orientations stratégiques sont :

- Soutenir les propriétaires occupants dans l'amélioration de leur logement ;
- Attirer de nouveaux propriétaires accédant à la propriété ;
- Conforter la structuration du bâti par une aide directe aux copropriétés ;
- La production d'une offre de logements adaptés aux besoins des ménages, notamment en termes de typologie et de superficie des biens en facilitant les mutabilités des logements ou immeubles en copropriétés ;
- Réorientation des rez-de-chaussée afin de supprimer les logements insalubres ;
- Soutenir les propriétaires bailleurs afin de produire du logement locatif conventionnés ou intermédiaires ;
- Encourager le confort énergétique et l'utilisation de rénovation du bâti ancien compatible avec les attentes de l'Architecte des Bâtiments de France.

Il est proposé au Conseil de Territoire d'apporter des subventions aux 5 bénéficiaires suivants :

- 3 syndicats de copropriété pour des travaux de sortie de péril,
- 1 indivision pour des travaux dans un logement à conventionner,

- 1 propriétaire pour une accession à la propriété assortie de travaux d'amélioration.

Le montant total de l'engagement de la Métropole s'élève à 59 676 euros dont 747 euros de subventions de la Région, 3 000 euros de subvention du Département et 55 929 euros sur fonds propres de la Métropole, qui génèrent un montant de travaux global de 342 001 euros TTC.

Le détail des dossiers est précisé en annexe.

- L'OPAH RU transitoire Lutte contre l'Habitat Indigne Marseille Centre :

Par délibération DEVT 013-5207/18/CM du 13 décembre 2018, l'EPCI a approuvé une convention d'Opération programmée d'amélioration de l'habitat et renouvellement urbain (OPAH RU) transitoire « Lutte contre l'Habitat Indigne – Marseille centre » signée pour 3 ans avec l'Etat, l'Anah, et la Ville de Marseille.

La convention d'OPAH RU prévoit la mise en place par l'EPCI d'aides complémentaires aux subventions de l'Anah, prioritairement sur les parties communes d'immeubles en péril et évacués ou présentant de graves désordres dans le bâti ou au titre des équipements communs.

Cette opération couvre les quartiers anciens du grand centre-ville inscrits dans un périmètre de 1 000 hectares et vise également l'immeuble de grande hauteur Bel Horizon constitué de deux copropriétés.

Dans le cadre de ce dispositif, l'Anah subventionne les travaux en copropriété relevant du Plan Initiative Copropriétés (travaux d'urgence) à hauteur de 50 à 100 % du HT selon le degré de dégradation.

La Métropole Territoire Marseille Provence accompagne sur ses fonds propres le dispositif de l'Anah en le complétant par une subvention à concurrence de 20% des dépenses éligibles TTC permettant de couvrir de 75 à 100% du montant des travaux urgents réalisés sur les copropriétés dégradées et participant à leur relèvement pérenne.

Il est proposé aujourd'hui au Conseil de Territoire de subventionner dans le cadre de cette opération 10 copropriétés en difficultés, immeubles traditionnels en tissus ancien sous arrêté de péril, s'engageant dans une réhabilitation globale et pérenne des parties communes.

Le montant total de l'engagement de la Métropole dans le cadre de l'OPAH RU LHI s'élève à 445 180 euros de subventions sur fonds propres complémentaires à l'Anah, qui génèrent un montant de travaux global de 2 230 079 euros TTC.

Le détail des dossiers est précisé en annexe.

Pour l'ensemble de ces opérations, la somme totale engagée par la Métropole s'élève à 508 580 euros de subventions dont 503 925 euros sur fonds propres, 1 655 euros pour la Région, et 3 000 euros pour le Département.

Pour rappel, pour chaque engagement d'aides supérieur à 23 000 euros délibéré par le territoire Marseille Provence, une convention de financement sera signée avec le bénéficiaire selon le modèle-type approuvé par délibération n°HN 024828/07/20 CT du 31 juillet 2020.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La circulaire n°2002-68/UHC/IUH4/26 relative aux opérations programmées d'amélioration de l'habitat et au programme d'intérêt général, en date du 8 novembre 2002 ;
- Le Règlement Général de l'Anah ;

- La délibération DEVT 013-5207/18/CM du 13 décembre 2018 relative à la nouvelle stratégie territoriale durable intégrée de Lutte contre l'Habitat Indigne – mesures exceptionnelles de l'Anah facilitant le traitement en urgence de l'habitat indigne dans le centre ancien de Marseille – approbation des modalités d'intervention en Opération d'Amélioration de l'Habitat à volet renouvellement urbain simplifiée ;
- La convention de l'Opération programmée d'amélioration de l'habitat et de renouvellement urbain transitoire « Lutte contre l'Habitat Indigne – Marseille centre » notifiée le 9 mai 2019 ;
- La délibération DEVT 003-2964/17/BM du 14 décembre 2017, approuvant la convention d'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat Rénovation urbaine (OPAH-RU) à volet copropriétés dégradées sur le centre ancien de La Ciotat avec l'ANAH, l'Etat, la Région, le Département, la Ville de La Ciotat, la Caisse des Dépôts et Consignations et l'association Action Logement Groupe ainsi qu'une convention financière avec la Région.
- La délibération VU 015-015/19/CT du Conseil de territoire Marseille Provence approuvant le règlement du dispositif d'aides en complément de l'Anah sur le territoire Marseille Provence en date du 26 février 2019 ;
- La délibération n°HN 024-28/07/20 CT du 31 juillet 2020 approuvant un modèle-type de convention de financement à signer avec les bénéficiaires de subventions métropolitaines ;
- La délibération n°CHL 00568215/20/BM du 31 juillet 2020 approuvant la convention-cadre avec deux SACICAP permettant de préfinancer les subventions aux copropriétés en difficulté octroyées dans le cadre de l'OPAH de renouvellement urbain « Lutte contre l'Habitat Indigne – Marseille centre » ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° FBPA 062-10934/21/CM du 16 décembre 2021 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la Métropole est compétente de plein droit en matière d'habitat ;
- Qu'il y a lieu d'inciter les propriétaires à s'engager dans des travaux de réhabilitation durables et de mettre sur le marché des logements à loyers modérés ainsi que d'accompagner les copropriétés en difficulté à pouvoir engager des programmes de travaux de sécurité au moyen de subventions complémentaires à celles de l'Anah ;
- Qu'il convient de valider l'octroi des subventions aux propriétaires bénéficiant d'aides de l'Anah et réalisant des réhabilitations qui atteignent qualitativement les objectifs de l'OPAH RU transitoire Lutte contre l'habitat Indigne Marseille-Centre ; de l'OPAH RU du Vieux La Ciotat ainsi que des copropriétés pouvant bénéficier d'aides au syndicat des copropriétaires par l'Anah, nécessitant pour cela une assistance à maîtrise d'ouvrage apportée par un opérateur agréé Anah ;
- Que le Conseil de Territoire est compétent pour attribuer sur son budget les aides sur fonds propres instaurées dans le cadre de cette politique.

DELIBERE

Article 1 :

Est approuvée l'attribution des subventions aux bénéficiaires dont les listes sont jointes en annexe :

Annexes	Dispositif	Nbre de logements / Nbre de Copropriétés	Nbre de bénéficiaires	Montant engagé
Annexe 1	PIG « Habiter mieux »	3 logements	3	3 724 euros

Annexe 2	OPAH RU Vieux La Ciotat	2 logements 3 copropriétés	5	59 676 euros
Annexe 3	OPAH RU LHI Marseille centre	10 copropriétés	10	445 180 euros
TOTAL			18	508 580 euros

Article 2 :

Les subventions sur fonds propres sont versées sur justificatifs : titre de propriété, factures des travaux, facture de l'AMO, et/ou présentation d'une fiche de synthèse établie par l'Anah, au moment du versement du solde sa subvention. Cette fiche récapitule les dates de l'engagement et du paiement du solde du dossier, pièce que l'Anah ne renseigne qu'après avoir instruit et vérifié les pièces au paiement et notamment les factures des travaux.

Article 3 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence, ou son représentant, est autorisé à solliciter auprès de l'Agence nationale de l'habitat toute subvention pour des études préalables et pour l'ingénierie d'animation des dispositifs contractualisés.

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence, ou son représentant, est autorisé à solliciter auprès de la Région Sud et du Département des Bouches du Rhône toute subvention avancée pour le compte de ces collectivités.

Article 4 :

Les dépenses relatives à ces aides sont inscrites au budget pour un montant de 508 580 euros, Sous politique D110 « Amélioration Habitat Ancien », Nature 4581181070, Fonction 552 au sein de l'opération 2018107000 : « Amélioration Habitat Ancien Phase 1 ».

Article 5 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence, ou son représentant, est habilité à signer tout document concourant à la mise en œuvre de la présente délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

HPV 002-003/22/CT

■ **CT1 - Réhabilitation de l'habitat privé : Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat OPAH Lutte contre l'Habitat Indigne Marseille Centre - Avenant de prorogation**

Avis du Conseil de Territoire DOH 22/20142/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant pour avis :

L'article L.5218-7,I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Bureau de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

**Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.**

La délibération « Réhabilitation de l'habitat privé : Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat (OPAH) "Lutte contre l'Habitat Indigne Marseille Centre" - Avenant de prorogation » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Le 28 novembre 2018, le Conseil d'Administration de l'Anah délibérait des mesures exceptionnelles pour Marseille qui avait à faire face à une vague de mises en péril d'immeubles et d'évacuations sans précédent. L'Agence favorisait la mise en place en urgence d'une Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat (OPAH) simplifiée à volet copropriétés dégradées qui bénéficiait des dispositions du Plan Initiative Copropriétés mis en place à la même date sur l'ensemble du territoire national.

Cette OPAH, conçue pour déclencher prioritairement la réparation pérenne des immeubles en péril et contribuer au retour des résidents évacués, signée pour trois ans entre la Métropole, la Ville, l'Etat et l'Anah, est entrée en vigueur en mai 2019. Ses objectifs opérationnels sont de traiter 80 copropriétés dégradées et 20 mono-propriétés, ainsi que réaliser des travaux d'office sur 15 immeubles.

L'OPAH transitoire « Lutte contre l'Habitat Indigne – Marseille centre » qui couvre un périmètre de 1 000 hectares des 1^{er} aux 7^{ème} arrondissements, doit permettre, au-delà de son opérationnalité immédiate, la maturation et la mise en place des opérations qui prendront sa suite sur les quartiers anciens centraux le nécessitant.

Ces mesures d'urgence se sont inscrites dans l'affirmation d'une stratégie métropolitaine de lutte contre l'habitat indigne et dégradé, délibérée le 13 décembre 2018, qui a notamment permis de resserrer le partenariat avec l'Etat, l'Anah, l'Anru et la ville de Marseille à travers la signature en juillet 2019 du contrat de Projet Partenariat d'Aménagement (PPA) « Marseille Centre-ville » couvrant 1 000 ha du centre-ville. Avec la mise en place d'une Grande Opération d'Urbanisme et la création de la SPLA-IN Aix-Marseille-Provence, c'est un cadre opérationnel et expérimental qui a été mis en place pour 15 ans sur le tissu ancien du grand centre-ville de Marseille.

L'OPAH transitoire qui assure aujourd'hui les interventions immédiates sur le parc ancien dégradé des quartiers centraux, offre une préfiguration, quant aux moyens nécessaires et au mode opératoire, des conditions de réussite des OPAH qui sont programmées à partir de 2024 au sein du PPA et donc les études préopérationnelles sont en cours.

Au 31 décembre 2021 les résultats de l'OPAH sont les suivants :

-48 copropriétés sont subventionnées (Bel Horizon 1&2 comprises)

	Travaux	Aides Anah	Aides AMP
Hors taxes	11 517 555 €	10 557 685 €	
TTC	12 840 259 €		1 675 190 €

18 immeubles ont leurs travaux achevés,

28 immeubles sont en cours des travaux.

La moyenne des travaux s'établit autour de 270 000 €TTC par copropriété.

Ayant été notifiée le 6 mai 2019 pour trois ans, l'OPAH RU transitoire « Lutte contre l'Habitat Indigne - Marseille centre » expirera le 5 mai 2022.

Compte tenu des échéances prévisionnelles de démarrage en 2024 des prochaines OPAH à l'étude sur Noailles, Belle de Mai, Belsunce et Villette-St Lazare dans le périmètre du PPA, il est apparu opportun au Comité de Pilotage réuni le 27 mai 2021 de prévoir la prorogation de deux ans la convention d'OPAH « Lutte contre l'Habitat Indigne Marseille centre » pour assurer pleinement son rôle de transition et de tuilage avec les OPAH programmées.

Parallèlement, sont en cours de négociation avec l'Anah la reconduction des dispositions dérogatoires de la délibération 2018-41 du CA de l'Anah, le renforcement du dispositif d'ingénierie pour répondre mieux à la demande avec des objectifs réévalués en réhabilitation d'immeubles et de logements ; la préfiguration de l'animation adaptée au traitement des îlots démonstrateurs du PPA par la SPLA-IN. Ces négociations sont l'occasion d'un recalibrage des objectifs opérationnels qui feront l'objet d'un prochain avenant

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

A ce stade la prorogation objet de l'avenant joint en annexe a une portée strictement juridique et s'opère à des objectifs initiaux inchangés, en conséquence cet avenant n'a pas d'incidence financière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération FBPA 062-10934/21/CM du 16 décembre 2021 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur la « Réhabilitation de l'habitat privé : Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat (OPAH) "Lutte contre l'Habitat Indigne Marseille Centre" - Avenant de prorogation ».

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à la « Réhabilitation de l'habitat privé : Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat (OPAH) "Lutte contre l'Habitat Indigne Marseille Centre" - Avenant de prorogation » ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur la « Réhabilitation de l'habitat privé : Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat (OPAH) "Lutte contre l'Habitat Indigne Marseille Centre" - Avenant de prorogation ».

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant pour avis :

L'article L.5218-7,I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Bureau de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Réhabilitation de l'habitat privé : Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat (OPAH) "Lutte contre l'Habitat Indigne Marseille Centre" - Avenant de prorogation » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Le 28 novembre 2018, le Conseil d'Administration de l'Anah délibérait des mesures exceptionnelles pour Marseille qui avait à faire face à une vague de mises en péril d'immeubles et d'évacuations sans précédent. L'Agence favorisait la mise en place en urgence d'une Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat (OPAH) simplifiée à volet copropriétés dégradées qui bénéficiait des dispositions du Plan Initiative Copropriétés mis en place à la même date sur l'ensemble du territoire national.

Cette OPAH, conçue pour déclencher prioritairement la réparation pérenne des immeubles en péril et contribuer au retour des résidents évacués, signée pour trois ans entre la Métropole, la Ville, l'Etat et l'Anah, est entrée en vigueur en mai 2019. Ses objectifs opérationnels sont de traiter 80 copropriétés dégradées et 20 mono-propriétés, ainsi que réaliser des travaux d'office sur 15 immeubles.

L'OPAH transitoire « Lutte contre l'Habitat Indigne – Marseille centre » qui couvre un périmètre de 1 000 hectares des 1^{er} aux 7^{ème} arrondissements, doit permettre, au-delà de son opérationnalité immédiate, la maturation et la mise en place des opérations qui prendront sa suite sur les quartiers anciens centraux le nécessitant.

Ces mesures d'urgence se sont inscrites dans l'affirmation d'une stratégie métropolitaine de lutte contre l'habitat indigne et dégradé, délibérée le 13 décembre 2018, qui a notamment permis de resserrer le partenariat avec l'Etat, l'Anah, l'Anru et la ville de Marseille à travers la signature en juillet 2019 du contrat de Projet Partenariat d'Aménagement (PPA) « Marseille Centre-ville » couvrant 1 000 ha du centre-ville. Avec la mise en place d'une Grande Opération d'Urbanisme et la création de la SPLA-IN Aix-Marseille-Provence, c'est un cadre opérationnel et expérimental qui a été mis en place pour 15 ans sur le tissu ancien du grand centre-ville de Marseille.

L'OPAH transitoire qui assure aujourd'hui les interventions immédiates sur le parc ancien dégradé des quartiers centraux, offre une préfiguration, quant aux moyens nécessaires et au mode opératoire, des conditions de réussite des OPAH qui sont programmées à partir de 2024 au sein du PPA et donc les études préopérationnelles sont en cours.

Au 31 décembre 2021 les résultats de l'OPAH sont les suivants :

-48 copropriétés sont subventionnées (Bel Horizon 1&2 comprises)

	Travaux	Aides Anah	Aides AMP
Hors taxes	11 517 555 €	10 557 685 €	
TTC	12 840 259 €		1 675 190 €

18 immeubles ont leurs travaux achevés,

28 immeubles sont en cours des travaux.

La moyenne des travaux s'établit autour de 270 000 €TTC par copropriété.

Ayant été notifiée le 6 mai 2019 pour trois ans, l'OPAH RU transitoire « Lutte contre l'Habitat Indigne - Marseille centre » expirera le 5 mai 2022.

Compte tenu des échéances prévisionnelles de démarrage en 2024 des prochaines OPAH à l'étude sur Noailles, Belle de Mai, Belsunce et Vilette-St Lazare dans le périmètre du PPA, il est apparu opportun au Comité de Pilotage réuni le 27 mai 2021 de prévoir la prorogation de deux ans la convention d'OPAH « Lutte contre l'Habitat Indigne Marseille centre » pour assurer pleinement son rôle de transition et de tuilage avec les OPAH programmées.

Parallèlement, sont en cours de négociation avec l'Anah la reconduction des dispositions dérogatoires de la délibération 2018-41 du CA de l'Anah, le renforcement du dispositif d'ingénierie pour répondre mieux à la demande avec des objectifs réévalués en réhabilitation d'immeubles et de logements ; la préfiguration de l'animation adaptée au traitement des îlots démonstrateurs du PPA par la SPLA-IN. Ces négociations sont l'occasion d'un recalibrage des objectifs opérationnels qui feront l'objet d'un prochain avenant

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

A ce stade la prorogation objet de l'avenant joint en annexe a une portée strictement juridique et s'opère à des objectifs initiaux inchangés, en conséquence cet avenant n'a pas d'incidence financière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération FBPA 062-10934/21/CM du 16 décembre 2021 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur
- la Réhabilitation de l'habitat privé : Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat (OPAH) "Lutte contre l'Habitat Indigne Marseille Centre" - Avenant de prorogation.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à la « Réhabilitation de l'habitat privé : Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat (OPAH) "Lutte contre l'Habitat Indigne Marseille Centre" - Avenant de prorogation » ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur la Réhabilitation de l'habitat privé : Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat (OPAH) "Lutte contre l'Habitat Indigne Marseille Centre" - Avenant de prorogation.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

HPV 003-004/22/CT

■ CT1 - Plan de Sauvegarde pour la copropriété du Parc Corot à Marseille - Approbation de deux conventions de préfinancement avec la SACICAP : une convention avec le syndicat principal et les syndicats secondaires des bâtiments C, E, F, G et H ; et une convention avec le syndicat secondaire du bâtiment D, dans le cadre du financement des travaux urgents

Avis du Conseil de Territoire

DOH 22/20143/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant pour avis :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Bureau de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Plan de Sauvegarde pour la copropriété du Parc Corot à Marseille - Approbation de deux conventions de préfinancement avec la SACICAP : une convention avec le syndicat principal et les syndicats secondaires des bâtiments C, E, F, G et H ; et une convention avec le syndicat secondaire du bâtiment D, dans le cadre du financement des travaux urgents » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Le Parc Corot est un ensemble immobilier comprenant 376 logements, localisé dans le quartier prioritaire « Malpassé-Corot », 130 avenue Corot, dans le 13^{ème} arrondissement de Marseille.

Cet ensemble est constitué de 7 bâtiments d'habitation, gérés par 1 syndicat principal et 7 syndicats secondaires, les immeubles A, C, D, E, F, G et H. L'emprise foncière de la résidence inclut également un petit centre commercial et des garages.

Le 22 janvier 2016, Monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône a pris un arrêté « portant création du plan de sauvegarde (PDS) sur la copropriété du Parc Corot », dont la 1^{ère} commission d'élaboration s'est tenue en novembre 2016.

Le 21 décembre 2017 a été signé par la Métropole le protocole de préfiguration du Nouveau Programme National de Rénovation Urbaine (NPNRU), qui prévoit des interventions sur le Parc Corot dans le cadre du plan de sauvegarde (PDS).

Par délibération n° DEVT 004-1839/17/CM du 30 mars 2017, la Métropole a approuvé la signature d'un accord partenarial pour une stratégie d'intervention sur les copropriétés dégradées de Marseille avec les collectivités territoriales, l'État, l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH) et les partenaires institutionnels. Ce protocole recense notamment le Parc Corot comme une des copropriétés à enjeu dont le traitement est prioritaire.

Par délibération n° DEVT 001-2082/17/CM du 18 mai 2017, la Métropole a approuvé le troisième protocole pour la mise en œuvre d'un plan de lutte contre l'habitat indigne à Marseille 2017-2022, permettant notamment de saisir le Juge en vue de la désignation d'un administrateur judiciaire pour la gestion du Parc Corot.

Le 30 août 2018, le Cabinet AJA a été désigné administrateur judiciaire sur le syndicat principal et sur les bâtiments A,C,E,F,G et H. Par ordonnances du 19 février 2019 et du 7 mars 2019, les pouvoirs de l'administrateur provisoire ont été élargis à tous les pouvoirs de l'Assemblée Générale des copropriétaires à l'exception de ceux prévus aux a) et b) de l'article 26, et du conseil syndical, conformément aux dispositions de l'article 29-1 alinéa 2 de la loi du 10 juillet 1965.

Le syndicat du bâtiment D reste géré par un syndic professionnel (Foncia).

Le Parc Corot est un des 14 sites bénéficiant d'un suivi national dans le cadre du plan « Initiative Copropriétés » engagé par l'Etat fin 2018 en fonction de l'urgence de leur situation. Dans ce contexte ils font l'objet d'un suivi particulier de la part de l'Agence nationale de l'habitat (ANAH) et l'Agence nationale de rénovation urbaine (ANRU). Ce plan a fait l'objet d'une délibération du Conseil d'administration de l'ANAH du 28 novembre 2018, qui en a validé les modalités de mise en œuvre, notamment la majoration du taux des subventions pour les travaux urgents.

Par délibération n° DEVT 004-4210/18/CM du 28 juin 2018, la Métropole a approuvé la création d'une opération d'aménagement, au sens de l'article L-300-1 du Code de l'Urbanisme, afin d'intervenir pour remédier aux graves difficultés de la copropriété du Parc Corot.

Le 26 septembre 2019, par la délibération n° DEVT 006-6812/19/CM, l'assemblée délibérante a émis la décision de recourir à une concession d'aménagement sans transfert de risque au sens du Code de la commande publique ainsi qu'aux articles L. 1414-1 à L. 1414-4 du code général des collectivités territoriales et aux articles L.300-1, L.300-4, R300-11 et suivants du code de l'urbanisme.

Il a été décidé en priorité un engagement sur des opérations de travaux d'urgence permettant d'assurer la sécurité des parties communes et des équipements communs des différents immeubles constitués en syndicats secondaires, ainsi que des travaux sur les parties communes générales gérées par le syndicat général. La Commission d'élaboration du Plan de Sauvegarde réunie sous l'égide de Madame la Préfète à l'Egalité des Chances en date du 19 mars 2019 a validé ce programme de travaux et son estimation financière. Le mode de financement repose sur des subventions Anah et Métropole à hauteur de 100% afin que le reste à charge pour les copropriétaires soit nul.

Afin d'assurer l'avance de trésorerie nécessaire au démarrage des travaux et à leur poursuite, il a été prévu que la SACICAP Midi-Méditerranée et la SACICAP de Provence (Sociétés Anonymes Coopératives d'Intérêt Collectif pour l'Accession à la Propriété) assurent conjointement le préfinancement des aides publiques attribuées dans le cadre des travaux d'urgence sous forme de prêt sans intérêt. Cet engagement entre la Métropole, les deux SACICAP susnommées, l'ANAH et les syndicats principaux et secondaires du Parc Corot se traduit dans deux conventions :

- Une convention de préfinancement du financement des travaux d'urgence conclue entre l'ANAH, la SACICAP Provence, la SACICAP Midi Méditerranée, le syndicat principal et les syndicats secondaires des bâtiments C, E, F, G, H ; approuvée en conseil Métropolitain par la délibération DEVT 001-6954/19/BM du 24 octobre 2019.
- Une convention de préfinancement du financement des travaux d'urgence conclue entre l'ANAH, la SACICAP Provence, la SACICAP Midi Méditerranée et le syndicat secondaire du bâtiment D ; approuvée en conseil Métropolitain par la délibération DEVT 003-7461/19/BM du 19 décembre 2019.

Aujourd'hui, les travaux sur le bâtiment C ont pris fin en juillet 2021, il reste à finaliser les éléments de clôture (trésorerie, solde des demandes de subvention...). Les travaux prévus sur les bâtiments D, E, F, G, H seront terminés au cours du 1^{er} trimestre 2022 en raison de décalages dans la programmation de passation de marché sur une période marquée par la crise sanitaire.

Or les deux conventions de préfinancement citées ci-dessus ont pris fin au 31 décembre 2021, il est donc proposé l'approbation de deux nouvelles conventions de préfinancement afin de tenir compte du délai supplémentaire nécessaire pour solder les comptes sur l'année 2022.

Concernant la convention initiale signée avec le syndicat principal et les syndicats secondaires des bâtiments C, E, F, G, H, la nouvelle convention de préfinancement est identique à la convention initiale à l'exception de l'article 9 portant sur une date de fin fixée au 31/12/2022 ou lors du dernier remboursement du prêt à la SACICAP.

Par ailleurs, la convention de préfinancement initiale du syndicat secondaire du bâtiment D indiquait un montant prévisionnel de subvention ANAH de 335 200 euros, or celle-ci a notifié 343 200 euros le 12 mars 2020 soit 8 000 euros supplémentaires. Il est donc nécessaire de corriger la nouvelle convention du montant de la convention de préfinancement pour la rendre conforme à la notification de l'Anah et ainsi permettre à la SACICAP de verser l'avance au syndicat secondaire.

La subvention de la Métropole notifiée de 53 900 euros est inchangée

Il est ainsi proposé de d'augmenter de 8 000 euros le montant de préfinancement du syndicat secondaire du bâtiment D en faisant passer celui-ci de 389 100 euros à 397 100 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n°FPBA 062-10934/21/CM du 16 décembre 2021 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur « Plan de Sauvegarde pour la copropriété du Parc Corot à Marseille - Approbation de deux conventions de préfinancement avec la SACICAP : une convention avec le syndicat principal et les syndicats secondaires des bâtiments C, E, F, G et H ; et une convention avec le syndicat

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

secondaire du bâtiment D, dans le cadre du financement des travaux urgents ».

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Bureau de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative au Plan de Sauvegarde pour la copropriété du Parc Corot à Marseille - Approbation de deux conventions de préfinancement avec la SACICAP : une convention avec le syndicat principal et les syndicats secondaires des bâtiments C, E, F, G et H ; et une convention avec le syndicat secondaire du bâtiment D, dans le cadre du financement des travaux urgents ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur « Plan de Sauvegarde pour la copropriété du Parc Corot à Marseille - Approbation de deux conventions de préfinancement avec la SACICAP : une convention avec le syndicat principal et les syndicats secondaires des bâtiments C, E, F, G et H ; et une convention avec le syndicat secondaire du bâtiment D, dans le cadre du financement des travaux urgents ».

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

HPV 004-005/22/CT

■ CT1 - Copropriété du Parc Corot à Marseille 13ème arrondissement - Approbation d'un avenant 2 d'augmentation de la subvention Métropole à la convention de financement des travaux d'urgence pour le syndicat secondaire du bâtiment C

Avis du Conseil de Territoire DOH 22/20146/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant pour avis :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Bureau de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Copropriété du Parc Corot à Marseille 13ème arrondissement - Approbation de l'avenant 2 à la convention de financement des travaux d'urgence pour le syndicat secondaire du bâtiment C - augmentation de la subvention Métropole » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Le Parc Corot est un ensemble immobilier comprenant 376 logements, localisé dans le quartier prioritaire « Malpassé-Corot », 130 avenue Corot, dans le 13ème arrondissement de Marseille.

Cet ensemble est constitué de 7 bâtiments d'habitation, gérés par 1 syndicat principal et 7 syndicats secondaires, les

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

immeubles A, C, D, E, F, G et H. L'emprise foncière de la résidence inclut également un petit centre commercial et des garages.

Le 22 janvier 2016, Monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône a pris un arrêté « portant création du plan de sauvegarde (PDS) sur la copropriété du Parc Corot », dont la 1ère commission d'élaboration s'est tenue en novembre 2016.

Le 21 décembre 2017 a été signé par la Métropole le protocole de préfiguration du Nouveau Programme National de Rénovation Urbaine (NPNRU), qui prévoit des interventions sur le Parc Corot dans le cadre du plan de sauvegarde (PDS).

Par délibération n° DEVT 004-1839/17/CM du 30 Mars 2017, la Métropole a approuvé la signature d'un accord partenarial pour une stratégie d'intervention sur les copropriétés dégradées de Marseille avec les collectivités territoriales, l'État, l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH) et les partenaires institutionnels. Ce protocole recense notamment le Parc Corot comme une des copropriétés à enjeu dont le traitement est prioritaire.

Par délibération n° DEVT 001-2082/17/CM du 18 mai 2017, la Métropole a approuvé le troisième protocole pour la mise en œuvre d'un plan de lutte contre l'habitat indigne à Marseille 2017-2022, permettant notamment de saisir le Juge en vue de la désignation d'un administrateur judiciaire pour la gestion du Parc Corot.

Le 30 août 2018, le Cabinet AJA a été désigné administrateur judiciaire sur le syndicat principal et sur les bâtiments A, C, E, F, G et H. Par ordonnances du 19 février 2019 et du 7 mars 2019, les pouvoirs de l'administrateur provisoire ont été élargis à tous les pouvoirs de l'Assemblée Générale des copropriétaires à l'exception de ceux prévus aux a) et b) de l'article 26, et du conseil syndical, conformément aux dispositions de l'article 29-1 alinéa 2 de la loi du 10 juillet 1965.

Le syndicat du bâtiment D reste géré par un syndic professionnel (Foncia).

Le Parc Corot est un des 14 sites bénéficiant d'un suivi national dans le cadre du plan « Initiative Copropriétés » engagé par l'Etat fin 2018 en fonction de l'urgence de leur situation. Dans ce contexte ils font l'objet d'un suivi particulier de la part de l'Agence nationale de l'habitat (ANAH) et l'Agence nationale de rénovation urbaine (ANRU). Ce plan a fait l'objet d'une délibération du Conseil d'administration de l'ANAH du 28 novembre 2018, qui en a validé les modalités de mise en œuvre, notamment la majoration du taux des subventions pour les travaux urgents.

Par délibération n° DEVT 004-4210/18/CM du 28 juin 2018, la Métropole a approuvé la création d'une opération d'aménagement, au sens de l'article L-300-1 du Code de l'Urbanisme, afin d'intervenir pour remédier aux graves difficultés de la copropriété du Parc Corot.

Le 26 septembre 2019, par la délibération n° DEVT 006-6812/19/CM, l'assemblée délibérante a émis la décision de recourir à une concession d'aménagement sans transfert de risque au sens du Code de la commande publique ainsi qu'aux articles L. 1414-1 à L. 1414-4 du code général des collectivités territoriales et aux articles L.300-1, L.300-4, R300-11 et suivants du code de l'urbanisme.

Il a été décidé en priorité un engagement sur des opérations de travaux d'urgence permettant d'assurer la sécurité des parties communes et des équipements communs des différents immeubles constitués en syndicats secondaires, ainsi que des travaux sur les parties communes générales gérées par le syndicat général. La Commission d'élaboration du Plan de Sauvegarde réunie sous l'égide de Madame la Préfète à l'Egalité des Chances en date du 19 mars 2019 a validé ce programme de travaux, son estimation financière et son mode de financement.

La réalisation de ces travaux d'urgence a donné lieu à l'approbation de 7 conventions de financement entre d'une part, la Métropole et le syndicat principal et 6 syndicats secondaires dont celui du bâtiment C, par la délibération n° DEVT 001-6147/19/B du 20 juin 2019 ; et d'autre part par la Métropole et le syndicat secondaire du bâtiment D par la délibération n° DEVT 002-7460/19/BM du 19 décembre 2019.

Compte tenu des retards liés à la crise sanitaire dans la réalisation des travaux, les durées de ces conventions ont été prorogées - de 12 mois pour le syndicat principal et les syndicats secondaires des bâtiments C, E, F, G, H et de 15 mois pour le syndicat secondaire du bâtiment D - par délibération n° CHL 017-10381/21/BM du Conseil métropolitain du 21 octobre 2021.

En ce qui concerne la convention de financement des travaux d'urgence du bâtiment C, celle-ci prévoit un montant total de travaux à réaliser de 454 200 euros financés par 389 700 euros de subvention versée par l'Anah, la Métropole s'engageant à verser le complément des dépenses au syndicat secondaire, soit un montant de 64 500 euros.

A ce jour les travaux sur le bâtiment C ont été livrés (au 4ème trimestre 2021) et les éléments de clôture (trésorerie, soldes de subventions à verser) ont été finalisés. Le bilan des dépenses sur ce bâtiment fait ressortir un dépassement incompressible et non prévu de 18 812 euros TTC qui a dû être pris en charge sur le poste de l'assurance dommage-ouvrage. Cumulé aux moins-values et aux dépassements nécessaires sur l'ensemble des autres postes de travaux, cela représente pour la Métropole une augmentation de la subvention à verser au syndicat

secondaire de 2 361 euros.

Les partenaires s'étant engagés à réaliser les travaux urgents du Parc Corot avec un reste à charge nul pour les syndicats, nous proposons une augmentation de la subvention Métropole d'un montant équivalent (soit 2 361 euros). Ainsi la subvention de la Métropole versée au syndicat secondaire du bâtiment passe de 64 500 euros à 66 861 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération FBPA 062-10934/21/CM du 16 décembre 2021 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur la Copropriété du Parc Corot à Marseille 13ème arrondissement - Approbation de l'avenant 2 à la convention de financement des travaux d'urgence pour le syndicat secondaire du bâtiment C - augmentation de la subvention Métropole.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à la copropriété du Parc Corot à Marseille 13ème arrondissement - Approbation de l'avenant 2 à la convention de financement des travaux d'urgence pour le syndicat secondaire du bâtiment C - Augmentation de la subvention Métropole ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur la copropriété du parc Corot à Marseille 13ème arrondissement - Approbation portant sur la convention de financement des travaux d'urgence pour le syndicat secondaire du bâtiment C - Augmentation de la subvention Métropole.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

HPV 005-006/22/CT

■ CT1 - Concession d'Aménagement - Parc Corot à Marseille 13ème arrondissement - Approbation du projet simplifié d'acquisition publique du bâtiment A - Syndicat secondaire bâtiment A - Demande de déclaration d'utilité publique en vue de l'expropriation au profit du concessionnaire CDC Habitat Action Copropriétés suite à l'ordonnance de déclaration de carence du syndicat secondaire des copropriétaires

Avis du Conseil de Territoire DOH 22/20144/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant pour avis :

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Bureau de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Concession d'Aménagement - Parc Corot à Marseille 13ème arrondissement - Approbation du projet simplifié d'acquisition publique du bâtiment A - Syndicat secondaire bâtiment A - Demande de déclaration d'utilité publique en vue de l'expropriation au profit du concessionnaire CDC Habitat Action Copropriétés suite à l'ordonnance de déclaration de carence du syndicat secondaire des copropriétaires » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Éléments contextuels et historique

Située dans le 13ème arrondissement de Marseille, quartier Saint Just à l'intersection de l'avenue Corot (Ouest) et des traverses Signoret (Sud) et de la rue Jean Marsac (Nord), au sein du Quartier Prioritaire de la ville (QPV) « Malpassé Corot », la copropriété du « Parc Corot » est un ensemble immobilier de 376 logements répartis sur 7 bâtiments A,C,D,E,F,G,H, 4 bâtiments de garages (représentants 40 garages localisés au cœur de la copropriété) et un petit centre commercial (5 commerces situés à l'entrée ouest donnant sur l'avenue Corot) sur un terrain d'environ 5 ha.

Chacun des bâtiments d'habitation est constitué en syndicat secondaire, ainsi que les commerces et les garages. Tous sont regroupés dans un syndicat principal.

La construction du Parc Corot s'est achevée en 1964 et comptait à l'origine 8 bâtiments d'habitation. Dès 1973, cet ensemble immobilier a commencé à se dégrader du fait d'une gestion défaillante entraînant le départ de plus en plus de copropriétaires occupants au profit de locataires pour la plupart en situation précaire.

Le bâtiment B, vidé de ses occupants en raison d'une situation d'insalubrité et d'insécurité irrémédiable, est démoli en 1991.

Dans les années 2000, la dégradation du site s'accélère. Seul le syndicat secondaire du bâtiment D parvient à maintenir une gestion saine en raison de la forte implication de certains copropriétaires.

De nombreuses interventions publiques ont été entreprises mais n'ont à ce jour pas permis un redressement durable de l'ensemble du site. Dès 2006, le secteur Nord du quartier fait l'objet d'un programme de renouvellement urbain (Saint-Paul) et à partir de 2015, une série d'études et d'expertises sont menées sous maîtrise d'ouvrage publique.

- En décembre 2016, des interventions sur le Parc Corot sont prévues dans le cadre du protocole de préfiguration du Nouveau Programme National de Rénovation Urbaine du Grand-Saint-Barthélemy-Grand-Malpassé. Ces interventions sont validées par l'Agence nationale de rénovation urbaine (ANRU) en avril 2021.
- Par ailleurs, un arrêté portant création d'un Plan de Sauvegarde (PDS) pour le Parc Corot est pris par le Préfet des Bouches du Rhône en 2016 et donne lieu à un premier programme de travaux urgents afin de d'assurer la sécurité des habitants de 2 M€ dont 85% financé par l'ANAH et 15 % par la Métropole.
- Enfin, une mise sous administration provisoire, cumulant les pouvoirs de l'assemblée générale des copropriétaires et les fonctions du Syndic, a été ordonnée par le tribunal de Grande instance de Marseille par décision en date du 13 janvier 2017 pour les syndicats secondaires (à l'exception du D) et le syndicat principal.

En parallèle et par délibération du 30 mars 2017, la Métropole a approuvé la signature d'un accord partenarial pour une stratégie d'intervention sur les copropriétés dégradées de Marseille avec les collectivités territoriales, l'État, l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH) et les partenaires institutionnels. Ce protocole recense notamment le « Parc Corot » comme une des copropriétés à enjeu dont le traitement est prioritaire. De plus, le Parc Corot est un des 14 sites bénéficiant d'un suivi national dans le cadre du « Plan Initiative Copropriétés » engagé par l'Etat en 2018.

Par délibération n° DEVT 004-4210/18/CM du 28 juin 2018, la Métropole a approuvé la création d'une opération d'aménagement, au sens de l'article L-300-1 du Code de l'Urbanisme, afin d'intervenir pour remédier aux graves difficultés de la copropriété du Parc Corot. Le 26 septembre 2019, par la délibération n° DEVT 006-6812/19/CM, l'assemblée délibérante a émis la décision de recourir à une concession d'aménagement sans transfert de risque au sens du Code de la commande publique ainsi qu'aux articles L. 1414-1 à L. 1414-4 du code général des collectivités territoriales et aux articles L.300-1, L.300-4, R300-11 et suivants du code de l'urbanisme. La concession a été confiée à CDC « habitat action copropriétés » (HAC).

Les différentes études menées dans le cadre du plan de sauvegarde montrent un état de dégradation critique des parties communes de l'ensemble de bâtiment. Un programme de travaux d'urgence sur l'ensemble du « Parc Corot » est adopté en commission de Plan de Sauvegarde du 19 mars 2019 réunie sous l'égide de Madame la Préfète à l'Égalité des Chances.

La situation de l'ensemble immobilier est retranscrite dans le cadre des différents documents cadres de la politique urbaine, des programmes ANRU et des PDS ont conduit la Métropole Aix Marseille Provence à engager une opération d'aménagement sur la copropriété du « Parc Corot » en juin 2018 par délibération et le 20 mai 2020, CDC Habitat Action Copropriétés devient concessionnaire de la Métropole sur le périmètre de la copropriété.

Dans ce contexte, les partenaires publics ont élaboré un projet d'ensemble sur le long terme dont la finalité générale est d'améliorer les conditions de vie des habitants mais aussi favoriser l'accueil de nouvelles populations pour développer la mixité urbaine et sociale.

En ce qui concerne la situation spécifique du bâtiment A :

Ce bâtiment est une barre de 12 étages comprenant 96 logements répartis sur 2 cages d'escaliers. Le 23 novembre 2018, ce bâtiment est frappé d'un arrêté d'insécurité imminente des équipements communs, ce qui entraîne son évacuation et sa neutralisation en décembre 2018.

Sur le plan technique

La qualité constructive souffre de nombreux défauts (vieillesse des bétons, réseaux obsolètes, mauvaise qualité thermique et acoustiques) mais aussi d'un état d'abandon et les parties communes ont fait l'objet de vandalisme. Le Rapport établi par M. Carta, en novembre 2020, expert judiciaire nommé par le Juge dans le cadre de la procédure de carence mentionne que « le bâtiment se trouve dans un état de délabrement avancé », il estime le montant des travaux d'urgence pour le bâtiment à 2,2 M€ TTC tout en mentionnant que ces travaux ne pourraient être qualifiés de pérennes et qu'il s'agit uniquement d'opérations nécessaires pour garantir la sécurité et la sécurité des habitants. Par ailleurs, les différentes études réalisées par le cabinet d'études Citémétrie vont dans le même sens en estimant à près de 10 M€ les travaux nécessaires à une remise en état du bâtiment (dont 3,8 M€ TTC les travaux en partie commune auxquels s'ajoutent 6,1 M€ TTC de travaux parties privatives) soit environ 103 K€ par logement

Au niveau de la gestion

Les impayés de charges et les dettes atteignent respectivement des taux de plus de 931% et de 537%. Ainsi, à fin 2019 la dette des copropriétaires s'élevait à près de 950 K€ et les dettes fournisseurs à 640 K€ ; ces montants sont à rapprocher d'une trésorerie disponible par le syndicat de copropriété structurellement insuffisante (10K€ en 2019) et traduisent le caractère non redressable de la gestion de ce bâtiment.

Une procédure de carence avec un projet d'acquisition simplifié

En mars 2019, l'administrateur judiciaire AJAssociés engage une procédure de carence du syndicat secondaire du bâtiment A, avec le soutien de la Métropole, donnant lieu à une ordonnance du président du Tribunal de Grande Instance de Marseille et à la nomination d'experts judiciaires sur les volets techniques et comptables le 10 avril 2019. Les conclusions de cette expertise rendues le 30 novembre 2020 font ressortir un état de cessation de paiement du syndicat secondaire au regard de l'ampleur des travaux à réaliser et des capacités financières. Face à ce constat, l'Administrateur provisoire, appuyé par la Métropole, a poursuivi la procédure visant à obtenir un état de carence. Le 22 novembre 2021, le Tribunal de Grande Instance rend un jugement déclarant l'état de carence du syndicat secondaire des copropriétaires du bâtiment A, qui permet de procéder désormais à l'acquisition simplifiée de ce bâtiment.

Le choix de la démolition et d'une opération de création d'une offre nouvelle de logements

Au vu de la dégradation du bâti, dont la conservation ne présente aucun intérêt patrimonial et du coût envisagé d'une rénovation globale, une opération de démolition s'impose à plusieurs titres :

- Une réhabilitation globale ne permettrait pas de résoudre les problèmes socio-économiques (insécurité, paupérisation...) pour un grand immeuble de 96 logements situé dans un secteur difficile
- La libération du foncier conjuguée à celle du bâtiment C voisin (qui fait l'objet d'une demande similaire d'acquisition simplifiée pour démolition) permettra de recréer une offre de logements plus adaptée

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

- Une étude comparative des coûts engendrés par un premier scénario de réhabilitation et un second portant sur une démolition avec remise en état des sols tranche également en faveur du second scénario. L'opération de démolition comprenant la neutralisation des logements vacants, la maîtrise d'œuvre et l'ingénierie nécessaire à la démolition, la remise en état des sols est estimée à 2 112 K€ HT (hors travaux d'aménagement des abords), une réhabilitation complète est estimée à un montant presque 5 fois plus important

Relogement des occupants

Suite à la prise de l'arrêté d'insécurité des équipements communs le 23 novembre 2018 et l'évacuation complète du bâtiment le 28 novembre 2018, l'immeuble est aujourd'hui intégralement vacant avec des accès sécurisés.

On notera cependant que sur les 30 ménages qui ont été pris en charge par la collectivité, 25 ménages sont définitivement relogés avec un bail dans le parc social et 2 ménages ont fait l'objet d'une expulsion pour non-respect des termes de la convention d'occupation précaire avec le bailleur social.

Il reste donc à ce jour 3 ménages occupants en parc relais pour lesquels des propositions de relogement définitif sont en cours de régularisation.

Evaluation sommaire du coût de l'opération projetée :

Coût du foncier :

Le Pôle d'Evaluation Domaniale des Bouches-du-Rhône a réalisé une Estimation Sommaire Globale (ESG) du bâtiment qui a fixé, le 16 décembre 2021, un montant de 4 594 000 euros HT indemnités de réemploi et aléas y compris.

Coût des travaux de démolition :

Le coût prévisionnel des travaux de démolition est évalué à 2 112 000 euros HT travaux et études d'ingénierie compris.

Ainsi, le montant total prévisionnel de l'opération est évalué à 6 706 000 euros HT et s'inscrit dans le cadre de la concession d'aménagement confiée à CDC Habitat Action Copropriétés depuis 2020.

Dans le cadre de la procédure de carence, le projet simplifié du bâtiment A, objet de ce rapport, devra être mis à la disposition du public pendant au moins 1 mois afin de lui permettre de formuler ses observations qui seront ensuite transmises à Monsieur le Préfet. Les modalités de cette mise à disposition seront précisées par arrêté.

Il est également proposé d'habiliter Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, à demander à Monsieur le Préfet la prise d'un arrêté déclarant d'utilité publique au profit de Marseille Habitat le projet d'acquisition du bâtiment A du Parc Corot en vue de sa démolition, et ce conformément aux dispositions de l'article L615-7 du Code de la Construction et de l'Habitation.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur « Concession d'Aménagement - Parc Corot à Marseille 13ème arrondissement - Approbation du projet simplifié d'acquisition publique du bâtiment A - Syndicat secondaire bâtiment A - Demande de déclaration d'utilité publique en vue de l'expropriation au profit du concessionnaire CDC Habitat Action Copropriétés suite à l'ordonnance de déclaration de carence du syndicat secondaire des copropriétaires ».

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Bureau de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à la concession d'Aménagement - Parc Corot à Marseille 13ème arrondissement - Approbation du projet simplifié d'acquisition publique du bâtiment A - Syndicat secondaire bâtiment A - Demande de déclaration d'utilité publique en vue de l'expropriation au profit du concessionnaire CDC Habitat Action Copropriétés suite à l'ordonnance de déclaration de carence du syndicat secondaire des copropriétaires ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur la concession d'Aménagement - Parc Corot à Marseille 13ème arrondissement - Approbation du projet simplifié d'acquisition publique du bâtiment A - Syndicat secondaire bâtiment A - Demande de déclaration d'utilité publique en vue de l'expropriation au profit du concessionnaire CDC Habitat Action Copropriétés suite à l'ordonnance de déclaration de carence du syndicat secondaire des copropriétaires.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

HPV 006-007/22/CT

■ CT1 - Concession d'Aménagement - Parc Corot à Marseille 13ème arrondissement - Approbation du projet simplifié d'acquisition publique du bâtiment C - Syndicat secondaire Bâtiment C - Demande de déclaration d'utilité publique en vue de l'expropriation au profit du concessionnaire CDC Habitat Action Copropriétés suite à l'ordonnance de déclaration de carence du syndicat secondaire des copropriétaires

**Avis du Conseil de Territoire
DOH 22/20145/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant pour avis :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Bureau de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Concession d'Aménagement - Parc Corot à Marseille 13ème arrondissement - Approbation du projet simplifié d'acquisition publique du bâtiment C - Syndicat secondaire "bâtiment C" - Demande de déclaration d'utilité publique en vue de l'expropriation au profit du concessionnaire CDC Habitat Action Copropriétés suite à l'ordonnance de déclaration de carence du syndicat secondaire des copropriétaires » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Éléments contextuels

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Située dans le 13ème arrondissement de Marseille, quartier Saint Just à l'intersection de l'avenue Corot (Ouest) et des traverses Signoret (Sud) et de la rue Jean Marsac (Nord), au sein du Quartier Prioritaire de la ville (QPV) « Malpassé Corot », la copropriété du « Parc Corot » est un ensemble immobilier de 376 logements répartis sur 7 bâtiments A,C,D,E,F,G,H, 4 bâtiments de garages (représentants 40 garages localisés au cœur de la copropriété) et un petit centre commercial (5 commerces situés à l'entrée ouest donnant sur l'avenue Corot) sur un terrain d'environ 5 ha.

Chacun des bâtiments d'habitation est constitué en syndicat secondaire, ainsi que les commerces et les garages. Tous sont regroupés dans un syndicat principal.

La construction du Parc Corot s'est achevée en 1964 et comptait à l'origine 8 bâtiments d'habitation. Dès 1973, cet ensemble immobilier a commencé à se dégrader du fait d'une gestion défaillante entraînant le départ de plus en plus de copropriétaires occupants au profit de locataires pour la plupart en situation précaire.

Le bâtiment B, vidé de ses occupants en raison d'une situation d'insalubrité et d'insécurité irrémédiable, est démoli en 1991.

Dans les années 2000, la dégradation du site s'accélère. Seul le syndicat secondaire du bâtiment D parvient à maintenir une gestion saine en raison de la forte implication de certains copropriétaires.

De nombreuses interventions publiques ont été entreprises mais n'ont à ce jour pas permis un redressement durable de l'ensemble du site. Dès 2006, le secteur Nord du quartier fait l'objet d'un programme de renouvellement urbain (Saint-Paul) et à partir de 2015, une série d'études et d'expertises sont menées sous maîtrise d'ouvrage publique.

- En décembre 2016, des interventions sur le Parc Corot sont prévues dans le cadre du protocole de préfiguration du Nouveau Programme National de Rénovation Urbaine du Grand-Saint-Barthélemy-Grand-Malpassé. Ces interventions sont validées par l'Agence nationale de rénovation urbaine (ANRU) en avril 2021.
- Par ailleurs, un arrêté portant création d'un Plan de Sauvegarde (PDS) pour le Parc Corot est pris par le Préfet des Bouches du Rhône en 2016 et donne lieu à un premier programme de travaux urgents afin de d'assurer la sécurité des habitants de 2 M€ dont 85% financé par l'ANAH et 15 % par la Métropole.
- Enfin, une mise sous administration provisoire, cumulant les pouvoirs de l'assemblée générale des copropriétaires et les fonctions du Syndic, a été ordonnée par le tribunal de Grande instance de Marseille par décision en date du 13 janvier 2017 pour les syndicats secondaires (à l'exception du D) et le syndicat principal.

En parallèle et par délibération du 30 mars 2017, la Métropole a approuvé la signature d'un accord partenarial pour une stratégie d'intervention sur les copropriétés dégradées de Marseille avec les collectivités territoriales, l'État, l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH) et les partenaires institutionnels. Ce protocole recense notamment le « Parc Corot » comme une des copropriétés à enjeu dont le traitement est prioritaire. De plus, le Parc Corot est un des 14 sites bénéficiant d'un suivi national dans le cadre du « Plan Initiative Copropriétés » engagé par l'Etat en 2018.

Par délibération n° DEVT 004-4210/18/CM du 28 juin 2018, la Métropole a approuvé la création d'une opération d'aménagement, au sens de l'article L-300-1 du Code de l'Urbanisme, afin d'intervenir pour remédier aux graves difficultés de la copropriété du Parc Corot. Le 26 septembre 2019, par la délibération n° DEVT 006-6812/19/CM, l'assemblée délibérante a émis la décision de recourir à une concession d'aménagement sans transfert de risque au sens du Code de la commande publique ainsi qu'aux articles L. 1414-1 à L. 1414-4 du code général des collectivités territoriales et aux articles L.300-1, L.300-4, R300-11 et suivants du code de l'urbanisme. La concession a été confiée à CDC « habitat action copropriétés » (HAC).

Les différentes études menées dans le cadre du plan de sauvegarde montrent un état de dégradation critique des parties communes de l'ensemble de bâtiment. Un programme de travaux d'urgence sur l'ensemble du « Parc Corot » est adopté en commission de Plan de Sauvegarde du 19 mars 2019 réunie sous l'égide de Madame la Préfète à l'Égalité des Chances.

La situation de l'ensemble immobilier est retranscrite dans le cadre des différents documents cadres de la politique urbaine, des programmes ANRU et des PDS ont conduit la Métropole Aix Marseille Provence à engager une opération d'aménagement sur la copropriété du « Parc Corot » en juin 2018 par délibération et le 20 mai 2020, CDC Habitat Action Copropriétés devient concessionnaire de la Métropole sur le périmètre de la copropriété.

Dans ce contexte, les partenaires publics ont élaboré un projet d'ensemble sur le long terme dont la finalité générale est de sortir le territoire et sa population de la marginalisation : améliorer les conditions de vie des habitants mais aussi favoriser l'accueil de nouvelles populations pour développer la mixité urbaine et sociale.

En ce qui concerne la situation spécifique du bâtiment C

Ce bâtiment, l'un des plus dégradé, est une tour de 16 étages comprenant 66 logements répartis sur 2 cages

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

d'escaliers. Avec le bâtiment A voisin et qui fait également l'objet d'un projet simplifié d'acquisition publique en vue d'une démolition

Sur le plan technique

Comme sur le bâtiment A, la qualité constructive souffre de nombreux défauts (vieillesse des bétons, réseaux obsolètes, mauvaise qualité thermique et acoustiques) mais aussi d'un état d'abandon et les parties communes ont fait l'objet de vandalisme. Les études menées dans le cadre de la phase d'élaboration du plan de sauvegarde, soulignant un état très dégradé du bâtiment ont donné lieu en 2019 à un programme de travaux urgents sur ce bâtiment et financés à 100% par les pouvoirs publics (Anah et Métropole) afin de garantir la sécurité des habitants.

Le Rapport établi par M. Carta, le 21 juillet 2020, expert judiciaire nommé par le Juge dans le cadre de la procédure de carence mentionne arrive aux mêmes conclusions que les études précédemment menées et souligne un problème de sécurité crucial pour ce bâtiment « le coût des travaux à mettre en œuvre pour garantir la santé et la sécurité des occupants est estimé à un montant de 558 294 euros TTC » selon l'expert qui poursuit que « ces travaux envisagés ne garantissent pas une parfaite sécurité des habitants au regard des deux cages d'escalier dont la configuration, sans enclousonnements ni ventilations avec les gaines de fluides aussi vulnérables, demeurera toujours dangereuse ».

Au niveau de la gestion

Les impayés de charges de la part des copropriétaires atteignent, comme pour le bâtiment A, un taux de plus de 736 % en 2020 par rapport au budget de fonctionnement. Ce taux est en nette augmentation sur les 5 dernières années, il était de 419% en 2016. De même pour l'endettement du syndicat secondaire auprès des fournisseurs, avec un montant de 327 629 euros en 2020 il représente un taux de 290% du budget prévisionnel de fonctionnement. Ces montants sont à rapprocher d'une trésorerie disponible structurellement insuffisante (3 815 euros en 2020) et traduisent le caractère non redressable de la gestion de ce bâtiment.

Situation sociale des occupants et phénomène de squats

L'occupation sociale du bâtiment est composée de familles très précaires, la plupart sans emploi avec pour certaines des situations administratives complexes. Cet immeuble connaît également une problématique très lourde de squats : plus de 20 logements étaient squattés en décembre 2021.

Une procédure de carence avec un projet d'acquisition simplifié

En 2019, l'administrateur judiciaire AJAssociés engage une procédure de carence du syndicat secondaire du bâtiment C, avec le soutien de la Métropole, donnant lieu à une ordonnance du président du Tribunal de Grande Instance de Marseille et à la nomination d'experts judiciaires sur les volets techniques et comptables le 10 avril 2019. Les conclusions de cette expertise rendues le 21 juillet 2020 font ressortir un état de cessation de paiement du syndicat secondaire au regard de l'ampleur des travaux à réaliser et des capacités financières. Face à ce constat, l'Administrateur provisoire, appuyé par la Métropole, a poursuivi la procédure visant à obtenir un état de carence.

Le 22 novembre 2021, le Tribunal Judiciaire rend un jugement déclarant l'état de carence du syndicat secondaire des copropriétaires du bâtiment C qui permet de procéder désormais à l'acquisition simplifiée de ce bâtiment.

Le choix de la démolition et d'une opération de création d'une offre nouvelle de logements

Au vu de la dégradation du bâti, dont la conservation ne présente aucun intérêt patrimonial et du coût envisagé d'une rénovation globale, l'option d'une opération de démolition s'impose à plusieurs titres :

- Une réhabilitation globale ne permettrait pas de résoudre les problèmes socio-économiques à l'œuvre (insécurité, paupérisation...) pour un grand immeuble de 66 logements situé dans un secteur difficile.
- La libération du foncier conjuguée à celle du bâtiment A voisin permettra de recréer une offre de logements plus adaptée.
- Une étude comparative des coûts engendrés par un premier scénario de réhabilitation et un second portant sur une démolition avec remise en état des sols tranche également en faveur du second scénario. En effet, l'opération de démolition comprenant la neutralisation des logements vacants, la maîtrise d'œuvre et l'ingénierie nécessaire à la démolition, la remise en état des sols est estimée à 1 452 000 euros HT (hors travaux d'aménagement des abords) sur la base d'un ratio de 22 000 euros par logement. Une réhabilitation complète du bâtiment est estimée à 4 677 400 euros HT (dont 2 375 000 euros pour les parties communes et 2 302 400 euros pour les parties privatives) sur la base d'un diagnostic technique établi en octobre 2018 par le cabinet d'études Citémetrie. L'ensemble de ces coûts étant susceptibles d'être affinés et réactualisés.

Relogement des occupants

Ce bâtiment est majoritairement occupé (seuls 7 logements étaient vacants à fin décembre 2021 dont 5 appartenant

au concessionnaire). Les occupants de bonne foi pourront bénéficier d'un relogement adapté à leurs besoins et à leurs possibilités. Ce relogement pourra débuter dès la prise de possession des logements par le concessionnaire CDC HAC et s'effectuera dans le parc locatif social grâce à un partenariat avec les bailleurs sociaux mais également dans le parc privé et en accession à la propriété dans la mesure du possible.

En tant que concessionnaire, CDC HAC a déjà réalisé une étude d'occupation et d'analyse socio-économique des occupants. De plus dans le cadre de ces acquisitions amiables depuis 2020 (18 logements à fin décembre 2021), le concessionnaire a déjà procédé au relogement définitif de 5 familles soit dans le parc social soit dans son patrimoine acquis sur les autres bâtiments du parc Corot.

En résumé, sur les 66 logements du bâtiment, il a été ainsi dénombré 39 ménages restant potentiellement éligibles à un relogement, 20 logements occupés de manière irrégulière par des squatteurs et 7 logements vacants à fin décembre 2021

Concernant plus particulièrement problématique des occupants en situation irrégulière (environ 20%), en cas de besoin et une fois le transfert de propriété acté et après prise de possession des biens, des procédures d'expulsion seront initiées par CDC HAC.

Evaluation sommaire du coût de l'opération projetée :

Coût du foncier :

Le Pôle d'Evaluation Domaniale des Bouches-du-Rhône a réalisé une Estimation Sommaire Globale (ESG) du bâtiment qui a fixé, le 16 décembre 2021, un montant de 3 697 200 euros HT indemnités de réemploi et aléas y compris (on notera qu'au 17 décembre 2021 le concessionnaire, CDC Habitat Action Copropriétés, s'est déjà rendu propriétaire de 18 logements pour un coût total de 372 207 euros (hors frais notariés).

Coût des travaux de démolition :

Le coût prévisionnel des travaux de démolition est évalué à 1 452 000 euros HT travaux et études d'ingénierie compris.

Ainsi, le montant total prévisionnel de l'opération est évalué à 5 149 200 euros HT et s'inscrit dans le cadre de la concession d'aménagement confiée à CDC Habitat Action Copropriétés depuis 2020.

Dans le cadre de la procédure de carence ce projet simplifié devra être mis à la disposition du public pendant au moins 1 mois afin de lui permettre de formuler ses observations qui seront ensuite transmises à Monsieur le Préfet. Les modalités de cette mise à disposition seront précisées par arrêté.

Il est également proposé d'habiliter Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, à demander à Monsieur le Préfet la prise d'un arrêté déclarant d'utilité publique au profit de CDC Habitat Action Copropriétés le projet d'acquisition du bâtiment C du Parc Corot en vue de sa démolition, et ce conformément aux dispositions de l'article L615-7 du Code de la Construction et de l'Habitation.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 16 décembre 2021 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur « Concession d'Aménagement - Parc Corot à Marseille 13ème arrondissement - Approbation du projet simplifié d'acquisition publique du bâtiment C - Syndicat secondaire "bâtiment C" - Demande de déclaration d'utilité publique en vue de l'expropriation au profit du concessionnaire CDC Habitat Action Copropriétés suite à l'ordonnance de déclaration de carence du syndicat secondaire des copropriétaires ».

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à la concession d'Aménagement - Parc Corot à Marseille 13ème arrondissement - Approbation du projet simplifié d'acquisition publique du bâtiment C - Syndicat secondaire "bâtiment C" - Demande de déclaration d'utilité publique en vue de l'expropriation au profit du concessionnaire CDC Habitat Action Copropriétés suite à l'ordonnance de déclaration de carence du syndicat secondaire des copropriétaires ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur la concession d'Aménagement - Parc Corot à Marseille 13ème arrondissement - Approbation du projet simplifié d'acquisition publique du bâtiment C - Syndicat secondaire "bâtiment C" - Demande de déclaration d'utilité publique en vue de l'expropriation au profit du concessionnaire CDC Habitat Action Copropriétés suite à l'ordonnance de déclaration de carence du syndicat secondaire des copropriétaires.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

HPV 007-008/22/CT

■ CT1 - Concession d'aménagement - Ensemble immobilier du Parc Kallisté à Marseille 15ème arrondissement - Copropriété du bâtiment E - Présentation du projet d'acquisition publique du bâtiment E en vue de sa démolition

**Information du conseil de Territoire
DOH 22/20147/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'ensemble immobilier du Parc Kalliste est un site d'environ 10 hectares situé chemin des Bourrely dans le quartier Notre Dame Limite dans le 15^{ème} arrondissement de Marseille. Il est composé de 7 copropriétés privées, Bâtiments A, C, D, E, F, G et I comptant 507 logements, de deux terrains nus issus des démolitions des bâtiments B et H (245 logements démolis), de garages, de commerces de proximité et d'un groupe scolaire.

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Au milieu des années 1970, la résidence connaît un changement de statut et devient une copropriété, gérée par un syndic unique. Rapidement des difficultés de gestion vont apparaître, accélérant les mouvements de transfert de propriété et créant instabilité et fragilité. Face à ces difficultés chroniques, les copropriétaires du Parc Kallisté ont sollicité en 1994 l'intervention de la collectivité publique pour une participation financière à des travaux de réhabilitation et une assistance pour des problèmes divers dont une dette importante vis-à-vis de la société des eaux de Marseille.

En 2000, La procédure « de plan de sauvegarde » instaurée par loi du 13 décembre 1996 devient le cadre légal d'intervention des pouvoirs publics sur cette copropriété privée. Ce plan de sauvegarde (2000-2005) a permis la réalisation d'un certain nombre d'actions fortes : la scission en 9 copropriétés, la réalisation de près de 10 millions d'Euros de travaux sur les parties communes via une opération d'amélioration de l'habitat, l'instauration d'un DPUR en 2003 et la mise en place d'un opérateur foncier, Marseille Habitat.

Les interventions publiques entreprises n'ont toutefois pas permis un redressement durable de l'ensemble du site. Une convention partenariale a ainsi été signée entre l'Agence Nationale de Rénovation Urbaine (ANRU) et l'ensemble des partenaires publics le 10 octobre 2011. Ce projet prévoyait notamment l'acquisition démolition des 245 logements des bâtiments B et H dans le cadre d'une concession d'aménagement confiée en 2012 à l'opérateur Marseille Habitat,

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

en charge d'acquérir, de reloger et de démolir. L'acquisition des 2 bâtiments s'est faite pour partie à l'amiable et pour partie par voie d'expropriation suite à la déclaration d'utilité publique basée sur la carence des syndicats de copropriétaires des deux bâtiments. La démolition de ces deux bâtiments a été réalisée en 2019 pour le bâtiment B et en 2021 pour le bâtiment H.

En parallèle, pour conforter les copropriétés en capacité de se redresser, une mise à l'élaboration de plans de sauvegarde a été lancée en 2016 sur les copropriétés A, C, D, E, F, G et I.

A l'issue des diagnostics, seules 5 copropriétés parmi les 7 envisagées apparaissent en capacité de rester sous le statut de la copropriété privée : Il s'agit des copropriétés A, C, D, F et I pour lesquelles la mise en œuvre de plans de sauvegarde semble opportune.

Les deux autres copropriétés, les bâtiments E et G, au regard de leurs lourdes difficultés (démobilisation des propriétaires, impayés et dettes, dégradation, insécurité) ne sont pas en mesure d'engager un redressement et nécessitent un traitement particulier.

C'est ainsi que dans le cadre du nouveau projet de renouvellement urbain actuellement en cours de finalisation avec l'ANRU, l'objectif d'acquisition publique et de démolition est étendu aux bâtiments E et G.

Il convient d'initier aujourd'hui la même démarche impulsée il y a quelques années sur les bâtiments B et H sur la copropriété E du Parc Kallisté. La Présidente de la Métropole a saisi le Président du Tribunal Judiciaire sur la base de l'article L615-6 du Code de la Construction et de l'habitation afin de faire désigner un expert chargé de constater l'importance du déséquilibre financier du syndicat des copropriétaires, la répartition des dettes par copropriétaire ainsi que la nature et l'état des parties communes et conséquemment, la nature et le coût des travaux à mettre en œuvre pour garantir la santé et la sécurité des occupants. A l'issue de l'expertise, le Président du Tribunal Judiciaire pourra déclarer l'état de carence du syndicat des copropriétaires ce qui permettra à la Métropole Aix Marseille Provence de mener une procédure d'expropriation sur les lots non maîtrisés.

Pour rappel, le bâtiment E, cadastré quartier Notre Dame Limite section C parcelle 112, est un immeuble de 4 étages (75 lots dont 37 lots principaux) comprenant 16 logements, 14 locaux commerciaux, 26 locaux divers (caves, dépôts) et 19 garages confronté depuis des années à des difficultés financières importantes et à une gestion rendue difficile par la cohabitation entre les logements et les locaux commerciaux majoritaires. La copropriété est gérée depuis quelques années par le cabinet Gaudemard.

Le fonctionnement de la copropriété est fragilisé depuis des années par :

- un désintérêt de la majorité des copropriétaires qui bloque le bon fonctionnement de la copropriété (faible mobilisation en assemblées générales, quorum insuffisant pour les questions relevant de la majorité de l'article 25),
- des impayés de charges dépassant le budget annuel de la copropriété (115% du budget en 2021) ce qui engendre une absence de trésorerie et une impossibilité à payer les fournisseurs (dette fournisseur représentant 79% du budget en 2021),
- la présence de propriétaires occupants anciens et non solvables,
- l'insuffisance du syndic à engager les actions en recouvrement,
- un niveau d'entretien du bâti très faible faute de trésorerie : pas de travaux significatifs réalisés depuis ceux du 1er plan de sauvegarde et qui avaient bénéficié de subventions publiques très importantes,
- une plateforme commerciale peu attractive et en déclin du fait de son implantation et des services proposés ainsi que de la problématique d'insécurité publique et de délinquance qui s'y développe,
- une forte dévalorisation des biens dus à un cadre de vie dégradé en lien avec les nuisances sonores et les trafics sur la plateforme commerciale.

L'objet du présent rapport est donc d'informer l'Assemblée délibérante du projet d'acquisition publique du bâtiment E du Parc Kallisté en vue de sa démolition, suite à la saisine du Président du Tribunal Judiciaire, et ce conformément aux dispositions de l'alinéa II de l'article L615-6 du Code de la Construction et de l'Habitation :

- Acquisition et démolition du bâtiment E :

Dans le cadre de la concession d'aménagement, Marseille Habitat a déjà acquis à l'amiable 8 logements, 6 commerces, 4 garages, 1 local et 1 magasin. Il resterait donc à acquérir 8 logements et caves, 16 garages et 15 locaux (commerces, dépôts, magasins) afin de maîtriser entièrement l'immeuble. Une procédure coercitive est donc à envisager sur ces derniers lots bien que l'opérateur privilégie la négociation avec les propriétaires concernés.

Compte tenu de la dégradation de la situation du bâtiment E qui semble irréversible, l'objectif de la Métropole, et plus

largement de l'ensemble des partenaires publics du projet urbain, est la démolition totale du bâtiment avec mise en état des sols. La libération du foncier du bâtiment E, conjuguée à celles des bâtiments B, H et G, permettra de mettre en œuvre un processus de requalification visant à une meilleure qualité de vie pour les habitants du quartier. Le projet urbain à développer sur le site permettra à terme de produire de nouveaux logements et équipements ainsi qu'une nouvelle offre commerciale.

- Relogement des occupants :

A ce jour, sur le bâtiment E comptant 16 logements :

- 9 logements sont loués dont :
 - 4 loués par Marseille Habitat,
 - 5 loués par des propriétaires privés,
- 3 logements sont occupés par leur propriétaire,
- 4 logements sont vacants.

Marseille Habitat, dans le cadre de sa mission relogement et accompagnement social, a la charge du relogement préalable aux démolitions ainsi que de l'accompagnement social et du suivi social des ménages, à titre provisoire ou définitif, dans le périmètre de l'opération ou en dehors du site, en fonction des impératifs opérationnels et des souhaits des ménages concernés.

Cette mission nécessite la réalisation d'une enquête sociale auprès de chacun des ménages, la recherche de logements correspondants aux besoins et attentes exprimés et l'organisation des relogements (garde meuble, déménagement).

- Evaluation sommaire du coût de l'opération projetée :

- Coût du foncier :

Le coût total des acquisitions sur le bâtiment E est évalué à 3,8M d'euros TTC, frais liés aux expropriations et évictions compris.

- Coût des relogements :

Le montant des frais de relogement comprenant notamment l'hébergement et les déménagements s'établit à environ 400 000 euros TTC.

- Coût des travaux de démolition :

Le coût prévisionnel des travaux de démolition est évalué à 2,6M d'euros TTC maîtrise d'œuvre comprise.

Le montant total prévisionnel de l'opération d'acquisition/relogement/démolition du bâtiment est donc évalué à 10,4M d'euros et s'inscrit dans le cadre de la concession d'aménagement confiée à Marseille Habitat depuis 2012 et prorogée en 2019.

Cette opération est inscrite comme opération pré conventionnée dans le cadre du Nouveau Programme National de Rénovation Urbaine et bénéficie à ce titre d'un financement de l'ANRU estimé à 6,5M d'euros. La Métropole Aix-Marseille-Provence et son concessionnaire mobiliseront tous financements publics possibles liés à ce type d'opération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 16 Décembre 2021 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le projet de délibération portant sur « la concession d'aménagement ensemble immobilier du Parc Kallisté à Marseille 15ème arrondissement - projet d'acquisition publique du bâtiment E en vue de sa démolition ».

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la Métropole envisage d'adopter une délibération prenant acte du projet d'acquisition publique du bâtiment E en vue de sa démolition.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération portant sur la présentation du projet d'acquisition publique du bâtiment E du Parc Kallisté en vue de sa démolition.

HPV 008-009/22/CT

■ CT1 - Concession d'aménagement ensemble immobilier du Parc Kallisté à Marseille 15ème arrondissement - Copropriété du bâtiment G - Présentation du projet simplifié d'acquisition publique du bâtiment G en vue de sa démolition

Information du Conseil de Territoire DOH 22/20148/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'ensemble immobilier du Parc Kallisté est un site d'environ 10 hectares situé chemin des Bourrely dans le quartier Notre Dame Limite dans le 15^{ème} arrondissement de Marseille. Il est composé de 7 copropriétés privées, Bâtiments A, C, D, E, F, G et I comptant 507 logements, de deux terrains nus issus des démolitions des bâtiments B et H (245 logements démolis), de garages, de commerces de proximité et d'un groupe scolaire.

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Au milieu des années 1970, la résidence connaît un changement de statut et devient une copropriété, gérée par un syndic unique. Rapidement des difficultés de gestion vont apparaître, accélérant les mouvements de transfert de propriété et créant instabilité et fragilité. Face à ces difficultés chroniques, les copropriétaires du Parc Kallisté ont sollicité en 1994 l'intervention de la collectivité publique pour une participation financière à des travaux de réhabilitation et une assistance pour des problèmes divers dont une dette importante vis-à-vis de la société des eaux de Marseille.

En 2000, La procédure « de plan de sauvegarde » instaurée par loi du 13 décembre 1996 devient le cadre légal d'intervention des pouvoirs publics sur cette copropriété privée. Ce plan de sauvegarde (2000-2005) a permis la réalisation d'un certain nombre d'actions fortes : la scission en 9 copropriétés, la réalisation de près de 10 millions d'Euros de travaux sur les parties communes via une opération d'amélioration de l'habitat, l'instauration d'un DPUR en 2003 et la mise en place d'un opérateur foncier, Marseille Habitat.

Les interventions publiques entreprises n'ont toutefois pas permis un redressement durable de l'ensemble du site. Une convention partenariale a ainsi été signée entre l'Agence Nationale de Renovation Urbaine (ANRU) et l'ensemble des partenaires publics le 10 octobre 2011. Ce projet prévoyait notamment l'acquisition démolition des 245 logements des bâtiments B et H dans le cadre d'une concession d'aménagement confiée en 2012 à l'opérateur Marseille Habitat, en charge d'acquérir, de reloger et de démolir. L'acquisition des 2 bâtiments s'est faite pour partie à l'amiable et pour partie par voie d'expropriation suite à la déclaration d'utilité publique basée sur la carence des syndicats de copropriétaires des deux bâtiments. La démolition de ces deux bâtiments a été réalisée en 2019 pour le bâtiment B et

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

en 2021 pour le bâtiment H.

En parallèle, pour conforter les copropriétés en capacité de se redresser, une mise à l'élaboration de plans de sauvegarde a été lancée en 2016 sur les copropriétés A, C, D, E, F, G et I.

A l'issue des diagnostics, seules 5 copropriétés parmi les 7 envisagées apparaissent en capacité de rester sous le statut de la copropriété privée : Il s'agit des copropriétés A, C, D, F et I pour lesquelles la mise en œuvre de plans de sauvegarde semble opportune.

Les deux autres copropriétés, les bâtiments E et G, au regard de leurs lourdes difficultés (démobilisation des propriétaires, impayés et dettes, dégradation, insécurité) ne sont pas en mesure d'engager un redressement et nécessitent un traitement particulier.

C'est ainsi que dans le cadre du nouveau projet de renouvellement urbain actuellement en cours de finalisation avec l'ANRU, l'objectif d'acquisition publique et de démolition est étendu aux bâtiments E et G.

Il convient d'initier aujourd'hui la même démarche impulsée il y a quelques années sur les bâtiments B et H sur la copropriété G du Parc Kallisté. La Présidente de la Métropole a saisi le Président du Tribunal Judiciaire sur la base de l'article L615-6 du Code de la Construction et de l'habitation afin de faire désigner un expert chargé de constater l'importance du déséquilibre financier du syndicat des copropriétaires, la répartition des dettes par copropriétaire ainsi que la nature et l'état des parties communes et conséquemment, la nature et le coût des travaux à mettre en œuvre pour garantir la santé et la sécurité des occupants. A l'issue de l'expertise, le Président du Tribunal Judiciaire pourra déclarer l'état de carence du syndicat des copropriétaires ce qui permettra à la Métropole Aix Marseille Provence de mener une procédure d'expropriation sur les lots non maîtrisés.

Pour rappel, le bâtiment G, cadastré quartier Notre Dame Limite section C parcelle 114, est un immeuble de 12 étages comprenant 129 logements confronté depuis des années à des difficultés importantes de fonctionnement et à un état de dégradation du bâti inquiétant. La copropriété, gérée jusqu'à fin 2021 par le cabinet Auxitime, est aujourd'hui gérée par le cabinet Foncia.

Le fonctionnement de la copropriété est fragilisé depuis des années par :

- une situation financière inquiétante (64% d'impayés de charges) malgré la forte présence de Marseille Habitat en tant que copropriétaire,
- un niveau d'entretien du bâti très faible pour un immeuble de ce type : pas de travaux significatifs réalisés depuis ceux réalisés dans le cadre du 1er plan de sauvegarde et qui avaient bénéficié de subventions publiques très importantes,
- une problématique d'insécurité publique et de délinquance qui entraîne des dégradations fréquentes des équipements communs, notamment les ascenseurs, et des conditions de salubrité et de sécurité de l'immeuble qui se sont fortement dégradées entraînant la chute de la valeur patrimoniale des logements,
- une problématique plus récente de réseau de squatt massif comme dans d'autres ensembles immobiliers privés ou publics sur Marseille dû en grande partie à un afflux de migrants en situation irrégulière,
- des copropriétaires très fortement démobilisés depuis des années et une participation aux assemblées générales très faible (6 propriétaires présents à la dernière assemblée générale en 2021).

L'objet du présent rapport est donc d'informer l'Assemblée délibérante du projet d'acquisition publique du bâtiment G du Parc Kallisté en vue de sa démolition, suite à la saisine du Président du Tribunal Judiciaire, et ce conformément aux dispositions de l'alinéa II de l'article L615-6 du Code de la Construction et de l'Habitation :

- Acquisition et démolition du bâtiment G :

Dans le cadre de la concession d'aménagement, Marseille Habitat a déjà acquis à l'amiable 73 logements sur 129. Il resterait donc à acquérir 56 logements afin de maîtriser entièrement l'immeuble. Une procédure coercitive est donc à envisager sur ces derniers lots bien que l'opérateur privilégie la négociation avec les propriétaires concernés.

Compte tenu de l'état de dégradation du bâtiment G et de sa configuration aujourd'hui obsolète et de sa gestion coûteuse, l'objectif de la métropole, et plus largement de l'ensemble des partenaires publics du projet urbain, est la démolition totale avec mise en état des sols. La libération du foncier du bâtiment G, conjuguée à celles des bâtiments B, H et E, permettra de mettre en œuvre un processus de requalification visant à une meilleure qualité de vie pour les habitants du quartier. Le projet urbain à développer sur le site permettra à terme de produire de nouveaux logements et équipements ainsi qu'une nouvelle offre commerciale.

- Relogement des occupants :

A ce jour, sur le bâtiment G comptant 129 logements :

- 75 logements sont loués dont :

31 loués par Marseille Habitat : cela représente environ 120 occupants.

44 loués par des propriétaires privés : cela représenterait environ 170 occupants.

- 11 logements sont occupés par leur propriétaire,

- 43 logements sont vacants.

Marseille Habitat, dans le cadre de sa mission relogement et accompagnement social , a la charge du relogement préalable aux démolitions ainsi que de l'accompagnement social et du suivi social des ménages, à titre provisoire ou définitif, dans le périmètre de l'opération ou en dehors du site, en fonction des impératifs opérationnels et des souhaits des ménages concernés.

Cette mission nécessite la réalisation d'une enquête sociale auprès de chacun des ménages, la recherche de logements correspondants aux besoins et attentes exprimés et l'organisation des relogements (garde meuble, déménagement).

Dans ce cadre, 32 ménages locataires issus du patrimoine de Marseille Habitat sur le bâtiment G ont déjà bénéficié d'un relogement :

- 20 ménages relogés dans le parc de Marseille Habitat ou d'un autre bailleur social,

- 12 ménages locataires relogés par leurs propres moyens (dans le privé ou hors département).

- Evaluation sommaire du coût de l'opération projetée :

- Coût du foncier :

Le coût total des acquisitions sur le bâtiment G est évalué à 6M d'euros TTC, frais liés aux expropriations et évictions compris.

- Coût des relogements :

Le montant des frais de relogement comprenant notamment l'hébergement et les déménagements est évalué à 800 000 euros TTC.

- Coût des travaux de démolition :

Le coût prévisionnel des travaux de démolition est évalué à 2,6M d'euros TTC maîtrise d'œuvre comprise.

Le montant total prévisionnel de l'opération est donc évalué à 13, 3M euros TTC (acquisitions/relogement/démolition et frais de portage, conduite d'opération et études diverses) et s'inscrit dans le cadre de la concession d'aménagement confiée à Marseille Habitat depuis 2012 et prorogée en 2019.

Cette opération est inscrite comme opération pré conventionnée dans le cadre du Nouveau Programme National de Rénovation Urbaine et bénéficie à ce titre d'un financement de l'ANRU estimé à 8,2M d'euros. La Métropole Aix-Marseille-Provence et son concessionnaire mobiliseront tous financements publics possibles liés à ce type d'opération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération FBPA 062-10934/21/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 16 décembre 2021 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

- Le projet de délibération portant sur « la concession d'aménagement ensemble immobilier du Parc Kallisté à Marseille 15ème arrondissement - projet d'acquisition publique du bâtiment G en vue de sa démolition ».

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la Métropole envisage d'adopter une délibération portant sur le projet d'acquisition publique du bâtiment G en vue de sa démolition.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération portant sur la présentation du projet d'acquisition publique du bâtiment G du Parc Kalliste en vue de sa démolition.

HPV 009-010/22/CT

■ CT1 - Projet des phases 1 et 2 LNPCA - Protocole d'intention relatif au relogement des habitants de la résidence Bassens II et aux mesures d'accompagnement

Avis du Conseil de Territoire

DOH 22/20149/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Bureau de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Projet des phases 1 et 2 LNPCA - Protocole d'intention relatif au relogement des habitants de la résidence Bassens II et aux mesures d'accompagnement » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Le projet des phases 1 & 2 de la Ligne Nouvelle Provence Côte d'Azur (LNPPCA) répond prioritairement, à travers ses 25 opérations situées dans les départements des Bouches-du-Rhône, du Var et Alpes-Maritimes, à des objectifs de gains de régularité et de capacité au service des transports du quotidien.

Pour désaturer le nœud ferroviaire marseillais, le projet prévoit la création d'une gare souterraine sous la gare existante de Marseille Saint-Charles reliée à un tunnel traversant, avec une entrée au nord dans le secteur de la Delorme et une à l'est dans le secteur de La Parette.

La décision ministérielle de 2017 avait retenu la solution d'entrée en tunnel dans le secteur de la Delorme, au droit de la résidence sociale Bassens II située dans le 15^{ème} arrondissement de Marseille, en demandant que soient étudiées

les synergies possibles du projet ferroviaire LNPCA avec les projets de renouvellement urbain. Aussi, SNCF Réseau a étudié deux variantes contrastées (nord et sud) pour l'entrée nord du tunnel.

La concertation publique réglementaire de mars-avril 2021, portant sur le choix de variante, a permis au maître d'ouvrage de recueillir les contributions des participants et notamment celles des habitants de la résidence Bassens II.

A la suite de la décision ministérielle de juin 2021, le Comité de pilotage, réuni le 12 juillet 2021, s'est positionné à l'unanimité en faveur de la variante sud, impliquant un relogement des habitants de Bassens II, assorti de mesures d'accompagnement (conditions de relogement, travail sur la mémoire du quartier, clauses d'insertion dans les marchés publics de travaux), ainsi que des mesures d'indemnisation des bailleurs.

Le présent protocole vise à formaliser les intentions convenues entre l'État, la Métropole Aix-Marseille-Provence, la Ville de Marseille et SNCF Réseau en vue de préparer leur mise en œuvre une fois d'une part la déclaration d'utilité publique obtenue et d'autre part les conventions de financement du projet permettant la couverture des dépenses signées par les partenaires.

Il a pour objet de préciser les intentions et interventions respectives de l'État, de la Métropole Aix-Marseille-Provence, de la Ville de Marseille, de SNCF Réseau, de CDC Habitat Social et de Marseille Habitat relatives à l'organisation générale :

- (a) du processus de définition, d'accompagnement et de mise en œuvre du relogement des habitants de Bassens II, ses différentes étapes et leur calendrier prévisionnel
- (b) des documents cadrant la mise en œuvre du processus de relogement d'aujourd'hui à la libération des emprises
- (c) des mesures d'accompagnement de la libération par les habitants du site de Bassens II.
- (d) du principe des mesures d'indemnisation des Bailleurs qui seront précisées dans les conventions opérationnelles et financières

Une convention pour la réalisation des mesures préparatoires au relogement (MOUS, mémoire du quartier, ...) sera établie en 2022, après l'enquête publique prévue du 17 janvier au 28 février 2022.

Pour la Métropole Aix-Marseille Provence, il est convenu dans le présent protocole d'assurer les missions suivantes :

- accompagner CDC Habitat Social sur la méthodologie de relogement en vue de la désignation d'une MOUS par le bailleur social.
- mettre à disposition les outils disponibles de la Métropole en matière de relogement (cahier des charges et charte de relogement types, plate-forme de relogement...).
- en tant que délégataire des aides à la pierre, mettre à disposition les ressources disponibles pour identifier la/les opération(s) de reconstruction nécessaire(s) aux besoins de relogement et pour sa/leur mise en œuvre.
- être associée en tant que de besoin au projet de stèle de la mémoire et du document retraçant l'histoire de Bassens et à la communication correspondante.

Une convention opérationnelle fera suite au présent protocole d'intention, après l'enquête publique du projet des phases 1 & 2 de la ligne Nouvelle Provence Côte d'Azur et la signature des conventions de financement entre le MOA et les partenaires.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

- La délibération FBPA 062-10934/21/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 16 décembre 2021 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur « Projet des phases 1 & 2 LNPCA – Protocole d'intention relatif au relogement des habitants de la résidence Bassens II et aux mesures d'accompagnement ».

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Bureau de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative au « Projet des phases 1 et 2 LNPCA - Protocole d'intention relatif au relogement des habitants de la résidence Bassens II et aux mesures d'accompagnement » ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur le Projet des phases 1 et 2 LNPCA - Protocole d'intention relatif au relogement des habitants de la résidence Bassens II et aux mesures d'accompagnement.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

HPV 010-011/22/CT

■ CT1 - Approbation d'une convention du Nouveau Programme National du Renouvellement Urbain Grand Saint-Barthélemy Grand Malpassé à Marseille 13ème et 14ème arrondissements

Avis du Conseil de Territoire

DOH 22/20158/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Bureau de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Approbation d'une convention du Nouveau Programme National du Renouvellement Urbain Grand Saint-Barthélemy Grand Malpassé à Marseille 13ème et 14ème arrondissements » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Le renouvellement urbain s'inscrit pleinement dans les ambitions du contrat de ville et en constitue un levier essentiel. La loi Lamy de programmation pour la ville et la cohésion urbaine a défini le cadre, les objectifs et les moyens du Nouveau Programme National du Renouvellement Urbain (NPNRU).

Le NPNRU cible à l'échelle nationale 200 quartiers prioritaires de la Politique de la Ville (QPV) d'intérêt national et 200 QPV d'intérêt régional, avec un concours financier (répartis entre subventions et prêts bonifiés Action Logement) de 10 milliards d'euros.

Pour la Métropole Aix-Marseille-Provence ce programme concerne 21 quartiers dont 11 d'intérêt national (9 à Marseille, 1 à Miramas et 1 à Port de Bouc) et 10 d'intérêt régional (5 à Marseille, 1 à Vitrolles, 1 à Aix-en-Provence, 1 à Port de Bouc, 1 à Martigues et 1 à Salon-de-Provence).

La présente convention porte sur les quartiers prioritaires du Grand Saint-Barthélemy situé dans le 14^{ème} arrondissement de Marseille et du Grand Malpassé situé dans le 13^{ème}, identifiés parmi les quartiers d'intérêt national dans l'arrêté du 29 avril 2015 relatif à la liste des quartiers prioritaires de la Politique de la Ville présentant les dysfonctionnements urbains les plus importants et visés en priorité par le Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU) : QPV Malpassé Corot (QP013042) et QPV Bon secours/Les Rosiers/Marine Bleue/Grand Saint-Barthélemy/Saint-Jérôme (QP013049), Marseille.

Le Grand Saint-Barthélemy et le Grand Malpassé forment un vaste territoire de 500 ha, regroupant 50 000 habitants (soit la taille de la ville d'Arles), situé à cheval sur les 13^{ème} et 14^{ème} arrondissements de Marseille, constituant l'ancienne ZUP N°1.

Compte-tenu de leurs difficultés sociales, économiques et urbaines, ces quartiers sont classés dans les années 80 en zones prioritaires de la Politique de la Ville où d'importants projets de rénovation ont vu le jour. Lancés entre 2005 et 2011, les PRU des Flamants/Iris, du Vallon de Malpassé, de Saint-Paul et de Saint-Barthélemy-Picon-Busserine ont amorcé de vastes transformations (1 500 démolitions, 400 reconstructions de logements sur site, 2 000 réhabilitations) qui se traduisent par une multiplicité d'opérations dont certaines sont désormais visibles.

En parallèle, le projet de la L2 a permis notamment d'envisager de nouvelles coutures entre les quartiers tout en souffrant d'une intégration urbaine non aboutie.

Ces investissements massifs ont permis d'améliorer ponctuellement le cadre de vie sur les secteurs concernés et d'engager un processus de diversification fonctionnelle et résidentielle. Le secteur reste cependant encore fortement marqué par une masse de logements sociaux ou copropriétés dégradées qui font l'objet d'une dépréciation lourde impactant l'ensemble des cités.

En 2018, dans le cadre du nouveau conventionnement avec l'ANRU, il s'avère nécessaire de développer une stratégie globale d'intervention en passant d'une multiplicité de projets éparpillés à un projet de territoire qui poursuit et rassemble les dynamiques en cours.

La Métropole a donc mené depuis 2018 une réflexion multiscalaire (de la grande échelle avec la vision stratégique sur les 500 hectares à une échelle plus fine, résolument tournée vers l'opérationnel sur ce territoire) en vue d'un conventionnement. Les études ont permis d'aboutir à :

- une vision stratégique du renouvellement urbain construite sur l'ensemble du territoire,
- des projets urbains définis sur des territoires de projets.

Le projet s'articule autour de 4 objectifs :

Rendre attractif l'habitat

- adapter la densité des quartiers, notamment en supprimant les « monstres » urbains,
- améliorer le confort d'habiter dans le patrimoine appartenant aux bailleurs,
- traiter l'habitat privé dégradé en intervenant fortement sur les copropriétés dégradées,
- libérer le foncier pour la diversification.

Désenclaver les quartiers

- créer un maillage de rues publiques et transformer les routes en rues,
- développer l'accessibilité aux transports en commun en s'appuyant notamment sur la voie ferrée et le BHNS B4 (Bus à Haut Niveau de Service).

Affirmer/Mettre en valeur le paysage du territoire

- révéler le grand paysage et le rendre plus accessible,
- développer la trame verte de la grande échelle aux pieds d'immeubles,

Favoriser la mixité fonctionnelle et consolider le potentiel de développement économique et d'emploi

- développer l'activité commerciale sur les flux,
- requalifier les équipements publics comme base d'une attractivité retrouvée.

La mise en œuvre opérationnelle du projet de renouvellement urbain sur le territoire du Grand Saint-Barthélemy Grand Malpassé est portée par secteur de projet.

3 grands secteurs de projet opérationnels sont identifiés et comportent d'ores et déjà des opérations inscrites dans la présente convention initiale :

- Raimu
- Font-Vert / Cité SNCF
- Malpassé / Bellevue / Villecroze / Corot

Ces secteurs de projets vont faire l'objet prochainement de l'identification d'opérations complémentaires qui pourront être inscrites à la convention initiale par voie d'avenant avec l'ANRU.

Trois autres secteurs font l'objet d'études dans le cadre du NPNRU et pourront faire l'objet d'interventions de la part des bailleurs ou des collectivités à moyen-long terme, en fonction de la capacité des acteurs à pouvoir intervenir :

- Oliviers A / Lilas / Mimosas
- Le Merlan
- Les Rosiers

La convention-cadre métropolitaine, approuvée par délibération DEVT 008-6961/19/BM du 24 octobre 2019 intègre la définition du cadre stratégique et organisationnel métropolitain ainsi que les moyens et les financements dédiés en complément aux politiques de droits commun en matière d'habitat (reconstitution de l'offre et relogement dans le neuf avec minoration de loyer).

La convention initiale pluriannuelle du Grand Saint-Barthélemy Grand-Malpassé a été rédigée sur la base du dossier de présentation élaboré dans le cadre du protocole de préfiguration de la Métropole Aix-Marseille-Provence relatif au NPNRU qui a été examiné par le Comité d'Engagement de l'ANRU le 27 février 2020.

L'ANRU et ses partenaires ont rendu un avis favorable sur le projet urbain et la stratégie d'ensemble sur le quartier. Ils ont cependant validé à ce stade un concours financier de l'ANRU ne portant que sur une partie des opérations à porter dans le cadre du projet. Pour un montant global du projet de la convention initiale estimé à 249,2 M€ TTC, il a été validé pour le projet de renouvellement urbain d'intérêt national (PRIN) du Grand Saint-Barthélemy Grand Malpassé un montant total maximum de concours financiers de l'ANRU de 91,4 M€, dont 72,4 M€ en subventions et 19 M€ en prêts.

Pour permettre la mise en œuvre opérationnelle du NPNRU du Grand Saint-Barthélemy Grand Malpassé, la Métropole Aix-Marseille-Provence, a affecté un montant global de 61,6 M€ par la création d'une opération d'investissement n°2022100200 "NPNRU - Grand Saint Barthélemy - Grand Malpassé" délibérée en Conseil métropolitain le 16 décembre 2021 et dont la répartition des crédits de paiement est inscrite aux exercices budgétaires concernés.

Le projet urbain validé, la mise en œuvre du programme ainsi que les engagements des partenaires sont formalisés dans la présente convention pluriannuelle NPNRU. Les pièces constitutives de la présente convention sont les suivantes :

-La présente convention NPNRU du projet du Grand Saint-Barthélemy Grand Malpassé ;

-Les annexes, répertoriées comme suit :

- A – Présentation du projet ;
- B – Contreparties en faveur du groupe Action Logement ;
- C – Synthèse de la programmation opérationnelle et financière ;
- D - Convention spécifique ou charte concourant à la réussite du projet.

L'absence de certaines annexe(s) répertoriée(s) en A et D ne fait pas obstacle à la bonne exécution de la présente convention.

Les parties prenantes de la convention NPNRU pluriannuelle du Grand Saint-Barthélemy Grand Malpassé sont :

- L'Agence nationale pour la rénovation urbaine (ANRU) représentée par son directeur général, ou par délégation, par son délégué territorial dans le département,
- L'État, représenté par le Préfet de département et responsable de la mise en œuvre du renouvellement urbain dans le département,
- La Métropole Aix-Marseille-Provence représentée par sa présidente, désignée « le porteur de projet »,
- La commune de la Ville de Marseille, représentée par son Maire,
- Les organismes HLM concernés par les opérations programmées dans la présente convention : LOGIREM, 13 Habitat, ICF Habitat, CDC HABITAT,
- Action Logement Groupe, représenté par le Président du Comité Régional d'Action Logement
- Action Logement Services, représentée par sa Directrice du Renouvellement Urbain,
- La Foncière Logement, représentée par sa Présidente.

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Les partenaires associés sont dénommés ci-après :

- La Caisse des Dépôts,
- L'Agence nationale de l'habitat (Anah),
- Le Conseil départemental des Bouches du Rhône.

Compte tenu de l'intérêt pour le quartier du Grand Saint-Barthélemy Grand Malpassé retenu par l'Agence Nationale de la Rénovation Urbaine dans le cadre du NPNRU de pouvoir développer le projet de renouvellement urbain ambitieux avec la participation financière de l'Agence ;

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération FBPA 062-10934/21/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 16 décembre 2021 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur l'approbation d'une convention du Nouveau Programme National du Renouvellement Urbain Grand Saint-Barthélemy Grand Malpassé à Marseille 13ème et 14ème arrondissements.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'approbation d'une convention du Nouveau Programme National du Renouvellement Urbain Grand Saint-Barthélemy Grand Malpassé à Marseille 13ème et 14ème arrondissements ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation d'une convention du Nouveau Programme National du Renouvellement Urbain Grand Saint-Barthélemy Grand Malpassé à Marseille 13ème et 14ème arrondissements.

Cette proposition mise aux est adoptée.

HPV 011-012/22/CT

■ CT1 - Approbation d'un contrat de relance de la construction du logement avec l'Etat

Avis du Conseil de Territoire

DAJA 22/20280/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Bureau de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

Dans le cadre de la crise sanitaire, le Gouvernement a mis en place un plan de relance économique qui intègre une aide à la relance de la construction durable. Il s'agit d'un accompagnement spécifique des collectivités territoriales, octroyant aux communes une aide pour participer au financement de leurs investissements et de leurs projets structurants pour améliorer le cadre de vie des habitants.

Ce dispositif existait selon une configuration différente en 2021, avec une aide automatique pour les permis délivrés de septembre 2020 à août 2021. Dans ce cadre, 2 612 520 euros avaient été versés directement à 17 communes métropolitaines en 2021.

En 2022, L'Etat a décidé de mettre en place un dispositif de contractualisation centré sur les territoires tendus, pour soutenir davantage les territoires où les besoins en logements sont accrus.

Cette contractualisation prend la forme d'un contrat de relance du logement signé par la Métropole avec l'Etat.

Cette délibération n'implique pas d'engagement financier de la part de la Métropole.

Conformément au décret fixant les modalités d'octroi de l'aide à la relance de la construction durable du 11 août 2021, le contrat concerne les communes éligibles (communes non carencées au titre de la loi SRU et situées en zones A, Abis et B1) et parmi ces dernières, celles ayant souhaité participer au dispositif.

Sur les 45 communes éligibles, 20 communes ont souhaité participer au dispositif et ont transmis leur objectif de construction de logements. Ces objectifs correspondent aux objectifs de production de logements neufs, toutes catégories confondues (libres, sociaux, collectifs, individuels ...).

Ils ont été estimés en cohérence avec les objectifs en cours de consolidation dans le futur programme local de l'habitat (PLH).

Le calcul de l'aide sera réalisé par les services de l'Etat :

- sur la base des autorisations de construire délivrées entre septembre 2021 et août 2022, pour les opérations d'au moins 2 logements présentant une densité minimale de 0,8 :
1 500€ par logement ;
- avec un bonus de 500€ par logement pour les logements provenant de la transformation de surfaces de bureau ou d'activités en surface d'habitation.

Les logements individuels (issus de permis de construire créant moins de 2 logements) et les opérations dont la densité est inférieure à 0,8 comptent pour l'atteinte de l'objectif, même s'ils ne donnent pas lieu à une aide.

L'aide ne sera pas versée si l'objectif de production de logements fixé n'a pas été atteint.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La délibération FBPA 062-10934/21/CM du 16 décembre 2021 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur l'approbation d'un contrat de relance de la construction du logement avec l'Etat.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'approbation d'un contrat de relance de la construction du logement avec l'Etat
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur l'approbation d'un contrat de relance de la construction du logement avec l'Etat.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

HPV 012-013/22/CT

■ CT1 - Approbation de la convention Quartiers Productifs 2022-2024

Avis du Conseil de Territoire DGDU 22/20300/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7,I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Approbation de la convention Quartiers Productifs » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Les quartiers prioritaires politique de la Ville (QPV) sont caractérisés par un tissu économique deux fois moins dense que celui des autres quartiers. Du fait d'un environnement plus complexe, porteur d'une rentabilité économique de plus long terme, ces quartiers ne sont pas pensés spontanément comme des territoires pertinents d'investissement et de croissance économique.

Annoncé dans le cadre du Comité interministériel des villes qui s'est tenu le 29 janvier 2021, le programme Quartiers productifs est porté par le Ministère de la ville et mis en œuvre conjointement par quatre opérateurs nationaux : l'Agence Nationale de la Cohésion des Territoires (ANCT), l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU), la Banque des Territoires de la Caisse des dépôts et Bpifrance.

Le programme "Quartiers productifs" vise à renforcer l'accompagnement et à apporter une offre de services sur-mesure aux collectivités locales, et notamment aux intercommunalités, dans le développement de leurs politiques de soutien au développement économique des QPV.

Plus qu'un ajout de dispositifs et de financements afférents, la démarche proposée doit avant tout permettre de rendre lisible l'offre existante pour faciliter une mobilisation renforcée des aides spécifiques et de droit commun dans les quartiers. Le programme "Quartiers Productifs" ambitionne de répondre aux besoins spécifiques de ces territoires en matière de développement économique tout en assurant leur inscription dans des dynamiques économiques plus larges, notamment à l'échelle du bassin d'emploi.

Quartiers Productifs constitue une expérimentation proposée par l'Etat sur quatorze territoires. La Métropole Aix-Marseille-Provence fait partie des quatorze territoires proposées. Nous avons souhaité répondre favorablement à cette expérimentation, en proposant de travailler sur trois zones de notre territoire métropolitain :

La Métropole développe cette expérimentation sur trois sites :

- Aix Encagnane (avec un accent mis sur le numérique avec un projet de tiers lieux)
- Aubagne le Charel (avec un accent mis sur l'entrepreneuriat et l'artisanat, avec un projet de tiers lieux)
- Marseille Nord (13ème, 14ème, 15ème et 16ème arrondissements), avec plusieurs Zooms : Frais Vallon la Rose (offre de bureaux et de locaux d'activités en lien avec Château Gombert) ; Malpassé Saint Jérôme (avec des bureaux et des locaux d'activités), et Cabucelle autour de la *Blue Economy*, avec notamment des offres nouvelles de formations en insertion autour des métiers de la mer à développer.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° FBPA 062-10934/21/CM du 16 décembre 2021 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La lettre de saisine de Madame la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur « l'Approbation de la convention Quartiers Productifs » ;

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à « l'approbation de la convention Quartiers Productifs « » ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération relative à l'Approbation de la convention Quartiers Productifs.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

***Commission "Développement Durable - Environnement - Biodiversité -
Agriculture"***

DDEBA 001-014/22/CT

■ CT1 - Approbation d'une convention relative à l'usage des supports des réseaux publics de distribution d'électricité par l'opérateur SFR

**Information du Conseil de Territoire
DEE 22/20214/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM) dote la Métropole Aix-Marseille-Provence d'une compétence obligatoire pour la concession de la distribution publique d'électricité et de gaz.

Par délibération n°TCM 003-10182/21/CM du 4 juin 2021, la Métropole a approuvé le nouveau contrat de concession pour la distribution publique d'électricité pour la ville de Marseille entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, ENEDIS et EDF. Ce contrat a été signé en date du 8 juillet 2021 par les parties et exécutoire à compter du 26 juillet 2021, date de sa notification aux titulaires. Il entre en vigueur au 1^{er} août 2021 par disposition contractuelle.

Ainsi, en tant qu'autorité concédante du réseau de distribution d'électricité, il revient à la Métropole Aix-Marseille-Provence d'autoriser l'utilisation des ouvrages du réseau public de distribution d'électricité par des opérateurs de communications électroniques à des fins de déploiement de la fibre optique. Elle est à ce titre signataire, aux côtés d'Enedis, de conventions relatives à l'usage des supports des réseaux publics de distribution d'électricité par les opérateurs de communications électroniques et perçoit la redevance pour l'utilisation du réseau par ces opérateurs.

Un modèle national de convention a été co-rédigé par Enedis, et la FNCCR. Cette convention, adaptée à la concession de distribution publique d'électricité de Marseille, sécurise l'intervention de l'opérateur et engage ce dernier au formalisme nécessaire que le distributeur Enedis et la Métropole Aix-Marseille-Provence entendent imposer à propos de ce déploiement d'un réseau nouveau sur les supports BT/HTA.

Ses principales dispositions sont les suivantes :

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

- la mise en place sur le réseau public de distribution d'électricité et l'exploitation d'un système de fibres optiques ne doivent générer aucune charge économique supplémentaire ni pour l'Autorité Organisatrice de la Distribution d'Electricité, ni pour le distributeur ou pour les utilisateurs du réseau public de distribution d'électricité ;
- un opérateur ne peut s'opposer à la mise en techniques dites discrètes (enfouissement, pose en façade) des réseaux sur appuis communs. Il s'engage à déposer préalablement ou simultanément son réseau en cas d'un programme d'enfouissement de réseaux ;
- la mise à disposition des appuis consentie au titre de la présente convention s'exerce indépendamment de l'échéance du contrat de concession de distribution d'électricité publique en cours ;
- L'opérateur de communications électroniques verse un droit d'usage relatif à l'utilisation du réseau public de distribution d'énergie électrique à la Métropole Aix-Marseille-Provence, propriétaire dudit réseau. Son montant est fixé annuellement et par support ou, le cas échéant, par traverse. Le montant en valeur 2022 est de 29,70 € HT par poteau, actualisé selon la formule précisée dans la convention. Le montant est versé en une seule fois pour une durée de mise à disposition des supports de 20 ans. La volumétrie est transmise annuellement par l'opérateur.

En janvier 2022, Enedis a sollicité la Métropole Aix-Marseille-Provence afin d'autoriser l'opérateur SFR à utiliser les infrastructures du réseau public de distribution d'électricité desservant la commune de Marseille, en vue de l'implantation de la fibre optique.

Il est donc proposé de conclure une convention avec ENEDIS et l'opérateur SFR, conformément au modèle national.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° 94/842/E du 21 novembre 1994 portant approbation du contrat de concession entre EDF et la Ville de Marseille pour la distribution publique d'électricité pour une durée de 30 ans à compter du 21 novembre 1994
- La délibération n° FCT 013-1249/15/CC du 25 septembre 2015 relative à l'approbation de l'avenant n°3 au transfert du contrat de concession de distribution publique d'électricité de la Ville de Marseille.
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° FBPA 062-10934/21/CM du 16 décembre 2021 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le projet de délibération portant sur « Approbation d'une convention relative à l'usage des supports des réseaux publics de distribution d'électricité par l'opérateur SFR ».

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il est nécessaire d'autoriser l'installation des équipements du réseau de fibre optique par l'opérateur SFR sur la commune de Marseille ;
- Qu'il convient d'approuver la convention relative à l'usage des réseaux publics de distribution d'électricité conclue avec Enedis et SFR.

DELIBERE

Article unique :

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de la délibération portant sur l'approbation d'une convention relative à l'usage des supports des réseaux publics de distribution d'électricité par l'opérateur SFR.

DDEBA 002-015/22/CT

■ CT1 - Approbation d'une convention de partenariat pour l'installation d'une centrale photovoltaïque en autoconsommation collective à Frais Vallon Marseille 13ème

Avis du Conseil de Territoire

DEE 22/20215/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant pour avis :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Approbation d'une convention de partenariat pour l'installation d'une centrale photovoltaïque en autoconsommation collective à Frais Vallon » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Le programme d'actions « Sirius » conduit par la Métropole via le Conseil de Territoire Marseille- Provence depuis 2015 sur le quartier de Frais Vallon à Marseille (13e arr.) est lauréat de l'Appel à Manifestation d'Intérêt (AMI) appelé « Villes durables et solidaires » financé par le Secrétariat Général Pour l'Investissement (SGPI). Le SGPI a confié le pilotage de cet AMI à l'Agence Nationale pour le Renouvellement Urbain (ANRU).

Le programme « Sirius » consiste à mettre en place des actions environnementales innovantes dans un Quartier Prioritaire Politique de la Ville (QPV) ayant trait au développement des énergies renouvelables, à la mise en valeur de la nature en ville, la diminution des déchets et le développement de l'agriculture urbaine.

Ces actions sont menées en parallèle et en lien étroit avec la définition d'un Programme de Renouvellement Urbain sur ce même quartier et piloté par la Direction de l'Habitat Opérationnel et du Renouvellement Urbain de la Métropole.

Une des actions du programme Sirius consiste en une expérimentation du concept en émergence de production d'électricité en autoconsommation collective à l'échelle d'un quartier. Plusieurs études, pilotées par la Métropole avec l'appui financier de l'Etat et de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, ont démontré le potentiel puis la faisabilité du projet sur ce quartier.

Ce Projet permettra de :

- Limiter l'impact de la hausse du prix de l'électricité pour des populations déjà fragilisées ;
- Développer l'attractivité de ce quartier ;
- Être pionnier dans le développement d'un projet d'énergies renouvelables en autoconsommation à l'échelle d'un quartier.

Ce projet présente la particularité de réunir un ensemble de collectivités et établissements publics. La Métropole Aix-Marseille-Provence assure la coordination et l'animation du projet. Les autres parties au projet sont le Département des Bouches-du-Rhône, la Ville de Marseille et l'Office Habitat Marseille Provence (HMP). Ces trois partenaires sont

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

notamment concernés en tant que propriétaires/ gestionnaires de bâtiments qui pourront être concernés à la fois par l'installation de panneaux photovoltaïques en toiture et par la consommation de l'électricité ainsi produite.

Les partenaires se sont entendus sur la philosophie du projet dont les grandes lignes peuvent être énoncées comme suit :

- Participer au développement d'énergies renouvelables sur le territoire ;
- Maximiser les retombées économiques pour les occupants des logements sociaux présents dans le périmètre du projet ;
- Fonctionnement démocratique, transparence de la gouvernance du projet ;
- Valoriser le patrimoine foncier des partenaires concernés dans le cadre d'un Appel à Projet (AAP) collectif à lancer par la Métropole en qualité de coordinatrice du projet.

Ainsi, pour passer à la phase opérationnelle de ce projet (lancer l'AAP), les partenaires ont choisi de conclure une convention qui a pour objet de définir les grands principes de collaboration pour la mise en œuvre d'une procédure de sélection préalable d'un opérateur pour réaliser le projet de centrale photovoltaïque en autoconsommation collective. Les conditions de lancement de cet AAP ont été validées par le Comité de pilotage du projet, réunissant des représentants de tous les partenaires, lors de la réunion du 20 mai 2021. A cette occasion, les partenaires se sont également engagés à faire approuver la convention de partenariat par leurs instances décisionnelles. La signature de la convention de partenariat permettra à la Métropole Aix-Marseille-Provence d'engager la démarche d'AAP au nom de l'ensemble des partenaires.

Il est donc proposé au Bureau de la Métropole d'approuver cette convention de manière à ce qu'elle puisse être signée par l'ensemble des partenaires.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La délibération portant élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n°FBPA 062-10934/21/CM du 16 décembre 2021 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'approbation d'une convention de partenariat pour l'installation d'une centrale photovoltaïque en autoconsommation collective à Frais Vallon Marseille 13ème ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération ;
- Que le programme « Sirius » lancé depuis 2015 sur le Territoire Marseille Provence trouve sa concrétisation dans un projet de centrale photovoltaïque en autoconsommation collective ;
- Qu'à la suite des études menées, la phase opérationnelle du projet consiste à lancer un appel à projet pour sélectionner un opérateur pour réaliser et exploiter la centrale photovoltaïque ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence assure la coordination et l'animation du projet et que le Département des Bouches-du-Rhône, la Ville de Marseille et l'Office Habitat Marseille Provence (HMP) sont concernés en tant que propriétaires/ gestionnaires de bâtiments qui pourront être à la fois recevoir des panneaux photovoltaïques en toiture et consommer l'électricité ainsi produite ;

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

- Qu'il convient donc de conclure une convention de partenariat pour autoriser la Métropole à lancer un AAP au nom de tous les partenaires ;
- Que la signature de cette convention permettra de lancer la phase opérationnelle du projet.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de la délibération portant sur l'approbation d'une convention de partenariat pour l'installation d'une centrale photovoltaïque en autoconsommation collective à Frais Vallon Marseille 13ème.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Commission "Urbanisme - Aménagement"

URB 001-016/22/CT

■ CT1 - Acquisition à titre onéreux auprès des époux GIBON-HALIMI d'une emprise à détacher de la parcelle cadastrée AL 240 nécessaire à l'aménagement de l'avenue Nelson Mandela à Septèmes-les-Vallons

**Avis du Conseil de Territoire
 DUFVS 22/20125/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur le projet de délibération.

Le projet de délibération « Acquisition à titre onéreux auprès des époux GIBON-HALIMI d'une emprise à détacher de la parcelle cadastrée AL 240 nécessaire à l'aménagement de l'avenue Nelson Mandela à Septèmes-les-Vallons », satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Au titre de ses compétences en matière de voirie et d'infrastructure sur l'ensemble du territoire Métropolitain, la Métropole Aix-Marseille-Provence prévoit d'effectuer des travaux d'aménagement de l'avenue Nelson Mandela à Septèmes-les-Vallons.

Dans ce contexte, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite procéder à l'acquisition foncière et à son intégration dans le domaine public métropolitain d'une emprise non bâtie de 14 m² environ à détacher du terrain cadastré AL 240, situé avenue Nelson Mandela à Septèmes-les-Vallons (13240) et appartenant aux époux GIBON-HALIMI.

Au terme des négociations entreprises à cette fin par la Métropole Aix-Marseille-Provence, les parties se sont entendues sur un prix d'acquisition dudit terrain à 252 euros HT (deux cent cinquante-deux euros HT) et sur les modalités de l'acquisition projetée.

Compte tenu du montant de la transaction, l'avis de la Direction Immobilière de l'Etat n'était pas requis.

Le protocole foncier annexé à la présente délibération définit les conditions de la présente acquisition foncière et met à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence les frais qui y sont liés et qui comprennent :

- les frais, droits et honoraires liés à la vente, en ce inclus les frais liés au détachement parcellaire et au bornage ;
- le remboursement de la taxe foncière au prorata des cotisations et frais de gestion figurant à l'avis d'imposition de taxe foncière courue de la date fixée pour l'entrée en jouissance au 31 décembre suivant.

Ce bien sera enregistré à l'inventaire physique des équipements sous le numéro de site 13106000 et le numéro de terrain 13106000T001.

Il convient que le Conseil de Territoire approuve le protocole foncier ci-annexé qui définit les conditions de la vente.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le Code de l'Urbanisme
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° FBPA 053-9155/20/CM du 17 Décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le protocole foncier ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur l'acquisition à titre onéreux auprès des époux GIBON-HALIMI d'une emprise à détacher de la parcelle cadastrée AL 240 nécessaire à l'aménagement de l'avenue Nelson Mandela à Septèmes-les-Vallons.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que l'acquisition auprès des époux GIBON-HALIMI d'une emprise de 14 m² environ à détacher de la parcelle de terrain cadastrée AL 240, permettra d'effectuer les travaux d'aménagement de l'avenue Nelson Mandela à Septèmes-les-Vallons et de procéder à son intégration dans le domaine public métropolitain ;
- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'acquisition à titre onéreux auprès des époux GIBON-HALIMI d'une emprise à détacher de la parcelle cadastrée AL 240 nécessaire à l'aménagement de l'avenue Nelson Mandela à Septèmes-les-Vallons ;

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'acquisition à titre onéreux auprès des époux GIBON-HALIMI d'une emprise à détacher de la parcelle cadastrée AL 240 nécessaire à l'aménagement de l'avenue Nelson Mandela à Septèmes-les-Vallons.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 002-017/22/CT

■ **CT1 - Acquisition à titre onéreux auprès des époux NATALINI d'une emprise à détacher de la parcelle cadastrée AL 546 nécessaire à l'aménagement de l'avenue Nelson Mandela à Septèmes-les-Vallons**

Avis du Conseil de Territoire

DUFSV 22/20127/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur le projet de délibération.

Le projet de délibération « Acquisition à titre onéreux auprès des époux NATALINI d'une emprise à détacher de la parcelle cadastrée AL 546 nécessaire à l'aménagement de l'avenue Nelson Mandela à Septèmes-les-Vallons », satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Au titre de ses compétences en matière de voirie et d'infrastructure sur l'ensemble du territoire Métropolitain, la Métropole Aix-Marseille-Provence prévoit d'effectuer des travaux d'aménagement de l'avenue Nelson Mandela à Septèmes-les-Vallons.

Dans ce contexte, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite procéder à l'acquisition foncière et à son intégration dans le domaine public métropolitain d'une emprise non bâtie de 37 m² environ à détacher du terrain cadastré AL 546, situé avenue Nelson Mandela à Septèmes-les-Vallons (13240) et appartenant aux époux NATALINI.

Au terme des négociations entreprises à cette fin par la Métropole Aix-Marseille-Provence, les parties se sont entendues sur un prix d'acquisition dudit terrain à 667 euros HT (six cents soixante-sept euros HT) et sur les modalités de l'acquisition projetée.

Compte tenu du montant de la transaction, l'avis de la Direction Immobilière de l'Etat n'était pas requis.

Le protocole foncier annexé à la présente délibération définit les conditions de la présente acquisition foncière et met à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence les frais qui y sont liés et qui comprennent :

- les frais, droits et honoraires liés à la vente, en ce inclus les frais liés au détachement parcellaire et au bornage ;
- le remboursement de la taxe foncière au prorata des cotisations et frais de gestion figurant à l'avis d'imposition de taxe foncière courue de la date fixée pour l'entrée en jouissance au 31 décembre suivant.

Ce bien sera enregistré à l'inventaire physique des équipements sous le numéro de site 13106000 et le numéro de terrain 13106000T001.

Il convient que le Conseil de Territoire approuve le protocole foncier ci-annexé qui définit les conditions de la vente.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le Code de l'Urbanisme
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° FBPA 053-9155/20/CM du 17 Décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le protocole foncier ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur l'acquisition à titre onéreux auprès des époux NATALINI d'une emprise à détacher de la parcelle cadastrée AL 546 nécessaire à l'aménagement de l'avenue Nelson Mandela à Septèmes-les-Vallons.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que l'acquisition auprès des époux NATALINI d'une emprise de 37 m² environ à détacher de la parcelle de terrain cadastrée AL 546, permettra l'aménagement de l'avenue Nelson Mandela à Septèmes-les-Vallons et son intégration dans le domaine public métropolitain ;
- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'acquisition à titre onéreux auprès des époux NATALINI d'une emprise à détacher de la parcelle cadastrée AL 546 nécessaire à l'aménagement de l'avenue Nelson Mandela à Septèmes-les-Vallons ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'acquisition à titre onéreux auprès des époux NATALINI d'une emprise à détacher de la parcelle cadastrée AL 546 nécessaire à l'aménagement de l'avenue Nelson Mandela à Septèmes-les-Vallons.

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 003-018/22/CT

■ CT1- Acquisition à titre onéreux auprès des époux LARUE DE TOURNEMINE d'une emprise à détacher de la parcelle cadastrée AW 168 située 13 Allée des Mimosas à Ensues-la-Redonne en vue de son intégration dans le domaine public métropolitain

Avis du Conseil de Territoire

DUFSV 22/20128/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur le projet de délibération.

Le projet de délibération « Acquisition à titre onéreux auprès des époux LARUE DE TOURNEMINE d'une emprise à détacher de la parcelle cadastrée AW 168 située 13 Allée des Mimosas à Ensues-la-Redonne en vue de son intégration dans le domaine public métropolitain » satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Dans le cadre de la rectification de l'alignement de la propriété des époux LARUE DE TOURNEMINE, située 13 Allée des Mimosas à Ensues-la-Redonne, la Métropole Aix-Marseille-Provence, compétente en matière de voirie et d'infrastructure sur l'ensemble du territoire métropolitain, souhaite procéder à l'acquisition d'une emprise de 17 m² environ non bâtie à détacher de la parcelle cadastrée AW 168 en vue de son intégration dans le domaine public métropolitain.

Au terme des négociations entreprises à cette fin par la Métropole Aix-Marseille-Provence, les parties se sont entendues sur un prix d'acquisition dudit terrain à 850 euros HT (huit cent cinquante euros HT) et sur les modalités de l'acquisition projetée.

Compte tenu du montant de la transaction, l'avis de la Direction Immobilière de l'Etat n'était pas requis.

Le protocole foncier annexé à la présente délibération définit les conditions de la présente acquisition foncière et met à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence les frais qui y sont liés et qui comprennent :

- les frais, droits et honoraires liés à la vente, en ce inclus les frais liés au détachement parcellaire et au bornage ;
- le remboursement de la taxe foncière au prorata des cotisations et frais de gestion figurant à l'avis d'imposition de taxe foncière courue de la date fixée pour l'entrée en jouissance au 31 décembre suivant.

Ce bien sera enregistré à l'inventaire physique des équipements sous le numéro de site 13033000 et le numéro de terrain 13033000T001.

Il convient que le Conseil de Territoire approuve le protocole foncier ci-annexé qui définit les conditions de la vente.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le Code de l'Urbanisme
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° FBPA 053-9155/20/CM du 17 Décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le protocole foncier ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur l'acquisition à titre onéreux auprès des époux LARUE DE TOURNEMINE d'une emprise à détacher de la parcelle cadastrée AW 168 située 13 Allée des Mimosas à Ensues-la-Redonne en vue de son intégration dans le domaine public métropolitain ».

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que l'acquisition auprès des époux LARUE DE TOURNEMINE d'une emprise de 17 m² environ à détacher de la parcelle de terrain cadastrée AW 168, permettra de procéder à son intégration dans le domaine public métropolitain

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille-Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'acquisition à titre onéreux auprès des époux LARUE DE TOURNEMINE d'une emprise à détacher de la parcelle cadastrée AW 168 située 13 Allée des Mimosas à Ensues-la-Redonne en vue de son intégration dans le domaine public métropolitain ».

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 004-019/22/CT

■ CT1 - Acquisition à titre onéreux auprès des conjoints ABRIGNANI d'une emprise à détacher de la parcelle cadastrée BE 29 nécessaire à l'aménagement de l'avenue de Lacanau à Marignane

Avis du Conseil de Territoire

DUFSV 22/20129/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils

concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur le projet de délibération.

Le projet de délibération « Acquisition à titre onéreux auprès des consorts ABRIGNANI d'une emprise à détacher de la parcelle cadastrée BE 29 nécessaire à l'aménagement de l'avenue de Lacanau à Marignane », satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Au titre de ses compétences en matière de voirie et d'infrastructure sur l'ensemble du territoire Métropolitain, la Métropole Aix-Marseille-Provence prévoit d'effectuer des travaux d'aménagement de l'avenue de Lacanau à Marignane.

Dans ce contexte, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite procéder à l'acquisition foncière et à son intégration dans le domaine public métropolitain d'une emprise non bâtie de 25 m² environ à détacher du terrain cadastré BE 29, situé avenue de Lacanau à Marignane (13700) et appartenant aux consorts ABRIGNANI.

Au terme des négociations entreprises à cette fin par la Métropole Aix-Marseille-Provence, les parties se sont entendues sur un prix d'acquisition dudit terrain à 1 000 euros HT (mille euros HT) et sur les modalités de l'acquisition projetée.

Compte tenu du montant de la transaction, l'avis de la Direction Immobilière de l'Etat n'était pas requis.

Le protocole foncier annexé à la présente délibération définit les conditions de la présente acquisition foncière et met à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence les frais qui y sont liés et qui comprennent :

- les frais, droits et honoraires liés à la vente, en ce inclus les frais liés au détachement parcellaire et au bornage ;
- le remboursement de la taxe foncière au prorata des cotisations et frais de gestion figurant à l'avis d'imposition de taxe foncière courue de la date fixée pour l'entrée en jouissance au 31 décembre suivant.

Ce bien sera enregistré à l'inventaire physique des équipements sous le numéro de site 13054000 et de numéro de terrain 13054000T001.

Il convient que le Conseil de Territoire approuve le protocole foncier ci-annexé qui définit les conditions de la vente.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le Code de l'Urbanisme
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° FBPA 053-9155/20/CM du 17 Décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le protocole foncier ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

- Le projet de délibération portant sur l'acquisition à titre onéreux auprès des consorts ABRIGNANI d'une emprise à détacher de la parcelle cadastrée BE 29 nécessaire à l'aménagement de l'avenue de Lacanau à Marignane ».

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que l'acquisition auprès des consorts ABRIGNANI d'une emprise de 25 m² environ à détacher de la parcelle de terrain cadastrée BE 29, permettra l'aménagement de l'avenue de Lacanau à Marignane et son intégration dans le domaine public métropolitain
- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'acquisition à titre onéreux auprès des consorts ABRIGNANI d'une emprise à détacher de la parcelle cadastrée BE 29 nécessaire à l'aménagement de l'avenue de Lacanau à Marignane ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'acquisition à titre onéreux auprès des consorts ABRIGNANI d'une emprise à détacher de la parcelle cadastrée BE 29 nécessaire à l'aménagement de l'avenue de Lacanau à Marignane.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 005-020/22/CT

■ CT1 - Acquisition à titre onéreux auprès de Monsieur Fritz HONISCH d'une emprise à détacher de la parcelle cadastrée BE 234 nécessaire à l'aménagement de l'avenue de Lacanau à Marignane

**Avis du Conseil de Territoire
DUFSV 22/20130/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur le projet de délibération.

Le projet de délibération « Acquisition à titre onéreux auprès de Monsieur Fritz HONISCH d'une emprise à détacher de la parcelle cadastrée BE 234 nécessaire à l'aménagement de l'avenue de Lacanau à Marignane » satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Au titre de ses compétences en matière de voirie et d'infrastructure sur l'ensemble du territoire Métropolitain, la Métropole Aix-Marseille-Provence prévoit d'effectuer des travaux d'aménagement de l'avenue de Lacanau à Marignane.

Dans ce contexte, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite procéder à l'acquisition foncière et à son intégration dans le domaine public métropolitain d'une emprise non bâtie de 5 m² environ à détacher du terrain cadastré BE 234, situé avenue de Lacanau à Marignane (13700) et appartenant à Monsieur HONISCH.

Au terme des négociations entreprises à cette fin par la Métropole Aix-Marseille-Provence, les parties se sont entendues sur un prix d'acquisition dudit terrain à 174 euros HT (cent soixante-quatorze euros HT) et sur les modalités de l'acquisition projetée.

Compte tenu du montant de la transaction, l'avis de la Direction Immobilière de l'Etat n'était pas requis.

Le protocole foncier annexé à la présente délibération définit les conditions de la présente acquisition foncière et met à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence les frais qui y sont liés et qui comprennent :

- les frais, droits et honoraires liés à la vente, en ce inclus les frais liés au détachement parcellaire et au bornage ;
- le remboursement de la taxe foncière au prorata des cotisations et frais de gestion figurant à l'avis d'imposition de taxe foncière courue de la date fixée pour l'entrée en jouissance au 31 décembre suivant.

Ce bien sera enregistré à l'inventaire physique des équipements sous le numéro de site 13054000 et de numéro de terrain 13054000T001.

Il convient que le Conseil de Territoire approuve le protocole foncier ci-annexé qui définit les conditions de la vente.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le Code de l'Urbanisme
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° FBPA 053-9155/20/CM du 17 Décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le protocole foncier ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur l'acquisition à titre onéreux auprès de Monsieur Fritz HONISCH d'une emprise à détacher de la parcelle cadastrée BE 234 nécessaire à l'aménagement de l'avenue de Lacanau à Marignane ».

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

**Entendues les conclusions du rapporteur,
CONSIDERANT**

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

- Que l'acquisition auprès de Monsieur Fritz HONISCH d'une emprise de 5 m² environ à détacher de la parcelle de terrain cadastrée BE 234, permettra l'aménagement de l'avenue de Lacanau à Marignane et son intégration dans le domaine public métropolitain.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille-Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'acquisition à titre onéreux auprès de Monsieur Fritz HONISCH d'une emprise à détacher de la parcelle cadastrée BE 234 nécessaire à l'aménagement de l'avenue de Lacanau à Marignane ».

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 006-021/22/CT

■ **CT1 - Acquisition à titre onéreux auprès de Madame Josette FRIGARA de la parcelle cadastrée AT 268 d'une contenance de 57 m² nécessaire à l'aménagement de la promenade de la Corniche à Sausset-les-Pins**

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 22/20132/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur le projet de délibération.

Le projet de délibération « Acquisition à titre onéreux auprès de Madame Josette FRIGARA de la parcelle cadastrée AT 268 d'une contenance de 57 m² nécessaire à l'aménagement de la promenade de la Corniche à Sausset-les-Pins » satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Au titre de ses compétences en matière de voirie et d'infrastructure sur l'ensemble du territoire Métropolitain, la Métropole Aix-Marseille-Provence prévoit d'effectuer des travaux d'aménagement de la promenade de la Corniche à Sausset-les-Pins.

Dans ce contexte, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite procéder à l'acquisition foncière et à son intégration dans le domaine public métropolitain de la parcelle non bâtie cadastrée AT 268 d'une contenance de 57 m², située promenade de la Corniche à Sausset-les-Pins (13960) et appartenant Madame Josette FRIGARA.

Au terme des négociations entreprises à cette fin par la Métropole Aix-Marseille-Provence, les parties se sont entendues sur un prix d'acquisition dudit terrain à 850 euros HT (huit cents cinquante euros HT) et sur les modalités de l'acquisition projetée.

Compte tenu du montant de la transaction, l'avis de la Direction Immobilière de l'Etat n'était pas requis.

Le protocole foncier annexé à la présente délibération définit les conditions de la présente acquisition foncière et met à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence les frais qui y sont liés et qui comprennent :

- les frais, droits et honoraires liés à la vente ;

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

- le remboursement de la taxe foncière au prorata des cotisations et frais de gestion figurant à l'avis d'imposition de taxe foncière courue de la date fixée pour l'entrée en jouissance au 31 décembre suivant.

Ce bien sera enregistré à l'inventaire physique des équipements sous le numéro de site 13104000 et le numéro de terrain : 13104000T001.

Il convient que le Conseil de Territoire approuve le protocole foncier ci-annexé qui définit les conditions de la vente.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le Code de l'Urbanisme
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° FBPA 053-9155/20/CM du 17 Décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le protocole foncier ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur l'acquisition à titre onéreux auprès de Madame Josette FRIGARA de la parcelle cadastrée AT 268 d'une contenance de 57 m² nécessaire à l'aménagement de la promenade de la Corniche à Sausset-les-Pins ».

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que l'acquisition auprès de Madame Josette FRIGARA de la parcelle cadastrée AT 268 d'une contenance de 57 m² permettra l'aménagement de la promenade de la Corniche à Sausset-les-Pins et son intégration dans le domaine public métropolitain.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille-Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'acquisition à titre onéreux auprès de Madame Josette FRIGARA de la parcelle cadastrée AT 268 d'une contenance de 57 m² nécessaire à l'aménagement de la promenade de la Corniche à Sausset-les-Pins ».

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 007-022/22/CT

■ CT1 - Acquisition à titre onéreux auprès des époux WALADI-MOHAMED ABDOU de la parcelle cadastrée 911 C 132 sis chemin du Passet à Marseille 16ème arrondissement en vue de son intégration dans le domaine public métropolitain

**Avis du Conseil de Territoire
DUFSV 22/20137/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur le projet de délibération.

Le projet de délibération « Acquisition à titre onéreux auprès des époux WALADI-MOHAMED ABDOU de la parcelle cadastrée 911 C 132 sis chemin du Passet à Marseille 16ème arrondissement en vue de son intégration dans le domaine public métropolitain » satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Au titre de ses compétences en matière de voirie et d'infrastructure sur l'ensemble du territoire métropolitain, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite procéder à l'acquisition d'un terrain non bâti cadastré 911 section C n° 132, situé chemin du Passet à Marseille 16ème arrondissement et appartenant époux WALADI-MOHAMED ABDOU.

L'acquisition de ce terrain d'une contenance de 116 m², aménagé en voirie et ouvert à la circulation publique, permettra son intégration dans le domaine public métropolitain.

Au terme des négociations entreprises à cette fin par la Métropole Aix-Marseille-Provence, les parties se sont entendues sur un prix d'acquisition dudit terrain à 2 280 euros HT (deux mille deux cent quatre-vingt euros HT) et sur les modalités de l'acquisition projetée.

Compte tenu du montant de la transaction, l'avis de la Direction Immobilière de l'Etat n'était pas requis.

Le protocole foncier annexé à la présente délibération définit les conditions de la présente acquisition foncière et met à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence les frais qui y sont liés et qui comprennent :

- les frais, droits et honoraires liés à la vente ;
- le remboursement de la taxe foncière au prorata des cotisations et frais de gestion figurant à l'avis d'imposition de taxe foncière courue de la date fixée pour l'entrée en jouissance au 31 décembre suivant.

Ce bien sera enregistré à l'inventaire physique des équipements sous le numéro de terrain 13216000T001.

Il convient que le Conseil de Territoire approuve le protocole foncier ci-annexé qui définit les conditions de la vente.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le Code de l'Urbanisme
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° FBPA 053-9155/20/CM du 17 Décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le protocole foncier ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur « Acquisition à titre onéreux auprès des époux WALADI-MOHAMED ABDOU de la parcelle cadastrée 911 C 132 sis chemin du Passet à Marseille 16eme arrondissement en vue de son intégration dans le domaine public métropolitain ».

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que l'acquisition auprès des époux WALADI-MOHAMED ABDOU de la parcelle de terrain cadastré 911 section C n° 132, aménagée en voirie et ouverte à la circulation publique, permettra de procéder à son intégration dans le domaine public métropolitain.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille-Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur « Acquisition à titre onéreux auprès des époux WALADI-MOHAMED ABDOU de la parcelle cadastrée 911 C 132 sis chemin du Passet à Marseille 16eme arrondissement en vue de son intégration dans le domaine public métropolitain ».

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 008-023/22/CT

■ CT1 - Acquisition à titre onéreux auprès des Consorts MASSE des emprises de terrain situées Chemin de Fardeloup à la Ciotat à détacher des parcelles cadastrées AO170, AO511 et AO513, nécessaires au réaménagement du chemin de Fardeloup à la Ciotat

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 22/20196/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur le projet de délibération.

Le projet de délibération « Acquisition onéreuse auprès des Consorts MASSE des emprises de terrain situées Chemin de Fardeloup à la Ciotat à détacher des parcelles cadastrées AO170, AO511 et AO513, nécessaires au réaménagement du chemin de Fardeloup à la Ciotat » satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

La Métropole Aix-Marseille-Provence exerce de plein droit, en lieu et place des communes membres, les compétences obligatoires qui lui sont dévolues en matière d'aménagement de l'espace métropolitain conformément à l'article L5217-2 du code général des collectivités territoriales, notamment en matière de création, aménagement et entretien de voirie.

Au titre de ses compétences, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite réaménager une portion du chemin de Fardeloup à la Ciotat.

Afin d'assurer la maîtrise foncière des terrains impactés par cette opération, la Métropole Aix-Marseille-Provence a lancé une procédure de déclaration d'utilité publique. En parallèle de cette procédure, la Métropole-Aix-Marseille-Provence mène les négociations amiables.

Ce projet impacte un certain nombre de propriétés privées grevées d'un emplacement réservé n°48 pour élargissement de voie au Plan Local d'Urbanisme Intercommunal.

Dans ce cadre, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite procéder à l'acquisition d'emprises de terrain de 49 m² environ à détacher de la parcelle AO 170, 52 m² environ à détacher de la parcelle AO 511 et 17 m² environ à détacher de la parcelle AO 513 en nature de terrain nu situées Chemin de Fardeloup à la Ciotat et appartenant aux Consorts MASSE, nécessaires à cette opération.

Aux termes de négociations entreprises à cette fin par la Métropole Aix-Marseille-Provence, conformément à l'évaluation de la Direction de l'Immobilier de l'Etat régulièrement saisie, les parties se sont entendues sur les modalités de l'acquisition projetée et sur un prix d'acquisition des emprises foncières susvisées arrêté à la somme de 52 920 € (cinquante-deux mille neuf cent vingt euros) décomposée de la manière suivante :

- 47 200 € d'indemnité principale
- 5 720 € d'indemnité de remploi

Le protocole foncier annexé à la présente délibération définit les conditions de cette acquisition foncière et met à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence l'ensemble des frais liés à la présente acquisition qui comprennent :

- Tous les frais, droits et honoraires liés à la vente ;
- En ce inclus les frais liés au détachement parcellaire et au bornage ;
- Le remboursement de la taxe foncière.

Ce bien est enregistré à l'inventaire physique des équipements sous le numéro de site 13028000T001.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le Code de l'Urbanisme ;

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l’élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° FBPA 053-9155/20/CM du 17 Décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le protocole foncier ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur « Acquisition onéreuse auprès des Consorts MASSE des emprises de terrain situées Chemin de Fardeloup à la Ciotat à détacher des parcelles cadastrées AO170, AO511 et AO513, nécessaires au réaménagement du chemin de Fardeloup à la Ciotat ».

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu’il convient que la Métropole Aix-Marseille-Provence acquiert à titre onéreux 3 emprises de terrain d’une superficie de 49 m² à détacher de la parcelle cadastrée AO170, 52 m² à détacher de la parcelle cadastrée AO511 et 17 m² à détacher de la parcelle cadastrée AO513 situées Chemin de Fardeloup, nécessaires au réaménagement du Chemin de Fardeloup à la Ciotat pour un montant de 52 920 euros HT (cinquante-deux mille neuf-cent-vingt euros HT) auquel n’est pas appliqué de TVA ainsi que le protocole annexé à la présente délibération ;
- Que le Conseil de la Métropole envisage d’adopter une délibération relative à l’acquisition onéreuse auprès des Consorts MASSE des emprises de terrain situées Chemin de Fardeloup à la Ciotat à détacher des parcelles cadastrées AO170, AO511 et AO513, nécessaires au réaménagement du chemin de Fardeloup à la Ciotat ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l’acquisition onéreuse auprès des Consorts MASSE des emprises de terrain situées Chemin de Fardeloup à la Ciotat à détacher des parcelles cadastrées AO170, AO511 et AO513, nécessaires au réaménagement du chemin de Fardeloup à la Ciotat.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 009-024/22/CT

■ CT1 - Acquisition onéreuse auprès de Monsieur GALLERON d’une emprise de terrain située Chemin de Fardeloup à la Ciotat à détacher de la parcelle cadastrée AO514, nécessaire au réaménagement du chemin de Fardeloup à la Ciotat

Avis du Conseil de Territoire

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

DUFSV 22/20197/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur le projet de délibération.

Le projet de délibération « Acquisition onéreuse auprès de Monsieur GALLERON d'une emprise de terrain située Chemin de Fardeloup à la Ciotat à détacher de la parcelle cadastrée AO514, nécessaire au réaménagement du chemin de Fardeloup à la Ciotat » satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Il a été prévu que la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce de plein droit, en lieu et place des communs membres, les compétences obligatoires qui lui sont dévolues en matière d'aménagement de l'espace métropolitain conformément à l'article L5217-2 du code général des collectivités territoriales, notamment en matière de création, aménagement et entretien de voirie.

Au titre de ses compétences, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite réaménager une portion du chemin de Fardeloup à la Ciotat.

Afin d'assurer la maîtrise foncière des terrains impactés par cette opération, la Métropole Aix-Marseille-Provence a lancé une procédure de déclaration d'utilité publique et en parallèle de cette procédure la Métropole-Aix-Marseille-Provence, mène les négociations amiables.

Ce projet impacte un certain nombre de propriétés privées grevées d'un emplacement réservé n°48 pour élargissement de voie au Plan Local d'Urbanisme Intercommunal.

Dans ce cadre, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite procéder à la régularisation foncière d'une emprise de terrain de 84 m² environ à détacher de la parcelle AO 514, située Chemin de Fardeloup à la Ciotat et appartenant à Monsieur GALLERON, nécessaire à cette opération.

Aux termes de négociations entreprises à cette fin par la Métropole Aix-Marseille-Provence, les parties se sont entendues sur les modalités de l'acquisition projetée et sur un prix d'acquisition de la parcelle objet du présent arrêté à la somme de 37 960 € (trente-sept mille neuf cent soixante euros) décomposée de la manière suivante :

- 33 600 € d'indemnité principale
- 4 360 € d'indemnité de emploi

Conformément à l'évaluation de la Direction de l'Immobilier de l'Etat.

Le protocole foncier annexé à la présente délibération définit les conditions de cette acquisition foncière et met à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence l'ensemble des frais liés à la présente acquisition qui comprennent :

- Tous les frais, droits et honoraires liés à la vente ;
- En ce inclus les frais liés au détachement parcellaire et au bornage ;
- Le remboursement de la taxe foncière.

Ce bien est enregistré à l'inventaire physique des équipements sous le numéro de site 13028000T001.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l’élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° FBPA 053-9155/20/CM du 17 Décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le protocole foncier ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur « Acquisition onéreuse auprès de Monsieur GALLERON d’une emprise de terrain située Chemin de Fardeloup à la Ciotat à détacher de la parcelle cadastrée AO514, nécessaire au réaménagement du chemin de Fardeloup à la Ciotat. »

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu’il convient que la Métropole Aix-Marseille-Provence acquiert à titre onéreux une emprise de terrain d’une superficie de 84 m² environ à détacher de la parcelle cadastrée AO514 et située Chemin de Fardeloup nécessaire au réaménagement du Chemin de Fardeloup à la Ciotat ;
- Que le Conseil de la Métropole envisage d’adopter une délibération relative à l’acquisition onéreuse auprès de Monsieur GALLERON d’une emprise de terrain située Chemin de Fardeloup à la Ciotat à détacher de la parcelle cadastrée AO514, nécessaire au réaménagement du chemin de Fardeloup à la Ciotat ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l’acquisition onéreuse auprès de Monsieur GALLERON d’une emprise de terrain située Chemin de Fardeloup à la Ciotat à détacher de la parcelle cadastrée AO514, nécessaire au réaménagement du chemin de Fardeloup à la Ciotat.

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 010-025/22/CT

■ **CT1 - Acquisition à titre onéreux auprès de Monsieur et Madame PICCITTO d'une emprise de terrain située Chemin de Fardeloup à la Ciotat à détacher de la parcelle cadastrée AO547, nécessaire au réaménagement du chemin de Fardeloup à la Ciotat**

Avis du Conseil de Territoire

DUFSV 22/20198/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur le projet de délibération.

Le projet de délibération « Acquisition onéreuse auprès de Monsieur et Madame PICCITTO d'une emprise de terrain située Chemin de Fardeloup à la Ciotat à détacher de la parcelle cadastrée AO547, nécessaire au réaménagement du chemin de Fardeloup à la Ciotat » satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

La Métropole Aix-Marseille-Provence exerce de plein droit, en lieu et place des communes membres, les compétences obligatoires qui lui sont dévolues en matière d'aménagement de l'espace métropolitain conformément à l'article L 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, notamment en matière de création, aménagement et entretien de voirie.

Au titre de ses compétences, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite réaménager une portion du chemin de Fardeloup à la Ciotat.

Afin d'assurer la maîtrise foncière des terrains impactés par cette opération, la Métropole Aix-Marseille-Provence a lancé une procédure de déclaration d'utilité publique. En parallèle de cette procédure, la Métropole-Aix-Marseille-Provence, mène les négociations amiables.

Ce projet impacte un certain nombre de propriétés privées grevées d'un emplacement réservé n°48 pour élargissement de voie au Plan Local d'Urbanisme Intercommunal.

Dans ce cadre, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite procéder à l'acquisition d'une emprise de terrain de 54 m² environ en nature de stationnement privé à détacher de la parcelle AO 547 de plus grande contenance, située Chemin de Fardeloup à la Ciotat et appartenant à Monsieur et Madame PICCITTO, nécessaire à cette opération.

Aux termes de négociations entreprises à cette fin par la Métropole Aix-Marseille-Provence conformément à l'évaluation de la Direction de l'Immobilier de l'Etat, régulièrement saisi, les parties se sont entendues sur les modalités de l'acquisition projetée et sur un prix d'acquisition de l'emprise foncière arrêté à la somme de 17 632 € (dix-sept mille six cent trente-deux euros) décomposée de la manière suivante :

- 15 120 € d'indemnité principale
- 2 512 € d'indemnité de emploi

Le protocole foncier annexé à la présente délibération définit les conditions de cette acquisition foncière et met à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence l'ensemble des frais liés à la présente acquisition qui comprennent :

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

- Tous les frais, droits et honoraires liés à la vente ;
- En ce inclus les frais liés au détachement parcellaire et au bornage ;
- Le remboursement de la taxe foncière.

Ce bien est enregistré à l'inventaire physique des équipements sous le numéro de site 13028000T001.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le procès-verbal de l’élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° FBPA 062-10934/21/CM 16 Décembre 2021 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le protocole foncier ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur « Acquisition onéreuse auprès de Monsieur et Madame PICCITTO d'une emprise de terrain située Chemin de Fardeloup à la Ciotat à détacher de la parcelle cadastrée AO547, nécessaire au réaménagement du chemin de Fardeloup à la Ciotat ».

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Bureau de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'acquisition onéreuse auprès de Monsieur et madame PICCITTO d'une emprise de terrain située Chemin de Fardeloup à la Ciotat à détacher de la parcelle cadastrée AO547, nécessaire au réaménagement du Chemin de Fardeloup à la Ciotat ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'acquisition onéreuse auprès de Monsieur et Madame PICCITTO d'une emprise de terrain située Chemin de Fardeloup à la Ciotat à détacher de la parcelle cadastrée AO547, nécessaire au réaménagement du chemin de Fardeloup à la Ciotat.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 011-026/22/CT

■ CT1 - Acquisition à titre onéreux auprès de la SCI PROVENCE des lots de copropriété n°6 et 7 sis 78 rue Augustin Aubert à Marseille 9ème arrondissement sur la parcelle cadastrée 853 V 82, nécessaire à la réalisation des travaux de l'extension Sud du réseau de tramway

Avis du Conseil de Territoire

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

DGADUST 22/20206/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Acquisition à titre onéreux auprès de la SCI PROVENCE des lots de copropriété n°6 et 7 sis 78, rue Augustin Aubert à Marseille 9^{ème} arrondissement sur la parcelle cadastrée 853 V 82, nécessaire à la réalisation des travaux de l'extension Sud du réseau de Tramway » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

La Métropole Aix-Marseille-Provence, autorité organisatrice de la Mobilité depuis le 1er janvier 2016, assure la maîtrise d'ouvrage des extensions Nord et Sud du réseau de tramway de Marseille ; au Nord jusqu'à Gèze et au Sud jusqu'à la Gaye. Cette extension poursuit l'objectif de rééquilibrer l'intermodalité au profit des transports en commun.

Dans le cadre de cette phase d'extension projetée, la création d'un Centre de Remisage et de Maintenance (SMR) de tramway sur le site Dromel / Montfuron est également prévue pour répondre aux besoins de remisage et de maintenance des rames de tramway nécessaires à l'exploitation du réseau étendu.

Par délibération n° DTM 004-1028/15/CC du 22 mai 2015, le Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé le programme de la première phase de l'extension du réseau de tramway d'agglomération ainsi que la création d'un dépôt de tramway sur le site Dromel/Montfuron. Le prolongement évoqué représente :

- Sur sa partie Nord, un linéaire supplémentaire de 1,8 km (Extension Arenc – Gèze) ;
- Sur sa partie Sud, un linéaire supplémentaire de 4,4 km (Extension Castellane-La Gaye).

Ce projet a fait l'objet d'une enquête publique portant sur l'utilité publique de la réalisation des travaux nécessaires à l'extension Nord et Sud (phase 1) et sur l'autorisation environnementale requise au titre de l'article L. 181-1 du Code de l'Environnement. L'enquête publique s'est déroulée du 7 septembre 2020 au 9 octobre 2020 inclus.

Ce projet a fait l'objet d'une enquête parcellaire conduite conformément aux dispositions des articles R.131-3 et suivants du Code de l'Expropriation. L'enquête publique « parcellaire » s'est déroulée du 3 février 2021 au 18 février 2021 inclus.

Par arrêté du 15 juin 2021, le Préfet des Bouches-du-Rhône a déclaré d'utilité publique la réalisation, par la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, des travaux nécessaires à l'extension Nord et Sud (phase 1) du réseau de tramway de Marseille, de création d'un site de maintenance et de remisage des rames et de deux parcs relais sur la commune de Marseille.

La réalisation de ces travaux d'aménagement nécessite de trouver des accords sur la maîtrise foncière des terrains avec les propriétaires riverains.

La SCI PROVENCE est propriétaire des lots de copropriété n° 6 et 7 ci-dessus désignés.

La Métropole Aix-Marseille-Provence devant s'assurer de la maîtrise totale du foncier impacté par le projet, s'est rapprochée de Monsieur ABITBOL William, gérant, représentant de la SCI PROVENCE, en vue de procéder à l'acquisition amiable de ces lots.

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

La Métropole Aix-Marseille-Provence prendra également en charge l'indemnité d'éviction due par le bailleur, la SCI PROVENCE, à son preneur évincé, Madame Patricia ABITBOL, agent GAN, au titre de la cessation de l'activité commerciale sur le site.

Au terme de négociations entreprises à cette fin par la Métropole Aix-Marseille-Provence, les parties se sont entendues sur :

- Un prix d'acquisition du bien objet des présentes, arrêté à 376 080 € HT (trois cent soixante-seize mille euros et quatre-vingt centimes), auquel n'est pas appliqué de TVA, au vu de l'avis de la Direction de l'Immobilier de l'Etat et qui se décompose en :
- Indemnité principale : 330 000 euros
- Indemnité de emploi : 34 000 euros
- Indemnité accessoire : 12 080 euros correspondant à la perte des loyers entre le jour du départ des occupants, locatif et commercial, et le transfert de propriété du bien à la Métropole.

Il est à noter que la valeur vénale du bien établie par la Direction de l'Immobilier de l'Etat a été calculée en valeur occupée. Aussi, compte tenu de l'état libre actuel du bien, une majoration sur le montant de l'indemnité principale a été appliquée, majoration communément admise par la Juridiction à hauteur de 20% maximum. Par conséquent, l'indemnité de emploi a été évaluée à partir de l'indemnité principale de 330 000 euros HT et estimée à 34 000 euros HT.

En effet, le locataire qui occupait l'appartement (lot 7) a quitté les lieux à la demande de la Métropole et en accord avec le propriétaire, après avoir eu parfaitement connaissance des droits dont il bénéficie en matière de logement, et déclaré expressément dispenser la Métropole Aix Marseille Provence de procéder à son logement dans les conditions visées par l'article L 314-2 du Code de l'Urbanisme, souhaitant en faire son affaire personnelle.

Une indemnité forfaitaire de 1500 euros lui sera versée au titre de ses frais de déménagement et frais d'agence pour la recherche d'un nouveau domicile.

- Une indemnité d'éviction due à la cessation d'activité sur ce site, arrêtée à la somme de 23 625 € HT (vingt-trois mille six cent vingt-cinq euros) auquel n'est pas appliqué de TVA, conformément à l'avis de la Direction de l'Immobilier de l'Etat et qui se décompose en :
- Indemnité principale : 22 500 euros
- Indemnité de emploi : 1 125 euros

Le projet d'acte annexé à la présente délibération définit les conditions de cette acquisition foncière libre de toute occupation et met à la charge de la Métropole Aix Marseille Provence l'ensemble des frais liés à la présente acquisition qui comprennent :

- Tous les frais, droits et honoraires liés à la vente
- En ce inclus les frais liés au détachement parcellaire et au bornage
- Le remboursement de la taxe foncière

Ce bien sera enregistré à l'inventaire physique des équipements sous le n° 13209005

Il convient que le Bureau de la Métropole approuve le projet d'acte déterminant les conditions de cette acquisition.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code de l'Expropriation ;
- Le Code de l'Environnement ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° FBPA 062-10934/21/CM du 16 décembre 2021 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le projet d'acte ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le projet de délibération portant sur « Acquisition à titre onéreux auprès de la SCI PROVENCE des lots de copropriété n°6 et 7 sis 78, rue Augustin Aubert à Marseille 9ème arrondissement sur la parcelle cadastrée 853 V 82, nécessaire à la réalisation des travaux de l'extension Sud du réseau de tramway ».

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Bureau de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'acquisition à titre onéreux auprès de la SCI PROVENCE des lots de copropriété n°6 et 7, sis 78 rue Augustin Aubert à Marseille 9ème arrondissement sur la parcelle cadastrée 853 V 82, nécessaire à la réalisation des travaux de l'extension Sud du réseau de Tramway ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'acquisition à titre onéreux auprès de la SCI PROVENCE des lots de copropriété n°6 et 7 sis 78 rue Augustin Aubert à Marseille 9ème arrondissement sur la parcelle cadastrée 853 V 82, nécessaire à la réalisation des travaux de l'extension Sud du réseau de tramway.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 012-027/22/CT

■ CT1 - Acquisition à titre onéreux auprès du syndicat des copropriétaires de l'immeuble « HYDE PARK » d'une emprise de terrain de 15 m2 à détacher de la parcelle cadastrée 842 D 0149 située avenue Jules Cantini à Marseille 8ème arrondissement, nécessaire à la réalisation des travaux de l'extension Sud du réseau de tramway

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 22/20187/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Acquisition à titre onéreux auprès du syndicat des copropriétaires de l'immeuble « HYDE PARK » d'une emprise de terrain de 15 m² à détacher de la parcelle cadastrée 842 D 0149 située avenue Jules Cantini à Marseille 8^{eme} arrondissement nécessaire à la réalisation des travaux de l'extension Sud du réseau de tramway » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

La Métropole Aix-Marseille-Provence, autorité organisatrice de la Mobilité depuis le 1^{er} janvier 2016, assure la maîtrise d'ouvrage des extensions Nord et Sud du réseau de tramway de Marseille ; au Nord jusqu'à Gèze et au Sud jusqu'à la Gaye. Cette extension poursuit l'objectif de rééquilibrer l'intermodalité au profit des transports en commun.

Dans le cadre de cette phase d'extension projetée, la création d'un Centre de Remisage et de Maintenance (SMR) de tramway sur le site Dromel / Montfuron est également prévue pour répondre aux besoins de remisage et de maintenance des rames de tramway nécessaires à l'exploitation du réseau étendu.

Par délibération n° DTM 004-1028/15/CC du 22 mai 2015, le Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé le programme de la première phase de l'extension du réseau de tramway d'agglomération ainsi que la création d'un dépôt de tramway sur le site Dromel/Montfuron. Le prolongement évoqué représente :

- Sur sa partie Nord, un linéaire supplémentaire de 1,8 km (Extension Arenc – Gèze) ;
- Sur sa partie Sud, un linéaire supplémentaire de 4,4 km (Extension Castellane-La Gaye).

Ce projet a fait l'objet d'une enquête publique portant sur l'utilité publique de la réalisation des travaux nécessaires à l'extension Nord et Sud (phase 1) et sur l'autorisation environnementale requise au titre de l'article L. 181-1 du Code de l'Environnement. L'enquête publique s'est déroulée du 7 septembre 2020 au 9 octobre 2020 inclus.

Ce projet a fait l'objet d'une enquête parcellaire conduite conformément aux dispositions des articles R.131-3 et suivants du Code de l'Expropriation. L'enquête publique « parcellaire » s'est déroulée du 3 février 2021 au 18 février 2021 inclus.

Par arrêté du 15 juin 2021, le Préfet des Bouches-du-Rhône a déclaré d'utilité publique la réalisation, par la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, des travaux nécessaires à l'extension Nord et Sud (phase 1) du réseau de tramway de Marseille, de création d'un site de maintenance et de remisage des rames et de deux parcs relais sur la commune de Marseille.

La réalisation de ces travaux d'aménagement nécessite de trouver des accords sur la maîtrise foncière des terrains avec les propriétaires riverains.

Le syndicat des copropriétaires de l'immeuble « HYDE PARK » est propriétaire de la parcelle cadastrée 842 D0149, d'une superficie de 112 m², sise avenue Jules Cantini à Marseille 8^{ème} arrondissement, dont une emprise de 15 m², est impactée par le projet de tramway.

Cette emprise est actuellement aménagée en parvis de l'immeuble mais son acquisition n'en impactera pas son utilisation.

Aussi, la Métropole s'est rapprochée du syndicat des copropriétaires de l'immeuble « HYDE PARK » en vue de procéder à l'acquisition amiable de cette emprise.

Au terme de négociations entreprises à cette fin par la Métropole Aix-Marseille-Provence, les parties se sont entendues sur un prix d'acquisition du bien objet des présentes, arrêté à 540 euros HT (cinq cent quarante euro), auquel n'est pas appliqué de TVA, conformément à l'avis de la Direction de l'Immobilier de l'Etat et sur les modalités de l'acquisition projetée.

Un courrier de proposition financière du 1^{er} juin 2021 a été adressé par la Métropole Aix- Marseille- Provence au syndicat des copropriétaires de l'immeuble « HYDE PARK » qui a accepté en retour cette offre.

Le projet de résolution a été adopté au cours de l'assemblée générale ordinaire du 9 novembre 2021. Le mandat de vente a été confié à FONCIA SAGI, syndic représentant la copropriété.

Le montant de l'acquisition qui ne fait pas l'objet d'un assujettissement à la TVA, se décompose en :

- Indemnité principale : 450 euros
- Indemnité de emploi : 90 euros

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Le projet d'acte annexé à la présente délibération définit les conditions de cette acquisition foncière et met à la charge de la Métropole Aix Marseille Provence l'ensemble des frais liés à la présente acquisition qui comprennent :

- Tous les frais, droits et honoraires liés à la vente
- En ce inclus les frais liés au détachement parcellaire et au bornage
- Le remboursement de la taxe foncière.

Ce bien sera enregistré à l'inventaire physique des équipements sous le n° 13208005.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme
- Le Code de l'Environnement ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° FBPA 062-10934/21/CM du 16 décembre 2021 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le projet d'acte ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le projet de délibération portant sur « Acquisition à titre onéreux auprès du syndicat des copropriétaires de l'immeuble « HYDE PARK » d'une emprise de terrain de 15 m² à détacher de la parcelle cadastrée 842 D 0149 située avenue Jules Cantini à Marseille 8ème arrondissement, nécessaire à la réalisation des travaux de l'extension Sud du réseau de tramway ».

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Bureau de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'acquisition auprès du syndicat des copropriétaires de l'immeuble « HYDE PARK » d'une emprise de terrain de 15 m² issue de la parcelle cadastrée 842 D 0149 située avenue Jules Cantini à Marseille 8ème arrondissement, nécessaire à la réalisation des travaux de l'extension Sud du réseau de tramway.
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article Unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'Acquisition à titre onéreux auprès du syndicat des copropriétaires de l'immeuble « HYDE PARK » d'une emprise de terrain de 15 m² à détacher de la parcelle cadastrée 842 D 0149 située avenue Jules Cantini à Marseille 8ème arrondissement, nécessaire à la réalisation des travaux de l'extension Sud du réseau de tramway.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 013-028/22/CT

■ CT1 - Acquisition à titre onéreux auprès de l'EPF PACA des emprises foncières nécessaires à l'élargissement et la requalification de la rue Caravelle et de la rue Edouard Crémieux à Marseille 3^{ème} arrondissement - Abrogation de la délibération URB 028-364/21/CT du 5 octobre 2021

Avis du Conseil de Territoire DGADUST 22/20172/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L 5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans un délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire Marseille Provence, sauf urgence dûment constaté par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'un avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Acquisition à titre onéreux auprès de l'Etablissement Public Foncier PACA des emprises foncières nécessaires à l'élargissement et la requalification de la rue Caravelle et de la rue Edouard Crémieux à Marseille 3^{ème} arrondissement - Abrogation de la délibération URB 028-364/21/CT du 5 octobre 2021 » satisfait les conditions de l'article L518-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Dès 2003, la Ville de Marseille a approuvé les principes de renouvellement durable de la « Façade Maritime Nord » afin d'enrayer le processus de déclin et de créer les conditions favorables au développement économique, à la diversification de l'habitat et à la requalification du cadre de vie sur ce périmètre de près de 1 000 ha.

La Ville de Marseille et l'Etablissement Public Foncier (EPF PACA) ont signé en 2003 une convention opérationnelle d'observation et de veille foncière active sur le périmètre dit « Docks Libres-Moulins-Villette » afin d'éviter des mutations foncières à des prix trop élevés et de contrôler le devenir des terrains stratégiques pour la réaliser de futurs projets urbains.

Dans ce cadre, l'EPF PACA a acquis en 2005 les terrains dits des « Docks Libres » consistant en d'anciens entrepôts industriels sur 27 500 m² situés 406 boulevard National à Marseille 3^{ème} arrondissement.

Par la suite, une convention d'intervention foncière en phase impulsion sur le site « Docks Libres- Moulins- Villette » a été signé en 2015 par la Ville de Marseille, la Communauté Urbaine Marseille-Provence-Métropole et l'EPF PACA ayant pour objet notamment la finalisation du projet de recomposition des Docks Libres et la poursuite d'une mission de veille et d'action foncière sur le secteur Moulins et sur l'îlot Villette.

Cette convention d'intervention foncière a fait l'objet d'un avenant en 2019 afin notamment de permettre à l'EPF PACA d'accompagner la Métropole Aix-Marseille-Provence dans la mise en œuvre de sa stratégie de lutte contre l'habitat dégradé en constituant, par acquisitions amiables, préemptions et expropriations, la réserve foncière nécessaire à la reconstitution de l'offre de logement.

Le renouvellement urbain de ce secteur s'accompagne de la nécessité d'améliorer la desserte des programmes réalisés ou en cours et de constituer les conditions favorables à une bonne desserte inter-quartier. Dans ce cadre, la Métropole Aix-Marseille-Provence a confié par mandat à la SOLEAM la réalisation pour son compte de l'élargissement et de la requalification de la rue Caravelle et de la rue Edouard Crémieux à Marseille 3^{ème}.

L'EPF PACA est propriétaire d'emprises foncières constituant des reliquats de l'opération Docks Libres, impactées au PLUi par un emplacement réservé pour la requalification de la rue de la Caravelle. La Métropole Aix-Marseille-Provence, compétente en matière d'aménagement de l'espace métropolitain, et l'EPF PACA ont convenu de

l'acquisition par la Métropole desdites emprises foncières d'une superficie totale de 1 426 m² afin de réaliser la requalification de la rue Caravelle et de la rue Edouard Crémieux.

Le protocole foncier annexé à la présente délibération définit les conditions de la présente acquisition foncière moyennant la somme de 1 euro TTC et met à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence les frais qui y sont liés et qui comprennent les frais, droits et honoraires liés à l'acquisition.

Compte tenu du montant de la transaction, l'avis de la Direction Immobilière de l'Etat n'était pas requis.

Ce bien sera enregistré à l'inventaire physique des équipements sous le numéro de site 13203000T001.

Par délibération n° URB 028-364/21/CT du 5 octobre 2021, le Conseil de Territoire Marseille-Provence a approuvé l'acquisition ainsi que le protocole foncier annexé à la présente délibération. Toutefois il est apparu que la délibération n° URB 028-364/21/CT du 5 octobre 2021 est affectée d'une erreur matérielle en ce qu'elle mentionne une acquisition à l'euro symbolique en lieu et place d'une acquisition moyennant la somme de 0,83 euros HT assujettie à la TVA soit la somme de 1 euro TTC conformément aux termes du protocole foncier.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

VU

- Le code de l'Urbanisme ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° FBPA 053-17/12/20 CM du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le protocole foncier ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence
- Le projet de délibération portant sur « Acquisition à titre onéreux auprès de l'Etablissement Public Foncier PACA des emprises foncières nécessaires à l'élargissement et la requalification de la rue Caravelle et de la rue Edouard Crémieux à Marseille 3^{ème} arrondissement ».

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que l'acquisition auprès de l'EPF PACA des parcelles de terrain cadastrées section 813 M numéros 119-123 et 129 d'une contenance totale de 1 426 m² environ permettra la réalisation de l'élargissement et de la requalification de la rue Caravelle et de la rue Edouard Crémieux à Marseille 3^{ème} arrondissement ;
- Que la délibération n° URB 028-364/21/CT du 5 octobre 2021 approuvant ladite acquisition est affectée d'une erreur matérielle en ce qu'elle mentionne une acquisition à l'euro symbolique en lieu et place d'une acquisition moyennant la somme de 0,83 euros HT assujettie à la TVA soit la somme de 1 euro TTC conformément aux termes du protocole foncier ;

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'acquisition à titre onéreux auprès de l'Etablissement Public Foncier PACA des emprises foncières nécessaires à l'élargissement et la requalification de la rue Caravelle et de la rue Edouard Crémieux à Marseille 3^{ème} arrondissement - Abrogation de la délibération URB 028-364/21/CT du 5 octobre 2021 ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur l'acquisition à titre onéreux auprès de l'Etablissement Public Foncier PACA des emprises foncières nécessaires à l'élargissement et la requalification de la rue Caravelle et de la rue Edouard Crémieux à Marseille 3^{ème} arrondissement.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 014-029/22/CT

■ **CT1 - Cession à titre onéreux auprès de la Société ERILIA de parcelles de terrain où sont édifiés d'anciens blockhaus cadastrés 904 N21, 907 I 56, 57 et 61 situées Place des Gallions/avenue du Plan d'Aou à Marseille 15^{ème} arrondissement, pour permettre la poursuite des aménagements prévus dans le cadre du projet de rénovation urbaine du secteur Plan d'Aou - St Antoine - La Viste**

Avis du Conseil de Territoire DGADUST 22/20204/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur le projet de délibération.

Le projet de délibération « Cession onéreuse auprès de la Société ERILIA de parcelles de terrain où sont édifiés d'anciens blockhaus, cadastrés 904 N21, 907 I 56, 57 et 61 situées Place des Gallions/avenue du Plan d'Aou à Marseille 15^{ème} arrondissement, pour permettre la poursuite des aménagements prévus dans le cadre du projet de rénovation urbaine du secteur Plan d'Aou - St Antoine - La Viste » satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Dans le cadre du projet de rénovation urbaine du secteur Plan d'Aou – Saint Antoine – La Viste à Marseille 15^{ème} arrondissement, la Métropole Aix-Marseille-Provence a, par un acte authentique en date du 26 janvier 2021, acquis auprès de l'Etat Français, moyennant la somme de 42 675€, plusieurs parcelles de terrain sur lesquelles sont édifiés des bunkers afin de réaliser des voies nouvelles au sud de la rue des Frégates.

La réalisation de ces aménagements relevant désormais de la société ERILIA, il est nécessaire que la Métropole Aix-Marseille-Provence, créée depuis le 1^{er} janvier 2016, cède au profit d'ERILIA les emprises foncières impactées par les aménagements de voirie prévus à savoir les parcelles cadastrées Section 907 I 56 d'une superficie de 139 m², 907 I 57 d'une superficie de 142 m², 907 I 61 d'une superficie de 151 m² et 904 N 21 d'une superficie de 137 m². Aux termes de négociations entrepris à cette fin, les parties se sont entendues sur un montant arrêté à la somme de 42 675€ (quarante-deux mille six cent soixante-quinze euros).

Régulièrement saisie, la Direction de l'Immobilier de l'Etat a évalué la valeur vénale de ces parcelles à 42 675€ (quarante-deux mille six cent soixante-quinze euros) lors de l'acquisition la Métropole Aix-Marseille-Provence le 08 décembre 2020.

Le protocole foncier annexé à la présente délibération définit les conditions de cette cession et met à la charge de la société ERILIA l'ensemble des frais qui y sont liés et qui comprennent :

- Tous les frais, droits et honoraires liés à la vente ;
- Le remboursement de la taxe foncière courue de la date d'entrée en jouissance ;
- Le cas échéant, d'autres obligations en nature.

Ce bien est enregistré à l'inventaire physique des équipements sous le numéro de site 13215007T001.

Il convient que le Conseil de Territoire approuve protocole foncier ci annexé qui définit les conditions de la vente.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° FBPA 062-10934/21/CM du 16 décembre 2021 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- Le projet d'acte ;
- L'avis de la Direction de l'Immobilier de l'Etat en cours de réactualisation ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur « Cession onéreuse auprès de la Société ERILIA de parcelles de terrain ou sont édifiés d'anciens blockhaus cadastrées 904 N21, 907 I 56, 57 et 61 situées Place des Gallions/avenue du Plan d'Aou à Marseille 15ème arrondissement, pour permettre la poursuite des aménagements prévus dans le cadre du projet de rénovation urbaine du secteur Plan d'Aou - St Antoine- La Viste ».

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Bureau de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à la cession onéreuse auprès de la Société ERILIA de parcelles de terrain ou sont édifiés d'anciens blockhaus cadastrées 904 N21, 907 I 56, 57 et 61 situées Place des gallions/avenue du Plan d'Aou à Marseille 15 ème arrondissement, pour permettre la

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

poursuite des aménagements prévus dans le cadre du projet de rénovation urbaine du secteur Plan d'Aou - Saint Antoine - La Viste ;

- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur la cession onéreuse auprès de la Société ERILIA de parcelles de terrain où sont édifiés d'anciens blockhaus, cadastrées 904 N21, 907 I 56, 57 et 61 situées Place des Gallions/avenue du Plan d'Aou à Marseille 15ème arrondissement, pour permettre la poursuite des aménagements prévus dans le cadre du projet de rénovation urbaine du secteur Plan d'Aou - St Antoine - La Viste.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 015-030/22/CT

■ **CT1 - Acquisition à l'euro symbolique auprès du syndicat des copropriétaires du 42 à 50 avenue Jules Cantini et 2 à 8 rue du Docteur Albert Schweitzer d'une emprise de terrain de 1326 m2 issue de la parcelle cadastrée 842 D 0042 située 2 rue du Docteur Albert Schweitzer à Marseille 6ème arrondissement, nécessaire à la réalisation des travaux de l'extension Sud du réseau de tramway**

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 22/20188/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Acquisition à l'euro symbolique auprès du syndicat des copropriétaires du 42 à 50 avenue Jules Cantini et 2 à 8 du Docteur Albert Schweitzer d'une emprise de terrain de 1326 m2 issue de la parcelle cadastrée 842 D 0042 située 2 rue du Docteur Albert Schweitzer à Marseille 6ème arrondissement, nécessaire à la réalisation des travaux de l'extension Sud du réseau de tramway » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

La Métropole Aix-Marseille-Provence, autorité organisatrice de la Mobilité depuis le 1er janvier 2016, assure la maîtrise d'ouvrage des extensions Nord et Sud du réseau de tramway de Marseille ; au Nord jusqu'à Gèze et au Sud jusqu'à la Gaye. Cette extension poursuit l'objectif de rééquilibrer l'intermodalité au profit des transports en commun.

Dans le cadre de cette phase d'extension projetée, la création d'un Centre de Remisage et de Maintenance (SMR) de tramway sur le site Dromel / Montfuron est également prévue pour répondre aux besoins de remisage et de maintenance des rames de tramway nécessaires à l'exploitation du réseau étendu.

Par délibération n° DTM 004-1028/15/CC du 22 mai 2015, le Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé le programme de la première phase de l'extension du réseau de tramway d'agglomération ainsi que la création d'un dépôt de tramway sur le site Dromel/Montfuron. Le prolongement évoqué représente :

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

- Sur sa partie Nord, un linéaire supplémentaire de 1,8 km (Extension Arenc – Gèze) ;
- Sur sa partie Sud, un linéaire supplémentaire de 4,4 km (Extension Castellane-La Gaye).

Ce projet a fait l'objet d'une enquête publique portant sur l'utilité publique de la réalisation des travaux nécessaires à l'extension Nord et Sud (phase 1) et sur l'autorisation environnementale requise au titre de l'article L. 181-1 du code de l'environnement. L'enquête publique s'est déroulée du 7 septembre 2020 au 9 octobre 2020 inclus.

Ce projet a fait l'objet d'une enquête parcellaire conduite conformément aux dispositions des articles R.131-3 et suivants du Code de l'Expropriation. L'enquête publique « parcellaire » s'est déroulée du 3 février 2021 au 18 février 2021 inclus.

Par arrêté du 15 juin 2021, le Préfet des Bouches du Rhône a déclaré d'utilité publique la réalisation, par la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, des travaux nécessaires à l'extension Nord et Sud (phase 1) du réseau de tramway de Marseille, de création d'un site de maintenance et de remisage des rames et de deux parcs relais sur la commune de Marseille.

Le syndicat des copropriétaires du 42 à 50 avenue Jules Cantini et 2 à 8 rue du Docteur Albert Schweitzer est propriétaire de la parcelle cadastrée 842 D 0042 sise 2 rue du Docteur Albert Schweitzer à Marseille 6ème arrondissement, dont une emprise de 1326 m², actuellement aménagée en trottoir, est impactée par le projet de tramway.

Aussi, la Métropole s'est rapprochée de la SAS SL IMMOBILIER, syndic représentant le syndicat des copropriétaires du 42 à 50 avenue Jules Cantini et 2 à 8 rue du Docteur Albert Schweitzer en vue de procéder à l'acquisition amiable de cette emprise.

Au terme de négociations entreprises à cette fin par la Métropole Aix-Marseille-Provence, les parties se sont entendues sur un prix d'acquisition du bien objet des présentes, arrêté à 1 euro symbolique HT (un euro), auquel n'est pas appliqué de TVA, conformément à l'avis de la Direction de l'Immobilier de l'Etat et sur les modalités de l'acquisition projetée.

Un courrier de proposition financière du 9 avril 2021 a été adressé par la Métropole Aix-Marseille-Provence au syndicat des copropriétaires du 42 à 50 avenue Jules Cantini et 2 à 8 rue du Docteur Albert Schweitzer qui a accepté en retour cette proposition le 22 octobre 2021.

Le projet d'acte annexé à la présente délibération définit les conditions de cette acquisition foncière et met à la charge de la Métropole Aix Marseille Provence l'ensemble des frais liés à la présente acquisition qui comprennent :

- Tous les frais, droits et honoraires liés à la vente
- En ce inclus les frais liés au détachement parcellaire et au bornage
- Le remboursement de la taxe foncière.

Ce bien sera enregistré à l'inventaire physique des équipements sous le n° 13206005.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Environnement ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° FBPA 062-10934/21/CM du 16 décembre 2021 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

- Le projet d'acte ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le projet de délibération portant sur « Acquisition à l'euro symbolique auprès du syndicat des copropriétaires du 42 à 50 avenue Jules Cantini et 2 à 8 rue du Docteur Albert Schweitzer d'une emprise de terrain de 1326 m² issue de la parcelle cadastrée 842 D 0042 située 2 rue du Docteur Albert Schweitzer à Marseille 6ème arrondissement, nécessaire à la réalisation des travaux de l'extension Sud du réseau de tramway ».

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Bureau de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à « l'acquisition auprès du syndicat des copropriétaires du 42 à 50 avenue Jules Cantini et 2 à 8 rue du Docteur Albert Schweitzer d'une emprise de terrain de 1326 m² en nature de trottoir issue de la parcelle cadastrée 842 D 0042 de plus grande importance située 2 rue du Docteur Albert Schweitzer à Marseille 6ème arrondissement, permettra d'engager les travaux pour l'extension Sud du réseau de tramway de Marseille » ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article Unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'Acquisition à l'euro symbolique auprès du syndicat des copropriétaires du 42 à 50 avenue Jules Cantini et 2 à 8 rue du Docteur Albert Schweitzer d'une emprise de terrain de 1326 m² issue de la parcelle cadastrée 842 D 0042 située 2 rue du Docteur Albert Schweitzer à Marseille 6ème arrondissement, nécessaire à la réalisation des travaux de l'extension Sud du réseau de tramway.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 016-031/22/CT

■ CT1 - Acquisition à l'euro symbolique auprès de la société 3F SUD de la parcelle cadastrée 853 Z 170 située boulevard Sainte-Marguerite à Marseille 9ème arrondissement, nécessaire à la réalisation des travaux de l'extension Sud du réseau de tramway

**Avis du Conseil de Territoire
DUFSV 22/20186/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération relative à « l'acquisition à l'euro symbolique auprès de la société 3F SUD de la parcelle cadastrée 853 Z 170 située boulevard Sainte-Marguerite 9^{ème} arrondissement, nécessaire à la réalisation des travaux de l'extension Sud du réseau de tramway » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

La Métropole Aix-Marseille-Provence, autorité organisatrice de la Mobilité depuis le 1^{er} janvier 2016, assure la maîtrise d'ouvrage des extensions Nord et Sud du réseau de tramway de Marseille ; au Nord jusqu'à Gèze et au Sud jusqu'à la Gaye. Cette extension poursuit l'objectif de rééquilibrer l'intermodalité au profit des transports en commun.

Dans le cadre de cette phase d'extension projetée, la création d'un Centre de Remisage et de Maintenance (SMR) de tramway sur le site Dromel / Montfuron est également prévue pour répondre aux besoins de remisage et de maintenance des rames de tramway nécessaires à l'exploitation du réseau étendu.

Par délibération n° DTM 004-1028/15/CC du 22 mai 2015, le Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé le programme de la première phase de l'extension du réseau de tramway d'agglomération ainsi que la création d'un dépôt de tramway sur le site Dromel/Montfuron. Le prolongement évoqué représente :

- Sur sa partie Nord, un linéaire supplémentaire de 1,8 km (Extension Arenc – Gèze) ;
- Sur sa partie Sud, un linéaire supplémentaire de 4,4 km (Extension Castellane-La Gaye).

Ce projet a fait l'objet d'une enquête publique portant sur l'utilité publique de la réalisation des travaux nécessaires à l'extension Nord et Sud (phase 1) et sur l'autorisation environnementale requise au titre de l'article L. 181-1 du code de l'environnement. L'enquête publique s'est déroulée du 7 septembre 2020 au 9 octobre 2020 inclus.

Ce projet a fait l'objet d'une enquête parcellaire conduite conformément aux dispositions des articles R.131-3 et suivants du Code de l'Expropriation. L'enquête publique « parcellaire » s'est déroulée du 3 février 2021 au 18 février 2021 inclus.

Par arrêté du 15 juin 2021, le Préfet des Bouches du Rhône a déclaré d'utilité publique la réalisation, par la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, des travaux nécessaires à l'extension Nord et Sud (phase 1) du réseau de tramway de Marseille, de création d'un site de maintenance et de remisage des rames et de deux parcs relais sur la commune de Marseille.

La réalisation de ces travaux d'aménagement nécessite de trouver des accords sur la maîtrise foncière des terrains avec les propriétaires riverains.

La société 3F SUD est propriétaire de la parcelle cadastrée 853 Z 170 sise boulevard Sainte-Marguerite à Marseille 9^{ème} arrondissement, qui a fait par le passé l'objet d'un aménagement public (parking public) et est affectée à un usage public. Cette parcelle est impactée par le projet de tramway.

Aussi, la Métropole s'est rapprochée de la société 3F SUD en vue de procéder à l'acquisition amiable de cette emprise.

Au terme de négociations entreprises à cette fin par la Métropole Aix-Marseille-Provence, les parties se sont entendues sur un prix d'acquisition du bien objet des présentes, arrêté à 1 euro symbolique HT (un euro), auquel n'est pas appliqué de TVA, conformément à l'avis de la Direction de l'Immobilier de l'Etat et sur les modalités de l'acquisition projetée.

Un courrier de proposition financière du 2 juillet 2021 a été adressé par la Métropole Aix- Marseille- Provence à la société 3F SUD qui a accepté en retour cette proposition.

Le projet d'acte annexé à la présente délibération définit les conditions de cette acquisition foncière et met à la charge de la Métropole Aix Marseille Provence l'ensemble des frais liés à la présente acquisition qui comprennent :

- Tous les frais, droits et honoraires liés à la vente
- En ce inclus les frais liés au détachement parcellaire et au bornage
- Le remboursement de la taxe foncière.

Ce bien sera enregistré à l'inventaire physique des équipements sous le n° 13209005.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code de l'Environnement ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° FBPA 062-10934/21/CM du 16 décembre 2021 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le projet d'acte ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le projet de délibération portant sur « Acquisition à l'euro symbolique auprès de la société 3F SUD de la parcelle cadastrée 853 Z 170 située boulevard Sainte-Marguerite à Marseille 9^{ème} arrondissement, nécessaire à la réalisation des travaux de l'extension Sud du réseau de tramway ».

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Bureau de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à « l'acquisition auprès de la société 3F SUD de la parcelle cadastrée 853 Z0170 située boulevard Sainte-Marguerite à Marseille 9^{ème} arrondissement, permettra d'engager les travaux pour l'extension Sud du réseau de tramway de Marseille » ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article Unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur « Acquisition à l'euro symbolique auprès de la société 3F SUD de la parcelle cadastrée 853 Z0170 située boulevard Sainte-Marguerite à Marseille 9^{ème} arrondissement, nécessaire à la réalisation des travaux de l'extension Sud du réseau de tramway ».

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 017-032/22/CT

■ CT1 - Acquisition à l'euro symbolique auprès de la SCCV 78 Guigou de deux emprises de terrain à détacher des parcelles cadastrées Section 817 I n°122 et 123 sises Bd Guigou à Marseille 4^{ème} arrondissement, nécessaires à la régularisation foncière du Bd Guigou

Avis du Conseil de Territoire

DUFVS 22/20189/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Acquisition à l'euro symbolique auprès de la SCCV 78 Guigou de deux emprises de terrain à détacher des parcelles cadastrées Section 817 I n°122 et 123 sises Bd Guigou à Marseille 4ème arrondissement, nécessaires à la régularisation foncière du Bd Guigou » satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Par décret n°2015-1085 du 28 août 2015, Monsieur le Premier ministre a prononcé la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence à compter du 1^{er} janvier 2016.

Il a été prévu que la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce de plein droit, en lieu et place des communes membres, les compétences obligatoires qui lui sont dévolues en matière d'aménagement de l'espace métropolitain conformément à l'article L5217-2 du code général des collectivités territoriales, notamment en matière de création de voirie.

Dans ce cadre, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite procéder à la régularisation foncière de deux emprises de terrain en nature de stationnement, d'une surface d'environ 7m² à détacher de la parcelle cadastrée Section 817 I n°122 et d'une surface d'environ 70m² à détacher de la parcelle cadastrée Section 817 I n°123, situées Bd Guigou et appartenant à la SCCV 78 Guigou.

Aux termes de négociations entreprises à cette fin par la Métropole Aix-Marseille-Provence, les parties se sont entendues sur un prix d'acquisition, des deux emprises de terrain objet des présentes, arrêté à la somme d'un euro (1 €) et sur les modalités de l'acquisition projetée.

Compte tenu du montant de la transaction, l'avis de la Direction Immobilière de l'Etat n'est pas requis.

Le protocole foncier annexé à la présente délibération définit les conditions de cette acquisition foncière et met à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence les frais qui y sont liés et qui comprend :

- Tous les frais, droits et honoraires liés à la vente ;
- En ce inclus les frais liés aux détachements parcellaires et au bornage ;
- Le remboursement de la taxe foncière.

Ce bien sera enregistré à l'inventaire physique des équipements sous le numéro 13204000T001.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le code de l'urbanisme ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- Le protocole foncier ;
- Le projet de délibération portant sur « Acquisition à l'euro symbolique auprès de la SCCV 78 Guigou de deux emprises de terrain à détacher des parcelles cadastrées Section 817 I n°122 et 123 sises Bd Guigou à Marseille 4ème arrondissement, nécessaires à la régularisation foncière du Bd Guigou ».

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient que la Métropole Aix-Marseille-Provence acquiert à titre onéreux deux emprises de terrain d'une superficie de 7 m² et de 70m² environ à détacher des parcelles cadastrées 817 I n° 122 et 123 et situées Bd Guigou nécessaire à la régularisation foncière de ce boulevard.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur « Acquisition à l'euro symbolique auprès de la SCCV 78 Guigou de deux emprises de terrain à détacher des parcelles cadastrées Section 817 I n°122 et 123 sises Bd Guigou à Marseille 4ème arrondissement, nécessaires à la régularisation foncière du Bd Guigou ».

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 018-033/22/CT

■ CT1 - Acquisition à l'euro symbolique auprès de la SCI MARCO et LORIS d'une emprise de terrain située rue Ampère à détacher de la parcelle cadastrée AX 149 à roquefort la Bédoule, nécessaire à la requalification de l'avenue des Carrière à Roquefort-la-Bédoule

Avis du Conseil de Territoire DGADUST 22/20205/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur le projet de délibération.

Le projet de délibération « Acquisition à l'euro symbolique auprès de la SCI MARCO et LORIS d'une emprise de terrain située rue Ampère à détacher de la parcelle cadastrée AX 149 à Roquefort la Bédoule, nécessaire à la requalification de l'avenue des Carrières à Roquefort-la-Bédoule » satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

La Métropole Aix-Marseille-Provence exerce de plein droit, en lieu et place des communs membres, les compétences obligatoires qui lui sont dévolues en matière d'aménagement de l'espace métropolitain conformément à l'article L5217-2 du code général des collectivités territoriales, notamment en matière de création de voirie.

Au titre de ses compétences, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite réaliser la requalification de l'avenue des Carrières avec la création d'une bande cyclable de 1,50 m, trottoir et chaussée, sur la commune de Roquefort-la-Bédoule.

Dans ce cadre, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite procéder à la régularisation foncière d'une emprise de terrain de 214 m² environ à détacher de la parcelle AX 149, située Avenue des Carrières à Roquefort-la-Bédoule et appartenant à la SCI MARCO et LORIS nécessaire à cette opération.

Aux termes de négociations entreprises à cette fin par la Métropole Aix-Marseille-Provence, les parties se sont entendues sur un prix d'acquisition de la parcelle objet des présentes, arrêté à la somme d'un euro (1 €) et sur les modalités de l'acquisition projetée.

Compte tenu du montant de la transaction, l'avis de la Direction de l'Immobilier de l'Etat n'était pas requis.

Le protocole foncier annexé à la présente délibération définit les conditions de cette acquisition foncière et met à la charge de la Métropole-Aix-Marseille Provence les frais qui y sont liés et qui comprennent :

- Tous les frais, droits et honoraires liés à la vente ;
- En ce inclus les frais liés au détachement parcellaire et au bornage ;
- Le remboursement de la taxe foncière.

Ce bien est enregistré à l'inventaire physique des équipements sous le numéro de site 13085000T001.

Il convient que le Conseil de Territoire approuve le projet d'acte ci annexé qui définit les conditions de la vente.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° FBPA 062-10934/21/CM 16 décembre 2021 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- Le protocole foncier ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération « Acquisition à l'euro symbolique auprès de la SCI MARCO et LORIS d'une emprise de terrain située rue Ampère à détacher de la parcelle cadastrée AX 149 à Roquefort la Bédoule, nécessaire à la requalification de l'avenue des Carrières à Roquefort-la-Bédoule » .

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Bureau de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'acquisition à l'euro symbolique auprès de la SCI MARCO et LORIS d'une emprise de terrain situé rue Ampère à détacher de la parcelle cadastrée AX 149 à Roquefort-la-Bédoule, nécessaire à la requalification de l'avenue des Carrières à Roquefort-la-Bédoule ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'acquisition à l'euro symbolique auprès de la SCI MARCO et LORIS d'une emprise de terrain située rue Ampère à détacher de la parcelle cadastrée AX 149 à Roquefort la Bédoule, nécessaire à la requalification de l'avenue des Carrière à Roquefort-la-Bédoule.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 019-034/22/CT

■ **CT1 - Acquisition à l'euro symbolique auprès de la Société AMETIS PROVENCE ALPES COTE D'AZUR de trois parcelles de terrain situées rue Fauchier à Marseille 13002 cadastrées 808 B 244, 246 et 16, nécessaires à l'élargissement de la rue Fauchier**

Avis du Conseil de Territoire DGADUST 22/20134/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur le projet de délibération.

Le projet de délibération « Acquisition à l'euro symbolique auprès de la Société AMETIS PROVENCE ALPES COTE D'AZUR de trois parcelles de terrain situées rue Fauchier à Marseille 13002 cadastrées 808 B 244, 246 et 16, nécessaires à l'élargissement de la rue Fauchier. » satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Amétis Provence-Alpes-Côtes d'Azur (Amétis PACA) a pour projet la réalisation d'un programme immobilier dénommé « ARGO », ce projet s'inscrit dans le cadre des aménagements prévus pour la reconversion de la ZAC SAINT CHARLES menés par l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée (EPAEM) et se situe dans le 2^{ème} arrondissement de Marseille, au croisement des rues Malaval et Fauchier.

Dans le cadre de ce projet et dans la continuité de l'acte d'acquisition foncière qui a eu lieu entre Amétis PACA et l'EPAEM, une cession des parcelles cadastrées 808 B 244, 246 et 16, constituant l'emprise nécessaire à l'élargissement de la rue Fauchier, doit être réalisée, auprès de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Aux termes des négociations entreprises à cette fin, la Métropole Aix-Marseille-Provence acquiert à l'euro symbolique auprès d'Amétis PACA les parcelles de terrain cadastrées 808 B 244, 246 et 16 d'une superficie totale d'environ 309 m² situées rue Fauchier 13002 Marseille.

Compte tenu du montant de la transaction, l'avis de la Direction de l'Immobilier de l'Etat n'est pas requis.

Le protocole foncier annexé à la présente délibération définit les conditions de cette acquisition foncière et met à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence l'ensemble des frais liés à la présente acquisition qui comprennent :

- Tous les frais, droits et honoraires liés à la vente ;
- Le remboursement de la taxe foncière.

Ce bien est enregistré à l'inventaire physique des équipements sous le numéro de site 13202000T001.

Il convient que le Conseil de Territoire approuve le protocole foncier ci annexé qui définit les conditions de la vente.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le Code de l'Urbanisme
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° FBPA 053-9155/20/CM du 17 Décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le protocole foncier ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur l'acquisition à l'euro symbolique auprès de la Société AMETIS PROVENCE ALPES COTE D'AZUR de trois parcelles de terrain situées rue Fauchier à Marseille 13002 cadastrées 808 B 244, 246 et 16, nécessaires à l'élargissement de la rue Fauchier. ».

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient que la Métropole Aix-Marseille-Provence acquiert à l'euro symbolique auprès de la Société AMETIS PROVENCE-ALPES-COTES-D'AZUR trois parcelles de terrain d'une superficie totale de 309 m² environ cadastrées 808 B0244, 808 B0246 et 808 B0016 et situées rue Fauchier, à Marseille dans le 2^{ème} arrondissement nécessaire à l'élargissement de la rue Fauchier.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille-Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'acquisition à l'euro symbolique auprès de la Société AMETIS PROVENCE ALPES COTE D'AZUR de trois parcelles de terrain situées rue Fauchier à Marseille 13002 cadastrées 808 B 244, 246 et 16, nécessaires à l'élargissement de la rue Fauchier.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 020-035/22/CT

■ **CT1 - Cession à l'euro symbolique d'une emprise de terrain à détacher de la parcelle cadastrée 893 C 179 au bénéfice de l'Etat dans le cadre de la réalisation du commissariat des 13ème et 14ème arrondissements, rue du Pebre d'Ail**

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 22/20184/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération «Cession à l'euro symbolique d'une emprise de terrain à détacher de la parcelle cadastrée 893 C 179 au bénéfice de l'Etat dans le cadre de la réalisation du commissariat des 13ème et 14ème arrondissements, rue du Pebre d'Ail» satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

La réalisation d'un nouveau commissariat desservant le 13^{ème} et le 14^{ème} arrondissement de Marseille apparaît comme une nécessité au regard des besoins inhérents aux missions de service public de la Police Nationale, définis pour le territoire, par les autorités compétentes.

En effet, au sein de ces arrondissements de Marseille, les locaux utilisés par la Police Nationale sont vétustes et sous dimensionnés au regard des besoins du secteur et ne permettent plus d'accueillir le public, tant plaignants, que victimes ou prévenus, dans des conditions décentes. Ces locaux ne sont plus adaptés et leur réhabilitation ne suffirait pas à répondre aux besoins exprimés.

Dans ce contexte, l'Etat a identifié un terrain d'assiette afin de mettre en œuvre un projet de réalisation d'un nouveau commissariat de police. Ce foncier est situé rue Pèbre d'ail dans le quartier Saint Jérôme, 14^{ème} arrondissement de Marseille, idéalement implanté par son accessibilité au public via une excellente desserte de transports en commun et permettant une couverture opérationnelle renforcée des deux arrondissements.

Ce site permettra d'une part d'accueillir l'ensemble des effectifs souhaités par le Ministère de l'intérieur afin de répondre aux enjeux de sécurité sur le secteur et d'autre part d'offrir à la population de bonnes conditions d'accueil.

La Métropole Aix-Marseille-Provence est propriétaire d'un terrain non bâti formant la parcelle cadastrée 893 C 179 pour une contenance totale de 4591 m², relevant du domaine privé métropolitain, dont une partie est concernée par le projet de l'Etat. Le terrain d'assiette du projet concerne également une parcelle mitoyenne cadastré 893 C 110 appartenant au Département des Bouches-du-Rhône.

Dans ce contexte, l'Etat a saisi la Métropole Aix-Marseille-Provence et a manifesté son intérêt en vue d'engager une procédure d'acquisition d'une emprise d'environ 1210m² à détacher de ladite parcelle, conformément au plan d'implantation ci-joint.

Il convient de préciser que parallèlement aux démarches relatives à la cession du foncier objet du présent rapport, la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé l'engagement d'une procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLUi pour la réalisation d'un commissariat de police sur le secteur considéré, actuellement en zone AU1 (zone à urbaniser à vocation principale d'habitat), par délibération en date du 13 décembre 2021 numéro URB 028-13/12/21, annexée aux présentes.

Cette cession intervient dans le cadre d'un projet souhaité par les plus hautes autorités politiques, dont l'objectif d'intérêt général est d'accroître l'efficacité des forces de police, et dont la préoccupation est partagée par l'ensemble des acteurs institutionnels et notamment par la Métropole Aix-Marseille-Provence qui s'engage à ce titre à céder l'emprise à l'euro symbolique au bénéfice de l'Etat.

Régulièrement saisie, la Direction de l'immobilier de l'État a évalué la valeur vénale de ce bien à un euro HT (1 € HT).

Ce bien est enregistré à l'inventaire physique des équipements sous le n° 13214007T001.

L'Etat a donné son accord sur les modalités de la présente transaction foncière et notamment sur la prise à sa charge de l'ensemble des frais liés à la présente cession qui comprennent :

- tous les frais, droits et honoraires liés à la vente]
- le remboursement de taxe foncière

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° FBPA 062-10934/21/CM du 16 Décembre 2021 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- Le protocole foncier ;
- Le projet de délibération portant sur « Cession à l'euro symbolique d'une emprise de terrain à détacher de la parcelle cadastrée 893 C 179 au bénéfice de l'Etat dans le cadre la réalisation du commissariat des 13ème et 14ème arrondissements, rue du Père d'Ail »

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la réalisation d'un nouveau commissariat desservant les 13^{ème} et 14^{ème} arrondissements de Marseille revêt un intérêt général et permettra de répondre aux enjeux de sécurité en intensifiant les forces de police et en améliorant l'accueil du public ;
- Que la Métropole est propriétaire de la parcelle cadastrée 893 C 179 impactée par divers ouvrages liés à la compétence voirie et mobilité ;
- Que la cession d'une emprise à détacher de cette parcelle non concernée par les ouvrages susvisés ne revêt pas d'enjeu pour la Métropole et permettra une implantation stratégique du commissariat.

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

DELIBERE

Article Unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur la cession à l'euro symbolique au bénéfice de l'Etat de l'emprise de 1210 m² à détacher de la parcelle sis rue du Pèbre d'Ail (13014) Marseille, cadastrée 893 C 179, nécessaire à la réalisation d'un commissariat de police desservant les 13^{ème} et 14^{ème} arrondissements de Marseille.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 021-036/22/CT

■ **CT1 - Cession à titre gratuit d'une parcelle de terrain sise avenue du Cap Pinède - rue de Lyon à Marseille 15^{ème}, à Euroméditerranée, nécessaire à la réalisation de l'îlot XXL dans la ZAC Littorale - Régularisation de la délibération URB 019-3460/18/BM du 15 février 2018**

Avis du Conseil de Territoire DGADUST 22/20213/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur le projet de délibération.

Le projet de délibération « Cession à titre gratuit d'une parcelle de terrain sise avenue du Cap Pinède- Rue de Lyon, à Marseille 15^{ème}, à Euroméditerranée, nécessaire à la réalisation de l'îlot XXL dans la ZAC Littorale. Régularisation de la délibération URB 019-3460/18/BM du 15 février 2018 » satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

L'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée (EPAEM) a souhaité mettre en place une démarche de partenariat avec un opérateur ou un groupement d'opérateurs afin d'initier l'aménagement d'un Eco-quartier à haut niveau de services, répondant aux nouveaux enjeux stratégiques de développement des territoires, tant urbains que métropolitains. Le site d'intervention s'inscrit au cœur de l'extension du périmètre de l'EPAEM, sur un tènement de quatorze hectares au sein de la ZAC LITTORALE nouvellement créée (l'îlot XXL).

A ce titre, des cessions de fonciers faisant partie du tènement en passe de remembrement dit « Ilot phare », à l'angle entre l'avenue Cap Pinède et la rue de Lyon dans le 15^{ème} arrondissement de Marseille, devant accueillir une programmation de 48.000m² sdp ont dû être opérées au profit de l'EPAEM.

Dans le cadre de ce projet, par délibération en date URB 021-2191/17/BM du 13 juillet 2017, la Métropole a approuvé la cession d'une emprise de 2 048m² nouvellement cadastrée 901 A 00120, sis angle avenue Cap Pinède/ Rue de Lyon- Marseille 15^{ème}, au profit de l'EPAEM, après l'avoir déclassé du domaine public métropolitain, au sein de cette même délibération.

Toutefois, il est apparu que la délibération URB 021-2191/17/BM du 13 juillet 2017 n'était pas accompagnée d'un avis de la Direction de l'Immobilier de l'Etat. Une nouvelle délibération URB 019-3460/18/BM a alors été approuvée le 15 février 2018, abrogeant la précédente et approuvant la cession sur la base d'un avis de valeur de la Direction de l'Immobilier de l'Etat.

L'acte de cession de la parcelle cadastrée 901 A 00120 par la Métropole au profit de l'EPAEM a eu lieu les 16 et 28 mai 2018.

Aujourd'hui, l'EPAEM a entamé les démarches de cession de ladite parcelle comprise dans l'îlot démembré, dénommé aujourd'hui « XXL03 des Fabriques », au profit d'un opérateur.

Dans cette perspective, il est apparu que la délibération URB 01934-60/18/BM, du 15 février 2018, est entachée d'une erreur matérielle, la Métropole ayant omis d'approuver le déclassement du domaine public de la parcelle cadastrée 901 A 00120, avant d'approuver sa cession au profit de l'EPAEM.

Il convient alors aujourd'hui de régulariser la délibération URB 01934-60/18/BM, du 15 février 2018 afin de confirmer le déclassement du domaine public de ladite parcelle et ce afin d'écarter toute ambiguïté et de sécuriser la cession.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération FBPA 062-10934/21/CM du 16 décembre 2021 du Conseil de la Métropole portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° URB 021-2191/17BM du 13 juillet 2017 ;
- La délibération n° URB 019-3460/18/BM du 15 février 2018 ;
- La lettre de saisine de Madame la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur « Cession à titre gratuit d'une parcelle de terrain sise avenue du Cap Pinède- Rue de Lyon, à Marseille 15ème, à Euroméditerranée, nécessaire à la réalisation de l'îlot XXL dans la ZAC Littorale. Régularisation de la délibération URB 019-3460/18/BM du 15 février 2018 »

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Bureau de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à la « Cession à titre gratuit d'une parcelle de terrain sise avenue Cap Pinède- Rue de Lyon à Marseille 15ème, à Euroméditerranée, nécessaire à la réalisation de l'îlot XXL dans la ZAC Littorale. Régularisation de la délibération URB 019-3460/18/BM du 15 février 2018 ».
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération « Cession à titre gratuit d'une parcelle de terrain sise avenue du Cap Pinède- Rue de Lyon, à Marseille 15ème, à Euroméditerranée, nécessaire à la réalisation de l'îlot XXL dans la ZAC Littorale. Régularisation de la délibération URB 019-3460/18/BM du 15 février 2018 ».

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

URB 022-037/22/CT

■ CT1 - Constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 3 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle cadastrée AR 132 appartenant à l'indivision BALDACCI/GUEZELLOU sise chemin de la Douane au Rove

**Avis du Conseil de Territoire
DUFSV 22/20191/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur le projet de délibération.

Le projet de délibération « Constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 3 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle cadastrée AR 132 appartenant à l'indivision BALDACCI/GUEZELLOU sise chemin de la Douane au Rove » satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Au titre du contrat de délégation de service public de l'eau entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Société des Eaux de Marseille Métropole (SEMM), il est prévu en son article 17 que la Société des Eaux de Marseille Métropole gère pour le compte de la Métropole, l'ensemble des conventions de constitution de servitudes et les autorisations d'occupation temporaire.

Ledit contrat a fait l'objet d'un avenant n°4 permettant au délégataire de faire le nécessaire auprès d'un notaire pour mener à terme la réitération des servitudes par acte authentique

La SEMM tient à jour la liste des servitudes, des autorisations d'occupation temporaire et autres, dans le cadre de l'inventaire des biens mis à disposition.

Elle recherche les servitudes, les autorisations d'occupation temporaire non répertoriées et les remet à jour si besoin.

C'est pourquoi, elle a entrepris des négociations auprès de l'indivision BALDACCI/GUEZELLOU, propriétaire, sur la Commune du Rove membre de la Métropole Aix-Marseille-Provence, de la parcelle cadastrée section AR numéro 132, en vue de régulariser la servitude liée à la présence d'une conduite d'eau potable dans sa propriété.

A cet effet, l'indivision BALDACCI/GUEZELLOU consent à la Métropole Aix-Marseille-Provence et à la Société Eau de Marseille Métropole (SEMM), son délégataire une servitude définitive de passage en tréfonds.

Celle-ci s'exercera de façon permanente conformément aux modalités d'exercice visées au procès-verbal de constitution de servitudes ci-annexé sur une longueur de 2 m et une largeur de 1,50 m, soit une superficie totale de 3 m², Chemin de la Douane au Rove, afin de permettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence, à la SEMM ainsi qu'à leurs fournisseurs et prestataires d'accéder à la bande de terrain grevée de la servitude pour la surveillance et l'entretien de la conduite d'eau potable.

Le propriétaire a donc convenu de conclure cet accord par la signature d'un procès-verbal de constitution de servitude définitive de passage demeuré annexé au présent rapport.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

**Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.**

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération n° FBPA 053-9155/20/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- Le projet de délibération portant sur « Constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 3 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle cadastrée AR 132 appartenant à l'indivision BALDACCI/ GUEZELLOU sise chemin de la Douane au Rove ».

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient que la société des Eaux de Marseille Métropole régularise la servitude en tréfonds à titre gratuit de 3 m², nécessaire au passage d'une conduite d'eau potable sur une parcelle cadastrée AR 132 appartenant à l'indivision BALDACCI/GUEZELLOU sise sur la Commune du Rove (13740), chemin de la Douane, afin de permettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence, à la SEMM ainsi qu'à leurs fournisseurs et prestataires d'accéder à la bande de terrain grevée de la servitude pour la surveillance et l'entretien de la conduite d'eau potable ;
- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à la constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 3 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle cadastrée AR 132 appartenant à l'indivision BALDACCI/ GUEZELLOU sise chemin de la Douane au Rove ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur la constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 3 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle cadastrée AR 132 appartenant à l'indivision BALDACCI/ GUEZELLOU sise chemin de la Douane au Rove.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 023-038/22/CT

■ **CT1 - Constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 7,50 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle cadastrée AR 125 appartenant à la commune du Rove sise chemin de la Douane au Rove**

Avis du Conseil de Territoire

DUFVS 22/20192/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur le projet de délibération.

Le projet de délibération « Constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 7,50 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle cadastrée AR 125 appartenant à la commune du Rove sise chemin de la Douane au Rove » satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Au titre du contrat de délégation de service public de l'eau entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Société des Eaux de Marseille Métropole (SEMM), il est prévu en son article 17 que la Société des Eaux de Marseille Métropole gère pour le compte de la Métropole, l'ensemble des conventions de constitution de servitudes et les autorisations d'occupation temporaire.

Ledit contrat a fait l'objet d'un avenant n°4 permettant au délégataire de faire le nécessaire auprès d'un notaire pour mener à terme la réitération des servitudes par acte authentique

La SEMM tient à jour la liste des servitudes, des autorisations d'occupation temporaire et autres, dans le cadre de l'inventaire des biens mis à disposition.

Elle recherche les servitudes, les autorisations d'occupation temporaire non répertoriées et les remet à jour si besoin.

C'est pourquoi, elle a entrepris des négociations auprès de la commune du Rove,, propriétaire, sur la Commune du Rove membre de la Métropole Aix-Marseille-Provence, de la parcelle cadastrée section AR numéro 125, en vue de régulariser la servitude liée à la présence d'une conduite d'eau potable dans sa propriété.

A cet effet, la Commune du Rove consent à la Métropole Aix-Marseille-Provence et à la Société Eau de Marseille Métropole (SEMM), son délégataire une servitude définitive de passage en tréfonds.

Celle-ci s'exercera de façon permanente conformément aux modalités d'exercice visées au procès-verbal de constitution de servitudes ci-annexé sur une longueur de 5 m et une largeur de 1,50 m, soit une superficie totale de 7,50 m², Chemin de la Douane au Rove, afin de permettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence, à la SEMM ainsi qu'à leurs fournisseurs et prestataires d'accéder à la bande de terrain grevée de la servitude pour la surveillance et l'entretien de la conduite d'eau potable.

Le propriétaire a donc convenu de conclure cet accord par la signature d'un procès-verbal de constitution de servitude définitive de passage demeuré annexé au présent rapport.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.5218-7 ;
- Le Code de l'Urbanisme
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération n° FBPA 062-10934/21/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 16 décembre 2021 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- Le projet de délibération portant sur « Constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 7,50 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle cadastrée AR 125 appartenant à la commune du Rove sise chemin de la Douane au Rove ».

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Bureau de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à la constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 7,50 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle cadastrée AR 125 appartenant à la commune du Rove sis Chemin de la Douane au Rove ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur la constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 7,50 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle cadastrée AR 125 appartenant à la commune du Rove sise chemin de la Douane au Rove.

La proposition mise aux voix est adoptée.

URB 024-039/22/CT

■ CT1 - Constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 21 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle cadastrée AT 183 appartenant à Madame PAERAS sise Simoregre à Ceyreste

Avis du Conseil de Territoire

DUFSV 22/20193/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur le projet de délibération.

Le projet de délibération « Constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 21 m² nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle cadastrée AT 183 appartenant à Madame PAERAS sise Simoregre à Ceyreste » satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Au titre du contrat de délégation de service public de l'eau entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Société des Eaux de Marseille Métropole (SEMM), il est prévu en son article 17 que la Société des Eaux de Marseille Métropole gère pour le compte de la Métropole, l'ensemble des conventions de constitution de servitudes et les autorisations d'occupation temporaire.

Ledit contrat a fait l'objet d'un avenant n°4 permettant au délégataire de faire le nécessaire auprès d'un notaire pour mener à terme la réitération des servitudes par acte authentique

La SEMM tient à jour la liste des servitudes, des autorisations d'occupation temporaire et autres, dans le cadre de l'inventaire des biens mis à disposition.

Elle recherche les servitudes, les autorisations d'occupation temporaire non répertoriées et les remet à jour si besoin.

C'est pourquoi, elle a entrepris des négociations auprès de Madame PAERAS, propriétaire, sur la Commune de Ceyreste membre de la Métropole Aix-Marseille-Provence, de la parcelle cadastrée section AT numéro 183, en vue de régulariser la servitude liée à la présence d'une conduite d'eau potable dans sa propriété.

A cet effet, Madame PAERAS consent à la Métropole Aix-Marseille-Provence et à la Société Eau de Marseille Métropole (SEMM), son délégataire une servitude définitive de passage en tréfonds.

Celle-ci s'exercera de façon permanente conformément aux modalités d'exercice visées au procès-verbal de constitution de servitudes ci-annexé sur une longueur de 7 m et une largeur de 3 m, soit une superficie totale de 21 m², située Simoregre à Ceyreste, afin de permettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence, à la SEMM ainsi qu'à leurs fournisseurs et prestataires d'accéder à la bande de terrain grevée de la servitude pour la surveillance et l'entretien de la conduite d'eau potable.

La propriétaire a donc convenu de conclure cet accord par la signature d'un procès-verbal de constitution de servitude définitive de passage demeuré annexé au présent rapport.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.5218-7 ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération n° FBPA 062-10934/21/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 16 décembre 2021 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- Le projet de délibération portant sur « Constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 21 m² nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle cadastrée AT 183 appartenant à Madame PAERAS sise Simoregre à Ceyreste ».

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Bureau de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à la constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 21 m² nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle cadastrée AT 183 appartenant à Madame PAERAS sise Simoregre à Ceyreste ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur la constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 21 m² nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle cadastrée AT 183 appartenant à Madame PAERAS sise Simoregre à Ceyreste.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

■ CT1 - Constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 118,50 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur trois parcelles cadastrées AT 134, 135 et 552 appartenant à l'indivision TALANDIER sise impasse de Faucon à Gignac-la-Nerthe

Avis du Conseil de Territoire DUFVS 22/2019/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 118,50 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur trois parcelles cadastrées AT 134, 135 et 552 appartenant à l'indivision TALANDIER sise impasse de Faucon à Gignac-la-Nerthe » satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Au titre du contrat de délégation de service public de l'eau entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Société des Eaux de Marseille Métropole (SEMM), il est prévu en son article 17 que la Société des Eaux de Marseille Métropole gère pour le compte de la Métropole, l'ensemble des conventions de constitution de servitudes et les autorisations d'occupation temporaire.

Ledit contrat a fait l'objet d'un avenant n°4 permettant au délégataire de faire le nécessaire auprès d'un notaire pour mener à terme la réitération des servitudes par acte authentique

La SEMM tient à jour la liste des servitudes, des autorisations d'occupation temporaire et autres, dans le cadre de l'inventaire des biens mis à disposition.

Elle recherche les servitudes, les autorisations d'occupation temporaire non répertoriées et les remet à jour si besoin.

C'est pourquoi, elle a entrepris des négociations auprès de l'indivision TALANDIER, propriétaire, sur la Commune de Gignac-la-Nerthe, membre de la Métropole Aix-Marseille-Provence, des parcelles cadastrées section AT numéros 134, 135 et 552, en vue de régulariser la servitude liée à la présence d'une conduite d'eau potable dans sa propriété.

A cet effet, l'indivision TALANDIER consent à la Métropole Aix-Marseille-Provence et à la Société Eau de Marseille Métropole (SEMM), son délégataire une servitude définitive de passage en tréfonds.

Celle-ci s'exercera de façon permanente conformément aux modalités d'exercice visées au procès-verbal de constitution de servitudes ci-annexé sur une longueur de 39,50 m et une largeur de 3 m, soit une superficie totale de 118,50 m², impasse de Faucon à Gignac-la-Nerthe, afin de permettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence, à la SEMM ainsi qu'à leurs fournisseurs et prestataires d'accéder à la bande de terrain grevée de la servitude pour la surveillance et l'entretien de la conduite d'eau potable.

Les propriétaires ont donc convenu de conclure cet accord par la signature d'un procès-verbal de constitution de servitude définitive de passage demeuré annexé au présent rapport.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération n° FBPA 053-9155/20/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- Le projet de délibération portant sur « Constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 118,50 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur trois parcelles cadastrées AT 134, 135 et 552 appartenant à l'indivision TALANDIER sise impasse de Faucon à Gignac-la-Nerthe ».

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient que la société des Eaux de Marseille Métropole régularise la servitude en tréfonds à titre gratuit de 118,50 m², nécessaire au passage d'une conduite d'eau potable sur les parcelles cadastrées AT 134, 135 et 552 appartenant à l'indivision TALANDIER sise sur la Commune de Gignac-la-Nerthe (13180), impasse de Faucon, afin de permettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence, à la SEMM ainsi qu'à leurs fournisseurs et prestataires d'accéder à la bande de terrain grevée de la servitude pour la surveillance et l'entretien de la conduite d'eau potable ;
- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à la constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 118,50 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur trois parcelles cadastrées AT 134, 135 et 552 appartenant à l'indivision TALANDIER sise impasse de Faucon à Gignac-la-Nerthe ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur la constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 118,50 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur trois parcelles cadastrées AT 134, 135 et 552 appartenant à l'indivision TALANDIER sise impasse de Faucon à Gignac-la-Nerthe.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 026-041/22/CT

■ **CT1 - Constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 30 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle cadastrée 864 M 126 appartenant aux copropriétaires du boulevard Notre Dame représentés par Monsieur Jean-Pierre FICHEL sise boulevard Notre-Dame à Marseille 11ème arrondissement**

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 22/20195/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 30 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle cadastrée 864 M 126 appartenant aux copropriétaires du boulevard Notre Dame représentés par Monsieur Jean-Pierre FICHEL sise boulevard Notre-Dame à Marseille 11ème arrondissement » satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Au titre du contrat de délégation de service public de l'eau entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Société des Eaux de Marseille Métropole, il est prévu en son article 17 que la Société des Eaux de Marseille Métropole gère pour le compte de la Métropole, l'ensemble des conventions de constitution de servitudes et les autorisations d'occupation temporaire.

Ledit contrat a fait l'objet d'un avenant n°4 permettant au délégataire de faire le nécessaire auprès d'un notaire pour mener à terme la réitération des servitudes par acte authentique

La société des eaux de Marseille tient à jour la liste des servitudes, des autorisations d'occupation temporaire et autres, dans le cadre de l'inventaire des biens mis à disposition.

Elle recherche les servitudes, les autorisations d'occupation temporaire non répertoriées et les remet à jour si besoin.

C'est pourquoi, elle a entrepris des négociations auprès des copropriétaires du boulevard Notre Dame représentés par Monsieur Jean-Pierre FICHEL, propriétaires, sur la Commune de Marseille 11ème arrondissement, membre de la Métropole Aix-Marseille-Provence, de la parcelle cadastrée 864 M 126, en vue de régulariser la servitude liée à la présence d'une conduite d'eau potable dans sa propriété.

A cet effet, les copropriétaires du boulevard Notre Dame représentés par leur syndic Monsieur Jean-Pierre FICHEL consentent à la Métropole Aix-Marseille-Provence et à la Société Eau de Marseille Métropole (SEMM), son délégataire une servitude définitive de passage de tréfonds.

Conformément aux modalités d'exercice visées au procès-verbal de constitutions de servitudes ci-annexé.

Celle-ci s'exercera de façon permanente sur une longueur de 10 m et une largeur de 3 m, soit une superficie totale de 30 m², la Savadoure, boulevard Notre Dame à Marseille 11^{ème} arrondissement, afin de permettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence, à la SEMM ainsi qu'à leurs fournisseurs et prestataires d'accéder à la bande de terrain grevée de la servitude pour la surveillance et l'entretien de la conduite d'eau potable.

Les propriétaires ont donc convenu de conclure cet accord par la signature d'un procès-verbal de constitution de servitude définitive de passage demeuré annexé au présent rapport.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le procès-verbal de constitution de servitude ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération n° FBPA 053-9155/20/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- Le projet de délibération portant sur « Constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 30 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle cadastrée 864 M 126 appartenant aux copropriétaires du boulevard Notre Dame représentés par Monsieur Jean-Pierre FICHEL sise boulevard Notre-Dame à Marseille 11ème arrondissement ».

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient que la société des Eaux de Marseille Métropole régularise la servitude en tréfonds à titre gratuit de 30 m², nécessaire au passage d'une conduite d'eau potable sur la parcelle cadastrée 864 M 126 appartenant aux copropriétaires du boulevard Notre Dame représentés par leur syndic bénévole Monsieur Jean-Pierre FICHEL dans le 11ème arrondissement de Marseille, la Savadoure, boulevard Notre Dame, afin de permettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence, à la SEMM ainsi qu'à leurs fournisseurs et prestataires d'accéder à la bande de terrain grevée de la servitude pour la surveillance et l'entretien de la conduite d'eau potable ;

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à la Constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 30 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle cadastrée 864 M 126 appartenant aux copropriétaires du boulevard Notre Dame représentés par Monsieur Jean-Pierre FICHEL sise boulevard Notre-Dame à Marseille 11ème arrondissement ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur la constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 30 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle cadastrée 864 M 126 appartenant aux copropriétaires du boulevard Notre Dame représentés par Monsieur Jean-Pierre FICHEL sise boulevard Notre-Dame à Marseille 11ème arrondissement.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 027-042/22/CT

■ **CT1 - Constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 37,50 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle cadastrée section AW numéro 106, appartenant à Monsieur SEGUI et Madame FOURBET sise allée du Collet de Lèbre à Gignac-la-Nerthe**

Avis du Conseil de Territoire DGADUST 22/20199/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur le projet de délibération.

Le projet de délibération « Constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 37,50 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle cadastrée section AW numéro 106, appartenant à Monsieur SEGUI et Madame FOURBET sise allée du Collet de Lèbre à Gignac-la-Nerthe », satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Au titre du contrat de délégation de service public de l'eau entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Société des Eaux de Marseille Métropole (SEMM), il est prévu en son article 17 que la Société des Eaux de Marseille Métropole gère pour le compte de la Métropole, l'ensemble des conventions de constitution de servitudes et les autorisations d'occupation temporaire.

Ledit contrat a fait l'objet d'un avenant n° 4 permettant au délégataire de faire le nécessaire auprès d'un notaire pour mener à terme la réitération des servitudes par acte authentique.

Elle tient à jour la liste des servitudes, des autorisations d'occupation temporaire et autres, dans le cadre de l'inventaire des biens mis à disposition.

La SEMM recherche les servitudes, les autorisations d'occupation temporaire non répertoriées et les remet à jour si besoin.

C'est pourquoi, elle a entrepris des négociations auprès de Monsieur SEGUI et Madame FOURBET, propriétaires, sur la Commune de Gignac-la-Nerthe membre de la Métropole Aix-Marseille-Provence, de la parcelle cadastrée section AW numéro 106, en vue de régulariser la servitude liée à la présence d'une conduite d'eau potable dans sa propriété.

A cet effet, Monsieur SEGUI et Madame FOURBET consentent à la Métropole Aix-Marseille-Provence et à la Société Eau de Marseille Métropole (SEMM), son délégataire une servitude définitive de passage en tréfonds.

Celle-ci s'exercera de façon permanente conformément aux modalités d'exercice visées au procès-verbal de constitution de servitude ci-annexé sur une longueur de 12,50 m et une largeur de 3 m, soit une superficie totale de 37,50 m², allée du Collet de Lèbre, afin de permettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence, à la SEMM ainsi qu'à leurs fournisseurs et prestataires d'accéder à la bande de terrain grevée de la servitude pour la surveillance et l'entretien de la conduite d'eau potable.

Les propriétaires ont donc convenu de conclure cet accord par la signature d'un procès-verbal de constitution de servitude définitive de passage demeuré annexé au présent rapport.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le Code de l'Urbanisme
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° FBPA 053-9155/20/CM du 17 Décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le procès-verbal de constitution de servitude ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur « Constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 37,50 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle cadastrée section AW numéro 106, appartenant à Monsieur SEGUI et Madame FOURBET sise allée du Collet de Lèbre à Gignac-la-Nerthe »,.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient que la société des Eaux de Marseille Métropole régularise la servitude en tréfonds à titre gratuit de 37,50 m², nécessaire au passage d'une conduite d'eau potable sur une parcelle cadastrée section AW numéro 106 appartenant à Monsieur SEGUI et Madame FOURBET sise sur la Commune de Gignac la Nerthe, allée du Collet de Lèbre, afin de permettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence, à la SEMM ainsi qu'à leurs fournisseurs et prestataires d'accéder à la bande de terrain grevée de la servitude pour la surveillance et l'entretien de la conduite d'eau potable ;

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à la constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 37,50 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle cadastrée section AW numéro 106, appartenant à Monsieur SEGUI et Madame FOURBET sise allée du Collet de Lèbre à Gignac-la-Nerthe ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur la constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 37,50 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle cadastrée section AW numéro 106, appartenant à Monsieur SEGUI et Madame FOURBET sise allée du Collet de Lèbre à Gignac-la-Nerthe.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 028-043/22/CT

■ **CT1 - Constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 90 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle cadastrée section AT numéro 33, appartenant à Monsieur Didier FABRE et Madame Andrée DEBOISEAU sise Simorègre à Ceyreste**

Avis du Conseil de Territoire DGADUST 22/20200/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur le projet de délibération.

Le projet de délibération « Constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 90 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle cadastrée section AT numéro 33, appartenant à Monsieur Didier FABRE et Madame Andrée DEBOISEAU sise Simorègre à Ceyreste » satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Au titre du contrat de délégation de service public de l'eau entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Société des Eaux de Marseille Métropole (SEMM), il est prévu en son article 17 que la Société des Eaux de Marseille Métropole gère pour le compte de la Métropole, l'ensemble des conventions de constitution de servitudes et les autorisations d'occupation temporaire.

Ledit contrat a fait l'objet d'un avenant n° 4 permettant au délégataire de faire le nécessaire auprès d'un ~~notaire~~ pour mener à terme la réitération des servitudes par acte authentique.

La SEMM tient à jour la liste des servitudes, des autorisations d'occupation temporaire et autres, dans le cadre de l'inventaire des biens mis à disposition.

Elle recherche les servitudes, les autorisations d'occupation temporaire non répertoriées et les remet à jour si besoin.

C'est pourquoi, elle a entrepris des négociations auprès de Monsieur Didier FABRE et Madame Andrée DEBOISEAU, propriétaires, sur la Commune de Ceyreste membre de la Métropole Aix- Marseille-Provence, de la parcelle cadastrée section AT numéro 33, en vue de régulariser la servitude liée à la présence d'une conduite d'eau potable dans sa propriété.

A cet effet, Monsieur Didier FABRE et Madame Andrée DEBOISEAU consentent à la Métropole Aix-Marseille-Provence et à la Société Eau de Marseille Métropole (SEMM), son délégataire une servitude définitive de passage en tréfonds.

Celle-ci s'exercera de façon permanente conformément aux modalités d'exercice visées au procès-verbal de constitution de servitude ci-annexé, sur une longueur de 30 m et une largeur de 3 m, soit une superficie totale de 90 m², Simorègre, afin de permettre à la Métropole Aix-Marseille- Provence, à la SEMM ainsi qu'à leurs fournisseurs et prestataires d'accéder à la bande de terrain grevée de la servitude pour la surveillance et l'entretien de la conduite d'eau potable.

Les propriétaires ont donc convenu de conclure cet accord par la signature d'un procès-verbal de constitution de servitude définitive de passage demeuré annexé au présent rapport.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le Code de l'Urbanisme
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° FBPA 053-9155/20/CM du 17 Décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le procès-verbal de constitution de servitude ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur « Constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 90 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle cadastrée section AT numéro 33, appartenant à Monsieur Didier FABRE et Madame Andrée DEBOISEAU sise Simorègre à Ceyreste ».

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient que la société des Eaux de Marseille Métropole régularise la servitude en tréfonds à titre gratuit de 90 m², nécessaire au passage d' une conduite d'eau potable sur une parcelle cadastrée section AT numéro 33 appartenant à Monsieur Didier FABRE et Madame Andrée DEBOISEAU sise sur la Commune de Ceyreste, Simorègre, afin de permettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence, à la SEMM ainsi qu'à leurs fournisseurs et prestataires d'accéder à la bande de terrain grevée de la servitude pour la surveillance et l'entretien de la conduite d'eau potable ;

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à la constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 90 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle cadastrée section AT numéro 33, appartenant à Monsieur Didier FABRE et Madame Andrée DEBOISEAU sise Simorègre à Ceyreste ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur la constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 90 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle cadastrée section AT numéro 33, appartenant à Monsieur Didier FABRE et Madame Andrée DEBOISEAU sise Simorègre à Ceyreste.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 029-044/22/CT

■ **CT1 - Constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 54 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle cadastrée section AR numéro 87, appartenant aux Copropriétaires de la parcelle AR 87 MANZON / FONTANELLI / RIOU sise Chemin de la Pergola au Rove**

Avis du Conseil de Territoire DGADUST 22/20201/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur le projet de délibération.

Le projet de délibération « Constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 54 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle cadastrée section AR numéro 87, appartenant aux Copropriétaires de la parcelle AR 87 MANZON / FONTANELLI / RIOU sise Chemin de la Pergola au Rove » satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Au titre du contrat de délégation de service public de l'eau entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la ~~Société~~ des Eaux de Marseille Métropole (SEMM), il est prévu en son article 17 que la Société des Eaux de Marseille Métropole gère pour le compte de la Métropole, l'ensemble des conventions de constitution de servitudes et les autorisations d'occupation temporaire.

Ledit contrat a fait l'objet d'un avenant n° 4 permettant au délégataire de faire le nécessaire auprès d'un ~~notaire~~ pour mener à terme la réitération des servitudes par acte authentique.

La SEMM tient à jour la liste des servitudes, des autorisations d'occupation temporaire et autres, dans le cadre de l'inventaire des biens mis à disposition.

Elle recherche les servitudes, les autorisations d'occupation temporaire non répertoriées et les remet à jour si besoin.

C'est pourquoi, elle a entrepris des négociations auprès des Copropriétaires de la parcelle AR 87 MANZON / FONTANELLI / RIOU, propriétaires, sur la Commune du Rove membre de la Métropole Aix- Marseille-Provence, de la parcelle cadastrée section AR numéro 87, en vue de régulariser la servitude liée à la présence d'une conduite d'eau potable dans leur propriété.

A cet effet, les Copropriétaires de la parcelle AR 87 MANZON / FONTANELLI / RIOU consentent à la Métropole Aix-Marseille-Provence et à la Société Eau de Marseille Métropole (SEMM), leur délégataire une servitude définitive de passage en tréfonds.

Celle-ci s'exercera de façon permanente conformément aux modalités d'exercice visées au procès-verbal de constitution de servitude ci-annexé, sur une longueur de 18 m et une largeur de 3 m, soit une superficie totale de 54 m², chemin de la Pergola, afin de permettre à la Métropole Aix-Marseille- Provence, à la SEMM ainsi qu'à leurs fournisseurs et prestataires d'accéder à la bande de terrain grevée de la servitude pour la surveillance et l'entretien de la conduite d'eau potable.

Les propriétaires ont donc convenu de conclure cet accord par la signature d'un procès-verbal de constitution de servitude définitive de passage demeuré annexé au présent rapport.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le Code de l'Urbanisme
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° FBPA 053-9155/20/CM du 17 Décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le procès-verbal de constitution de servitude ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur « Constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 54 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle cadastrée section AR numéro 87, appartenant aux Copropriétaires de la parcelle AR 87 MANZON / FONTANELLI / RIOU sise Chemin de la Pergola au Rove ».

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient que la société des Eaux de Marseille Métropole régularise la servitude en tréfonds à titre gratuit de 54 m², nécessaire au passage d'une conduite d'eau potable sur une parcelle cadastrée AR numéro 87 appartenant aux Copropriétaires de la parcelle AR 87 MANZON / FONTANELLI / RIOU, sise sur la Commune du Rove, Chemin de la Pergola, afin de permettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence, à la SEMM ainsi qu'à leurs fournisseurs et prestataires d'accéder à la bande de terrain grevée de la servitude pour la surveillance et l'entretien de la conduite d'eau potable ;

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à la constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 54 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle cadastrée section AR numéro 87, appartenant aux Copropriétaires de la parcelle AR 87 MANZON / FONTANELLI / RIOU sise Chemin de la Pergola au Rove ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur la constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 54 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle cadastrée section AR numéro 87, appartenant aux Copropriétaires de la parcelle AR 87 MANZON / FONTANELLI / RIOU sise Chemin de la Pergola au Rove.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 030-045/22/CT

■ **CT1 - Constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 12 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle cadastrée section AP numéro 90, appartenant à Madame Maria Del Carmen PEREZ sise Vallon Vesse Niolon Nord au Rove**

Avis du Conseil de Territoire DGADUST 22/20202/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur le projet de délibération.

Le projet de délibération « Constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 12 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle cadastrée section AP numéro 90, appartenant à Madame Maria Del Carmen PEREZ sise Vallon Vesse Niolon Nord au Rove » satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Au titre du contrat de délégation de service public de l'eau entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Société des Eaux de Marseille Métropole (SEMM), il est prévu en son article 17 que la Société des Eaux de Marseille Métropole gère pour le compte de la Métropole, l'ensemble des conventions de constitution de ~~servitudes~~ et les autorisations d'occupation temporaire.

Ledit contrat a fait l'objet d'un avenant n° 4 permettant au délégataire de faire le nécessaire auprès d'un notaire pour mener à terme la réitération des servitudes par acte authentique.

La SEMM tient à jour la liste des servitudes, des autorisations d'occupation temporaire et autres, dans le cadre de l'inventaire des biens mis à disposition.

Elle recherche les servitudes, les autorisations d'occupation temporaire non répertoriées et les remet à jour si besoin.

C'est pourquoi, elle a entrepris des négociations auprès de Madame Maria Del Carmen PEREZ, propriétaire, sur la Commune du Rove membre de la Métropole Aix- Marseille-Provence, de la parcelle cadastrée section AP numéro 90, en vue de régulariser la servitude liée à la présence d'une conduite d'eau potable dans sa propriété.

A cet effet, Madame Maria Del Carmen PEREZ consent à la Métropole Aix-Marseille-Provence et à la Société Eau de Marseille Métropole (SEMM), son délégataire une servitude définitive de passage en tréfonds.

Celle-ci s'exercera de façon permanente conformément aux modalités d'exercice visées au procès-verbal de constitution de servitude ci-annexé, sur une longueur de 8 m et une largeur de 1,50 m, soit une superficie totale de 12 m², Vallon Vesse Niolon Nord au Rove, afin de permettre à la Métropole Aix-Marseille- Provence, à la SEMM ainsi qu'à leurs fournisseurs et prestataires d'accéder à la bande de terrain grevée de la servitude pour la surveillance et l'entretien de la conduite d'eau potable.

La propriétaire a donc convenu de conclure cet accord par la signature d'un procès-verbal de constitution de servitude définitive de passage demeuré annexé au présent rapport.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le Code de l'Urbanisme
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° FBPA 053-9155/20/CM du 17 Décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le procès-verbal de constitution de servitude ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur « Constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 12 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle cadastrée section AP numéro 90, appartenant à Madame Maria Del Carmen PEREZ sise Vallon Vesse Niolon Nord au Rove.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient que la société des Eaux de Marseille Métropole régularise la servitude en tréfonds à titre gratuit de 12 m², nécessaire au passage d' une conduite d'eau potable sur une parcelle cadastrée section AP numéro 90 appartenant à Madame Maria Del Carmen PEREZ sise sur la Commune du Rove, Vallon Vesse Niolon Nord, afin de permettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence, à la SEMM ainsi qu'à leurs fournisseurs et prestataires d'accéder à la bande de terrain grevée de la servitude pour la surveillance et l'entretien de la conduite d'eau potable ;
- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à la constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 12 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle cadastrée section AP numéro 90, appartenant à Madame Maria Del Carmen PEREZ sise Vallon Vesse Niolon Nord au Rove ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur la constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 12 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle cadastrée section AP numéro 90, appartenant à Madame Maria Del Carmen PEREZ sise Vallon Vesse Nolon Nord au Rove.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 031-046/22/CT

■ **CT1 - Constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 15 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle cadastrée section AR numéro 127, appartenant à l'indivision MICHON/GRAVELIER sise Chemin de la Douane au Rove**

Avis du Conseil de Territoire DGADUST 22/20203/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur le projet de délibération.

Le projet de délibération « Constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 15 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle cadastrée section AR numéro 127, appartenant à l'indivision MICHON/GRAVELIER sise Chemin de la Douane au Rove », satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Au titre du contrat de délégation de service public de l'eau entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Société des Eaux de Marseille Métropole (SEMM), il est prévu en son article 17 que la Société des Eaux de Marseille Métropole gère pour le compte de la Métropole, l'ensemble des conventions de constitution de servitudes et les autorisations d'occupation temporaire.

Ledit contrat a fait l'objet d'un avenant n° 4 permettant au délégataire de faire le nécessaire auprès d'un notaire pour mener à terme la réitération des servitudes par acte authentique.

La SEMM tient à jour la liste des servitudes, des autorisations d'occupation temporaire et autres, dans le cadre de l'inventaire des biens mis à disposition.

Elle recherche les servitudes, les autorisations d'occupation temporaire non répertoriées et les remet à jour si besoin.

C'est pourquoi, elle a entrepris des négociations auprès de l'indivision MICHON/GRAVELIER, propriétaire, sur la Commune du Rove membre de la Métropole Aix-Marseille-Provence, de la parcelle cadastrée section AR numéro 127, en vue de régulariser la servitude liée à la présence d'une conduite d'eau potable dans sa propriété.

A cet effet, l'indivision MICHON/GRAVELIER consent à la Métropole Aix-Marseille-Provence et à la Société Eau de Marseille Métropole (SEMM), son délégataire une servitude définitive de passage en tréfonds.

Celle-ci s'exercera de façon permanente conformément aux modalités d'exercice visées au procès-verbal de constitution de servitude ci-annexé, sur une longueur de 10 m et une largeur de 1,50 m, soit une superficie totale de 15 m², Chemin de la Douane, afin de permettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence, à la SEMM ainsi qu'à leurs fournisseurs et prestataires d'accéder à la bande de terrain grevée de la servitude pour la surveillance et l'entretien de la conduite d'eau potable.

Les propriétaires ont donc convenu de conclure cet accord par la signature d'un procès-verbal de constitution de servitude définitive de passage demeuré annexé au présent rapport.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le Code de l'Urbanisme
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° FBPA 053-9155/20/CM du 17 Décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le procès-verbal de constitution de servitude ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur « Constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 15 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle cadastrée section AR numéro 127, appartenant à l'indivision MICHON/GRAVELIER sise Chemin de la Douane au Rove ».

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient que la société des Eaux de Marseille Métropole régularise la servitude en tréfonds à titre gratuit de 15 m², nécessaire au passage d'une conduite d'eau potable sur une parcelle cadastrée AR 127 appartenant à l'indivision MICHON/GRAVELIER sis sur la Commune du Rove, Chemin de la Douane, afin de permettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence, à la SEMM ainsi qu'à leurs fournisseurs et prestataires d'accéder à la bande de terrain grevée de la servitude pour la surveillance et l'entretien de la conduite d'eau potable ;
- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à la constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 15 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle cadastrée section AR numéro 127, appartenant à l'indivision MICHON/GRAVELIER sise Chemin de la Douane au Rove ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur la constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 15 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle cadastrée section AR numéro 127, appartenant à l'indivision MICHON/GRAVELIER sise Chemin de la Douane au Rove.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 032-047/22/CT

■ CT1 - Approbation de l'avenant n°1 à la convention cadre habitat à caractère multi-sites métropolitaine conclue entre l'EPF PACA et la Métropole Aix-Marseille-Provence

Information du Conseil de Territoire DGADUST 22/20176/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'habitat est au cœur des enjeux de la Métropole-Aix-Marseille-Provence en termes d'attractivité et de mobilité. Dès sa création, la Métropole a affirmé des objectifs ambitieux par la définition d'une stratégie forte en matière d'habitat et de cohésion sociale. Cela s'est traduit notamment par l'engagement du processus d'élaboration du Plan local d'Habitat (PLH) Métropolitain délibéré en juin 2016.

Cet engagement a permis à la Métropole de construire une nouvelle stratégie en matière d'habitat, concourant à l'enjeu de répondre aux besoins des habitants mais aussi à l'enjeu de l'attractivité de la Métropole.

L'EPF PACA, régi par les dispositions des articles L.321-1 et suivants du Code de l'Urbanisme, est un outil au service de l'Etat, des collectivités territoriales et de leurs groupements ou d'un autre établissement public pour mettre en œuvre des stratégies foncières afin de mobiliser du foncier et de favoriser le développement durable et la lutte contre l'étalement urbain.

Dans ce contexte, le 29 décembre 2017, la Métropole et l'EPF PACA ont signé une Convention Multisite Habitat, pour un montant conventionnel de 85 000 000 d'€ pour une durée de 6 ans expirant le 31/12/2023 afin de poursuivre les actions foncières engagées avec les Communes de la Métropole, avoir une action coordonnée et homogène sur l'ensemble du territoire Métropolitain et répondre au plan d'urgence engagé par l'Etat pour la production de logements sociaux, avec notamment la participation et la mise en œuvre du volet foncier « production à court terme » des contrats de mixité sociale.

Les missions d'acquisitions foncières et de portage foncier des biens attachées à cette convention, doivent permettre de réaliser des programmes d'habitat prioritairement sur le court terme, avec un document d'urbanisme compatible, sur des sites identifiés devant répondre à des critères de localisation et d'économie d'espace tels que définis dans le Programme Pluriannuel d'Interventions de l'EPF (premier axe d'intervention : Soutenir la production de logements à court terme).

L'engagement financier de l'EPF PACA sur la période 2018-2023 était de 85 Millions d'euros et correspondait, au titre de la convention sus-relatée, à un objectif prévisionnel de production de l'ordre de 3 000 logements.

Au 31 décembre 2021, 116 sites d'intervention sont hébergés dans ladite convention, près de 81.1 Millions d'euros ont été engagés et 25,7 Millions d'euros cédés (hors actualisation).

Compte tenu de la pression foncière sur le territoire et des potentielles acquisitions à venir, il s'avère nécessaire d'augmenter l'engagement financier actuel.

Ainsi, le présent avenant n°1 a pour objet d'augmenter l'engagement financier de 10 000 000 € (DIX MILLIONS d'EUROS) d'euros hors taxes, portant le montant global à 95 000 000 € (QUATRE VINGT QUINZE MILLIONS d'EUROS) euros hors taxes et hors actualisation.

Ce montant représente, à titre indicatif, le montant prévisionnel, en prix de revient, des investissements de toutes natures nécessaires à la réalisation des missions de l'EPF dans le cadre de l'exécution de la convention.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Aix-Marseille-Provence,

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille-Provence ;
- La délibération Conseil de la Métropole n° FBPA-062-10934/21/CM du 16 décembre 2021 portant délégation de compétences du conseil de la Métropole au Conseil du Territoire Marseille Provence ;
- La délibération FAG 013-495/16/CM du 30 juin 2016 approuvant le principe comptable de prudence pour le choix du régime des provisions pour risques ;
- La délibération DEVT001-2962/17/BM du 4 décembre 2017 approuvant la convention cadre habitat à caractère multi-sites métropolitaine et la convention subséquente à destination des communes ;
- L'Avenant n°1 à la convention cadre Habitat multi-sites métropolitaine ;
- Le projet de délibération portant sur l' « Approbation de l'avenant n°1 à la convention cadre habitat à caractères multi-sites métropolitaine conclue entre l'EPF PACA et la Métropole ».

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'approbation de l'avenant n°1 à la Convention cadre Habitat multi-sites métropolitaine conclue entre l'EPF PACA et la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération concernant l'approbation de l'avenant n°1 à la Convention cadre Habitat multi-sites métropolitaine conclue entre l'EPF PACA et la Métropole Aix-Marseille-Provence.

URB 033-048/22/CT

■ CT1 - Approbation d'une convention avec l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée relative à la participation financière de la Métropole pour 2022

**Avis du Conseil de Territoire
DGADUST 22/20157/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Bureau de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

**Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.**

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Approbation d'une convention avec l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée relative à la participation financière de la Métropole pour 2022 » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Selon la délibération URB 063-5194/18/CM du 13 décembre 2018, le Conseil de la Métropole a approuvé le protocole cadre de partenariat n° V pour l'extension d'Euroméditerranée et le contrat de partenariat pluriannuel d'aménagement pour la phase 1 bis (2019-2030)

Le protocole cadre règle pour la période 2011-2030 les rapports de type contractuel entre les partenaires tandis que le contrat de partenariat pluriannuel définit le programme de la phase 1 bis, cette dernière couvrant l'ensemble des projets à lancer immédiatement.

Par délibération URB 001-5737/19/CM du 28 mars 2019, le Conseil de la Métropole a également approuvé une autorisation de programme pour un montant de 21,079 millions d'euros.

Ce montant correspond au financement apporté par la Métropole pour la phase 1 bis portant sur la période 2019-2030 et les engagements des partenaires sont repris à l'article XV du protocole :

Etat : 32 800,5 K€HT
Ville de Marseille : 14 873,5 K€HT
Conseil Régional SUD PACA : 14 873,5 K€HT
Conseil Départemental des Bouches du Rhône : 14 873,5 K€HT
Métropole Aix-Marseille Provence : 21 079 K€HT

TOTAL : 98 500 K€HT

Ont également été approuvés par les partenaires un engagement financier sur les cinq premières années du protocole afin de massifier l'apport des financements publics, l'adoption du principe d'une subvention globale annuelle ainsi que les versements linéaires pour permettre la réduction du niveau maximum d'endettement de l'Opération d'Intérêt National (OIN).

Ainsi, en 2022, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage à verser une participation de 4, 2158 ME, l'EPAEM intégrant dans son budget 2022, voté par son conseil d'administration le 26 novembre 2021, les participations des partenaires.

Ce budget 2022 traduit la mise en œuvre de l'ensemble des propositions menées par l'EPAEM avec en dépenses des autorisations de programme de 84,3 millions d'euros et 67,3 millions d'euros de droits constatés (crédits de paiement) et en recettes 60,8 M€ en droits constatés.

La convention proposée prévoit deux versements échelonnés sur appels de fonds de la part de l'EPAEM ainsi qu'un compte-rendu de l'exécution de cette convention qui sera présenté à l'issue de l'exercice budgétaire.

- 1er versement de 2 000 000 d'euros dès notification de la convention.
- 2ème versement de 2 215 800 d'euros en septembre 2022.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

- La délibération n° BPA-062-10934/21/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 16 décembre 2021 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de Madame la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur l'« approbation d'une convention avec l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée relative à la participation de la Métropole pour 2022 ».

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Le caractère essentiel de l'opération Euroméditerranée ;
- Son action motrice dans le développement économique et social de la Métropole ;
- L'approche stratégique nouvelle présentée ainsi que la massification de l'opération ;
- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'approbation d'une convention pour la participation de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée pour l'année 2022 ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation d'une convention pour la participation de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée pour l'année 2022.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 034-049/22/CT

■ CT1 - Protocole cadre de partenariat n°V pour l'extension d'Euroméditerranée 2011-2035 et contrat de projet partenarial d'aménagement engageant une phase 2 - 2022-2030 - Avenant 1

Information du Conseil de Territoire DGS 22/20226/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article 5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriale prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour information des projets de délibération.

La mise en œuvre de l'opération d'intérêt national (OIN) Euroméditerranée, confiée à l'établissement public d'aménagement du même nom, repose sur des protocoles de partenariat conclus entre l'Etat, la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, le Département des Bouches-du-Rhône, la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Ville de Marseille.

Les trois premiers protocoles sont portés sur les opérations du périmètre historique de l'OIN (« Euroméditerranée 1 »).

Depuis 2011 et le protocole-cadre n° IV, les engagements pris par les partenaires portent sur l'extension d'Euroméditerranée décidée en 2007 (« Euroméditerranée 2 »).

En 2019, un protocole-cadre n° V a été conclu pour compléter le protocole-cadre n° IV (Protocole Cadre de Partenariat 2011-2030), approuvé par délibération URB 063-5194/18/CM du 13 décembre 2018.

**Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.**

Il a permis notamment d'approuver la « Stratégie Euroméditerranée 2030 » et d'étoffer la phase 1 par une phase 1 bis.

Ce protocole financier en cours entre les partenaires de l'opération a prévu une clause de modification de ses dispositions ainsi qu'un processus d'ajustement des opérations.

Une clause de revoyure est expressément inscrite dans le cas de modifications substantielles des projets, pouvant conduire « à des avenants spécifiques ».

C'est dans ce cadre que le préfet a reçu en septembre 2021 une lettre de mandat de la ministre chargée du Logement avec l'objectif d'aboutir « avant la fin de l'année à un protocole validé par l'ensemble des partenaires ».

Pour ce faire des réunions bilatérales ont été organisées avec les autorités territoriales.

A l'issue de ce processus le Conseil d'Administration de l'EPAEM a approuvé le 20 janvier 2022 le projet d'avenant joint au présent rapport qui à sa suite est présenté à la délibération des collectivités impliquées.

- **Le texte comporte deux types de dispositions importantes :**

- 1) Accord sur les dispositions financières (art XV)

- a) Le complément de subvention nécessaire à la poursuite des projets opérationnels est fixé à 150,9ME, réparti entre les partenaires selon la « clé de répartition historique » :

Etat	33,30%	50 200 000
Ville de Marseille	15,10%	22 800 000
Région Sud	15,10%	22 800 000
CD 13	15,10%	22 800 000
MAMP	21,40%	32 300 000
Total complément subvention en €		150 900 000

- b) Les collectivités s'engagent sur une contribution annuelle linéaire sur 7 années (2024-2030), soit 4,614ME par an pour AMP.

Pour mettre en œuvre cet engagement une convention de financement sera passée annuellement avec l'EPAEM.

L'Etat n'est pas inscrit dans l'échéancier prévisionnel ainsi établi mais est concerné par l'engagement de chacun des partenaires « à mettre en œuvre les moyens budgétaires habituellement dévolus aux établissements publics d'aménagement et à mobiliser toutes les autres ressources dont il pourra disposer dans la période de réalisation du projet de l'extension d'Euroméditerranée (ressources fiscales affectées, fonds friches, fonds Barnier) ».

Cette disposition vise pour la métropole la ressource fiscale GEMAPI qui, comme ressource fiscale affectée, pourra abonder son enveloppe annuelle de participation (à l'instar du département pour sa part sur la taxe d'aménagement).

- a) Il est prévu en complément de ces enveloppes relevant de chacun des partenaires financeurs que desancements complémentaires attribués par des tiers (ANRU, Agence de l'Eau, Europe) qui interviendront au bénéfice d'équipements ou de parties du projet, tels que le Parc des Aygalades (...), viendront en réduction du besoin global de financement et, pour chacun des Partenaires, du montant de la dernière annuité et, au-delà, en réduction du nombre d'annuités », bénéficiant ainsi à tous.

- 2) Fixation d'un cadre stratégique pour l'horizon 2035

L'article 2^e prévoit l'élaboration par les partenaires d'un nouveau document stratégique au cours de l'année 2022, faisant évoluer le cadre actuel (titre I du protocole V) et devant être adopté dans les mêmes formes que le présent avenant.

Les objectifs communs des partenaires sont développés pour chacun des axes mentionnés:

Développement économique et d'attractivité
Logement et habitat
Ville méditerranéenne durable et innovation

Association des parties prenantes et participation des publics
Interfaces entre l'OIN et les projets adjacents, continuité avec les franges.

- **Par ailleurs** l'essentiel des nouvelles rédactions concerne l'article VI définissant le programme de l'extension (pages 22 à 26) :
 - Les grandes lignes du projet d'aménagement et son « modèle urbain durable » sont rappelées, et notamment la question de la qualité environnementale.
 - De même les grandes lignes du modèle économique : recherche d'un effet levier Public/Privé, part des recettes commerciales dans l'opération, stratégie foncière adaptée, recherche du meilleur phasage des opérations, plus fort recours à l'emprunt que précédemment.
- **Les caractéristiques principales** du projet d'ensemble sont ensuite données:

•	Total (2011-2035)
Superficie	169 ha
SDP totale	Entre 1 050 000 et 1 250 000 m²
Population	> 20 000 hab
Nombre de logements	> 10 000 créés
Nombre d'emplois	20 000

L'article XI traitant des modifications du protocole est complété par la possibilité « de se revoir » à l'occasion des études d'avant-projet des opérations d'aménagement dans le quartier du Canet et sur la façade littorale et « au plus tard en 2027 puis au plus tous les 5 ans » (il s'agit là d'ajuster le programme d'aménagement aux ressources).

- Le nouvel article XII détaille précisément les points de programme des projets « Littorale » et « Parc Bougainville », « Aygalades » et « Secteur Sud Briançon » avec la préparation d'un programme d'étude sur la façade Littorale compte tenu de l'élément clef que constitue rapprochement de la ville avec son littoral portuaire.
- L'article XIII propose un phasage prévisionnel général des opérations du protocole (dates de démarrage)

	Début	Durée
Phase 1		2011-2035
Etudes Préfiguration	2011	4
ZAC Littorale	2015	15
Parc Bougainville	2018	6
Les Crottes	2019	15
Bd Pinède - Capitaine Gèze (1 à 3)	2021	5
Phase 2		2022-2030
Secteur Sud Briançon (Château Vert)	2022	5
Parc des Aygalades	2022	8
Etudes urbaines et de déplacements sur les enjeux de la Façade littorale	2022	2

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour information du projet de délibération pré-cité.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l’article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l’élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Le caractère essentiel de l’opération Euroméditerranée ;
- Son action motrice dans le développement économique, social et urbain de la Métropole ;
- L’actualisation du cadre partenarial et la structuration apportée par l’avenant présenté.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte sur le projet de délibération portant sur l’avenant N°1 au protocole cadre de partenariat N°V pour l’extension d’Euroméditerranée.

URB 035-050/22/CT

■ **CT1 - Approbation d’un protocole partenarial entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et SNCF IMMOBILIER sur des sujets fonciers et immobiliers en vue de répondre à des enjeux communs de développement**

Information du Conseil de Territoire DUFSV 22/19736/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L’Article 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales dispose que la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce de plein droit en lieu et place des communes membres, les compétences en matière d’aménagement de l’espace métropolitain (documents de planification, réserves foncières et mobilité) , de développement économique, de politique locale de l’habitat, de politique de la ville, de gestion des services d’intérêt collectif (eau et assainissement, propreté) et de protection de l’environnement et du cadre de vie.

L’utilisation plus efficace du foncier et la préservation des espaces naturels et agricoles constituent aujourd’hui un enjeu majeur des politiques publiques d’aménagement. L’enjeu est double : répondre aux besoins d’un développement équilibré et durable du territoire tout en contenant les phénomènes spéculatifs.

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

La Métropole Aix-Marseille-Provence doit donc accompagner la dynamique des six territoires la composant et des communes en articulation avec les documents stratégiques et l'aménagement opérationnel.

Pour cela il est important de définir une stratégie foncière anticipatrice, transversale et partenariale à même de traduire en actions foncières les objectifs de développement qui sont inscrits dans les documents de planification et le projet métropolitain.

La Métropole Aix-Marseille-Provence finalise à ce titre son Plan d'Action foncière.

Ce plan propose à court terme des outils et méthodes pour identifier et connaître le gisement foncier dont elle dispose et améliorer l'action foncière du quotidien au service des équipements structurants relevant de sa compétence.

Il recense par ailleurs les besoins et les enjeux qui pourront à plus long terme se traduire par la constitution d'un portefeuille de réserve foncière, et le renforcement des partenariats avec les opérateurs fonciers pour mobiliser ce gisement et faciliter l'implantation des projets.

Ainsi, la mobilisation des fonciers publics et la reconversion des friches ou, plus largement, des tissus urbains potentiellement mutables constituent des enjeux majeurs en écho au zéro artificialisation nette dit « ZAN » pour apporter une réponse économe aux besoins en développement résidentiel, économique et nécessaires aux services d'intérêt collectif attendants.

Par ailleurs la stratégie foncière doit nécessairement participer à structurer la combinaison des modes de déplacement et les d'échanges multimodaux associés et faciliter la mise en œuvre du Plan de Déplacement Urbain Métropolitain et des Plans Locaux de mobilité avec l'intensification des PEM adaptés et connectés au réseau urbain mais aussi des parkings relais.

C'est dans ce cadre que le Groupe Public Ferroviaire composé de la Société nationale SNCF dénommée SNCF SA, SNCF RESEAU, SCNF Voyageurs et FRET SNCF représenté par SNCF Immobilier dispose de nombreux dossiers immobiliers de partenariats à mener avec la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Ainsi, SNCF Immobilier en tant que gestionnaire des biens du Groupe Public Ferroviaire a pour missions :

- d'optimiser le parc tertiaire, social et industriel des différentes activités du Groupe pour contribuer à leur performance économique, industrielle et sociale ;
- de valoriser le patrimoine immobilier et ferroviaire du Groupe au service de la ville durable ;
- de développer une offre de logement accessible à tous, à proximité des réseaux de transport ;
- d'accompagner les enjeux sociétaux et environnementaux par la mise en place de partenariats, et la réalisation de projets.

SNCF Immobilier assure la valorisation des biens immobiliers propriété du groupe, à l'exception des gares et des infrastructures ferroviaires et assure le rôle de maître d'ouvrage urbain et d'aménageur de ses fonciers en partenariat des collectivités et au travers de ses filiales.

Il initie aussi des démarches de projets innovants en matière d'urbanisme transitoire, qui permettent de mettre en place une stratégie de reconquête dès l'amont des opérations d'aménagement au profit d'usages citoyens et de la ville durable.

Aussi, tout au long de ce processus, SNCF Immobilier veille, à l'appui de protocoles de partenariat dédiés aux sujets foncier et immobilier, à accompagner et coordonner les discussions entre les acteurs ferroviaires et les collectivités territoriales, tout en anticipant l'adaptation éventuelle des documents d'urbanisme.

Ainsi, compte tenu de la convergence de ces enjeux communs qui sous-tendent une mobilisation rationnelle du foncier, la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SNCF immobilier ont convenu de s'associer pour accompagner les intentions de développement de chaque partenaire sur des sites potentiels et définir une méthodologie de travail et une gouvernance pour le traitement des sujets courants.

Il est donc proposé un protocole partenarial pluriannuel entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SNCF Immobilier poursuivant les objectifs suivants :

- fluidifier les échanges et favoriser une imprégnation et une compréhension réciproque des enjeux fonciers
- identifier et se projeter sur plusieurs années sur les priorités immobilières de chaque entité afin que les moyens humains et un pilotage ad hoc puissent être concentrés sur les dossiers correspondants ;
- disposer d'un mode opératoire et d'une méthode partagée, avec des modalités souples de priorisation et d'ajout des sites à traiter, des fiches navettes et un pilotage régulier.
- anticiper les besoins de la SNCF en matière d'évolution des documents d'urbanisme.

Ce protocole permet de distinguer 2 grandes familles d'enjeux fonciers.

Il s'agit d'une part des sujets courants avec les sollicitations de dossiers opérationnels et les régularisations et d'autre part des sujets de développement avec les friches ferroviaires à valoriser, les projets d'aménagement de PEM et le devenir des lignes non exploitées.

Parmi cette seconde famille d'enjeux, SNCF Immobilier a identifié pour étude un vivier de terrains qui pourraient potentiellement accueillir un projet urbain ou immobilier à court ou moyen terme. La Métropole a identifié des sites de projets complémentaires sur lesquels des enjeux fonciers avec la SNCF sont à prévoir .

Ces sites font l'objet de fiches homogènes qui sont annexées au projet de protocole.

Ce protocole partenarial constitue une première étape permettant d'envisager dans un second temps, si la mutabilité est confirmée par les études et les instances de gouvernance organisées en groupes de travail spécifiques, en comités techniques ou de pilotage, la mobilisation des fonciers concernés.

Cette mobilisation pourra par la suite s'effectuer par cession, convention d'occupation temporaire, transfert de gestion, convention de superposition d'affectations ou toutes autres montages à convenir suivant la spécificité du sujet, des conditions et des modalités techniques et financières à appliquer.

Le présent protocole foncier prendra effet suite à sa signature et à l'accomplissement des formalités de publication et de notification pour une durée de 5 ans.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 16 décembre 2021 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- Le protocole partenarial.
- Le projet de délibération portant sur « l'approbation d'un protocole partenarial entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et SNCF Immobilier sur des sujets fonciers et immobiliers en vue de répondre à des enjeux communs de développement ».

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le projet de délibération portant sur l'approbation d'un protocole partenarial entre la Métropole et la SNCF IMMOBILIER permettra sur l'ensemble du territoire métropolitain de mettre en place une stratégie foncière en lien avec les objectifs de développement territorial et d'harmoniser et définir des modes opératoires simplifiés concernant les mouvements fonciers entre les partenaires.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération concernant l'approbation d'un protocole partenarial entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et SNCF IMMOBILIER en vue de répondre à des enjeux communs de développement.

URB 036-051/22/CT

■ CT1 - Approbation d'un avenant à la convention conclue avec l'Agence d'Urbanisme de l'Agglomération Marseillaise AGAM pour l'année 2022, modifiant les modalités de versement de la subvention

Information du Conseil de territoire DGDU 22/20310/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

En application des dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment son article L.5217-2, la Métropole Aix-Marseille Provence exerce depuis le 1er janvier 2016 les compétences qui lui sont dévolues.

Selon les articles L101-1 et L101-2 du Code de l'Urbanisme, le territoire français est le patrimoine commun de la nation. Les collectivités publiques en sont les gestionnaires et les garantes dans le cadre de leurs compétences. Elles harmonisent leurs prévisions et leurs décisions d'utilisation de l'espace dans le respect réciproque de leur autonomie.

En accord avec les objectifs du développement durable, l'action des collectivités publiques en matière d'urbanisme vise à atteindre notamment les objectifs suivants :

-L'équilibre entre les populations résidant dans les zones urbaines et rurales, le renouvellement urbain, le développement urbain maîtrisé, la restructuration des espaces urbanisés, la revitalisation des centres urbains et ruraux, la lutte contre l'étalement urbain, une utilisation économe des espaces naturels, la préservation des espaces affectés aux activités agricoles et forestières et la protection des sites, des milieux et paysages naturels, la sauvegarde des ensembles urbains et la protection, la conservation et la restauration du patrimoine culturel, les besoins en matière de mobilité ;

-La qualité urbaine, architecturale et paysagère, notamment des entrées de ville ;

-La diversité des fonctions urbaines et rurales et la mixité sociale dans l'habitat (...),

-La prévention des risques naturels prévisibles (...),

-La protection des milieux naturels et des paysages (...),

-La lutte contre le changement climatique et l'adaptation à ce changement (...).

Selon l'article L.132-6 du Code de l'Urbanisme, les communes, les établissements publics de coopération intercommunale et les collectivités territoriales peuvent créer avec l'Etat et les établissements publics ou d'autres organismes qui contribuent à l'aménagement et au développement de leur territoire des organismes de réflexion, et d'études et d'accompagnement des politiques publiques, appelés agences d'urbanisme.

Ces agences d'ingénierie partenariale ont notamment pour missions :

1° De suivre les évolutions urbaines et de développer l'observation territoriale ;

2° De participer à la définition des politiques d'aménagement et de développement et à l'élaboration des documents d'urbanisme et de planification qui leur sont liés, notamment les schémas de cohérence territoriale et les plans locaux d'urbanisme intercommunaux ;

3° De préparer les projets d'agglomération métropolitains et territoriaux, dans un souci d'approche intégrée et d'harmonisation des politiques publiques ;

4° De contribuer à diffuser l'innovation, les démarches et les outils du développement territorial durable et la

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

qualité paysagère et urbaine ;

5° D'accompagner les coopérations transfrontalières et les coopérations décentralisées liées aux stratégies urbaines.

La Métropole Aix-Marseille Provence est ainsi membre, avec d'autres partenaires, de l'Agence d'Urbanisme de l'Agglomération Marseillaise (AGAM), association loi 1901, qui lui permet de mener des études, des réflexions, des observations, en toute indépendance et dans l'intérêt commun de chacun.

La Métropole Aix-Marseille-Provence doit en effet suivre les évolutions urbaines de son territoire, et en permettre un aménagement structurant et cohérent. Elle doit définir les politiques d'aménagement et de développement de son territoire dans un souci d'harmonisation des politiques publiques.

L'Agence d'Urbanisme de l'Agglomération Marseillaise dispose de l'expérience et des outils nécessaires à l'observation et la compréhension du territoire métropolitain, aux réflexions relatives aux grands dossiers d'urbanisme, d'aménagement et de développement du territoire.

Ainsi, l'Agence d'Urbanisme de l'Agglomération Marseillaise (AGAM) a pour mission, de par ses statuts, de suivre les évolutions urbaines, de mener des études concourant à la définition des politiques d'aménagement et de développement, et de préparer les projets à l'échelle de l'agglomération dans un souci d'harmonisation des politiques publiques.

Inscrites dans la durée, les principales thématiques des actions proposées au programme de travail confié à l'Agence d'Urbanisme de l'Agglomération Marseillaise (AGAM) portent sur :

- le territoire métropolitain ;
- l'assistance en matière d'urbanisme réglementaire relative à la gestion des Plans Locaux d'Urbanisme des communes membres ;
- les réflexions et approche du projet urbain et des territoires de projet ;
- l'appui et les observations mutualisés aux politiques métropolitaines.

Afin de poursuivre ce travail, l'AGAM a proposé un programme partenarial commun avec l'AUPA, approuvé par son conseil d'administration et sollicité la Métropole pour qu'elle contribue, à ses charges, en sa qualité de membre.

Dans ce cadre et afin de poursuivre le travail engagé, la Métropole Aix-Marseille- Provence a souhaité apporter pour l'année 2022 une aide de 3 297 200 euros à l'Agence d'Urbanisme de l'Agglomération Marseillaise sous la forme d'une subvention de fonctionnement, qu'elle a approuvée en bureau métropolitain du 16 décembre 2021, par délibération URBA-029-10807/21/BM.

Initialement, l'article 8-2-4 de la convention prévoyait de verser la subvention par douzième avant le 31 décembre 2022. Cependant, un avenant à la convention 2022 modifie cet article pour convenir que la Métropole Aix-Marseille-Provence versera la subvention à l'AGAM en 2 versements comme suit :

- o 80 % au cours du 1^{er} semestre 2022
- o 20 % avant la clôture budgétaire annuelle 2022

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 00/057/CC du 15 décembre 2000 relative à l'adhésion de la Communauté Urbaine à l'Agence d'Urbanisme de l'Agglomération Marseillaise (AGAM)
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° FBPA 062-10934/21/CM du 16 décembre 2021 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La délibération URBA-029-10807/21/BM du 16 décembre 2021 approuvant le versement d'une subvention à l'AGAM
- Le projet de délibération portant sur « l'Approbation d'un avenant à la convention conclue avec l'Agence d'Urbanisme de l'Agglomération Marseillaise (AGAM) pour l'année 2022 modifiant les modalités de versement de la subvention ».

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que les missions confiées à l'Agence d'Urbanisme de l'Agglomération Marseillaise AGAM) contribuent à l'aménagement et au développement du territoire la Métropole Aix Marseille Provence.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte sur le projet de délibération portant sur l'approbation d'un avenant à la convention conclue avec l'Agence d'urbanisme de l'Agglomération Marseillaise (AGAM) pour l'année 2022 modifiant les modalités de versement de la subvention.

Commission "Voirie - Mobilité"

VOIMOB 001-052/22/CT

■ CT1 - Approbation de la convention relative aux études et travaux concernant la protection des ouvrages RTE contre les courants vagabonds dans le cadre de l'opération d'extension du tramway T3

Avis du Conseil de Territoire

DGSDCT11 22/20159/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7,I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a pris la décision de prolonger la ligne T3 du réseau de tramway de Marseille, au Nord jusqu'à Gèze, au Sud jusqu'à La Gaye. Cette première phase d'extension poursuit l'objectif de rééquilibrer l'intermodalité au profit des transports en commun.

Dans le cadre de cette extension projetée, la création d'un centre de remisage de tramway sur le site Dromel/Montfuron est également prévue pour répondre aux besoins de remisage et maintenance des rames de tramway nécessaires à l'exploitation du réseau étendu.

Par délibération DTM 019-767/15/CC du 19 février 2015, le Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé la création et l'affectation d'une opération relative aux études d'extension vers le nord et le sud du réseau de tramway de Marseille (phase 1).

Par délibération DTM 004-1028/15/CC du 22 mai 2015, le Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé le programme de la première phase de l'extension du réseau de tramway d'agglomération, au Nord jusqu'au Boulevard Capitaine Gèze et au Sud jusqu'à La Gaye et création d'un dépôt de tramway sur le site Dromel/Montfuron.

Par délibération TRA 021-4616/18/CM du 18 octobre 2018, le Conseil de la Métropole a approuvé la révision de l'opération d'investissement Extension du réseau de tramway Nord-Sud de Marseille première phase et son affectation pour un montant d'opération de 320 millions d'Euros hors taxes dont 240 millions d'euros hors taxes d'enveloppe prévisionnelle des travaux.

Par délibération MOB 001-9654-21-BM du 15 avril 2021, le Bureau de la Métropole a approuvé la déclaration de projet portant sur l'utilité publique de l'opération au titre des articles L. 181-2 et suivants du code de l'environnement.

Par arrêté n°2021-34 du 15 juin 2021, le préfet a déclaré le projet d'utilité publique.

Au Sud, le prolongement du tramway s'étend entre la Place Castellane (6ème arrondissement) et le Boulevard Urbain Sud, au niveau de la traverse de La Gaye (9ème arrondissement), sur un linéaire de 4,4 km, sur ce tronçon est prévue la réalisation d'un bâtiment qui devra accueillir la maintenance et le remisage du matériel roulant, ainsi qu'un parc relais sur le site de Dromel/Montfuron.

Depuis la Place Castellane, le tracé emprunte l'avenue Jules Cantini jusqu'à la place du Général Ferrié, puis le boulevard Schlœsing jusqu'à la station de métro Ste-Marguerite Dromel. Il emprunte ensuite la rue Augustin Aubert puis l'avenue Viton jusqu'au rond-point avec l'avenue de La Gaye. Au total, 10 stations sont envisagées sur cette partie du tracé.

Au Nord, le prolongement du tramway s'étend entre l'actuel terminus d'Arenc (2ème arrondissement) et le pôle multimodal Gèze (15ème arrondissement), sur un linéaire d'environ 1,8 km.

Depuis la rue d'Antoine, le tracé emprunte la traverse du Bachas et la rue du Marché avant de rejoindre l'avenue Roger Salengro et la rue de Lyon. Au total, 4 stations sont envisagées sur cette partie du tracé.

Ce projet d'extension dans sa globalité Nord et Sud comprend non seulement la réalisation des infrastructures liées au système de tramway mais aussi la requalification urbaine de l'ensemble des voies empruntées et ce, de façade à façade.

La réalisation du projet nécessite que RTE procède à la réalisation d'études et de travaux visant à drainer les futurs courants vagabonds émis par le Tramway.

Il y a lieu d'établir une convention afin de définir les modalités techniques et financières des études et des travaux de protection des ouvrages RTE contre les courants vagabonds émis dans le cadre de l'opération d'extension du tramway T3.

Les travaux seront réalisés par RTE et remboursé par la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 140 000 € HT.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- L'arrêté d'autorisation environnementale du Préfet des Bouches-du-Rhône du 3 mars 2021 ;
- L'arrêté du Préfet des Bouches-du-Rhône n° 2021-34 du 15 juin 2021 déclarant d'utilité publique les travaux nécessaires à la réalisation par la Métropole Aix-Marseille-Provence de l'extension Nord et Sud (phase 1) du réseau de tramway de Marseille et de création d'un site de maintenance et de remisage des rames et de deux parcs relais sur la commune de Marseille ;
- La délibération DTM 019-767/15/CC du 19 février 2015 du Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole approuvant la création et l'affectation d'une opération relative aux études d'extension du réseau de tramway axe Nord-Sud - Gèze - La Gaye ;
- La délibération DTM 004-1028/15/CC du 22 mai 2015 du Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole approuvant le programme de l'opération d'extensions du réseau de tramway au Nord et au Sud ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération MOB 001-9654/21/BM du 15 avril 2021 du Bureau de la Métropole approuvant la déclaration de projet portant sur l'utilité publique de la réalisation des travaux nécessaires à l'extension Nord et Sud (phase 1) du réseau de tramway de Marseille et de création d'un site de maintenance et de remisage des rames et de deux parcs relais ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative a l'approbation de la convention relative aux études et travaux concernant la protection des ouvrages RTE contre les courants vagabonds dans le cadre de l'opération d'extension du tramway T3 ;
- Que la Métropole a approuvé la réalisation d'une première phase de l'extension du réseau de tramway d'agglomération, au Nord jusqu'au Boulevard Capitaine Gèze et au Sud jusqu'à La Gaye incluant la création d'un dépôt de tramway ;
- Que la réalisation de ce projet entraîne des travaux préalables de dévoiement et de modifications des réseaux de transport d'électricité impactant le périmètre du projet ;
- Que la société RTE est maître d'ouvrage des études et des travaux de dévoiement anticipé de ses installations et réseaux ;
- Qu'il convient d'établir une convention afin de définir les modalités techniques et financières des études et des travaux de protection des ouvrages RTE contre les courants vagabonds émis dans le cadre de l'opération d'extension du tramway T3 ;
- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur l'approbation de la convention relative aux études et travaux concernant la protection des ouvrages RTE contre les courants vagabonds dans le cadre de l'opération d'extension du tramway T3.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOIMOB 002-053/22/CT

■ CT1 - Approbation de la convention de mise à disposition de places de stationnements situés dans le parc CHANOT à Marseille avec la SAFIM dans le cadre de l'opération d'extension du tramway T3

**Avis du Conseil de Territoire
DGSDCT11 22/20160/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant pour avis :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Approbation de la convention de mise à disposition de places de stationnement situés dans le parc CHANOT à Marseille avec la SAFIM dans le cadre de l'opération d'extension du tramway T3 », satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a pris la décision de prolonger la ligne T3 du réseau de tramway de Marseille, au Nord jusqu'à Gèze, au Sud jusqu'à La Gaye. Cette première phase d'extension poursuit l'objectif de rééquilibrer l'intermodalité au profit des transports en commun.

Par délibération DTM 019-767/15/CC du 19 février 2015, le Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé la création et l'affectation d'une opération relative aux études d'extension vers le nord et le sud du réseau de tramway de Marseille (phase 1).

Par délibération DTM 004-1028/15/CC du 22 mai 2015, le Conseil de Communauté a approuvé le programme de la première phase de l'extension du réseau de tramway d'agglomération, au Nord jusqu'au Boulevard Capitaine Gèze et au Sud jusqu'à La Gaye et création d'un dépôt de tramway sur le site Dromel/Montfuron.

Par délibération MOB 001-9654-21-BM du 15 avril 2021, le Bureau de la Métropole a approuvé la déclaration de projet portant sur l'utilité publique de l'opération.

Par arrêté n°57-2019 AE du 3 mars 2021, le Préfet des Bouches-du-Rhône a délivré l'autorisation environnementale des aménagements de l'opération au titre des articles L. 181-2 et suivants du code de l'environnement.

Par arrêté n°2021-34 du 15 juin 2021, le Préfet des Bouches-du-Rhône a déclaré le projet d'utilité publique.

Dans le cadre de cette extension projetée, il est prévu la création d'un centre de remisage de tramway et d'un parking relais sur le site Dromel/Montfuron pour répondre aux besoins de l'exploitation du réseau étendu mais également pour offrir une capacité de stationnement pour les usagers du transport public sur ce secteur afin de favoriser le report modal. La mise en service de cet ouvrage, dont les travaux doivent débuter en 2021, est prévue fin 2024.

Les travaux nécessaires à la réalisation des ouvrages conduisent la Métropole à fermer le parking relais de Dromel pendant la durée du chantier.

Pour compenser en partie la perte de la capacité de stationnement pour les usagers des transports en commun (environ 600 places), la Métropole a recherché des solutions transitoires. Le Parc Chanot, situé à proximité du pôle d'échanges de Dromel/Montfuron d'une part, et de la station Rond-Point du Prado d'autre part, peut offrir une offre de capacités de stationnement d'environ 300 places en dehors des grands événements.

Par convention n°85/102 entre la Ville de Marseille et la SAFIM, la Ville de Marseille a confié la gestion et l'usage du Parc Chanot à la SAFIM.

Par délibération MOB 004-07/10/21 BM du 7 octobre 2021, le Bureau de la Métropole a approuvé le contrat de location avec la SAFIM portant sur la location de places de stationnement pendant les travaux du site de maintenance et de remisage et du parking relais de l'opération tramway – phase 1 pour la période d'octobre à décembre 2021.

Par délibération MOB 008-19759/21/BM du 16 décembre 2021, le Bureau de la Métropole a approuvé un contrat de location similaire avec la SAFIM, pour la période de Janvier à Mars 2022.

Afin maintenir cette offre de stationnement de substitution aux usagers des transports en commun, il est nécessaire de conclure une convention de mise à disposition de places de stationnement avec la SAFIM à compter du 1^{er} avril 2022 pour une année. Elle sera reconduite tacitement chaque année pour une année supplémentaire dans la limite de quatre ans à compter de sa prise d'effet.

L'incidence financière pour la Métropole Aix-Marseille-Provence au regard de ladite convention s'entend comme suit :

Pour la période du 01/04 au 30/12/2022, le coût financier est évalué à : 191 083,72 € HT soit : 229 300,47 € TTC.

Pour chaque année potentielle de reconduction, le coût financier est évalué à : 248 602,06 € HT soit 298 322,47 € TTC

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté du Préfet des Bouches-du-Rhône n° 2021-34 du 15 juin 2021 déclarant d'utilité publique les travaux nécessaires à la réalisation par la Métropole Aix-Marseille-Provence de l'extension Nord et Sud (phase 1) du réseau de tramway de Marseille et de création d'un site de maintenance et de remisage des rames et de deux parcs relais sur la commune de Marseille ;
- La délibération DTM 019-767/15/CC du 19 février 2015 du Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole approuvant la création et l'affectation d'une opération relative aux études d'extension du réseau de tramway axe Nord- Sud, Gèze - La Gaye ;
- La délibération DTM 004-1028/15/CC du 22 mai 2015 du Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole approuvant le programme de l'opération d'extensions du réseau de tramway au Nord et au Sud ;
- La délibération HN 001-8065/20/CM du 9 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n°HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- L'arrêté du Préfet des Bouches-du-Rhône n°57-2019 AE du 3 mars 2021 portant sur l'autorisation environnementale des aménagements de l'opération au titre des articles L. 181-2 et suivants du code de l'environnement.
- La délibération MOB 001-9654/21/BM du 15 avril 2021 du Bureau de la Métropole approuvant la déclaration de projet portant sur l'utilité publique de la réalisation des travaux nécessaires à l'extension Nord et Sud (phase 1) du réseau de tramway de Marseille et de création d'un site de maintenance et de remisage des rames et de deux parcs relais ;
- La délibération MOB 001-9654-21-BM du 15 mai 2021, le Bureau de la Métropole a approuvé la déclaration de projet portant sur l'utilité publique de l'opération ;
- La délibération MOB 008-19759/21/BM du 16 décembre 2021, le Bureau de la Métropole a approuvé un contrat de location sanitaire avec la SAFIM, pour la période de Janvier à Mars 2022 ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la Métropole est compétente pour mettre en œuvre le système de transport tramway dans le cadre de l'opération d'extensions nord et sud du réseau de tramway de Marseille ;
- Que pour réaliser le futur site de maintenance et de remisage du tramway et le futur parking relais de Dromel, il est nécessaire de fermer le parking relais actuel pendant la durée des travaux ;
- Que la SAFIM, dans le cadre de son contrat d'exploitation du Parc Chanot avec la ville de Marseille, met à disposition des places de stationnements ;
- Qu'il convient d'approuver la convention de mise à disposition de places de stationnements avec la SAFIM pour la période considérée ;
- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'approbation de la convention de mise à disposition de places de stationnements situés dans le parc CHANOT à Marseille avec la SAFIM dans le cadre de l'opération d'extension du tramway T3 ;
- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation de la convention de mise à disposition de places de stationnements situés dans le parc CHANOT à Marseille avec la SAFIM dans le cadre de l'opération d'extension du tramway T3.

Cette proposition aux voix est adoptée.

VOIMOB 003-054/22/CT

■ **CT1 - Approbation de l'avenant n°3 à la convention n°19/0270 avec RTE relative à l'achat de câbles souterrains et à la réalisation des travaux d'anticipation de dévoiement de réseaux enterrés dans le cadre de l'opération d'extension du tramway T3**

Avis du Conseil de Territoire DGSDCT11 22/20161/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a pris la décision de prolonger la ligne T3 du réseau de tramway de Marseille, au Nord jusqu'à Gèze, au Sud jusqu'à La Gaye. Cette première phase d'extension poursuit l'objectif de rééquilibrer l'intermodalité au profit des transports en commun.

Dans le cadre de cette extension projetée, la création d'un centre de remisage de tramway sur le site Dromel/Montfuron est également prévue pour répondre aux besoins de remisage et maintenance des rames de tramway nécessaires à l'exploitation du réseau étendu.

Par délibération DTM 004-1028/15/CC du 22 mai 2015, le Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé le programme de la première phase de l'extension du réseau de tramway d'agglomération, au Nord jusqu'au Boulevard Capitaine Gèze et au Sud jusqu'à La Gaye et création d'un dépôt de tramway sur le site Dromel/Montfuron.

Par délibération TRA 021-4616/18/CM du 18 octobre 2018, le Conseil de la Métropole a approuvé la révision de l'opération d'investissement Extension du réseau de tramway Nord-Sud de Marseille première phase et son affectation pour un montant d'opération de 320 millions d'Euros hors taxes dont 240 millions d'euros hors taxes d'enveloppe prévisionnelle des travaux.

Au Sud, le prolongement du tramway s'étend entre la Place Castellane (6ème arrondissement) et le Boulevard Urbain Sud, au niveau de la traverse de La Gaye (9ème arrondissement), sur un linéaire de 4,4 km, sur ce tronçon est prévue la réalisation d'un bâtiment qui devra accueillir la maintenance et le remisage du matériel roulant, ainsi qu'un parc relais sur le site de Dromel/Montfuron.

Depuis la Place Castellane, le tracé emprunte l'avenue Jules Cantini jusqu'à la place du Général Ferrié, puis le boulevard Schloësing jusqu'à la station de métro Ste-Marguerite Dromel. Il emprunte ensuite la rue Augustin Aubert puis l'avenue Viton jusqu'au rond-point avec l'avenue de La Gaye. Au total, 10 stations sont envisagées sur cette partie du tracé.

Au Nord, le prolongement du tramway s'étend entre l'actuel terminus d'Arenc (2ème arrondissement) et le pôle multimodal Gèze (15ème arrondissement), sur un linéaire d'environ 1,8 km.

Depuis la rue d'Anthoine, le tracé emprunte la traverse du Bachas et la rue du Marché avant de rejoindre l'avenue Roger Salengro et la rue de Lyon. Au total, 4 stations sont envisagées sur cette partie du tracé.

Ce projet d'extension dans sa globalité Nord et Sud comprend non seulement la réalisation des infrastructures liées au système de tramway mais aussi à la requalification urbaine de l'ensemble des voies empruntées et ce de façade à façade.

La réalisation du projet nécessite qu'il soit procédé notamment à la modification ou au déplacement d'une partie des installations et des réseaux enterrés de transport d'électricité de RTE, afin de les rendre compatibles avec la réalisation de la plate-forme du tramway

Par délibération n° TRA 003-5588/19/BM en date du 28 mars 2019, la convention n°19/0270 a été conclue avec RTE le 23 avril 2019. Ladite convention fixait les modalités et les conditions de réalisation et de financement de l'achat des câbles et la réalisation des travaux d'anticipation de dévoiement des réseaux.

Par délibération n° TRA 004-7321/19/BM en date du 19 décembre 2019, un avenant n°1 à la convention n° 19/0270 a été conclu avec RTE le 28 janvier 2020. Cet avenant n°1 permettait d'entériner les modifications liées au cheminement des déviations RTE au Nord par Cazemajou en lieu et place de Salengro et les renforcements du réseau RTE par des ouvrages de protection dits « cavaliers ».

Par délibération n° MOB 004-8152-20-BM en date du 31 juillet 2020, un avenant n°2 à la convention n° 19/0270 a été conclu avec RTE le 01 février 2021. Cet avenant n°2 permettait d'entériner les modifications liées aux déviations des réseaux sur l'avenue Zoccola, avenue Cantini, Bd Schlœsing et rue Aubert, ainsi que la dépose d'une partie des réseaux abandonnés.

Il y a lieu d'établir un avenant n°3 à ladite convention n°19/0270 afin de définir les modalités et la prise en charge financière des travaux supplémentaires relatifs à la modification du planning des dévoiements de la LS 225 kV « Rabatau-Mazargues » et la LS 225 KV « Arenc-Septèmes », à la mise à disposition par la Métropole d'un fourreau pour dérouler une fibre optique sur 560 m sur l'avenue Aubert, à la mise à disposition par la Métropole d'un fourreau pour dérouler une fibre optique sur 760m du poste électrique d'ARENC au croisement Rue de Lyon/avenue du Cap Pinède, et aux coûts de prestations supplémentaires identifiés depuis l'avenant N°2.

L'incidence financière est la suivante 601 460,00 € HT réparti ainsi :

- 146 460,00 € HT à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- 455 000,00 € HT à la charge du concessionnaire RTE.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le Code de l'urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté d'autorisation environnementale du Préfet des Bouches-du-Rhône du 3 mars 2021 ;
- L'arrêté du Préfet des Bouches-du-Rhône n° 2021-34 du 15 juin 2021 déclarant d'utilité publique les travaux nécessaires à la réalisation par la Métropole Aix-Marseille-Provence de l'extension Nord et Sud (phase 1) du réseau de tramway de Marseille et de création d'un site de maintenance et de remisage des rames et de deux parcs relais sur la commune de Marseille ;
- La délibération DTM 019-767/15/CC du 19 février 2015 du Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole approuvant la création et l'affectation d'une opération relative aux études d'extension du réseau de tramway axe Nord- Sud, Gèze - La Gaye ;
- La délibération DTM 004-1028/15/CC du 22 mai 2015 du Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole approuvant le programme de l'opération d'extensions du réseau de tramway au Nord et au Sud ;
- La délibération n° TRA 003-2476/17/BM du 19 octobre 2017 du Bureau de la Métropole approuvant la convention n°17/0860 portant sur les études de déviation et de protection des installations et réseaux d'électricité ;
- La délibération n° TRA 021-4616/18/CM du 18 octobre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence approuvant la révision de l'opération d'investissement Extension du réseau de tramway Nord-Sud de Marseille première phase ;
- La délibération n° TRA 003-5588/19/BM du 28 mars 2019 du Bureau de la Métropole approuvant la convention n°19-0270 portant sur les travaux de déviation et de protection des installations et réseaux enterrés de RTE ;
- La délibération n° TRA 004-7321/19/BM du 19 décembre 2019 du Bureau de la Métropole approuvant l'avenant 1 à la convention n°19-0270 portant sur les travaux de déviation et de protection des installations et réseaux enterrés de RTE ;

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau ;
- La délibération n° MOB_004-8152-20-BM du 31 juillet 2020 du Bureau de la Métropole approuvant l'avenant n°2 à la convention n°19-0270 portant sur les travaux de déviation et de protection des installations et réseaux enterrés de RTE ;
- La délibération MOB 001-9654/21/BM du 15 avril 2021 du Bureau de la Métropole approuvant la déclaration de projet portant sur l'utilité publique de la réalisation des travaux nécessaires à l'extension Nord et Sud (phase 1) du réseau de tramway de Marseille et de création d'un site de maintenance et de remisage des rames et de deux parcs relais ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'approbation de l'avenant n°3 à la convention n°19/0270 avec RTE relative à l'achat de câbles souterrains et à la réalisation des travaux d'anticipation de dévoiement de réseaux enterrés dans le cadre de l'opération d'extension du tramway T3 ;
- Que la Métropole a approuvé la réalisation d'une première phase de l'extension du réseau de tramway d'agglomération, au Nord jusqu'au Boulevard Capitaine Gèze et au Sud jusqu'à La Gaye incluant la création d'un dépôt de tramway ;
- Que la réalisation de ce projet entraîne des travaux préalables de dévoiement et de modifications des réseaux de transport d'électricité impactant le périmètre du projet ;
- Que la société RTE est maître d'ouvrage des études et des travaux de dévoiement anticipé de ses installations et réseaux ;
- Qu'une convention n°19-0270 relative aux travaux de déviation et de protection des installations et réseaux enterrés a été conclue avec RTE ;
- Qu'un avenant n°1 à la convention n°19-0270 relatif aux travaux de déviation et de protection des installations et réseaux enterrés a été conclu avec RTE ;
- Qu'un avenant n°2 à la convention n°19-0270 relatif aux travaux de déviation et de protection des installations et réseaux enterrés a été conclu avec RTE ;
- Qu'il convient d'établir un avenant n°3 à ladite convention en vue d'entériner les modalités et la prise en charge financière des travaux supplémentaires relatifs à la modification du planning des dévoiements de la LS 225 kV «Rabatau-Mazargues» et la LS 225 KV « Arenc-Septèmes», à la mise à disposition par la Métropole d'un fourreau pour dérouler une fibre optique sur 560 m sur l'avenue Aubert, à la mise à disposition par la Métropole d'un fourreau pour dérouler une fibre optique sur 760 m du poste électrique d'ARENC au croisement Rue de Lyon/avenue du Cap Pinède, et aux coûts de prestations supplémentaires identifiés depuis l'avenant N°2 ;
- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur l'approbation de l'avenant n°3 à la convention n°19/0270 avec RTE relative à l'achat de câbles souterrains et à la réalisation des travaux d'anticipation de dévoiement de réseaux enterrés dans le cadre de l'opération d'extension du tramway T3.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOIMOB 004-055/22/CT

■ **CT1 - Approbation de la convention de transfert temporaire de Maitrise d'ouvrage entre le Département des Bouches-du-Rhône et la Métropole Aix-Marseille-Provence concernant la RD5 : Aménagement de la Ligne 1 Littoral du Plan Vélo sur la commune de Marseille**

Avis du Conseil de Territoire DRMVEP 22/20031/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour avis au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Approbation de la convention de transfert temporaire de Maitrise d'ouvrage entre le Département des Bouches-du-Rhône et la Métropole Aix-Marseille-Provence concernant la RD5 : Aménagement de la Ligne 1 Littoral du Plan Vélo sur la commune de Marseille », satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

La Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente sur son territoire en matière de développement et d'aménagement de l'espace.

En étroite coordination avec le Département et les communes, la Métropole souhaite très sensiblement renforcer le réseau des pistes cyclables. Seize lignes vont ainsi être progressivement créées sur l'ensemble du territoire métropolitain, soit plus de 280 kilomètres de pistes cyclables.

Dans le cadre d'un Plan Vélo métropolitain et de la création de son réseau de lignes structurantes, la Métropole lance ainsi un concours de maîtrise d'œuvre pour l'aménagement d'un tronçon de la ligne 1 « Littoral » à Marseille.

Ce projet d'aménagement se situe entre Arenc et Mourepiane. D'une longueur de 5,5 km, cette ligne empruntera le boulevard Euroméditerranée, le Quai d'Arenc, la rue Saint-Cassien, le boulevard des Bassins de Radoub et le chemin du Littoral. Il impactera ainsi la RD5.

En conséquence, la Métropole et le Département des Bouches du Rhône se sont accordés sur les termes d'un projet de convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage et de financement des études.

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Le montant estimé des travaux est établi prévisionnellement à 6 000 000 € TTC ;

Le montant des études, objet de la présente convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage, est fixé à 750 000 € TTC.

Le montant de la participation financière au titre de la phase concours (primes allouées aux candidats), des études de conception, des études de réalisation et des investigations complémentaires sera égal à 50% pour le Département et à 50% pour la Métropole.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient de procéder à l'aménagement de la RD5 dans le cadre du Plan Vélo métropolitain : aménagement de la ligne 1 « Littoral » ;
- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'approbation de la convention de transfert temporaire de Maitrise d'ouvrage entre le Département des Bouches-du-Rhône et la Métropole Aix-Marseille-Provence concernant la RD5 : Aménagement de la Ligne 1 Littoral du Plan Vélo sur la commune de Marseille ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur l'approbation de la convention de transfert temporaire de Maitrise d'ouvrage entre le Département des Bouches-du-Rhône et la Métropole Aix-Marseille-Provence concernant la RD5 : Aménagement de la Ligne 1 Littoral du Plan Vélo sur la commune de Marseille.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOIMOB 005-056/22/CT

■ CT1 - Approbation d'un protocole transactionnel avec le groupement EIFFAGE mandataire/GTM/COLAS/FREYSSINET relatif au Marché n°Z190393F00 de travaux de renforcement de la Corniche Kennedy - Phase 2

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

**Avis du Conseil de Territoire
DGSDCT11 22/20162/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Approbation d'un protocole transactionnel avec le groupement EIFFAGE mandataire/GTM/COLAS/FREYSSINET relatif au Marché n°Z190393F00 de travaux de renforcement de la Corniche Kennedy - Phase 2 », satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

L'opération de renforcement de la Corniche Kennedy dans sa phase 2 en 2019-2020 s'inscrivait dans la continuité des travaux réalisés lors de la première phase en 2018-2019, afin de retrouver à terme, une corniche complètement réhabilitée et sécurisée. Cette opération comporte 4 phases, qui sont à chaque fois interrompues durant la période estivale.

Le 13 mars 2020, l'épidémie de Covid 19 a conduit à l'arrêt du chantier de la phase 2 des travaux et a induit, pour leur reprise, la mise en place de mesures sanitaires.

Une circulaire du 9 juin 2020 donne, à propos des marchés de l'Etat, des orientations sur la répartition entre acheteurs et entreprises des conséquences financières de ces événements. Bien que la circulaire du 9 juin soit limitée dans son objet aux seuls marchés de travaux conclus par l'Etat, les collectivités territoriales et l'ensemble des maîtres d'ouvrage publics doivent s'inspirer des mesures mises en œuvre par l'Etat en cas de litige pour ces mêmes motifs.

Dans cette circulaire, il apparaît que les surcoûts directs liés à l'arrêt des chantiers (mise en sécurité et gardiennage du chantier, démobilisation des matériels, etc.) doivent être chiffrés et analysés.

Dans ce cadre, suite à la demande formulée le 05 novembre 2021 par le groupement EIFFAGE/GTM/COLAS/FREYSSINET titulaire du marché de travaux n°Z190393F00, il est apparu nécessaire de regarder avec attention les raisons invoquées d'une telle demande.

Ainsi, il apparaît clairement que les entreprises ont subi des surcoûts directement liés d'une part, à l'arrêt de chantier, et d'autre part, à la reprise, et aux moyens supplémentaires qui ont dû être mis en œuvre.

D'une part, lors de la survenance de l'épidémie, il a été nécessaire de fermer le chantier, de le sécuriser, puis de le surveiller durant tout le temps de cette fermeture, en veillant à ce que le site ne présente pas de danger, et que les signalisations soient régulièrement remises en place.

D'autre part, durant cette période de fermeture, le personnel a été mis au chômage partiel, mais les dirigeants ont dû rester mobilisés pour préparer la reprise, celle-ci devant être validée suivant un protocole de sécurité sanitaire que la Métropole a imposé suivant les directives gouvernementales.

Enfin pour effectuer la reprise des travaux, il a fallu mettre en œuvre ce nouveau protocole sanitaire avec des moyens non initialement prévus.

Ainsi, le groupement a présenté une demande d'indemnisation d'un montant de 456 k€.

**Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.**

Après analyse du maître d'œuvre et du maître d'ouvrage, il est apparu que la somme de 456k€ devait être revue à la baisse.

La Métropole entend prendre en considération une partie de la demande pour les postes suivants : Frais de fermeture de chantier, de démobilisation du matériel, d'astreinte pour la surveillance du chantier, de préparation à la reprise, d'aménagements spécifiques des installations et des adaptations aux nouvelles contraintes.

Le groupement ayant validé cette proposition en date du 2 février 2022, il a été convenu qu'un protocole transactionnel serait établi pour permettre la rémunération des sommes acceptées par le maître d'ouvrage.

Aussi, les parties au protocole, soucieuses de trouver une solution équitable à leur différend ont convenu de mettre fin à leur litige par référence aux articles 2044 et suivants du Code Civil.

Par conséquent, le protocole transactionnel accepté par le titulaire permet de ramener le montant de la demande d'indemnisation initiale de 456 000 €HT à 272 000 €HT. Le montant du marché s'élevait à 4 510 000 €HT.

Ce protocole transactionnel est joint en annexe et soumis à l'approbation du Bureau de la Métropole.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le Code Civil ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La circulaire n° 6177-SG du 9 juin 2020 relative à la prise en charge des surcoûts liés à l'épidémie de covid19 dans le cadre de la reprise des chantiers de bâtiment et de travaux publics exécutés au titre de marchés publics de l'Etat soumis au chapitre 1er du Titre 1er du livre I de la première partie du code de la commande publique ;
- Le Marché n°Z190393F00 relatif aux travaux de renforcement de la Corniche Kennedy - Phase 2 ;
- La demande de rémunération complémentaire présentée par le groupement Eiffage/GTM/COLAS/FREYSSINET, le 05 novembre 2021 concernant le marché susvisé ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la stricte application du protocole transactionnel permet de clore définitivement le différend né de l'exécution du marché n°Z190393F00, et entraîne que le groupement renonce à toute instance et action future devant les tribunaux, sur le fondement du même litige ;
- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'approbation d'un protocole transactionnel avec le groupement EIFFAGE (mandataire)/GTM/COLAS/FREYSSINET relatif au marché n°Z190393F00 de travaux de renforcement de la Corniche Kennedy - Phase 2 ;
- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire émet un avis favorable au projet de délibération relatif à l'approbation d'un protocole transactionnel avec le groupement EIFFAGE (mandataire)/GTM/COLAS/FREYSSINET relatif au marché n°Z190393F00 de travaux de renforcement de la Corniche Kennedy - Phase 2.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOIMOB 006-057/22/CT

■ **CT1 - Approbation d'une convention d'offre unilatérale de concours conclue avec la société Bouygues Immobilier concernant la modification de l'aménagement viaire avenue de la Croix Rouge à Marseille 13013**

Avis du Conseil de Territoire DRMVEP 22/20179/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Approbation d'une convention d'offre unilatérale de concours conclue avec la société Bouygues Immobilier concernant la modification de l'aménagement viaire avenue de la Croix Rouge à Marseille 13013 », satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

La résidence « VIA NATURA » est un programme immobilier neuf situé dans le quartier Croix rouge à Marseille (13013). Ce programme comprend 209 logements neufs qui seront livrés par tranche. La première tranche a été livrée au quatrième trimestre 2021.

Le permis de construire accordé à la société Bouygues Immobilier, promoteur immobilier de la résidence en cours de construction « VIA NATURA » a autorisé l'accès à cette future résidence par l'avenue de la Croix Rouge. Toutefois, des constatations établies par la Métropole Aix-Marseille Provence en termes de densité de flux conduisent à renforcer la sécurité routière aux abords de cette future résidence.

En effet, la configuration actuelle de l'aménagement requiert une amélioration de la circulation routière, consistant dans la mise en place de feux tricolores, et la modification de l'aménagement viaire pour établir un carrefour (marquage au sol, mobilier urbain, déplacement des arrêts de bus). Cette modification permettrait de faciliter la circulation au niveau de l'avenue de la Croix Rouge et de l'accès à la résidence.

Au vu de cette situation, la Métropole prévoit de réaliser, sous sa maîtrise d'ouvrage, les travaux nécessaires à la circulation routière des riverains et des piétons de cette voie appartenant à son domaine public.

Compte tenu de l'intérêt que présente l'opération pour l'offrant, celui-ci a volontairement proposé d'y contribuer financièrement et sous forme de travaux.

En effet, il s'engage à réaliser, sur sa partie privative, certains travaux d'aménagement urbain nécessaires à l'opération, qui consistent en :

- La mise en œuvre de 5 regards béton permettant l'alimentation par l'intermédiaire de fourreaux, des différents feux tricolores sous voirie;
- La réalisation de terrassements en tranchée de ces liaisons avec mise en œuvre de sable d'enrobage et remblaiement après réalisation.
- La réalisation et la mise en œuvre d'une boucle de détection type magnétique sous voirie permettant la synchronisation des feux tricolores lors de la sortie des véhicules de la résidence.

L'offrant s'engage ainsi à financer 50% du coût réel global de l'opération, dans la limite d'un montant de 43 986,39 € HT (équivalent à 55% du coût global prévisionnel de l'opération), dans les conditions et sous les formes définies par la présente convention.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'approbation d'une convention d'offre unilatérale de concours conclue avec la société Bouygues Immobilier concernant la modification de l'aménagement viaire avenue de la Croix Rouge à Marseille 13013 ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération ;
- Qu'il est nécessaire de modifier l'aménagement viaire situé au 139 avenue de la Croix-Rouge à Marseille, afin de faciliter la circulation et l'accès à la résidence en cours de réalisation par la société Bouygues Immobilier.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur la convention d'offre unilatérale de concours ci-annexée conclue avec la société BOUYGUES IMMOBILIER relative à la modification de l'aménagement viaire situé 139 avenue de la Croix Rouge à Marseille (13013).

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOIMOB 007-058/22/CT

**■ CT1 - Approbation d'une convention de Maitrise d'ouvrage déléguée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de La Ciotat pour les travaux d'amélioration technique et grosses réparations sur l'éclairage public : programmation 2022
DRMVEP 22/20164/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, à compter de sa création le 1^{er} janvier 2016, les compétences de la communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

A ce titre, elle exerce, sur le périmètre du Territoire de Marseille Provence les compétences transférées par les communes et notamment la compétence « création, aménagement et entretien de voirie. »

Toutefois, l'éclairage public était demeuré de compétence communale.

Dans le cadre du contrôle de légalité sur un marché public de la Ville de Marseille relatif à l'éclairage public, le Préfet de Région, Préfet des Bouches-du-Rhône, a indiqué, le 28 janvier 2019 : « la loi du 27 janvier 2014 prévoit la compétence exclusive de la Métropole en matière d'aménagement de l'espace métropolitain, ce qui inclut l'éclairage public, en tant qu'élément indissociable de la compétence voirie ».

Dès lors, il appartient à la Métropole d'assurer pleinement cette compétence.

Cependant, dans l'immédiat, la Métropole ne dispose pas des moyens humains et matériels nécessaires à l'exercice de cette mission.

Une convention de gestion a été conclue entre la Métropole et la commune de La Ciotat pour les opérations de maintenance et d'entretien.

Dans le même esprit et dans un souci de conduite optimale des opérations lancées, il apparaît souhaitable que les communes poursuivent l'accompagnement de certaines opérations d'investissement.

A cette fin, les articles L 2422-5 à -11 du livre IV du Code de la Commande Publique permettent au maître d'ouvrage de confier par convention de mandat certaines des attributions relevant de la maîtrise d'ouvrage de la Métropole à une commune membre.

Ainsi, une convention de Maitrise d'Ouvrage Déléguée n°T21203-COV a été conclue le 5 novembre 2021 entre la Métropole Aix-Marseille Provence et la commune de La Ciotat pour des travaux d'entretien et de prestations diverses concernant le réseau d'éclairage public de la voirie sous compétence métropolitaine. Cette convention a permis de régulariser l'exercice 2021.

Dans le cadre de cette nouvelle convention, il est envisagé de présenter, prévisionnellement la programmation des investissements en matière de rénovation et de grosses réparations pour l'année 2022.

La présente convention soumise à approbation, vise à donner mandat à la commune de La Ciotat pour un montant de dépenses prévisionnelles à hauteur de 1 080 000 € TTC, soit 900 000 € HT pour l'année 2022.

Ces dépenses seront compensées pour la Métropole par :

- un fonds de concours dont la commune se porte redevable à hauteur de 450 000 € TTC (somme inchangée faisant l'objet d'une précédente convention de fonds de concours avec la commune),
- la récupération du FCTVA pour un montant de 177 163 €
- et un prélèvement sur l'attribution de compensation équivalent à 452 837 €.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient de donner mandat à la commune de La Ciotat pour la réalisation de travaux d'amélioration technique et grosses réparations sur l'éclairage public.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence approuve la convention ci-annexée portant maîtrise d'ouvrage déléguée entre la Métropole Aix-Marseille Provence et la commune de La Ciotat pour la réalisation de travaux d'amélioration technique et grosses réparations sur l'éclairage public : programmation 2022.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOIMOB 008-059/22/CT

**■ CT1 - Approbation d'une convention de Maitrise d'ouvrage déléguée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Saint-Victoret pour les travaux d'éclairage public métropolitain : réfection des candélabres voies Libération, Richauds et Raumartin
DRMVEP 22/20166/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, à compter de sa création le 1^{er} janvier 2016, les compétences de la communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

A ce titre, elle exerce, sur le périmètre du Territoire de Marseille Provence les compétences transférées par les communes et notamment la compétence « création, aménagement et entretien de voirie ».

Toutefois, l'éclairage public était demeuré de compétence communale.

Dans le cadre du contrôle de légalité sur un marché public de la Ville de Marseille relatif à l'éclairage public, le Préfet de Région, Préfet des Bouches-du-Rhône, a indiqué, le 28 janvier 2019 : « la loi du 27 janvier 2014 prévoit la compétence exclusive de la Métropole en matière d'aménagement de l'espace métropolitain, ce qui inclut l'éclairage public, en tant qu'élément indissociable de la compétence voirie. »

Dès lors, il appartient à la Métropole d'assurer pleinement cette compétence.

Cependant, dans l'immédiat, la Métropole ne dispose pas des moyens humains et matériels nécessaires à l'exercice de cette mission.

Une convention de gestion a été conclue entre la Métropole et la commune de Saint-Victoret pour les opérations de fonctionnement et de grosses réparations.

Dans le même esprit et dans un souci de conduite optimale des opérations lancées avant le transfert, il apparaît souhaitable que les communes poursuivent l'accompagnement de certaines opérations d'investissement.

A cette fin, les articles L 2422-5 à -11 du livre IV du Code de la Commande Publique permettent au maître d'ouvrage de confier par convention de mandat certaines des attributions relevant de la maîtrise d'ouvrage de la Métropole à une commune membre.

La commune de Saint-Victoret envisage de réaliser en 2022 des travaux d'investissement en matière d'éclairage public.

Ces travaux concernent ainsi :

- Une opération d'éclairage public comprenant le remplacement des candélabres sur les voies de la Libération, des Richauds et du Raumartin.

La présente convention soumise à approbation, présente pour la commune de Saint-Victoret, un montant de dépenses prévisionnelles à hauteur de 215 880 € TTC pour l'année 2022.

Ces dépenses seront compensées pour la Métropole par :

- un fonds de concours dont la commune se porte redevable à hauteur de 89 950 € TTC,
- la récupération du FCTVA pour un montant de 35 413 €
- et un prélèvement sur l'attribution de compensation équivalent à 90 517 €.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient de donner mandat à la commune de Saint-Victoret pour la réalisation de travaux d'éclairage public métropolitain sur l'année 2022.

DELIBERE

Article unique :

Est approuvée la convention ci-annexée portant maîtrise d'ouvrage déléguée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Saint-Victoret pour les travaux d'éclairage public métropolitain : réfection des candélabres voies Libération, Richauds et Raumartin.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOIMOB 009-060/22/CT

**■ CT1 - Approbation d'une convention de maîtrise d'ouvrage déléguée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Septèmes-les-Vallons pour les travaux de rénovation de l'éclairage public : Avenue du Docteur Edouard Sauze
DRMVEP 22/20167/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, à compter de sa création le 1^{er} janvier 2016, les compétences de la communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

A ce titre, elle exerce, sur le périmètre du Territoire de Marseille Provence les compétences transférées par les communes et notamment la compétence « création, aménagement et entretien de voirie. »

Toutefois, l'éclairage public était demeuré de compétence communale.

Dans le cadre du contrôle de légalité sur un marché public de la Ville de Marseille relatif à l'éclairage public, le Préfet de Région, Préfet des Bouches-du-Rhône, a indiqué, le 28 janvier 2019 : « la loi du 27 janvier 2014 prévoit la compétence exclusive de la Métropole en matière d'aménagement de l'espace métropolitain, ce qui inclut l'éclairage public, en tant qu'élément indissociable de la compétence voirie ».

Dès lors, il appartient à la Métropole d'assurer pleinement cette compétence.

Cependant, dans l'immédiat, la Métropole ne dispose pas des moyens humains et matériels nécessaires à l'exercice de cette mission.

Une convention de gestion a été conclue entre la Métropole et la commune de Septèmes-les-Vallons pour les opérations de maintenance et d'entretien.

Dans le même esprit et dans un souci de conduite optimale des opérations lancées, il apparaît souhaitable que les communes poursuivent l'accompagnement de certaines opérations d'investissement.

A cette fin, les articles L 2422-5 à -11 du livre IV du Code de la Commande Publique permettent au maître d'ouvrage de confier par convention de mandat certaines des attributions relevant de la maîtrise d'ouvrage de la Métropole à une commune membre.

Ainsi, la présente convention soumise à approbation, vise à donner mandat à la commune de Septèmes-les-Vallons, pour la rénovation de l'éclairage public métropolitain sur l'avenue du Docteur Edouard Sauze et un montant de dépenses prévisionnelles à hauteur de 108 165 € TTC.

Ces dépenses seront compensées pour la Métropole par :

- un fonds de concours dont la commune se porte redevable à hauteur de 45 069 € TTC,
- la récupération du FCTVA pour un montant de 17 743 €
- et un prélèvement sur l'attribution de compensation équivalent à 45 353 €.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient de donner mandat à la commune de Septèmes-les-Vallons pour les travaux de rénovation de l'éclairage public : Avenue du Docteur Edouard Sauze.

DELIBERE

Article unique :

Est approuvée la convention ci-annexée portant maîtrise d'ouvrage déléguée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Septèmes-les-Vallons pour les travaux de rénovation de l'éclairage public : Avenue du Docteur Edouard Sauze.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOIMOB 010-061/22/CT

■ CT1 - Approbation d'une convention de fonds de concours avec la commune de Saint-Victoret pour les travaux d'éclairage public métropolitain : réfection des candélabres voies Libération, Richauds et Raumartin

Avis du Conseil de Territoire DRMVEP 22/20180/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Approbation d'une convention de fonds de concours avec la commune de Saint-Victoret pour les travaux d'éclairage public métropolitain : programmation 2022 », satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

La Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, à compter de sa création le 1^{er} janvier 2016, les compétences de la communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

A ce titre, elle exerce, sur le périmètre du Territoire de Marseille Provence les compétences transférées par les communes et notamment la compétence « création, aménagement et entretien de voirie. »

**Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.**

Toutefois, l'éclairage public était demeuré de compétence communale.

Dans le cadre du contrôle de légalité sur un marché public de la Ville de Marseille relatif à l'éclairage public, le Préfet de Région, Préfet des Bouches-du-Rhône, a indiqué, le 28 janvier 2019 : « la loi du 27 janvier 2014 prévoit la compétence exclusive de la Métropole en matière d'aménagement de l'espace métropolitain, ce qui inclut l'éclairage public, en tant qu'élément indissociable de la compétence voirie. »

Le Préfet a réitéré cette position, le 14 mars 2019, sur un marché de la ville de Cassis. Dès lors, il appartient à la Métropole d'assurer pleinement cette compétence.

Cependant, dans l'immédiat, la Métropole ne dispose pas des moyens humains et matériels nécessaires à l'exercice de cette mission.

Une convention de gestion a été conclue entre la Métropole et la commune de Saint-Victoret pour les opérations de fonctionnement et de grosses réparations.

Dans le même esprit et pour un souci de conduite optimale des opérations lancées avant le transfert, il est apparu souhaitable que les communes poursuivent l'accompagnement de certaines opérations d'investissement.

A cette fin, les articles L 2422-5 à -11 du livre IV du Code de la Commande Publique permettent au maître d'ouvrage de confier par convention de mandat certaines des attributions relevant de la maîtrise d'ouvrage de la Métropole à une commune membre.

La commune de Saint-Victoret envisage de réaliser en 2022 des travaux d'investissement en matière d'éclairage public.

Ces travaux concernent ainsi :

- Une opération d'éclairage public comprenant le remplacement des candélabres sur les voies de la Libération, des Richauds et du Raumartin.

En application des dispositions combinées des articles L5215-26 et L5217-7 du code général des collectivités territoriales, des fonds de concours peuvent être versés entre une métropole et ses communes membres pour financer la réalisation d'un équipement après accords concordants exprimés à la majorité simple du conseil métropolitain et des conseils municipaux concernés.

Le montant total des fonds de concours ne peut excéder la part du financement assurée, hors subventions, par le bénéficiaire du fonds de concours.

Ainsi, la Métropole a sollicité, sur la base de ces dispositions, une participation financière de la commune de Saint-Victoret.

En conséquence, et pour acter cet accord financier, les parties se sont accordées sur les termes de la convention présentée ci-après

Ces modalités financières viennent compléter la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée passée entre la commune de Saint-Victoret et la Métropole Aix-Marseille-Provence pour les opérations d'investissement en matière d'éclairage public : réfection des candélabres sur les voies de la Libération, des Richauds et du Raumartin.

Le coût global des travaux est estimé à 215 880 € TTC soit 179 900 € HT sur 2022.

La participation de la commune s'élèvera à 50 % du coût total de l'opération hors taxes (hors subvention), et dans la limite de 89 950 €.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient de solliciter la commune de Saint-Victoret afin d'obtenir une compensation financière par fonds de concours dans le cadre de la prise en charge des travaux remplacement des candélabres sur les voies de la Libération, des Richauds et du Raumartin ;
- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'approbation d'une convention de fonds de concours avec la commune de Saint-Victoret pour les travaux d'éclairage public métropolitain : programmation 2022 ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation d'une convention de fonds de concours pour les travaux d'éclairage public métropolitain concernant le remplacement des candélabres sur les voies de la Libération, des Richauds et du Raumartin sur la commune de Saint-Victoret.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOIMOB 011-062/22/CT

■ CT1 - Approbation d'une convention de fonds de concours avec la commune de Septèmes-les-Vallons pour les travaux d'éclairage public : aménagement de l'avenue du Docteur Edouard Sauze

Avis du Conseil de Territoire

DRMVEP 22/20185/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

La délibération « Approbation d'une convention de fonds de concours avec la commune de Septèmes-les-Vallons pour les travaux d'éclairage public : aménagement de l'avenue du Docteur Edouard Sauze », satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

La Métropole Aix-Marseille Provence exerce, à compter de sa création le 1^{er} janvier 2016, les compétences de la communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

A ce titre, elle exerce, sur le périmètre du Territoire de Marseille Provence les compétences transférées par les communes et notamment la compétence « création, aménagement et entretien de voirie. »

Toutefois, l'éclairage public était demeuré de compétence communale.

Dans le cadre du contrôle de légalité sur un marché public de la Ville de Marseille relatif à l'éclairage public, le Préfet de Région, Préfet des Bouches-du-Rhône, a indiqué, le 28 janvier 2019 : « la loi du 27 janvier 2014 prévoit la compétence exclusive de la Métropole en matière d'aménagement de l'espace métropolitain, ce qui inclut l'éclairage public, en tant qu'élément indissociable de la compétence voirie. »

Le Préfet a réitéré cette position, le 14 mars 2019, sur un marché de la ville de Cassis. Dès lors, il appartient à la Métropole d'assurer pleinement cette compétence.

Cependant, dans l'immédiat, la Métropole ne dispose pas des moyens humains et matériels nécessaires à l'exercice de cette mission.

Une convention de gestion a été conclue entre la Métropole et la commune de Septèmes-Les-Vallons pour les opérations de fonctionnement et de grosses réparations.

Dans le même esprit et pour un souci de conduite optimale des opérations lancées avant le transfert, il est apparu souhaitable que les communes poursuivent l'accompagnement de certaines opérations d'investissement.

A cette fin, les articles L 2422-5 à -11 du livre IV du Code de la Commande Publique permettent au maître d'ouvrage de confier par convention de mandat certaines des attributions relevant de la maîtrise d'ouvrage de la Métropole à une commune membre.

La commune de Septèmes-les-Vallons envisage de réaliser des travaux de rénovation de l'éclairage public sur l'avenue du Docteur Edouard Sauze.

Le projet s'inscrit dans l'aménagement d'une voie verte à Septèmes-les-Vallons, sur la RD 59c, entre le giratoire du boulevard des Pins qui dessert la Gavotte Peyret, Quartier Prioritaire de la Villeau sud et celui de la route d'Apt (RD 543) au nord.

Cet aménagement permettra d'offrir un mode alternatif de déplacement participant ainsi aux stratégies de développement à faibles émissions de carbone.

La rénovation de l'éclairage prendra en charge la dépose et la pose de candélabres et luminaires avec mise en place des câbles et réseaux nécessaires (estimation de 26 candélabres mis en service).

En application des dispositions combinées des articles L5215-26 et L5217-7 du code général des collectivités territoriales, des fonds de concours peuvent être versés entre une métropole et ses communes membres pour financer la réalisation d'un équipement après accords concordants exprimés à la majorité simple du conseil métropolitain et des conseils municipaux concernés.

Le montant total des fonds de concours ne peut excéder la part du financement assurée, hors subventions, par le bénéficiaire du fonds de concours.

Ainsi, la Métropole a sollicité, sur la base de ces dispositions, une participation financière de la Commune de Septèmes-les-Vallons.

En conséquence, et pour acter cet accord financier, les parties se sont accordées sur les termes de la convention présentée ci-après

Ces modalités financières viennent compléter la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée passée entre la commune de Septèmes-les-Vallons et la Métropole Aix-Marseille Provence.

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Le coût global des travaux est estimé à 108 165 € TTC soit 90 137 € HT.

La participation de la Commune s'élèvera à 50 % du coût total de l'opération hors taxes (hors subvention) dans la limite de 45 069 €.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient de solliciter la commune de Septèmes-les-Vallons afin d'obtenir une compensation financière par fonds de concours dans le cadre de la prise en charge des travaux liés à la rénovation de l'éclairage public métropolitain sur l'avenue du Docteur Edouard Sauze sur le territoire de la commune de Septèmes-les-Vallons ;
- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'approbation d'une convention de fonds de concours avec la commune de Septèmes-les-Vallons pour les travaux d'éclairage public : aménagement de l'avenue du Docteur Edouard Sauze ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation d'une convention de fonds de concours pour l'opération de rénovation de l'éclairage public métropolitain sur l'avenue du Docteur Edouard Sauze sur le territoire de la commune de Septèmes-les-Vallons.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOIMOB 012-063/22/CT

■ CT1 - Présentation du rapport d'activité 2020 de la Régie des transports Métropolitains pour l'exploitation du service de transport public urbain

**Avis du Conseil de Territoire
DPMOD 22/20209/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Présentation du rapport d'activité 2020 de la Régie des transports Métropolitains pour l'exploitation du service de transport public urbain », satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

La Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé, en Conseil communautaire du 18 décembre 2010, le contrat de service public pour l'exploitation des services de transport urbain avec la Régie des Transports de Marseille.

Conformément à l'article 6.1.1 du Contrat d'Obligation de Service Public, la RTM remet chaque année à L'Autorité Organisatrice un rapport présentant l'exécution des services de l'année écoulée et les données financières s'y rapportant.

L'examen du rapport 2020 est mis à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante qui en prend acte.

Ce dernier a fait l'objet d'une analyse de la part des services métropolitains dont la synthèse est jointe à la présente délibération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à la présentation du rapport d'activité 2020 de la Régie des transports Métropolitains pour l'exploitation du service de transport public urbain ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur la Présentation du rapport d'activité 2020 de la Régie des transports Métropolitains pour l'exploitation du service de transport public urbain.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOIMOB 013-064/22/CT

■ CT1 - Présentation du rapport d'activité 2020 de la Régie des Transports RDT pour l'exploitation du service de transport public

Avis du Conseil de Territoire DPMOD 22/20211/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Présentation du rapport d'activité 2020 de la Régie des Transports RDT pour l'exploitation du service de transport public », satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Lors du Conseil de décembre 2015 le Contrat d'Obligation de Service Public (COSP) de la Régie Des Transports a été approuvé.

Dans le cadre de ce COSP, établi en application des dispositions du Règlement CE n°1370/2007 du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2007 relatif aux services publics de transport de voyageurs par chemin de fer et par route, la Régie Des Transports, en sa qualité d'opérateur interne, a pour objet de réaliser toute prestation de service pour le compte de la Métropole Aix- Marseille-Provence relevant de cette réglementation à titre principal, complémentaire ou connexe.

Conformément à l'article 1.13.1 du Contrat d'Obligation de Service Public, la RDT remet chaque année à l'Autorité Organisatrice un rapport présentant l'exécution des services de l'année écoulée et les données financières s'y rapportant.

L'examen du rapport 2020 est mis à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante qui en prend acte.

Ce dernier a fait l'objet d'une analyse de la part des services métropolitains dont la synthèse est jointe à la présente délibération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d’adopter une délibération relative à la Présentation du rapport d’activité 2020 de la Régie des Transports RDT pour l’exploitation du service de transport public ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur la présentation du rapport d'activité 2020 de la Régie des Transports RDT pour l'exploitation du service de transport public.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Commission "Propreté - Déchets"

PED 001-065/22/CT

■ CT1 - Approbation d'un protocole transactionnel avec la Société SOCIETE MEDITERRANEENNE DE NETTOIEMENT SAS SMN pour le paiement de prestations relatives à la collecte des déchets ménagers sur une partie du territoire de Marseille

**Information du Conseil de Territoire
DGPROP 22/20122/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

**Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.**

Les perturbations qui ont affecté du 24 novembre au 14 décembre 2021, la collecte des déchets ménagers sur une partie du territoire de Marseille Provence et en particulier sur le secteur régie de la ville de Marseille (1er ,4ième, 5ième, 6ième, 7ième, 8eme ; 9eme ; 10eme; 11eme ; 12eme et 13eme arrondissements) ont nécessité des mesures exceptionnelles afin d'éviter un risque sanitaire.

De ce fait, pour résorber le plus rapidement possible l'accumulation des déchets sur la voie publique, des moyens importants provenant d'entreprises privées, ont été mobilisés et ce dans les meilleurs délais.

A cet effet, il a été demandé à la SOCIETE MEDITERRANEENNE DE NETTOIEMENT SAS (SMN) de procéder à des opérations ponctuelles de collecte de déchets ménagers du 30 novembre au 31 décembre 2021.

Il y a donc lieu d'assurer le règlement, par la voie transactionnelle, de ces prestations de collecte exécutées par la SOCIETE MEDITERRANEENNE DE NETTOIEMENT SAS (SMN) et s'élevant à un montant de 113 126, 27 euros TTC.

Il est ainsi proposé au Bureau de la Métropole d'approuver le recours à une procédure transactionnelle avec la société SMN fin de procéder au paiement des prestations de collecte des déchets ménagers réalisées.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient d'indemniser la société SMN pour des prestations de collecte des déchets ménagers réalisées du 30 novembre au 31 décembre 2021 ;
- Qu'il convient d'approuver la signature du protocole transactionnel annexé ayant pour objet le paiement des prestations de collecte des déchets ménagers réalisées du 30 novembre au 31 décembre 2021.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte sur le projet de délibération portant sur l'approbation d'un protocole transactionnel avec la Société SOCIETE MEDITERRANEENNE DE NETTOIEMENT SAS SMN pour le paiement de prestations relatives à la collecte des déchets ménagers sur une partie du territoire de Marseille.

PED 002-066/22/CT

■ **CT1 - Approbation d'un protocole transactionnel avec la Société EUROVIA Provence Alpes Côte d'Azur pour le paiement de prestations relatives à la collecte des déchets ménagers sur une partie du territoire de Marseille**

Information du Conseil de Territoire DGPROP 22/20220/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Les perturbations qui ont affecté du 24 novembre au 14 décembre 2021, la collecte des déchets ménagers sur une partie du territoire de Marseille Provence et en particulier sur le secteur régie de la ville de Marseille (1^{er}, 4^{ème}, 5^{ème}, 6^{ème}, 7^{ème}, 8^{ème}, 9^{ème}, 10^{ème}, 11^{ème}, 12^{ème} et 13^{ème} arrondissements) ont nécessité des mesures exceptionnelles afin d'éviter un risque sanitaire.

De ce fait, pour résorber le plus rapidement possible l'accumulation des déchets sur la voie publique, des moyens importants provenant d'entreprises privées, ont été mobilisés et ce dans les meilleurs délais.

C'est dans ce cadre qu'il a été demandé à la société EUROVIA Provence Alpes Côte d'Azur de procéder à des opérations ponctuelles de collecte de déchets ménagers.

Ces prestations ont été réalisées du 14 décembre 2021 au 7 janvier 2022.

Il convient de régler par protocole transactionnel les prestations exécutées par la société EUROVIA Provence Alpes Côte d'Azur d'un montant de 73 656 euros TTC résultat d'un abattement consenti par l'entreprise de 13,044 % sur le prix de la prestation.

Il est ainsi proposé au Bureau de la Métropole d'approuver le recours à une procédure transactionnelle avec la société EUROVIA Provence Alpes Côte d'Azur afin de procéder au paiement prestations exceptionnelles de collecte de déchets ménagers réalisées du 14 décembre 2021 au 7 janvier 2022.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient d'indemniser la société EUROVIA Provence Alpes Côte d'Azur pour les prestations exceptionnelles de collecte de déchets ménagers réalisées du 14 décembre 2021 au 7 janvier 2022 ;
- Qu'il convient d'approuver la signature du protocole transactionnel annexé.

DELIBERE

Article unique

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte sur le projet de délibération portant sur l'approbation d'un protocole transactionnel avec la Société EUROVIA Provence Alpes Côte d'Azur pour le paiement de prestations relatives à la collecte des déchets ménagers sur une partie du territoire de Marseille.

PED 003-067/22/CT

■ CT1 - Approbation d'un protocole transactionnel avec la Société DRAGUI Transport pour le paiement de prestations relatives à la collecte des déchets ménagers sur une partie du territoire de Marseille

**Information du Conseil de Territoire
DGPROP 22/20221/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Les perturbations qui ont affecté du 24 novembre au 14 décembre 2021, la collecte des déchets ménagers sur une partie du territoire de Marseille Provence et en particulier sur le secteur régie de la ville de Marseille (1^{er}, 4^{ème}, 5^{ème}, 6^{ème}, 7^{ème}, 8^{ème}, 9^{ème}, 10^{ème}, 11^{ème}, 12^{ème} et 13^{ème} arrondissements) ont nécessité des mesures exceptionnelles afin d'éviter un risque sanitaire.

De ce fait, pour résorber le plus rapidement possible l'accumulation des déchets sur la voie publique, des moyens importants provenant d'entreprises privées, ont été mobilisés et ce dans les meilleurs délais.

C'est dans ce cadre qu'il a été demandé à la société DRAGUI Transport de procéder à des opérations ponctuelles de collecte de déchets ménagers.

Ces prestations ont été réalisées du 21 décembre 2021 au 7 janvier 2022.

Il convient de régler par protocole transactionnel les prestations exécutées par la société DRAGUI Transport d'un montant de 39 583,50 euros TTC résultat d'un abattement consenti par l'entreprise de 10% sur le prix de la prestation

Il est ainsi proposé au Bureau de la Métropole d'approuver le recours à une procédure transactionnelle avec la société DRAGUI Transport afin de procéder au paiement des prestations de collecte des déchets ménagers réalisées du 21 décembre 2021 au 7 janvier 2022.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient d'indemniser la société DRAGUI Transport pour les prestations exceptionnelles de collecte de déchets ménagers réalisées du 21 décembre 2021 au 7 janvier 2022 ;
- Qu'il convient d'approuver la signature du protocole transactionnel annexé ayant pour objet le paiement des prestations de collecte des déchets ménagers réalisées du 21 décembre 2021 au 7 janvier 2022.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte sur le projet de délibération portant sur l'approbation d'un protocole transactionnel avec la Société DRAGUI Transport pour le paiement de prestations relatives à la collecte des déchets ménagers sur une partie du territoire de Marseille.

PED 004-068/22/CT

■ CT1 - Approbation d'un protocole transactionnel avec la société NOE CONCEPT pour le paiement de prestations relatives à la collecte des déchets ménagers sur une partie du territoire de Marseille

Information du Conseil de Territoire DGPROP 22/20222/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Les perturbations qui ont affecté du 24 novembre au 14 décembre 2021, la collecte des déchets ménagers sur une partie du territoire de Marseille Provence et en particulier sur le secteur régie de la ville de Marseille (1^{er}, 4^{ème}, 5^{ème}, 6^{ème}, 7^{ème}, 8^{ème}, 9^{ème}, 10^{ème}, 11^{ème}, 12^{ème} et 13^{ème} arrondissements) ont nécessité des mesures exceptionnelles afin d'éviter un risque sanitaire.

De ce fait, pour résorber le plus rapidement possible l'accumulation des déchets sur la voie publique, des moyens importants provenant d'entreprises privées, ont été mobilisés et ce dans les meilleurs délais.

A cet effet, il a été demandé à la société NOE CONCEPT de procéder à des opérations ponctuelles de collecte de déchets ménagers.

Ces prestations ont été réalisées du 27 novembre 2021 au 9 janvier 2022.

Il convient de régler par protocole transactionnel les prestations exécutées par la société NOE CONCEPT s'élevant à un montant de 609 290 €TTC résultant de l'application des tarifs négociés lors de la grève de septembre 2021.

Il est ainsi proposé au Bureau de la Métropole d'approuver le recours à une procédure transactionnelle avec la société NOE CONCEPT afin de procéder au paiement des prestations de collecte des déchets ménagers réalisées du 27 novembre 2021 au 9 janvier 2022.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient d'indemniser la société NOE CONCEPT pour les prestations exceptionnelles de collecte de déchets ménagers réalisées du 27 novembre 2021 au 9 janvier 2022 ;
- Qu'il convient d'approuver la signature du protocole transactionnel annexé ayant pour objet le paiement des prestations de collecte des déchets ménagers réalisées du 27 novembre 2021 au 9 janvier 2022.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte sur le projet de délibération portant sur l'approbation d'un protocole transactionnel avec la société NOE CONCEPT pour le paiement de prestations relatives à la collecte des déchets ménagers sur une partie du territoire de Marseille.

PED 005-069/22/CT

■ CT1 - Approbation d'un protocole transactionnel avec la Société ORTEC Environnement pour le paiement de prestations relatives à la collecte des déchets ménagers sur une partie du territoire de Marseille

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

**Information du Conseil de Territoire
DGPROP 22/20224/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Les perturbations qui ont affecté du 24 novembre au 14 décembre 2021, la collecte des déchets ménagers sur une partie du territoire de Marseille Provence et en particulier sur le secteur régie de la ville de Marseille (1^{er}, 4^{ème}, 5^{ème}, 6^{ème}, 7^{ème}, 8^{ème}, 9^{ème}, 10^{ème}, 11^{ème}, 12^{ème} et 13^{ème} arrondissements) ont nécessité des mesures exceptionnelles afin d'éviter un risque sanitaire.

De ce fait, pour résorber le plus rapidement possible l'accumulation des déchets sur la voie publique, des moyens importants provenant d'entreprises privées, ont été mobilisés et ce dans les meilleurs délais.

C'est dans ce cadre qu'il a été demandé à la société ORTEC Environnement de procéder à des opérations ponctuelles de collecte de déchets ménagers.

Ces prestations ont été réalisées du 20 décembre 2021 au 5 janvier 2022.

Il convient de régler par protocole transactionnel les prestations exécutées par la société ORTEC Environnement d'un montant de 38 661, 92 euros TTC résultant de l'application des tarifs négociés lors de la grève de Septembre 2021.

Il est ainsi proposé au Bureau de la Métropole d'approuver le recours à une procédure transactionnelle avec la société ORTEC Environnement afin de procéder au paiement des prestations de collecte des déchets ménagers réalisées du 20 décembre 2021 au 5 janvier 2022.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient d'indemniser la société ORTEC Environnement pour les prestations exceptionnelles de collecte de déchets ménagers réalisées du 20 décembre 2021 au 5 janvier 2022 ;
- Qu'il convient d'approuver la signature du protocole transactionnel annexé ayant pour objet le paiement des prestations de collecte des déchets ménagers réalisées du 20 décembre 2021 au 5 janvier 2022.

DELIBERE

Article unique:

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte sur le projet de délibération portant sur l'approbation d'un protocole transactionnel avec la Société ORTEC Environnement pour le paiement de prestations relatives à la collecte des déchets ménagers sur une partie du territoire de Marseille.

PED 006-070/22/CT

■ CT1 - Approbation d'un protocole transactionnel avec la Société SUEZ RV Méditerranée pour le paiement de prestations relatives à la collecte des déchets ménagers sur une partie du territoire de Marseille

Information du Conseil de Territoire DGPROP 22/20227/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Les perturbations qui ont affecté du 24 novembre au 14 décembre 2021, la collecte des déchets ménagers sur une partie du territoire de Marseille Provence et en particulier sur le secteur régié de la ville de Marseille (1^{er}, 4^{ème}, 5^{ème}, 6^{ème}, 7^{ème}, 8^{ème} ; 9^{ème} ; 10^{ème}, 11^{ème} ; 12^{ème} et 13^{ème} arrondissements) ont nécessité des mesures exceptionnelles afin d'éviter un risque sanitaire.

De ce fait, pour résorber le plus rapidement possible l'accumulation des déchets sur la voie publique, des moyens importants provenant d'entreprises privées, ont été mobilisés et ce dans les meilleurs délais.

C'est dans ce cadre qu'il a été demandé à la société SUEZ RV Méditerranée de procéder à des opérations ponctuelles de collecte de déchets ménagers et de mises à disposition de bennes dans les rues de Marseille.

Ces prestations ont été réalisées du 10 décembre 2021 au 4 janvier 2022.

Il convient de régler par protocole transactionnel les prestations exécutées par la société SUEZ RV Méditerranée d'un montant de 57 651 euros TTC résultant de l'application des tarifs négociés lors de la grève de Septembre 2021.

Il est ainsi proposé au Bureau de la Métropole d'approuver le recours à une procédure transactionnelle avec la société SUEZ RV Méditerranée afin de procéder au paiement des prestations de collecte des déchets ménagers réalisées du 10 décembre 2021 au 4 janvier 2022.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient d'indemniser la société SUEZ RV Méditerranée pour les prestations exceptionnelles de collecte de déchets ménagers réalisées du 10 décembre 2021 au 4 janvier 2022 ;
- Qu'il convient d'approuver la signature du protocole transactionnel annexé ayant pour objet le paiement des prestations de collecte des déchets ménagers réalisées du 10 décembre 2021 au 4 janvier 2022.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte sur le projet de délibération portant sur l'approbation d'un protocole transactionnel avec la Société SUEZ RV Méditerranée pour le paiement de prestations relatives à la collecte des déchets ménagers sur une partie du territoire de Marseille.

PED 007-071/22/CT

■ **CT1 - Approbation d'un protocole transactionnel avec la Société URBASER ENVIRONNEMENT pour le paiement de prestations relatives à la collecte des déchets ménagers sur une partie du territoire de Marseille**

Information du Conseil de Territoire DGPROP 22/20228/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Les perturbations qui ont affecté du 24 novembre au 14 décembre 2021, la collecte des déchets ménagers sur une partie du territoire de Marseille Provence et en particulier sur le secteur régie de la ville de Marseille (1^{er}, 4^{ième}, 5^{ième}, 6^{ième}, 7^{ième}, 8^{ème} ; 9^{ème} ; 10^{ème}, 11^{ème} ; 12^{ème} et 13^{ème} arrondissements) ont nécessité des mesures exceptionnelles afin d'éviter un risque sanitaire.

De ce fait, pour résorber le plus rapidement possible l'accumulation des déchets sur la voie publique, des moyens importants provenant d'entreprises privées, ont été mobilisés et ce dans les meilleurs délais.

C'est dans ce cadre qu'il a été demandé à la société URBASER ENVIRONNEMENT SAS de procéder à des opérations ponctuelles de collecte de déchets ménagers.

Ces prestations ont été réalisées du 8 décembre 2021 au 9 janvier 2022.

Il convient de régler par protocole transactionnel les prestations exécutées par la société URBASER ENVIRONNEMENT SAS d'un montant de 319 653, 93 euros TTC résultant de l'application des tarifs négociés lors de la grève de Septembre 2021.

Il est ainsi proposé au Bureau de la Métropole d'approuver le recours à une procédure transactionnelle avec la société URBASER ENVIRONNEMENT afin de procéder au paiement des prestations de collecte des déchets ménagers réalisées du 8 décembre 2021 au 9 janvier 2022.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient d'indemniser la société URBASER ENVIRONNEMENT SAS pour les prestations exceptionnelles de collecte de déchets ménagers réalisées du 8 décembre 2021 au 9 janvier 2022 ;
- Qu'il convient d'approuver la signature du protocole transactionnel annexé ayant pour objet le paiement des prestations de collecte des déchets ménagers réalisées du 8 décembre 2021 au 9 janvier 2022.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte sur le projet de délibération portant sur l'approbation d'un protocole transactionnel avec la Société URBASER ENVIRONNEMENT pour le paiement de prestations relatives à la collecte des déchets ménagers sur une partie du territoire de Marseille.

PED 008-072/22/CT

■ CT1 - Approbation d'un protocole transactionnel avec la Société ONYX Méditerranée pour le paiement de prestations relatives à la collecte des déchets ménagers sur une partie du Territoire de Marseille

**Information du Conseil de Territoire
DGPROP 22/20229/CT**

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Les perturbations qui ont affecté du 24 novembre au 14 décembre 2021, la collecte des déchets ménagers sur une partie du territoire de Marseille Provence et en particulier sur le secteur régie de la ville de Marseille (1er ,4ième, 5ième, 6ième, 7ième, 8ème ;9ème ; 10ème; 11ème ; 12ème et 13ème arrondissements) ont nécessité des mesures exceptionnelles afin d'éviter un risque sanitaire.

De ce fait, pour résorber le plus rapidement possible l'accumulation des déchets sur la voie publique, des moyens importants provenant d'entreprises privées, ont été mobilisés et ce dans les meilleurs délais.

A cet effet, il a été demandé à la société ONYX Méditerranée de procéder à des opérations ponctuelles de collecte de déchets ménagers.

Ces prestations ont été réalisées du 13 décembre 2021 au 07 janvier 2022.

Il convient de régler par protocole transactionnel les prestations exécutées par la société ONYX Méditerranée s'élevant à un montant de 19 681,75 euros TTC (17 892, 50 € HT) résultant d'un abattement consenti par l'entreprise de 10,53 % sur le prix de la prestation.

Il est ainsi proposé au Bureau de la Métropole d'approuver le recours à une procédure transactionnelle avec la société ONYX Méditerranée afin de procéder au paiement des prestations de collecte des déchets ménagers réalisées du 13 décembre 2021 au 07 janvier 2022.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient d'indemniser la société ONYX Méditerranée pour des prestations de collecte des déchets ménagers réalisées du 13 décembre 2021 au 07 janvier 2022 ;

- Qu'il convient d'approuver la signature du protocole transactionnel annexé ayant pour objet le paiement des prestations de collecte des déchets ménagers réalisées du 13 décembre 2021 au 07 janvier 2022.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte sur le projet de délibération portant sur l'approbation d'un protocole transactionnel avec la Société ONYX Méditerranée pour le paiement de prestations relatives à la collecte des déchets ménagers sur une partie du territoire de Marseille.

PED 009-073/22/CT

■ **CT1 - Présentation du rapport annuel technique et financier 2020 du Déléataire de la Délégation de Service Public n°12/024 portant sur la valorisation énergétique du biogaz produit sur le Centre de Stockage des Déchets CSD de La Crau**

Information du Conseil de Territoire DTD 22/20123/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Par délibération N°AGER 004-862/11/CC du 9 décembre 2011, la Métropole Aix-Marseille-Provence a délégué, par contrat de concession, la valorisation énergétique du biogaz produit sur le Centre de Stockage des Déchets (CSD) de La Crau, y compris l'entretien, le réglage du biogaz et le traitement des lixiviats, au groupement solidaire d'entreprises constitué des sociétés VERDESIS France devenue DALKIA Biogaz et GRS Valtech. Ce contrat a pris effet le 13 février 2012 pour une durée de 17 ans.

Conformément à l'article 27 du Contrat de Délégation de Service Public (DSP), la société LA CRAU ENERGIES VERTES s'est substituée de plein droit au groupement solidaire d'entreprises susvisé, à la date de son immatriculation, soit à compter du 2 mai 2012.

Comme convenu à l'article 19 de la convention liant la Métropole à la Société LA CRAU ENERGIES VERTES, le délégataire doit remettre chaque année à l'autorité délégante un rapport annuel permettant d'apprécier les conditions d'exécution du service public.

L'examen du rapport technique et financier 2020 est mis à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante qui en prend acte.

Ce rapport a fait l'objet d'une analyse par les services métropolitains dont une synthèse est jointe en annexe.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;

**Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.**

- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le Code de l'environnement ;
- La délibération n°AGER 004-862/11/CC du 9 décembre 2011, approuvant le choix du Délégataire et le Contrat de Délégation de Service Public n°12/024 ;
- Le contrat de Délégation de Service Public et ses annexes administratives, techniques et financières ;
- L'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le rapport annuel technique et financier du délégataire pour l'année 2020 a été remis par la société LA CRAU ENERGIES VERTES conformément à l'article 19 de la convention N°12/024.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte sur le projet de délibération portant sur la présentation du rapport annuel technique et financier du délégataire pour l'année 2020, remis par la société La Crau Energies Vertes relatif au contrat de DSP n°12/024 portant sur la valorisation énergétique du biogaz produit sur le Centre de Stockage des Déchets de La Crau.

PED 010-074/22/CT

■ CT1 - Présentation du rapport annuel technique et financier 2020 du Délégataire de la Délégation de Service Public portant sur la conception, le financement, la réalisation et l'exploitation du centre de traitement multifilières des déchets ménagers et assimilés sur le territoire de la commune de Fos-sur-Mer

Information du Conseil de Territoire DTD 22/20126/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Depuis sa création, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce la compétence « élimination et valorisation des déchets ménagers et assimilés ».

La convention de Délégation de Service Public n° 05/1130 a été approuvée et attribuée par délibération DPRO 05/164/CC du 13 mai 2005, à un groupement d'entreprises composé des sociétés URBASER SA et VALORGA INTERNATIONAL, qui a créé, conformément à ce qui était prévu par le contrat de délégation, la société EveRé SAS.

Cette société est aujourd'hui l'entreprise délégataire du service public de traitement et de valorisation des déchets du Territoire Marseille Provence et assure à ce titre l'ensemble des opérations inhérentes au contrat de délégation établi pour la création et l'exploitation du Centre de Traitement Multifilière dédié.

Conformément à l'article L 1411-13 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire remet chaque année à l'autorité délégante un rapport annuel financier et technique retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation de service public. L'examen de ce rapport est mis à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante qui en prend acte.

Le rapport du délégataire pour l'exercice 2020, a fait l'objet d'une analyse de la part des services métropolitains dont la synthèse est jointe à la présente délibération.

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- L'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le rapport annuel du délégataire pour l'année 2020 a été remis par la société EveRé SAS conformément à l'article 37.2.2 de la convention de Délégation de Service Public n°05/1130.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération portant sur la présentation du rapport annuel technique et financier du délégataire pour l'année 2020, remis par la société EveRé SAS relatif au contrat de Délégation de Service Public n°05/1130 portant sur la conception, le financement, la réalisation et l'exploitation d'un Centre de Traitement Multifilière des déchets ménagers et assimilés sur le Territoire Marseille Provence, annexé au présent rapport.

PED 011-075/22/CT

■ **CT1 - Approbation des avenants n°1 aux conventions pluriannuelles avec les lauréats du volet 2 de l'appel à projets Prévention des déchets réemploi, réparation et réutilisation sur Marseille Provence - Attribution des subventions pour l'année 2022**

**Information du Conseil de Territoire
DGPROP 22/20230/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Par délibération du 19 décembre 2019, la Métropole a validé son plan de prévention des déchets ménagers et assimilés 2019-2025 avec pour objectif de réduire de 10% le ratio de déchets ménagers et assimilés d'ici 2025. L'axe 4 de ce plan propose d'assurer un maillage du territoire en solution de proximité pour les habitants pour réparer, réemployer ou réutiliser leurs objets ce qui permettra de leur donner une seconde vie.

Début 2020, la loi n°2020-105 relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire définit des objectifs nationaux en matière de prévention des déchets dont l'objectif d'atteindre en 2023 une proportion de 5% des emballages réemployés et de 10% en 2027.

Fin 2020 la Métropole a lancé l'appel à projets « Prévention des déchets réemploi, réparation et réutilisation 2020-2024 » sur 3 territoires avec pour objectif d'identifier et soutenir les projets qui s'inscrivent dans l'axe 4 du plan de prévention métropolitain selon 2 volets :

- Volet 1 : animation et gestion des espaces de réemploi sur les 23 déchèteries équipées d'espace dédié ;
- Volet 2 : développement d'installation et/ou de projets innovants permettant de réemployer / réparer / réutiliser les déchets ménagers.

À la clôture de cet appel à projets, le 25 janvier 2021, vingt dossiers de candidatures ont été reçus avec une démarche collective très forte des acteurs du réemploi à l'échelle de la Métropole.

Pour le territoire Marseille Provence, par délibération du 15 avril 2021, le Bureau de Métropole, après avis du Conseil de Territoire, a validé 3 conventions pluriannuelles concernant le volet 1 « animation et gestion des espaces réemploi ».

Pour le volet 2 « développement d'installation et/ou de projets innovants permettant de réemployer / réparer / réutiliser les déchets ménagers », par délibération du 4 juin 2021, le Bureau de Métropole, après avis du Conseil de Territoire, a retenu 2 dossiers sur 3 pour le caractère innovant et expérimental de leurs projets qui présentent un fort potentiel de reproductibilité :

- L'association L'Incassable qui déploie une filière de réemploi d'emballages alimentaires avec une première expérimentation sur le réemploi d'emballages en verre et une sensibilisation des ménages autour du réemploi.
- La recyclerie sportive, portée par l'association 3S-Séjour Sportif Solidaire, qui installe une recyclerie spécialisée dans la collecte et la valorisation de matériels sportifs de tout type via les citoyens et professionnels (+40 sports) sur Marseille. Une fois nettoyé, réparé ou transformé ce matériel sera redistribué solidairement via des boutiques permanentes ou éphémères, braderies, e-boutiques en complément d'une sensibilisation de tous les acteurs de la filières (du citoyen au producteur).

Des conventions pluriannuelles d'objectifs ont été signées avec ces structures pour accompagner le déploiement de leur projet sur Marseille Provence et participer à la prise de conscience des habitants de la nécessité de prévenir la production de déchets.

Bilan des actions 2021 des projets retenus sur le volet 2

- ✓ **L'incassable** : l'expérimentation de réemploi de bouteilles en verre est lancée, en partenariat avec des brasseries artisanales locales, depuis le mois de septembre 2021 via un réseau de 20 points de collectes partenaires équipés en casiers (300) et meubles de collecte (10 fabriqués par des artisans locaux).
- ✓ **La Recyclerie sportive** : l'année 2021 a été prometteuse pour cette association et laisse entrevoir de belles perspectives de développement et d'impact en termes de réduction des déchets et de sensibilisations des citoyens. L'association a pu ainsi collecter 3,9 T de matériel de sport via des collectes événementielles ou des PAV dédiés, réparer divers matériels de sport dont 290 vélos en organisant des ateliers de Co-réparation chaque samedi, et redistribuer le matériel de sport grâce à des braderies ou par leur boutique solidaire.

Fort de ce constat positif, concernant le déploiement de ces projets innovants qui participent à l'évolution des comportements des administrés en leur offrant des solutions locales en matière de réemploi-réutilisation, ces structures sollicitent la Métropole pour poursuivre son soutien au titre de l'année 2022.

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Budget prévisionnel 2022 de l'action prévue par l'association l'Incassable :

L'association l'Incassable prévoit en 2022 l'achat supplémentaire de casiers de collecte et pallox pour poursuivre son déploiement de point de récupération des emballages consignés.

Dépenses	Montants	Recettes	Montants
Achats	28 700 €	Vente de produits	0 €
Services extérieurs (Locations, assurances...)	0 €	Subventions : Métropole AMP CT1 CT2 Aides privées	22 400 € 10 000 € 12 400€ 6 300 €
Total général des charges	28 700 €	Total Recettes	28 700 €

L'association L'INCASSABLE sollicite le Territoire Marseille Provence pour l'obtention d'une subvention d'investissement d'un montant total de **10 000 €** pour l'année 2022.

Budget prévisionnel 2022 de l'action prévue par l'association 3S-Séjour Sportif Solidaire:

La recyclerie sportive prévoit en 2022 la poursuite de son implantation sur Marseille, dans ses nouveaux locaux, ainsi que l'organisation de collectes événementielles et opération de réparation.

Dépenses	Montants	Recettes	Montants
Achats	12 640 €	Vente de produits	23 034 €
Services extérieurs	7 128 €	Subventions : Déchets-AAP RRR Marseille QPV Département Etat-Préfecture des BDR Agence de services de paiement	18 433 € 5 600 € 10 500 € 16 969 € 8 400 €
Autres services extérieurs	5 240 €	Autres recettes	2 800 €
Impôts, taxes	420 €		
Charges de personnel	54 242 €		
Dotations aux amortissements	6 066 €		
Total général des charges	85 736 €	Total Recettes	85 736 €

La ressourcerie 3 S-Séjour Sportif Solidaire sollicite le Territoire Marseille Provence pour l'obtention d'une subvention d'un montant total de **18 433 €** pour l'année 2022.

Par l'ensemble de ces actions, les deux associations citées ci-dessus participent à l'objectif de la Métropole et du territoire de déployer des solutions de réemploi de proximité pour les habitants et de sensibiliser à la réduction des déchets les habitants et professionnels.

Il est proposé de répondre favorablement à ces demandes de subvention.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La délibération DEA 040-19/12/19 CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 19 décembre 2019 approuvant le Plan Métropolitain de Prévention des Déchets Ménagers et Assimilés 2019-2025 ;
- La délibération FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 31 juillet 2020 portant Approbation du Règlement Budgétaire et Financier métropolitain ;
- La délibération TCM 015-8720/20/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 15 octobre 2020 approuvant la démarche de réduction des déchets par le lancement d'un appel à projets prévention des déchets - réemploi / réparation / réutilisation 2020-2024 sur la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La décision n°16 771 de mise en œuvre de la démarche de prévention des déchets dans le cadre de la loi relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire. - Approbation de l'appel à projets « réemploi – réparation – réutilisation 2020-2024 » et de la procédure de lancement associée ;
- La délibération PED 002-276/21/CT du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 06 juin 2021 approuvant les conventions pluriannuelles avec les lauréats du volet 2 de l'appel à projets « Prévention des déchets réemploi, réparation et réutilisation » sur Marseille Provence.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la réduction des déchets ménagers et assimilés est un enjeu pertinent pour la Métropole Aix-Marseille-Provence notamment dans le contexte de saturation des exutoires de traitement des déchets et d'augmentation des coûts ;
- Qu'il convient d'approuver les avenants n°1 des conventions pluriannuelles d'objectifs avec les lauréats du volet 2 de l'appel à projets « Prévention des déchets réemploi, réparation et réutilisation 2020-2024 ».

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte sur le projet de délibération portant sur l'attribution des avenants n° 1 aux conventions pluriannuelles avec les lauréats du volet 2 de l'appel à projets Prévention des déchets réemploi, réparation et réutilisation sur Marseille Provence - Attribution des subventions pour l'année 2022.

PED 012-076/22/CT

■ CT1 - Attribution d'une subvention à la Chambre de Commerce et d'Industrie Aix-Marseille-Provence CCIAMP - Approbation d'une convention d'objectifs

Information du Conseil de Territoire

DID 22/20135/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Chambre de Commerce et d'Industrie Aix-Marseille-Provence (CCIAMP) grâce à ses actions et au nombre de Ses adhérents dispose d'un champ d'information et de communication large et précis qui peut être stratégique pour aborder des sujets importants.

Compte tenu de la politique d'actions en matière de gestion des déchets qu'elle met en place en direction de la population, la Métropole Aix-Marseille-Provence entend établir des relations avec toute personne physique ou morale, dont l'activité est considérée d'intérêt général dans ce domaine.

La CCIAMP souhaite réaliser son action et sollicite en conséquence l'attribution d'une subvention au titre de l'exercice 2022, dossier Astre N° 00001176.

Après instruction, il est proposé d'attribuer à la CCIAMP une subvention d'un montant de 80 000 Euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 portant adoption du règlement budgétaire et financier ;
- La délibération n° HN 001-8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation de compétence du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient d'approuver la convention de subvention entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la CCIAMP.

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte sur le projet de délibération portant sur l'attribution d'une subvention à la Chambre de Commerce et d'Industrie Aix-Marseille-Provence CIAMP - Approbation d'une convention d'objectifs.

PED 013-077/22/CT

■ CT1 - Attribution d'une subvention à la Chambre des Métiers de l'Artisanat CMAR - Approbation d'une convention d'objectifs

Information du Conseil de Territoire DID 22/20136/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Chambre des Métiers et de l'Artisanat grâce à ses actions et au nombre de ses adhérents dispose d'un champ d'information et de communication large et précis qui peut être stratégique pour aborder des sujets importants.

Compte tenu de la politique d'actions en matière de gestion des déchets qu'elle met en place en direction de la population, la Métropole Aix-Marseille-Provence entend établir des relations avec toute personne physique ou morale, dont l'activité est considérée d'intérêt général dans ce domaine.

La Chambre des Métiers et de l'Artisanat souhaite réaliser son action et sollicite en conséquence l'attribution d'une subvention au titre de l'exercice 2022, dossier MGDIS N°00001148

Après instruction, il est proposé d'attribuer à la CMAR une subvention d'un montant de 18 320 Euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 portant adoption du règlement budgétaire et financier ;
- La délibération n° HN 001-8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation de compétence du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient d'approuver la convention de subvention entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la CMAR

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération portant sur l'attribution d'une subvention à la Chambre des Métiers de l'Artisanat CMAR - Approbation d'une convention d'objectifs.

PED 014-078/22/CT

■ CT1 - Attribution d'une subvention à l'association Atelier bleu CPIE Côte Provençale pour l'année 2022 - Approbation d'une convention annuelle d'objectifs spécifiques

Information du Conseil de Territoire DGPROP 22/20223/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence est engagé dans une démarche de réduction des déchets en accord avec le Plan métropolitain de prévention des déchets ménagers et assimilés voté en décembre 2019.

Au sein de cette démarche la sensibilisation aux bons gestes de réduction des déchets et l'accompagnement des acteurs du territoire pour réduire et valoriser au mieux leurs déchets, notamment plastique, sont nécessaires. La pollution plastique est un problème global et systémique. La loi anti gaspillage pour une économie circulaire de février 2020 fixe des objectifs ambitieux de réduction des emballages plastiques à usage unique d'ici fin 2025.

Le Territoire Marseille Provence est pleinement engagé dans cette dynamique depuis plusieurs années avec la labellisation «Territoire zéro déchet zéro gaspillage » obtenue en 2016 et l'accompagnement de projets de réduction de l'utilisation des emballages plastique à usage unique.

L'Atelier Bleu-CPIE Côte Provençale a pour objectif d'agir pour promouvoir des comportements de citoyens responsables, actifs et respectueux de leur cadre de vie.

Au cours des années 2019 à 2021 elle a développé, en partenariat avec la Métropole, le projet « commerçants engagés pour des plages zéro déchet » en accompagnant une vingtaine de commerçants, principalement des plagistes, de deux plages de La Ciotat à réduire leur utilisation d'emballages plastique à usage unique afin de limiter la pollution plastique en mer.

L'association souhaite poursuivre cet accompagnement auprès des commerçants de La Ciotat en 2022. Concrètement il s'agit de proposer aux restaurateurs engagés dans la prévention des déchets plastiques d'aller plus loin dans leur engagement en expérimentant soit la consigne, soit une évaluation et caractérisation des bio déchets en vue de la mise en place d'action de lutte contre le gaspillage alimentaire et de leur collecte, soit le réemploi d'emballages durables pour leurs matières premières en lien avec leurs fournisseurs. Pour participer à ces expérimentations, les commerces devront contribuer
Financièrement.

Une fois l'expérimentation menée, leur volonté est de pérenniser au moins une des solutions en engageant de nouveaux commerces dans la démarche, et en participant à créer une logistique urbaine au service de la prévention des déchets.

La poursuite du projet sur l'année 2022 a pour objectif d'engager :

- 3 restaurateurs dans une expérimentation de consigne ;
- Entre 5 et 10 restaurateurs dans une opération de tri, caractérisation des biodéchets ;
- 1 fournisseur de matières premières (fruits, légumes, poisson...) à expérimenter une solution de bacs réutilisables pour la livraison de denrées alimentaires.
- Des animations pendant l'expérimentation pour faciliter l'adhésion des clients et des restaurateurs ;
- Suite aux résultats obtenus lors de l'expérimentation du tri des biodéchets, l'Atelier Bleu – CPIE Côte Provençale proposera des outils pour réduire le gaspillage alimentaire.

Le calendrier de ce projet correspond aussi à celui de la mise en place de la redevance spéciale. En favorisant l'engagement des acteurs économiques soumis à la redevance spéciale, ce projet peut inciter les professionnels d'un territoire à agir en faveur de la réduction des déchets

L'association a été soutenue l'an dernier, elle souhaite poursuivre son action et sollicite en conséquence l'attribution d'une subvention au titre de l'exercice 2022, dossier MGDIS N°348.

Après instruction, il est proposé d'attribuer à l'association Atelier Bleu-CPIE Côte Provençale une subvention d'un montant de 4 500 €.

**Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.**

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération DEA 040-19/12/19 CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 19 décembre 2019 approuvant le Plan Métropolitain de Prévention des Déchets Ménagers et Assimilés 2019-2025 ;
- La délibération FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 31 juillet 2020 portant Approbation du Règlement Budgétaire et Financier métropolitain.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la sensibilisation à la réduction des déchets dans une démarche d'économie circulaire représente un enjeu pertinent pour la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Qu'il convient d'approuver la convention annuelle de partenariat avec l'association Atelier Bleu-CPIE Côte Provençale.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte sur le projet de délibération portant sur l'attribution d'une subvention à l'association Atelier bleu CPIE Côte Provençale pour l'année 2022 - Approbation d'une convention annuelle d'objectifs spécifiques.

Commission "Eau - Assainissement"

EAU 001-079/22/CT

■ CT1 - Approbation d'une convention d'utilisation des eaux usées pour la récupération d'énergie thermique avec la société SCCV Envy Vallon Regny - Abrogation de la délibération TCM-001-10838/21/BM du 16 décembre 2021

**Avis du Conseil de Territoire
DVPAG 22/2021/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant pour avis:

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

Par l'adoption de son Plan Climat Air Energie métropolitain le 26 septembre 2019, la Métropole Aix-Marseille-Provence a affirmé sa volonté d'inscrire le développement durable dans sa politique publique.

Elle marque ainsi sa volonté d'agir par son engagement, et sa mobilisation sur un plan d'actions à la hauteur de l'objectif de réduction des émissions de gaz à effet de serre.

La température des eaux transitant dans les réseaux et le débit important associés, représentent une énergie exploitable grâce à des échangeurs qui vont permettre de produire du chaud l'hiver et du froid l'été.

Le principe de ces installations repose sur la réalisation d'échangeurs en radier dans les canalisations existantes ou hors collecteur en utilisant le même principe lié à la température des eaux usées, pour autant que le débit transit, le diamètre et la capacité des canalisations l'autorisent. L'échangeur est relié à une pompe à chaleur réversible qui pourra produire du chaud comme du froid.

La société SCCV ENVY VALLON REGNY et ses partenaires développent des compétences et des connaissances permettant de concevoir et de réaliser des solutions d'éco-efficacité énergétiques. Ils ont conçu une solution de valorisation de l'énergie thermique des eaux usées, à construire à proximité d'un collecteur du réseau d'assainissement, pour répondre à tout ou partie des besoins de chauffage, de rafraîchissement et d'eau chaude sanitaire de l'îlot BE4 de la ZAC Vallon Regny situé dans le 09ème arrondissement à Marseille.

La Métropole, propriétaire du réseau d'assainissement, la société SCCV ENVY VALLON REGNY et le SERAMM, exploitant du réseau d'assainissement ont souhaité conclure une convention afin de convenir des modalités d'utilisation d'une partie des eaux usées pour mettre en œuvre ce procédé de valorisation de leur énergie thermique.

Cette convention emporte autorisation d'occupation du domaine public conformément aux dispositions du code de la Code général de la propriété des personnes publiques.

Dans le cas où elle donne lieu à exploitation économique, eu égard aux caractéristiques de l'emplacement et ses spécificités, à savoir la proximité immédiate de l'activité de valorisation énergétique à laquelle l'occupation est rattachée la délivrance de ce titre peut se faire à l'amiable, sans que la Métropole ne se soumette aux formalités de sélection préalable ainsi que le prévoit l'article L2122-1-3 du code général de la propriété des personnes publiques.

Une délibération TCM-001-10838/21/BM a été adoptée par le Bureau Métropolitain du 16 décembre 2021, cependant, il est opportun de rectifier certaines erreurs matérielles. Par conséquent, il apparaît nécessaire d'abroger la délibération du 16 décembre dernier et d'adopter une nouvelle convention intégrant ces modifications

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le Code de l'Environnement ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ; Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur, CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'approbation d'une convention d'utilisation des eaux usées pour la récupération d'énergie thermique avec la société SCCV Envy Vallon Regny - Abrogation de la délibération TCM-001-10838/21/BM du 16 décembre 2021 ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille-Provence doit émettre un avis sur l'approbation d'une convention d'utilisation des eaux usées pour la récupération d'énergie thermique avec la société SCCV Envy Vallon Regny - Abrogation de la délibération TCM-001-10838/21/BM du 16 décembre 2021 ;
- Que la convention délibérée le 16 décembre 2021 doit être modifiée pour correspondre aux accords négociés avec les parties prenantes.

DELIBERE

Article 1 :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur l'approbation d'une convention d'utilisation des eaux usées pour la récupération d'énergie thermique avec la société SCCV Envy Vallon Regny - Abrogation de la délibération TCM-001-10838/21/BM du 16 décembre 2021.

Article 2 :

Les recettes sont inscrites au budget annexe de l'assainissement du territoire Marseille Provence Sous-Politique F110 – Nature 703 – Code gestionnaire 3DEAA.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

EAU 002-080/22/CT

■ **CT1 - Approbation d'un protocole transactionnel avec la société ARCADIS ESG concernant le marché n° PA/15-029 ayant pour objet la mission de supervision géotechnique G4 pour la réalisation de la Galerie des Janots entre les communes de Cassis et de La Ciotat**

Avis du Conseil de Territoire DEA 22/20120/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant pour avis :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

Par marché de travaux la Métropole a confié à une entreprise la réalisation de la Galerie des Janots, galerie technique de : 2 700 ml et DN 3,5 m entre les communes de Cassis et de La Ciotat.

En accompagnement à ce marché de travaux public la Métropole a confié au bureau d'études ARCADIS ESG (marché PA / 15-029) la mission de supervision géotechnique d'exécution (G4). La prestation suit la norme NF P94-500 de novembre 2013 relative aux missions d'ingénierie géotechnique.

Ce marché PA / 15-029 a été notifié au bureau d'études ARCADIS ESG, le 20 octobre 2015. Le montant forfaitaire porté à l'acte d'engagement est de 149 970,00 € HT.

Par ordre de service n°1, le démarrage de la phase 1 a été notifié le 30 novembre 2015 pour une durée de 6 mois à compter du 1^{er} décembre 2015.

Par ordre de service n°2, le démarrage de la phase 2 a été notifié le 24 mai 2016 pour une durée de 30 mois à compter du 1^{er} juin 2016.

Par ordre de service n°3, la réception des prestations a été notifiée le 27 février 2020. Cet ordre de service a été signé avec réserves par ARCADIS ESG.

En effet, compte tenu de l'ampleur et de l'occurrence des aléas géologiques interceptés par le tunnelier, le chantier de creusement de la Galerie des Janots a été prolongé. Cette prolongation a impacté l'exécution de la mission confiée à ARCADIS ESG.

Les conséquences financières pour lesquelles le bureau d'études demande à être indemnisé s'élèvent à 155 866,72 € HT.

Le Comité Consultatif de Règlement à l'Amiable (CCRA) a été saisi le 16 juillet 2020 par le bureau d'études ARCADIS ESG.

Par courrier du 10 septembre 2020, le CCRA notifie à la Métropole la saisie et laisse un délai de deux mois pour déposer son mémoire en défense.

Compte tenu de l'Etat d'Urgence sanitaire, le CCRA a enregistré les observations en défense présentées par la Métropole le 15 janvier 2021.

A la demande et en présence du rapporteur nommé par le CCRA, une rencontre s'est tenue le 12 mai 2021 dans les locaux de la Métropole Aix-Marseille-Provence, où les deux parties ont opposé leurs arguments.

Le CCRA a statué dans sa séance du 25 novembre 2021 que :

- « La société ARCADIS n'est pas fondée à demander une rémunération complémentaire proportionnelle à l'allongement du délai d'exécution, la métropole établissant l'absence de corrélation directe entre cet allongement et les services supplémentaires rendus par la société
- Mais la réalité du travail supplémentaire accompli par la société ARCADIS, en l'absence de toute faute de sa part, n'est pas douteuse et n'est d'ailleurs pas discutée, dans son principe, par la métropole qui convient en outre de la qualité des prestations fournies
- L'équité commande que la société en soit rémunérée
- Quant au montant, le Comité se range à l'estimation de 32 100,00 euros HT qu'en a proposé le rapporteur »

En vue de mettre un terme définitif et amiable au différend sur ce marché, Il est proposé d'approuver le protocole transactionnel avec la société ARCADIS ESG ayant pour objet d'accorder 32 100,00 € HT pour solde de tout compte.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence.
- L'avis rendu par le CCRA en date du 25 novembre 2021

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'approbation d'un protocole transactionnel avec la société ARCADIS ESG concernant le marché n° PA/15-029 ayant pour objet la mission de supervision géotechnique (G4) pour la réalisation de la Galerie des Janots entre les communes de Cassis et de La Ciotat et convient de recourir à la procédure transactionnelle afin de permettre le règlement amiable des sommes dues à la société ARCADIS ESG ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille-Provence doit émettre un avis sur l'approbation d'un protocole transactionnel avec la société ARCADIS ESG concernant le marché n° PA/15-029 ayant pour objet la mission de supervision géotechnique (G4) pour la réalisation de la Galerie des Janots entre les communes de Cassis et de La Ciotat et que le Conseil de territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article 1 :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant l'approbation d'un protocole transactionnel entre la Métropole Aix Marseille Provence et la société ARCADIS ESG relatif au marché PA / 15-029 : mission de supervision géotechnique d'exécution (G4) pour la réalisation de la Galerie des Janots entre les communes de Cassis et de La Ciotat.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget annexe Eau du Conseil de Territoire Marseille-Provence : Opération 2007103300 – Sous-Politique F160 – Nature 2315 – Code Gestionnaire : 3DEAE.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

EAU 003-081/22/CT

■ CT1 - Approbation d'un protocole transactionnel tripartite pour la restitution d'énergie pour la modulation des débits prélevés par le Canal de Marseille

Avis du Conseil de Territoire DVDPAG 22/20139/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant pour avis :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7,I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

Dans le cadre de la construction de la chute hydroélectrique de Saint-Estève Janson dont EDF est concessionnaire, la Ville de Marseille et EDF ont signé la Convention du 2 juillet 1962 formalisant leur accord concernant les conditions de réalimentation en eau du canal de Marseille.

Ainsi, en vertu de l'article 6 de cette Convention, relatif à la modulation annuelle des débits, les débits maximaux à délivrer par EDF au Canal de Marseille sont les suivants :

- 15118 l/s en Avril, Mai, Juin, Juillet, Août et Septembre ;
- 11000 l/s en Novembre, Décembre, Janvier et Février ;
- 13000 l/s en Mars et Octobre.

Ensuite, EDF et la Ville de Marseille ont signé le 4 juillet 1964 un avenant à cette Convention du 2 juillet 1962, venant :

- D'une part, diminuer de 550 l/s les débits maximaux fixés par la Convention du 2 juillet 1962 pour les mois d'Octobre, Novembre, Décembre, Janvier, Février et Mars aux usines de Bon rencontre, la Barasse, la Demande et la Mirabelle ; et
- D'autre part, prévoir, en contrepartie de cette modulation, la fourniture d'énergie gratuite pendant cette période du 1^{er} Octobre au 31 Mars suivant.

Puis, une seconde Convention du 18 décembre 1967, signée entre la Ville de Marseille, EDF et la Société des Eaux de Marseille, est venue déterminer les modalités de la fourniture gratuite d'électricité pendant la période de perturbation du 1^{er} Octobre au 31 Mars :

- EDF a accepté de reporter le bénéfice total de la fourniture d'énergie de compensation sur une seule installation : l'usine d'Aubagne,
- La puissance maximale mise gratuitement à la disposition de la SEMM a été fixée à 96 kW correspondant à une quantité d'énergie arrêtée à 419 325 kWh.

Cette Convention du 18 décembre 1967 a été complétée par un avenant conclu le 6 mars 2015, en vertu duquel, EDF a accepté de reporter le bénéfice de la fourniture d'énergie gratuite de l'usine d'Aubagne vers l'usine des Giraudets (non perturbée par la modulation des débits).

Enfin, il est apparu nécessaire de revoir les modalités de compensation de la modulation des débits maximaux durant la période de perturbation du 1^{er} Octobre au 31 Mars, dans la mesure où, d'une part, suite à l'ouverture à la concurrence de la fourniture d'énergie, la fourniture d'énergie gratuite n'est plus possible afin de laisser le libre choix par le bénéficiaire de son fournisseur d'électricité et, d'autre part, les transferts successifs, à titre exceptionnel, ainsi que le démantèlement des quatre usines impactées à l'origine ; ont rendu plus complexe la lisibilité de la persistance du droit à énergie gratuite.

Au vu de l'ensemble des éléments ci-dessus, les modalités de compensation de la modulation des débits durant la période de perturbation du 1^{er} Octobre au 31 mars doivent être revues, et les Parties ont accepté des concessions réciproques concernant ces modalités de compensation et sont arrivées à un accord qui donne lieu au présent protocole transactionnel (ci-après désigné comme le « Protocole ») dont l'objet est de mettre un terme par voie amiable, au différend (ci-après désigné comme le « Différend ») opposant les Parties sur ces modalités de compensation.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'approbation d'un protocole d'accord transactionnel tripartite entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, la Société Eau Marseille Métropole et EDF ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur l'approbation d'un protocole d'accord transactionnel tripartite entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, la Société Eau Marseille Métropole et EDF ;
- Qu'il convient que EDF procède au versement unique, global et forfaitaire de la somme de 325 000,00 € TTC (trois cent vingt-cinq mille euros toutes taxes comprises) à la Société Eau de Marseille Métropole.

DELIBERE

Article 1 :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur l'approbation d'un protocole d'accord transactionnel tripartite entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, la Société Eau Marseille Métropole et EDF.

Article 2 :

Les crédits nécessaires au budget

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

EAU 004-082/22/CT

■ CT1 - Renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à la Fédération Nationale des Collectivités Concédantes et Régies FNCCR - Formule Cycle de l'Eau et paiement de la cotisation 2022

Avis du Conseil de Territoire

DGECE 22/20111/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant pour avis :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7,I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La Fédération Nationale des Collectivités Concédantes et Régies (FNCCR) agit en faveur de l'évolution du cadre institutionnel dans lequel s'inscrivent les services publics de l'eau et de l'assainissement.

Ses représentants siègent, à ce titre, dans diverses instances de concertation, de décision ou d'échange qui constituent autant d'occasions pour les adhérents de mettre en commun leurs idées et leurs expériences.

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Par ailleurs, la Fédération Nationale des Collectivités Concédantes et Régies édite également des ouvrages de référence ou des lettres d'informations périodiques à l'attention de ses adhérents, et réalise des enquêtes sur le prix de l'eau.

C'est la raison pour laquelle il est souhaitable que la Métropole Aix-Marseille-Provence adhère, pour l'ensemble de son territoire, à la Fédération Nationale des Collectivités Concédantes et Régies.

Face à la complexité de la gestion des services de l'eau potable et de l'assainissement et l'évolution du droit sur l'eau, la Métropole Aix-Marseille-Provence doit en effet répondre au mieux aux besoins permanents d'information en la matière en s'appuyant sur une base documentaire partagée et enrichie par d'autres collectivités.

Dans ce cadre, la Métropole a adhéré à cette association par délibération n°DEA 011-894/16/CM du Conseil de la Métropole du 19 septembre 2016 et a, depuis cette date, renouvelé son adhésion chaque année.

Compte tenu de l'objet et des objectifs poursuivis par la FNCCR dans le domaine des services publics de l'eau et de l'assainissement, il convient de renouveler l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à cette association au titre de l'année 2022 pour la formule « Cycle de l'Eau » et de payer la cotisation correspondante d'un montant de 7 420,50 euros HT.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération n°DEA 011-894/16/CM du Conseil de la Métropole du 19 septembre 2016 portant adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à la Fédération Nationale des Collectivités Concédantes et Régies et paiement de la cotisation 2016 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence envisage d'adopter une délibération portant sur le renouvellement de son adhésion à la Fédération Nationale des Collectivités Concédantes et Régies et de payer la cotisation 2022 pour la formule « Cycle de l'Eau » d'un montant de 7 420,50 euros.
- Que le Conseil de territoire Marseille-Provence doit émettre un avis sur le renouvellement de l'adhésion de la Métropole à la Fédération Nationale des Collectivités Concédantes et Régies et de payer la cotisation 2022 pour la formule « Cycle de l'Eau ».

DELIBERE

Article 1 :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur le renouvellement de l'adhésion à la Fédération Nationale des Collectivités Concédantes et Régies et sur le paiement de la cotisation 2022 pour la formule « Cycle de l'Eau » d'un montant de 7420,50 euros.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe de l'Eau du Conseil de Territoire de Marseille Provence, sous-politique F170, nature 6281 3DEAE.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

***Commission "Tourisme - Culture - Equipements Sportifs et de
Loisirs - Développement Economique - Emploi et Numérique"***

TCESDE 001-083/22/CT

**■ CT1 - Attribution d'une subvention à l'association Emergence(s) Compétences Projets pour la mise en œuvre du Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi Marseille-Provence Centre pour l'année 2022 - Approbation d'une convention d'objectifs
DPEATSV 22/20114/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence est compétent pour l'animation des dispositifs en matière d'insertion par l'économie. Sur le Territoire, sa stratégie repose sur trois Plans locaux pour l'insertion et l'emploi (PLIE) développés selon les spécificités des trois bassins qui composent le territoire :

- Le Plan local pour l'insertion et l'emploi Marseille Provence Est (PLIE MP EST),
- Le Plan local pour l'insertion et l'emploi Marseille Provence Centre (PLIE MP CENTRE),
- Le Plan local pour l'insertion et l'emploi Marseille Provence Ouest (PLIE MP OUEST).

Pour rappel, les trois PLIE MP sont installés depuis 1993 dans le paysage institutionnel de l'insertion par l'activité économique. A l'origine, leurs actions étaient très localisées (niveau municipal) puis sous l'impulsion de la Communauté Urbaine Marseille-Provence-Métropole (MPM) devenue en 2016 Conseil de Territoire Marseille-Provence suite à la création de la Métropole, deux d'entre eux voient leur périmètre intervention s'étendre (niveau intercommunal) et un nouveau PLIE est créé ex-nihilo.

Ainsi, ils favorisent la mise en place de parcours individualisés sous la forme d'un accompagnement personnalisé des demandeurs d'emplois en insertion visant le retour ou l'accès à des emplois de premier niveau de qualification. Dès leur création, la gestion des 3 PLIE MP a été confiée à des structures associatives.

Le fonctionnement des 3 PLIE MP est précisé dans les protocoles d'accord 2018-2022. Ces derniers fixent les communes d'intervention ; les indicateurs de performance liés à l'inclusion des publics en insertion ; les modalités de participation des différents financeurs des 3 PLIE MP et du Fonds Social Européen (FSE). Le Conseil de Territoire du 26 Juin 2018 a émis un Avis Favorable pour la mise en œuvre de ces trois protocoles puis le Bureau de la Métropole du 28 Juin 2018 a délibéré positivement le dispositif.

Une convention d'objectifs 2021-2022 MAMP-CD13 intègre également la contribution du Conseil Départemental des Bouches du Rhône (CD13) par le biais d'un fonds de concours pour l'accompagnement à l'emploi des Bénéficiaires du Revenu de Solidarité Active (BRSA) des 6 PLIE métropolitains. La Métropole est chargée ensuite de redéleguer ces fonds via le Territoire, aux structures associatives chargées de l'animation des PLIE, conformément aux objectifs déclinés au sein de la convention fonds de concours CD13 et MAMP 2021-2022.

Par ailleurs, la Métropole, en tant que futur Organisme Intermédiaire (OI) de gestion et de contrôle du FSE+ (Fonds Social Européen) 2021-2027 viendra compléter, par voie d'appels à projets, les moyens financiers destinés à l'atteinte des objectifs fixés par les protocoles.

Ainsi, pour le PLIE MP CENTRE, voici les objectifs 2022 liés à l'accompagnement à l'emploi :

- 2970 personnes suivies par an dont 1782 personnes Bénéficiaires du Revenu de Solidarité active (BRSA) conformément à la convention CD13-MAMP ; dont 50% de personnes résidentes dans les quartiers de la politique de la ville (QPV) de Marseille et de Septèmes-les-Vallons,
- 33 files actives animées par autant d'accompagnateurs à l'emploi soit 90 adhérents suivis par an et par accompagnateur,
- 50% de sorties positives soit 480 personnes devront être concernées.

**Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.**

Concernant le bilan de l'action du PLIE MP CENTRE 2021 sur les communes d'Allauch, Marseille, Plan-de-Cuques et Septèmes-les-Vallons ; il apparaît que les objectifs ont été atteints puisque 2960 personnes différentes ont été accompagnées à l'emploi dont 1500 habitants des quartiers de la politique de la ville (Marseille et Septèmes-les-Vallons), dont 1783 bénéficiaires du Revenu de Solidarité Active (RSA).

Parmi elles, 960 personnes ont quitté le dispositif à la fin de l'année 2021. Ainsi, à l'issue de leur accompagnement, 480 personnes ont trouvé un travail ou une formation d'une durée minimum de 6 mois soit 50% de sorties positives.

Compte tenu de cette présentation et des engagements pris dans le protocole d'accord 2018-2022, le Conseil de Territoire versera sa participation annuelle qui s'élève pour 2022 à 1 445 000 euros au maximum. Ce montant intégrant la participation du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône qui représente 380 000 euros au maximum.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n°HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence .
- La délibération VECO 013-1157/17/CT du 17 Décembre 2017 portant approbation d'un protocole d'accord 2018-2022 PLIE MP CENTRE ;
- La délibération VECO 006-154/19/CT du 26 Mars 2019 approuvant les termes de la convention pluriannuelle d'objectifs 2019-2020 pour la mise en œuvre du Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi Marseille Provence Centre (PLIE MP CENTRE) ;
- Les conclusions de la démarche évolutive des 6 PLIE du Territoire métropolitain 2019-2020 ;
- La délibération CHL 008-17/12/20/BM du 17 Décembre 2020 approuvant les termes de la convention de fonds de concours 2021-2022 qui définit l'engagement et les conditions d'affectation de la participation du Département dans le cadre de la programmation de chacun des 6 PLIE du territoire métropolitain.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence est compétent pour l'animation des dispositifs en matière d'insertion par l'économie ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est Organisme Intermédiaire (OI) pour la gestion des crédits FSE 2014-2020 et souhaite le rester dans le cadre du FSE+ 2021-2027 ;
- Que le Conseil de Territoire et la Métropole Aix-Marseille-Provence ont délibéré favorablement le protocole d'accord du PLIE MP CENTRE 2018-2022 ;
- Qu'il a été notifié les conclusions de la démarche évaluative auprès des directeurs des 6 PLIE de la Métropole ;
- Qu'il existe une convention du fonds de concours entre le Département Bouches-du-Rhône et la Métropole Aix-Marseille-Provence pour la mise en œuvre des PLIE du territoire métropolitain 2021-2022 dont la participation financière du Départemental sera constatée dans la partie recettes au budget de l'EPCI ;

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence a attribué une subvention au PLIE MP CENTRE au titre de l'année 2021.

DELIBERE

Article 1 :

Est attribuée une subvention d'un montant de 1 445 000 euros au maximum pour l'année 2022 (dont 380 000 euros représentant la participation du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône) à l'association Emergence(s) pour la mise en œuvre du Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi Marseille Provence CENTRE (PLIE MP CENTRE).

Article 2 :

Est approuvée la convention d'objectifs 2022 ci-annexée conclue avec l'association Emergence(s) Compétences Projets gestionnaire du PLIE MP CENTRE.

Article 3 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document afférent.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits pour l'exercice 2022 à l'Etat Spécial du Territoire du Conseil de Territoire Marseille Provence – Chapitre 65 – Article 65748 – Fonction 65 – Sous-Politique E 120.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TCESDE 002-084/22/CT

■ CT1 - Attribution d'une subvention à l'association - Ciotat Emploi Initiatives - pour la mise en œuvre du Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi Marseille-Provence Est pour l'année 2022 - Approbation d'une convention d'objectifs
DPEATSV 22/20115/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence est compétent pour l'animation des dispositifs en matière d'insertion par l'économique. Sur le Territoire, sa stratégie repose sur trois Plans locaux pour l'insertion et l'emploi (PLIE) développés selon les spécificités des trois bassins qui composent le territoire :

- Le Plan local pour l'insertion et l'emploi Marseille Provence Est (PLIE MP EST),
- Le Plan local pour l'insertion et l'emploi Marseille Provence Centre (PLIE MP CENTRE),
- Le Plan local pour l'insertion et l'emploi Marseille Provence Ouest (PLIE MP OUEST).

Pour rappel, les trois PLIE MP sont installés depuis 1993 dans le paysage institutionnel de l'insertion par l'activité économique. A l'origine, leurs actions étaient très localisées (niveau municipal) puis sous l'impulsion de la Communauté Urbaine Marseille-Provence-Métropole (MPM) devenue en 2016 Conseil de Territoire Marseille-Provence suite à la création de la Métropole, deux d'entre eux voient leur périmètre intervention s'étendre (niveau intercommunal) et un nouveau PLIE est créé ex-nihilo.

Ainsi, ils favorisent la mise en place de parcours individualisés sous la forme d'un accompagnement personnalisé des demandeurs d'emplois en insertion visant le retour ou l'accès à des emplois de premier niveau de qualification. Dès leur création, la gestion des 3 PLIE MP a été confiée à des structures associatives.

Le fonctionnement des 3 PLIE MP est précisé dans les protocoles d'accord 2018-2022. Ces derniers fixent les communes d'intervention ; les indicateurs de performance liés à l'inclusion des publics en insertion ; les modalités de participation des différents financeurs des 3 PLIE MP et du Fonds Social Européen (FSE). Le Conseil de Territoire du 26 Juin 2018 a émis un Avis Favorable pour la mise en œuvre de ces trois protocoles puis le Bureau de la Métropole du 28 Juin 2018 a délibéré positivement le dispositif.

Une convention d'objectifs 2021-2022 MAMP-CD13 intègre également la contribution du Conseil Départemental des Bouches du Rhône (CD13) par le biais d'un fonds de concours pour l'accompagnement à l'emploi des Bénéficiaires du Revenu de Solidarité Active (BRSA) des 6 PLIE métropolitains. La Métropole est chargée

ensuite de redéleguer ces fonds via le Territoire, aux structures associatives chargées de l'animation des PLIE, conformément aux objectifs déclinés au sein de la convention fonds de concours CD13 et MAMP 2021-2022.

Par ailleurs, la Métropole, en tant que futur Organisme Intermédiaire (OI) de gestion et de contrôle du FSE+ (Fonds Social Européen) 2021-2027 viendra compléter, par voie d'appels à projets, les moyens financiers destinés à l'atteinte des objectifs fixés par les protocoles.

Ainsi, pour le PLIE MP EST, les objectifs 2022 liés à l'accompagnement à l'emploi sont les suivants :

- 500 personnes accompagnées à l'emploi dont 300 personnes Bénéficiaires du Revenu de Solidarité active (BRSA) conformément à la convention CD13-MAMP ; dont 20% de personnes résident dans les quartiers de veille active de la politique de la ville de La Ciotat,
- 5 files actives animées par autant d'accompagnateurs à l'emploi soit 100 bénéficiaires suivis par an et par accompagnateur,
- 50% de sorties positives soit 112 personnes devront être concernées.

Concernant le bilan de l'action du PLIE MP EST 2021 sur les communes de Carnoux en Provence, Cassis, Ceyreste, La Ciotat, Roquefort la Bédoule et Gémenos ; il apparaît que les objectifs ont été atteints puisque 580 personnes différentes ont été accompagnées à l'emploi dont 116 habitants des quartiers de veille de la politique de la ville de La Ciotat, dont 348 bénéficiaires du Revenu de Solidarité Active (RSA).

Parmi elles, 250 personnes ont quitté le dispositif à la fin de l'année 2021. Ainsi, à l'issue de leur accompagnement, 112 personnes ont trouvé un travail ou une formation d'une durée minimum de 6 mois soit 44% de sorties positives.

Compte tenu de cette présentation et des engagements pris dans le protocole d'accord 2018-2022, la Conseil de Territoire versera sa participation annuelle qui s'élève pour 2022 à 340 000 euros au maximum. Ce montant intégrant la participation du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône qui représente 210 000 euros au maximum.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La délibération VECO 014-1158/17/CT du 17 Décembre 2017 portant approbation du protocole d'accord 2018-2022 PLIE MP EST.
- La délibération VECO 004-152/19/CT en date du 26 mars 2019 approuvant les termes de la convention pluriannuelle d'objectifs 2019-2020 pour la mise en œuvre du Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi Marseille Provence EST (PLIE MP EST) ;
- Les conclusions de la démarche évolutive des 6 PLIE du Territoire métropolitain 2019-2020 ;
- La délibération CHL 008-17/12/20/BM du 17 Décembre 2020 approuvant les termes de la convention de fonds de concours 2021-2022 qui définit l'engagement et les conditions d'affectation de la participation du Département dans le cadre de la programmation de chacun des 6 PLIE du territoire métropolitain.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence est compétent pour l'animation des dispositifs en matière d'insertion par l'économie ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est Organisme Intermédiaire (OI) pour la gestion des crédits FSE 2014-2020 et souhaite le rester dans le cadre du FSE+ 2021-2027 ;
- Que le Conseil de Territoire et la Métropole Aix-Marseille-Provence ont délibéré favorablement le protocole d'accord du PLIE MP EST 2018-2022 ;
- Qu'il a été notifié les conclusions de la démarche évaluative auprès des directeurs des 6 PLIE de la Métropole ;
- Qu'il existe une convention du fonds de concours entre le Département Bouches-du-Rhône et la Métropole Aix-Marseille-Provence pour la mise en œuvre des PLIE du territoire métropolitain 2021-2022 dont la participation financière du Département sera constatée dans la partie recettes au budget de l'EPCI ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence a attribué des subventions au PLIE MP EST au titre de l'année 2021.

DELIBERE

Article 1 :

Est attribuée une subvention d'un montant de 340 000 euros au maximum pour l'année 2022 (dont 210 000 euros représentant la participation du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône) à l'association Ciotat Emploi Initiatives pour la mise en œuvre du Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi Marseille Provence EST (PLIE MP EST).

Article 2 :

Est approuvée la convention d'objectifs 2022 ci-annexée conclue avec l'association Ciotat Emploi Initiatives gestionnaire du PLIE MP EST.

Article 3 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document afférent.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits pour l'exercice 2022 à l'Etat Spécial du Territoire du Conseil de Territoire Marseille Provence – Chapitre 65 – Article 65748 – Fonction 65 – Sous-Politique E 120.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TCESDE 003-085/22/CT

■ CT1 - Attribution d'une subvention à l'association Act'Emploi - pour la mise en œuvre du Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi Marseille-Provence Ouest pour l'année 2022 - Approbation d'une convention d'objectifs

DPEATSV 22/20116/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence est compétent pour l'animation des dispositifs en matière d'insertion par l'économie. Sur le Territoire, sa stratégie repose sur trois Plans locaux pour l'insertion et l'emploi (PLIE) développés selon les spécificités des trois bassins qui composent le territoire :

- Le Plan local pour l'insertion et l'emploi Marseille Provence Est (PLIE MP EST),
- Le Plan local pour l'insertion et l'emploi Marseille Provence Centre (PLIE MP CENTRE),

**Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.**

- Le Plan local pour l'insertion et l'emploi Marseille Provence Ouest (PLIE MP OUEST).

Pour rappel, les trois PLIE MP sont installés depuis 1993 dans le paysage institutionnel de l'insertion par l'activité économique. A l'origine, leurs actions étaient très localisées (niveau municipal) puis sous l'impulsion de la Communauté Urbaine Marseille-Provence-Métropole (MPM) devenue en 2016 Conseil de Territoire Marseille-Provence suite à la création de la Métropole, deux d'entre eux voient leur périmètre intervention s'étendre (niveau intercommunal) et un nouveau PLIE est créé ex-nihilo.

Ainsi, ils favorisent la mise en place de parcours individualisés sous la forme d'un accompagnement personnalisé des demandeurs d'emplois en insertion visant le retour ou l'accès à des emplois de premier niveau de qualification. Dès leur création, la gestion des 3 PLIE MP a été confiée à des structures associatives.

Le fonctionnement des 3 PLIE MP est précisé dans les protocoles d'accord 2018-2022. Ces derniers fixent les communes d'intervention ; les indicateurs de performance liés à l'inclusion des publics en insertion ; les modalités de participation des différents financeurs des 3 PLIE MP et du Fonds Social Européen (FSE). Le Conseil de Territoire du 26 Juin 2018 a émis un Avis Favorable pour la mise en œuvre de ces trois protocoles puis le Bureau de la Métropole du 28 Juin 2018 a délibéré positivement le dispositif.

Une convention d'objectifs 2021-2022 intègre également la contribution du Conseil Départemental des Bouches du Rhône (CD13) par le biais d'un fonds de concours pour l'accompagnement à l'emploi des Bénéficiaires du Revenu de Solidarité Active (BRSA) des 6 PLIE métropolitains. La Métropole est chargée ensuite de redéléguer ces fonds via le Territoire, aux structures associatives chargées de l'animation des PLIE, conformément aux objectifs déclinés au sein de la convention fonds de concours CD13 et MAMP 2021-2022.

Par ailleurs, la Métropole, en tant que futur Organisme Intermédiaire (OI) de gestion et de contrôle du FSE+ (Fonds Social Européen) 2021-2027 viendra compléter, par voie d'appels à projets, les moyens financiers destinés à l'atteinte des objectifs fixés par les protocoles.

Ainsi, pour le PLIE MP OUEST, les objectifs 2022 liés à l'accompagnement à l'emploi sont les suivants :

- 600 personnes suivies par an dont 360 personnes Bénéficiaires du Revenu de Solidarité active (BRSA) ; dont 20% de personnes résidentes dans les quartiers de la politique de la ville de Marignane,
- 6 files actives animées par autant d'accompagnateurs à l'emploi soit 100 suivis par an et par accompagnateur,
- 50% de sorties positives soit 120 personnes devront être concernées.

Concernant le bilan de l'action du PLIE MP OUEST 2021 sur les communes de Carry-le-Rouet, Châteauneuf-les-Martigues, Ensues-la-Redonne, Gignac-la-Nerthe, Le Rove, Marignane, Saint-Victoret et Sausset-les-Pins ; il apparaît que les objectifs ont été atteints puisque 600 personnes différentes ont été accompagnées à l'emploi dont 120 habitants des quartiers de la politique de la ville de Marignane (Centre-ville, Florida Parc), dont 360 bénéficiaires du Revenu de Solidarité Active (RSA).

Parmi elles, 300 personnes ont quitté le dispositif à la fin 2021. Cependant, les sorties positives sont légèrement en baisse par rapport aux objectifs attendus puisque 112 personnes au lieu de 120 ont trouvé un travail ou une formation d'une durée minimum de 6 mois soit 37% de sorties positives.

Compte tenu de cette présentation et des engagements pris dans le protocole d'accord 2018-2022, la Conseil de Territoire versera sa participation annuelle qui s'élève pour 2022 à 295 000 euros au maximum, ce montant intégrant la participation du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône qui représente 160 000 euros au maximum.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La délibération du 17 Décembre 2017 portant approbation du protocole d'accord 2018-2022 PLIE MP OUEST ;
- La délibération VECO 030-892/19/CT en date du 26 Mars 2019 approuvant les termes de la convention pluriannuelle d'objectifs 2019-2020 pour la mise en œuvre du Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi Marseille Provence Ouest (PLIE MP OUEST) ;
- Les conclusions de la démarche évolutive des 6 PLIE du Territoire métropolitain en 2020 ;
- La délibération CHL 008-17/12/20/BM du 17 Décembre 2020 approuvant les termes de la convention de fonds de concours 2021-2022 qui définit l'engagement et les conditions d'affectation de la participation du Département dans le cadre de la programmation de chacun des 6 PLIE du territoire métropolitain.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence est compétent pour l'animation des dispositifs en matière d'insertion par l'économie ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est Organisme Intermédiaire (OI) pour la gestion des crédits FSE 2014-2020 et souhaite le rester pour dans le cadre du FSE+ 2021-2027 ;
- Que le Conseil de Territoire et la Métropole Aix-Marseille-Provence ont délibérés favorablement le protocole d'accord du PLIE MP OUEST 2018-2022 ;
- Qu'il a été notifié les conclusions de la démarche évaluative auprès des directeurs des 6 PLIE de la Métropole ;
- Qu'il existe une convention du fonds de concours entre le Département Bouches-du-Rhône et la Métropole Aix-Marseille-Provence pour la mise en œuvre des PLIE du territoire métropolitain 2021-2022 dont la participation financière du Département sera constatée dans la partie recettes au budget de l'EPCI ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence a attribué une subvention au PLIE MP OUEST au titre de l'année 2021.

DELIBERE

Article 1 :

Est attribuée une subvention d'un montant de 295 000 euros au maximum pour l'année 2022 (dont 160 .000 euros représentant la participation du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône) à l'association Act'Emploi (anciennement association du PLIE MPM OUEST) pour la mise en œuvre du Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi Marseille Provence OUEST (PLIE MP OUEST).

Article 2 :

Est approuvée la convention d'objectifs 2022 ci-annexée conclue avec l'association Act'Emploi gestionnaire du PLIE MP OUEST.

Article 3 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document afférent.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits pour l'exercice 2022 à l'Etat Spécial du Territoire du Conseil de Territoire Marseille Provence – Chapitre 65 – Article 65748 – Fonction 65 – Sous-Politique E 120.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TCESDE 004-086/22/CT

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

**■ CT1 - Attribution d'une subvention à l'association Pôle Métropolitain pour l'entrepreneuriat PME pour la gestion et l'animation du Carburateur - Approbation d'une convention
DGDE 22/20140/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Profitant de l'effet de levier du dispositif ZFU et de l'opportunité du Programme Opérationnel Feder 2007-2013 Axe 4.1, la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole (désormais Conseil de Territoire Marseille Provence) a décidé de réaliser le Carburateur, Pôle de l'Entrepreneuriat en ZFU-TE afin de soutenir les porteurs de projet issus de ces territoires.

Le bâtiment, livré au 1er avril 2016 a pu voir le jour grâce au soutien financier d'un bon nombre d'acteurs institutionnels tels que la Métropole Aix-Marseille-Provence (maitre d'ouvrage) le FEDER, l'Etat, la Région, le Département, la Ville de Marseille. Avant que d'autres acteurs s'ajoutent au projet pour soutenir l'Association Pôle Métropolitain pour l'Entrepreneuriat dans les missions qui lui ont été confiées. C'est le cas de la Caisse des Dépôts, qui, en 2015, a adhéré au projet en soutenant le Pôle de l'Entrepreneuriat de la Cabucelle, qui correspond parfaitement aux valeurs de la « La Fabrique à Entreprendre ».

Un partenariat autour du dispositif La Fabrique à Entreprendre a reposé sur une convention tri-annuelle pour la période 2016/2018 et signée par l'Etat, la Métropole Aix-Marseille-Provence, la Caisse des Dépôts et le Carburateur afin d'assurer le développement de ce dernier. Des conventions annuelles entre l'Association et la Métropole Aix-Marseille Provence ont pérennisé ce soutien jusqu'en 2021. Une nouvelle convention est proposée pour 2022.

L'animation et la gestion du Carburateur sont confiées à l'association « Pôle Métropolitain pour l'Entrepreneuriat » (PME). Cette association, créée spécifiquement en juillet 2015 et présidée par Monsieur Patrick Torre, est issue d'un groupement de 7 structures telles que Petra Patrimonia, la couveuse Interface, Planet Adam, Initiative Marseille Métropole, Cosens, BGE Acces conseil et Esia. L'équipe du Carburateur repose sur 6 Emplois Temps Plein: une directrice, une secrétaire-comptable, deux chargés d'entreprise et une chargée de projet. Un pool d'experts (avocat, expert-comptable, marketing stratégie et communication) vient enrichir l'équipe du pôle. Pour accompagner les porteurs de projets du territoire, les réseaux d'appui à la création d'entreprises sont également présents par le biais de permanences; de même que l'association d'entreprises de Marseille Nord (Cap Au Nord Entreprendre), les chambres consulaires (CMAR et CCIMP), des cadres dirigeants et chefs d'entreprises du territoire par le biais de mentorat (issus de la CMA CGM, la SNEF etc..), et autres réseaux contribuent à enrichir l'écosystème autour de ce lieu de par l'organisation de diverses manifestations.

Le site a pour finalité de proposer des locaux adaptés aux créateurs (petits locaux d'activité en majorité) à des conditions préférentielles (baux précaires, absence ou diminution des cautions et garanties exigées, services et tarifs adaptés) et de mettre en place un lieu lisible et de proximité dédié à la création d'entreprises (lieu de permanences, de ressources, de conseil et d'innovation).

Les objectifs globaux de l'Association sont :

- Capter les entrepreneurs non accompagnés
- Articuler l'offre du réseau
- Sécuriser la croissance des entreprises
- Installer une synergie avec le territoire et ses acteurs économiques
- Impliquer les entreprises « locomotives » du territoire dans le projet
- Faire rayonner l'entrepreneuriat
- Faire valoir le potentiel du territoire nord et agir sur son attractivité

BILANS

De Janvier à l'été 2021 pour sa cinquième année d'activité, le bilan montre une reprise significative de l'activité entrepreneuriale après 2020, plus impacté par la crise sanitaire.

- 1008 porteurs de projets accueillis (accueils uniques) soit +57% par rapport à 2020
- 48 entreprises résidentes -23% par rapport à 2020 (année charnière entre les départs des entreprises restées trois ans, repoussés avec la crise sanitaire et les nouvelles arrivées)
- 95% d'occupation de l'espace
- 16 emplois créés (hors dirigeants-es) pour le premier semestre 2021

OBJECTIFS

Les objectifs 2022 restent :

- Le soutien à la création d'entreprises et l'hébergement de 50 jeunes entreprises sur 3 ans.

- L'orientation de 120 porteurs de projets vers les structures d'aide à la création d'entreprise qui composent le Bureau de l'Association relevant des dispositifs soutenus par les pouvoirs publics (RSA, NACRE, CAPE etc.) vers les structures d'aide à la création d'entreprise qui composent le Bureau de l'Association.
- La diffusion de l'esprit d'entreprendre auprès de différents publics et l'animation d'un réseau autour de la thématique de l'entrepreneuriat et la constitution d'un véritable lieu ressource à destination des jeunes et des résidents des Quartiers Prioritaires de la Politique de la Ville.
- En 2022, la réflexion, amorcée en 2019, sur l'essaimage du modèle et l'évolution de la forme du Carburateur sera poursuivie.

Dans les objectifs, il est à noter également la mise en œuvre par la Métropole d'une approche intégrée de l'égalité entre les femmes et les hommes qui interroge de manière transversale et préventive la situation respective des femmes et des hommes et les effets différenciés que les projets peuvent avoir sur l'un ou l'autre sexe. Pour ce projet, il s'agira de veiller à ce que les spécificités des femmes et des hommes soient prises en compte, afin que le dispositif s'adresse également aux deux sexes. Ainsi, à l'issue de l'opération, une communication d'une analyse genrée du projet devra être transmise à notre correspondant du Territoire Marseille-Provence et de la Métropole.

En 2021, l'association PME a bénéficié d'une subvention à hauteur de 65 000€.

En 2022, l'association sollicite le Conseil de Territoire Marseille Provence à hauteur de 65 000€.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 portant adoption du règlement budgétaire et financier ;
- La délibération n° FBPA-062-10934/21/CM du 16 décembre 2021 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération cadre n° FBPA 033-8303/20/CM du 31 juillet 2020 portant sur le Plan de relance de la Métropole : « AMP 2R » La Relance et le Renouveau d'Aix-Marseille-Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- L'intérêt de soutenir la création et le développement des TPE innovantes du Territoire de Marseille Provence, en leur proposant des locaux et services adaptés ainsi qu'un accompagnement renforcé ;
- L'enjeu majeur que représente cette opération pour la Métropole Aix-Marseille-Provence en termes de développement économique et d'emplois ;
- La cohérence avec la stratégie de développement économique de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le contrat de ville intercommunal, notamment son pilier développement de l'activité et de l'emploi.

DELIBERE

Article 1 :

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Est attribuée une subvention de fonctionnement d'un montant de 65 000 euros pour 2022 à l'association Pôle Métropolitain pour l'Entrepreneuriat pour l'animation et la gestion du Carburateur au titre de l'année 2022. Cela représente une participation à hauteur de 10,2% du budget prévisionnel de l'association.

Article 2 :

Est approuvée la convention ci-annexée relative à l'attribution d'une subvention à l'association Pôle Métropolitain pour l'Entrepreneuriat.

Article 3 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire de Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits pour l'exercice 2022 à l'Etat Spécial du Territoire de Marseille Provence – Sous Politique B320 - chapitre 65 – article 65748 « subventions de fonctionnement aux organismes de droit privé » - fonction 61.

Cette proposition mise aux vote est adoptée.

TCESDE 005-087/22/CT

■ **CT1 - Attribution d'une subvention à l'association PAYS D'AIX DEVELOPPEMENT - Abondement du dispositif Aix-Marseille-Provence Amorçage**

Avis du Conseil de Territoire DPEAT 22/20177/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Attribution d'une subvention à l'association PAYS D'AIX DEVELOPPEMENT - Abondement du dispositif Aix-Marseille-Provence Amorçage », satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Conformément aux objectifs énoncés dans son Agenda de Développement Économique, la Métropole Aix-Marseille-Provence a décidé, par délibération n° ECO 002-4587/18/CM du Conseil de la Métropole du 18 octobre 2018, de déployer le dispositif Aix-Marseille-Provence Amorçage (ci-après AMPA), jusqu'alors mis en œuvre sur le Territoire du Pays d'Aix, sur l'ensemble du périmètre de la Métropole. Ce dispositif d'amorçage est financé par la Métropole via une subvention annuelle à l'opérateur chargé dudit dispositif.

En vertu de la délibération précitée, l'association Pays d'Aix Développement (ci-après PAD), au regard de son objet statutaire et de son expertise, assure la gestion et le fonctionnement du dispositif. Celui-ci intervient sous forme de prêt à taux zéro d'un montant maximum de 40 000 € versé en amont de la création d'une entreprise technologique ou innovante, permettant de financer notamment la réalisation de prototypes ou des dépenses de protection de l'innovation.

Dans la mesure où ce dispositif s'appuie, d'une part, sur des fonds de reconversion de l'ancien bassin minier et, d'autre part, sur des conventions de revitalisation gérées par la Direction Régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi (ci-après DIRECCTE), une convention cadre a été signée entre l'État, l'association PAD et la Métropole pour la mise en place, sur le périmètre métropolitain, du dispositif AMPA.

Les acteurs institutionnels participent, aux côtés d'un certain nombre d'experts, au comité de sélection et au comité d'engagement chargés de sélectionner les entreprises.

Conformément à ladite convention cadre, la Métropole abondera le fonds moyennant une subvention annuelle versée, à l'échelle de chaque Territoire, à l'association qui s'est vu confier le rôle d'opérateur du dispositif. Le soutien de l'État se traduit par les fonds de revitalisation susceptibles d'être mobilisés.

Enfin, le dispositif AMPA est également alimenté par les remboursements des prêts octroyés aux porteurs de projets et par des participations bancaires, le cas échéant.

En date du 21 décembre 2021, le dispositif d'amorçage présente le bilan suivant, en prenant en compte les dossiers réalisés depuis la création du dispositif à l'échelle du Territoire du Pays d'Aix :

- 148 dossiers retenus propulsés ;
- 110 entreprises créées, 848 emplois créés et pérennisés ;
- 297 dossiers examinés en comités de sélection ;
- 14 échecs pour un montant de 339 442 € ;
- 1 590 181 € remboursés par les porteurs de projet ;
- 4 476 195 € engagés.

En 2022, l'association prévoit d'examiner environ 50 dossiers pour en déterminer l'éligibilité. Sur cette base, 10 à 15 dossiers pourraient être financés, après passage aux comités de sélection et d'engagement.

Il est à noter que pour l'année 2021, 52 dossiers ont été reçus. Sur 19 projets présentés en comité de sélection, 10 ont été financés.

Aussi, il est proposé à chaque Territoire, via les états spéciaux, de participer à ce dispositif en fonction de son « poids économique » lequel a été calculé pour chaque Territoire en fonction du nombre d'entreprises, du nombre d'emplois et de la Contribution Économique Territoriale (CET) versée par les entreprises.

Pour le budget 2022, il est par conséquent proposé les participations suivantes :

- 138 000 € pour le Conseil de Territoire Marseille-Provence
- 100 000 € pour le Conseil de Territoire du Pays d'Aix

Soit au total, une participation financière de la Métropole à hauteur de **238 000 €** représentant 77.78% du coût prévisionnel global de 306 000 € (cf. tableau ci-dessous).

N° GU	Association	Territoire	Budget prévisionnel action 2022	Subvention sollicitée	Subvention proposée	Convention d'objectifs oui/non
2022_175	PAYS D'AIX DÉVELOPPEMENT	CT1- Marseille Provence	306 000 € (dont 68 000 € en fonds	138 000 €	138 000 €	OUI

			propres)			
2022_319		CT2 Territoire du Pays d'Aix		100 000 €	100 000 €	
TOTAL 238 000 €					238 000 €	

Conformément au Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole et en accord avec les modalités de paiement indiquées dans la convention d'objectifs, il est précisé que le versement de la subvention interviendra comme suit :

- un acompte de 80 % versé à la signature de la convention ;
- le solde de 20 % après production du compte rendu financier de l'action signé, du rapport d'activité et des comptes annuels.

Il convient de noter qu'outre la subvention sus-indiquée, le Conseil de Territoire du Pays d'Aix et le Conseil de Territoire Marseille Provence souhaitent attribuer une subvention de fonctionnement pour l'exercice 2022 d'un montant de 450 000 € (426 000 € pour le Territoire du Pays d'Aix et 24 000 € pour le Territoire Marseille Provence). L'attribution de cette subvention de fonctionnement fait l'objet d'une autre délibération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de Territoire Marseille Provence,
Vu**

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

**Entendues les conclusions du rapporteur,
CONSIDERANT**

- Que dans le cadre de la compétence développement économique, la volonté de la Métropole Aix-Marseille-Provence est d'affirmer sa vocation de territoire d'innovation et d'expérimentation afin d'établir des relations avec toute personne physique ou morale, notamment de statut associatif, dont l'activité est considérée d'intérêt général dans ce domaine ;
- Que conformément aux statuts de l'association Pays d'Aix Développement, celle-ci octroie des prêts d'honneurs sans intérêt ni garantie aux porteurs de projet de création d'entreprises technologiques et innovantes ;
- Que les prêts d'honneurs de cette association sont alimentés par un fonds dénommé Aix-Marseille-Provence Amorçage ;
- L'ambition de la Métropole d'affirmer sa vocation de territoire d'innovation et d'expérimentation en alimentant ce fonds ;
- Que conformément à la convention cadre conclue entre l'État, la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'association, ce fonds sera entre autre alimenté par un abondement de la Métropole via une subvention annuelle par Conseil de Territoire ;

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'attribution d'une subvention à l'association PAYS D'AIX DEVELOPPEMENT - Abondement du dispositif Aix-Marseille-Provence Amorçage ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'attribution d'une subvention à l'association Pays d'Aix Développement - Abondement du dispositif Aix-Marseille-Provence Amorçage - Approbation de la convention d'objectif.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TCESDE 006-088/22/CT

■ **CT1 - Attribution d'une subvention d'investissement dans le cadre du dispositif d'aide à l'immobilier métropolitain pour un projet immobilier porté par la société Z-Air**

Avis du Conseil de Territoire DPEATSV 22/19953/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Attribution d'une subvention d'investissement dans le cadre du dispositif d'aide à l'immobilier métropolitain pour un projet immobilier porté par la société Z-Air », satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Mis en place par délibération n° ECO 002-5978/19/CM du Conseil de la Métropole du 16 mai 2019, le dispositif d'aide à l'investissement immobilier vise à favoriser le développement des entreprises issues des principales filières d'excellence du territoire. Il consiste en effet à cofinancer, dans le respect des dispositions réglementaires, des opérations d'investissement immobilier menées à l'initiative d'entreprises industrielles ou de services à l'industrie, issues prioritairement des 6 filières d'excellence de la Métropole, qu'il s'agisse d'opérations de construction, d'acquisition, d'extension ou de réhabilitation de locaux d'activités.

L'aide de la Métropole Aix-Marseille-Provence, qui donne lieu à l'établissement d'une convention, ne peut dépasser un taux d'intervention de 20 % pour les Petites entreprises et de 10 % pour les Moyennes entreprises. En zone d'aide à finalité régionale (AFR), ces proportions peuvent atteindre 30 % pour les Petites entreprises et 20 % pour les Moyennes entreprises. Dans le cas d'une grande entreprise située en zone AFR, et à titre exceptionnel, le taux maximal d'intervention est fixé à 10 %. Le taux d'intensité de l'aide appliqué à chaque dossier apparaîtra dans la convention d'application. L'aide est plafonnée à 200.000 euros par entreprise. Cette aide est notamment conditionnée par le maintien, sur le territoire métropolitain, de l'activité de l'entreprise pendant une certaine durée, par la création ou le maintien d'emplois et par l'inscription du projet dans une démarche de qualité environnementale ou, à défaut, par la réalisation d'investissements favorisant les économies d'énergies ou basés sur les énergies renouvelables.

La société Z-AIR connue sous le nom commercial de ZAPATA, avec à sa tête Franky ZAPATA, conçoit et développe des produits aéronautiques ayant pour objectifs de trouver différents types de motorisation dans les activités liées au sport, au loisir et de changer la mobilité du futur.

Suite à différents succès récents et les campagnes médiatiques menées, Z-AIR souhaite jouer davantage un rôle pionnier dans la mise au point de machines volantes pour le secteur civil et militaire, notamment en intensifiant ses efforts de R&D et en développant son positionnement sur le marché international. Pour satisfaire cette ambition, Z-Air projette des créations d'emplois ainsi qu'un projet d'investissement dans de nouveaux locaux et équipements en mesure de mieux répondre à ses besoins en termes d'espace, notamment de tests expérimentaux.

L'entreprise Z-Air, créée en 2016, dispose actuellement de locaux sur la commune du Rove. Les axes stratégiques pour garantir l'essor de Z-AIR ont été identifiés par l'entreprise ; toutefois l'implantation actuelle ne permet pas d'y répondre de manière satisfaisante. Le bâtiment actuel est limité en superficie, en proximité avec une zone résidentielle alors que l'activité et les tests de prototypes génèrent des nuisances sonores.

Le projet d'investissement de Z-AIR consiste à réhabiliter 3 bâtiments sur le terrain situé sur le chemin Carraire de Valampe sur la commune de Châteauneuf-les-Martigues. Le site d'une superficie de 22 922m² dispose des meilleurs atouts pour accueillir Z-AIR, comprenant :

- un aérodrome privé permanent à proximité des nouveaux locaux,
- la présence et la proximité de l'Etang de Berre, essentielle pour les essais expérimentaux,
- un terrain dépourvu de toute habitation pour mener des tests expérimentaux sans générer de nuisances sonores et olfactives pour le voisinage,
- un accès autoroutier permettant une connexion efficace avec les fournisseurs, partenaires et clients.

Les nouveaux locaux étant largement plus grands que les locaux actuels, Z-AIR pourra dédier plusieurs bureaux spécialisés dans le commerce, l'export ainsi que la production des produits destinés aux clients étrangers. Ces bâtiments feront office de bureaux, d'atelier R&D et d'entrepôt de prototypes de machines volantes, soit une projection de :

- 350m² de bureaux
- 1 250m² d'entrepôt
- 600m² d'atelier de production et banc d'essai

L'entreprise réalise un chiffre d'affaires de plus de 537 000 € ainsi que de 900 000 € de subventions d'investissements de la Direction Générale de l'Armement dans le cadre d'un dispositif RAPID (régime d'appui à l'innovation duale) et emploie 18 personnes au Rove où se situe son siège social. Elle prévoit d'ici à 3 ans de créer 10 postes supplémentaires. Il s'agit donc d'une petite entreprise puisque située en dessous de 50 salariés ce qui lui donne droit à une aide maximum de 20%.

L'investissement total de l'opération immobilière s'élève à 2,270 millions d'euros réparti comme suit :

- Foncier : 440 000 euros
- Travaux de construction : 1,736 millions d'euros
- Architectes, bureaux d'études et de contrôle, mission OPC et géomètre : 93 391 euros

Cet investissement sera porté par une SCI créée ad hoc nommée Zip-Immo détenue à 100 % par la société Z-Air.

Le financement de l'opération sera assuré principalement par un prêt bancaire ainsi que les fonds propres de la société.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a été sollicitée par l'entreprise Z-Air pour ce projet immobilier, par courrier du 14 septembre 2021.

Aux vues de ce qui précède, il est proposé de soutenir le projet immobilier proposé par l'entreprise Z-Air à hauteur de 50 000 euros, soit 2,88% de l'assiette éligible du coût de la construction et du foncier établie à 1 736 500,00 euros. La subvention sera versée à la SCI Zip-Immo pour le compte de Z-Air.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- Le règlement n°1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis ;
- Le Règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 ;
- Le décret n°2014-758 du 2 juillet 2014 relatif aux zones d'aide à finalité régionale et aux zones d'aide à l'investissement des petites et moyennes entreprises pour la période 2014-2020 ;
- La délibération n° ECO 001-1775/17/CM du 30 mars 2017 approuvant l'Agenda du développement économique métropolitain ;
- La délibération n° ECO 002-1776/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 approuvant le SRDEII ;
- La délibération n° ECO 002-5978/19/CM du Conseil de la Métropole du 16 mai 2019 approuvant le dispositif métropolitain d'aide à l'investissement immobilier des entreprises et du règlement d'attribution y afférent ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'attribution d'une subvention d'investissement dans le cadre du dispositif d'aide à l'immobilier métropolitain pour un projet immobilier porté par la société Z-Air ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur l'attribution d'une subvention d'investissement dans le cadre du dispositif d'aide à l'immobilier métropolitain pour un projet immobilier porté par la société Z-Air.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.